

# Le Monde

www.lemonde.fr

56<sup>e</sup> ANNÉE - N° 17075 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Bonjour 2000, année symbole

● « Le Monde » voyage en 2000, aube du prochain millénaire ● Nouvelle donne présidentielle en Russie : Boris Eltsine démissionne, élection en mars ● Cohabitation incertaine en France ● Après la parité, le droit de vote des étrangers ?

L'AN 2000 symbolise le passage d'un siècle et d'un millénaire. Hier année rêvée et mythique, elle s'offre aujourd'hui à nous comme une année charnière, à la fois frontière et transition entre deux mondes. Consacrée à l'année nouvelle, la première partie de ce numéro exceptionnel se présente comme un guide pour décrypter les événements à venir ou appréhender des bouleversements déjà à l'œuvre. Mais l'actualité, notre matière première, est aussi faite de surprises, d'accidents et de hasards. C'est pourquoi nous avons choisi d'accompagner ces « prévisions » de courtes « fictions », inventant des scénarios imaginaires au plus près de la réalité connue.

En 2000, le vainqueur et le vaincu de la guerre froide se retrouveront avec deux nouveaux présidents, dans une configuration qui changera la donne : Boris Eltsine a annoncé, vendredi matin, sa démission. Le premier ministre, Vladimir Poutine, devient président par intérim. L'élection présidentielle aura lieu en mars. Les Américains, quant à eux, votent en novembre (lire page 2). En France, cette année a priori sans élections n'est pas sans embûches pour une cohabitation qui est d'abord une rivalité (lire page 6). Fiction : et si, le 14 juillet 2000, Jacques Chirac annonçait un référendum sur le quinquennat ? Par ailleurs, après l'introduction de la parité en politique, le débat sur le droit de vote des étrangers revient en force (lire page 10). Fiction : en mars 2001, les candidats aux élections municipales font la chasse aux voix dans les communautés étrangères. Etc. Toute l'architecture de ce numéro, qui évidemment traite aussi de l'actualité immédiate - la guerre en Tchétchénie, les intempéries en France, notamment - est à l'identique, jusqu'en Culture autour d'Avignon, capitale culturelle européenne en 2000 (lire page 21).

Le Monde vous présente ses meilleurs vœux pour la nouvelle année. Une année de joie et de bonheur qu'imagine, ici même, l'artiste William Klein dans un photogramme spécialement créé pour les lecteurs du Monde.



### Des raisons d'espérer par Jean-Marie Colombani

L'AN 1999 s'est achevé, hélas, sur de terribles intempéries. Avec leurs cortèges de drames, individuels et collectifs, qui ont laissé nombre de nos concitoyens contristés. Des

siècles plus lointains, superstitieux, y auraient vu qui une punition, qui un mauvais présage. Le siècle positiviste que nous quittons aurait tendance, au contraire, à relativiser,

tant sont fortes par ailleurs les raisons d'être aujourd'hui optimiste. Convenons que tout s'est passé comme si une main invisible avait voulu nous rappeler que nous nous engageons dans une période à la fois dynamique et délicate : qui peut être l'amorce d'un nouveau grand bond en avant ; à moins que...

Avant que, vers le milieu du siècle qui vient, les rythmes démographiques planétaires ne ralentissent, constatons que nous n'avons jamais été aussi nombreux, dans le monde en général, en France en particulier. Les enfants qui vont naître en France cette année, notamment les filles, auront une espérance de vie - avec la liberté, critère parmi les critères - de près d'un siècle ! Et l'on sait que certaines craintes nées dans les années 60 à l'idée de l'explosion démographique planétaire n'ont plus lieu d'être : les progrès de l'agriculture - y compris celles, dans certaines conditions, de l'agrobiologie - permettront de nourrir les bientôt sept milliards d'habitants de la planète ; l'on sait aussi que les ressources naturelles, que le Club de Rome annonçait en voie d'extinction, sont toujours en quantité suffisante. Bref, on sait que, théoriquement, l'humanité a de quoi entreprendre une nouvelle traversée.

Mais le réchauffement planétaire est là, aussi, avec ses effets positifs - récoltes de céréales records au Canada et en Russie - et ses perturbations de plus en plus fortes, et de plus en plus fréquentes : la France, cette merveille d'équilibre, a été frappée à son tour. Nous savons donc que, désormais, nous devons mettre au premier rang de nos préoccupations l'élaboration d'un nouveau rapport avec la nature, conscients de la nécessité d'élucider les liens de causalité complexe qui

nous régissent. Au fond, la difficulté est toujours la même : faire mentir Hegel, qui professait que l'Histoire n'avance que par ses mauvais côtés. L'interdépendance qui est celle d'internet, de la rapidité et de la facilité des transports des biens et des personnes est aussi celle des malheurs cumulés, celle des catastrophes qui peuvent être planétaires. L'économie n'est pas seule impliquée dans la mondialisation : des problèmes globaux appelleront des propositions, sinon des solutions, globales et concertées, qui aillent très au-delà de ce que les Sommets de Rio et Kyoto ont à peine entrevu.

Or les problèmes globaux ne sont pas nécessairement des problèmes de marché : il ne suffit pas de les ouvrir ! ils ne sont pas non plus exclusivement des problèmes de réglementation : il ne suffit pas de surveiller et punir, comme le croient certains écologistes. Nos concepts habituels sont donc sinon impuissants, du moins insuffisants. L'exemple de la marée noire est en lui-même suffisamment explicite : le jeu du marché a conduit à la généralisation des pavillons de complaisance, que les réglementations nationales ne peuvent être inventées. Le développement des marchés et du libre-échange n'apporteront pas de solution aux demandes de solidarités nouvelles qui se font jour. Pas davantage le retour au protectionnisme des uns, à l'isolationnisme des autres, voire à la planification - nostalgie qui guette certains des opposants à l'OMC - ne sont de nature à porter remède aux maux que secrète le développement, tel qu'il est aujourd'hui pratiqué.



ADIEU 1999

### Un numéro renversant

#### Douze mois en revue

La rédaction du Monde vous propose deux journaux en un pour ce premier numéro de l'année 2000. Deux journaux, c'est-à-dire deux quotidiens respectant l'architecture habituelle du Monde. En retournant ce numéro, vous découvrirez donc un second journal qui dresse le bilan de l'année 1999. Plantu a choisi ses dessins préférés pour illustrer l'actualité internationale et nationale. Une actualité souvent extrême dans la violence (Kosovo, Tchétchénie, Timor), l'imprévu (les intempéries). Une année extrême, ultime, avant le passage au troisième millénaire.



SANTÉ

### Manger et guérir

Le concept est né au Japon et a explosé en Europe et aux Etats-Unis. De quoi s'agit-il ? Tout simplement de proposer des aliments qui nourrissent et guérissent. On les appelle des « aliments ». Déjà en vente : une margarine anti-cholestérol, du lait pour prévenir les maladies coronariennes, un sucre pour renforcer la flore intestinale... p. 16

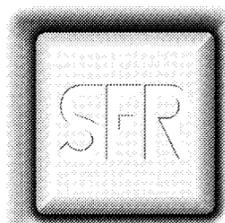
### Une Américaine en campagne



HILLARY CLINTON

CE QU'ELLE tente, personne ne l'a jamais tenté avant elle. Le 7 novembre 2000, Hillary Clinton, qu'elle soit ou non élue sénateur de New York, sera la première First Lady à avoir osé descendre dans l'arène électorale. Bill n'est déjà plus au cœur de l'Histoire. « Go, girl, go ! »

Lire le portrait page 14 et notre éditorial page 15



TÉLÉPHONE

### Mon portable est un bureau

Le téléphone portable ressemble de plus en plus à un véritable bureau mobile. Les abonnés peuvent désormais recevoir des messages écrits, des télécopies et du courrier électronique. Mieux, ils peuvent se connecter sur Internet, consulter leur compte bancaire, réserver leur billet d'avion, s'informer. Le tout à partir d'un simple clavier et d'un écran minuscule. Un rêve de nomades. p. 19

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 101 - 7,50 F



International	2	Entreprises	16
France	6	Communication	18
Société	10	Aujourd'hui	19
Régions	13	Abonnements	20
Horizons	14	Culture	21

Lire la suite page 15

**BONJOUR 2000** Russes et Américains voteront cette année pour élire leur président, les premiers en mars, les seconds en novembre. Et, dans les deux pays, c'est un nouveau

chef d'Etat qui devrait émerger du scrutin présidentiel, M. Clinton et M. Eltsine n'ayant plus le droit de se représenter. ● AUX ÉTATS-UNIS, l'issue du scrutin est plus incertaine

qu'en Russie, si l'on en juge des élections parlementaires russes qui ont eu lieu le 19 décembre. Mais les intentions des candidats, démocrates ou républicains, y seront connues au fil

de la campagne. ● EN RUSSIE, l'évolution politique reste une énigme, même s'il paraît que l'actuel premier ministre, Vladimir Poutine, a de bonnes chances de l'emporter. ● LE

SCÉNARIO le plus redouté en Occident est celui de l'accomplissement d'un nouveau capitalisme d'Etat russe qui alimenterait une politique extérieure agressive.

## Deux nouveaux présidents à la tête de la Russie et des Etats-Unis

Russes et Américains éliront leur chef d'Etat, les premiers en mars, les seconds en novembre. Le succès du « parti du Kremlin » aux législatives rend possible une victoire du premier ministre Vladimir Poutine. Le vainqueur outre-Atlantique devra compter avec les nouvelles ambitions de Moscou

EN 1996 DÉJÀ, les Russes et les Américains votaient la même année pour élire leur président. Il y a quatre ans, tout le monde pariait sur le succès des sortants, Boris Eltsine à Moscou, Bill Clinton à Washington. Dans l'année qui s'ouvre, aucun des deux n'a le droit de se représenter. Malgré sa santé inégale, Boris Eltsine le regrette peut-être, mais la Constitution russe, comme la Constitution américaine sur laquelle elle a été en partie calquée, interdit un troisième mandat. Ce seront donc deux nouvelles personnalités qui s'installeront à la présidence des deux pays qui étaient voilà encore une décennie les deux superpuissances, en avril pour le président russe, en janvier 2001 pour le président américain qui sera élu en novembre.

Le paradoxe de ces échéances est que l'issue du scrutin est plus incertaine aux Etats-Unis qu'elle ne semble l'être en Russie après les élections parlementaires du 19 décembre 1999. En revanche, on en sait un peu plus sur la politique qui sera suivie par le prochain président américain, selon les candidats qui sortiront des primaires dans le camp républicain comme dans le camp démocrate, alors que

l'évolution de la Russie reste une énigme, même s'il paraît que Vladimir Poutine a de bonnes chances de l'emporter.

Les hommes d'Etat, qui ne détestent rien plus que l'inconnu, avaient préparé une transition fondée sur un schéma rassurant. A Washington, le vice-président Al Gore apparaissait comme le candidat naturel du camp démocrate, et à Moscou Viktor Tchernomyrdine se préparait à succéder au président malade. Les deux hommes avaient appris à se connaître et même à coopérer en tant que coprésidents de la commission mixte américano-russe.

### « IL APPREND »

Quand, en 1997, Boris Eltsine a chassé Viktor Tchernomyrdine, qui commençait justement à prendre un peu trop de poids dans la gestion du pays tout en étant incapable de mettre sur pied un parti politique crédible, il a fallu revoir le scénario. Al Gore n'a pas eu le temps de nouer les mêmes liens avec les éphémères successeurs de Tchernomyrdine, et il doit y regarder à deux fois avant de réanimer trop vite la commission mixte avec un coprésident Poutine qui guerroye en Tchétchénie. Le candidat à



la Maison Blanche ne doit pas prêter le flanc aux attaques, qu'elles viennent d'un autre aspirant démocrate comme Bill Bradley, qui aurait vite fait de condamner toute compromission au nom de la morale, ou de ses adversaires républicains, qui sont toujours des partisans de la fermeté vis-à-vis de la

Russie – et surtout pendant les campagnes électorales.

George W. Bush a encore de bonnes chances d'être choisi par le Grand Old Party pour reconquérir la présidence malgré les efforts du sénateur John McCain, qui n'a pas bénéficié des mêmes appuis financiers. Le fils de l'ancien président

Bush n'a pas une connaissance très approfondie des dossiers internationaux. Mais « il apprend », selon le témoignage d'observateurs américains qui ne sont pas toujours bien disposés à son égard. Et il bénéficie des conseils d'anciens collaborateurs de son père, comptant parmi les meilleurs de la dernière administration républicaine.

En tout cas, George W. Bush a quelques idées simples, notamment par rapport à la Russie – et à la Chine –, qui tranchent avec ce qu'il considère comme l'indécision ou la faiblesse des démocrates « clintoniens ». Face à Moscou, il prône une attitude de fermeté, une suspension de l'aide afin de ne pas financer la guerre en Tchétchénie, une politique qui rappelle plus le « containment » des premières années de l'après-guerre que l'« engagement » de l'après-guerre froide.

Peut-être se souviendra-t-on alors que c'est sous des administrations républicaines (Nixon, Reagan, Bush) que les relations entre Washington et Moscou ont été les plus fructueuses en matière d'accords internationaux, à une époque où l'URSS défendait avec acharnement ses intérêts et

grande puissance. Est-ce à dire qu'une présidence républicaine aurait moins de scrupules pour mener en Russie une *Realpolitik* ne s'embarassant pas de considérations idéologiques sur les droits de l'homme, voire sur l'économie de marché ou le libéralisme politique ? Ce serait tirer des conclusions hâtives, mais il est clair qu'une telle orientation ne serait pas pour déplaire aux Russes qui pourraient arriver au pouvoir dans le sillage de Vladimir Poutine.

### ILLUSION PERDUE

Faut-il les classer dans le camp des « démocrates » ou des « néo-soviétiques » ? La réponse, en fait, importe peu. Ils ont perdu les illusions des premiers dirigeants post-communistes qui croyaient – ou feignaient de croire – à un nouvel ordre international où la Russie démocratique trouverait sa place auprès des grandes démocraties occidentales. Cette illusion était partagée à l'Ouest. Depuis, il est devenu clair que, communiste ou non, la Russie a une conception de ses intérêts nationaux qui ne coïncide pas avec les objectifs des Occidentaux, Américains et Européens confondus. C'est devenu une banalité ; ça ne l'était pas au début des années 90.

Les dirigeants russes de l'an 2000, quels qu'ils soient, ont conscience d'avoir perdu la guerre froide ; ils veulent mettre un terme à ce qu'ils ont vécu comme une subordination de leur pays à la diplomatie américaine. Les plus ouverts ne souhaitent sans doute pas de nouvelles périodes de tension telles que le monde en a connues entre 1947 et 1989, mais ils n'accepteront de conclure des accords que dans la mesure où ceux-ci ne contreviennent pas à leur objectif principal : rétablir la puissance russe afin qu'elle puisse, dans un premier temps, imposer l'ordre dans son « étranger proche » et, à terme, faire de nouveau jeu égal avec les Etats-Unis. Une telle partie exige des joueurs qui sachent comment ne pas aller trop loin. C'est l'enjeu de la double consultation russo-américaine de l'an 2000.

### WASHINGTON

de notre correspondant

Dans une conjoncture de prospérité économique historique, alors que le chômage n'en finit pas de baisser, l'an 2000 verra arriver sur le marché du travail américain un chômeur tout à fait exceptionnel : Bill Clinton. Car le président n'a pas le droit de solliciter un troisième mandat et, à cinquante-quatre ans, il sera loin de l'âge de la retraite quand son successeur sera élu en novembre. La Constitution lui laissera jusqu'en janvier 2001 pour expédier les affaires courantes en l'attente de l'intronisation du 43<sup>e</sup> locataire de la Maison Blanche... et pour se trouver un job.

Ce ne devrait pas être trop difficile, même si le CV de M. Clinton, politicien à plein temps depuis sa prime jeunesse – il a été élu pour la première fois en 1976 – comporte un point noir : sa liaison explosive avec la jeune stagiaire Monica Lewinsky qui a nui à son image de PDG de l'Amérique SA et a failli le

## Bill Clinton, futur jeune retraité en quête d'un job

mettre à la rue. Il devrait toutefois trouver sans peine le chemin du circuit des conférences grasses payées que les dirigeants sur le retour affectionnent, de George Bush à Margaret Thatcher.

### DES DETTES À REMBOURSER

On l'imagine déclarant à de riches hommes d'affaires entre dessert et café : « *L'histoire me jugera différemment, sur le Monicagate. Elle dira que j'ai commis une grave faute personnelle, que j'ai payé assez cher pour elle (...). Je crois qu'à long terme, le fait que nous ayons accompli autant face aux attaques les plus virulentes et partisans (...)* rendra beaucoup de nos réalisations encore plus impressionnantes. » (entretien accordé en novembre à la chaîne ABC).

On peut aussi l'imaginer, appelé comme consultant par une firme de relations publiques, un cabinet d'avocats ou par ses nombreuses relations de Hollywood. Car si le pré-

sident ne manque pas d'ennemis, il a aussi des amis, et pas toujours parmi les plus pauvres, comme Terence McAuliffe qui l'a dépanné quand il en avait besoin et qui l'aide à ramasser des fonds pour la future bibliothèque présidentielle de Little Rock, destinée à assurer son image pour la postérité ; ou ceux qui lui ont prêté, un temps, la mise initiale de la future demeure familiale de Chappaqua, dans laquelle la *first lady* va emménager début janvier pour être plus près de New York, où elle brigue un mandat de sénateur ; ou ceux qui l'invitent à jouer au golf, son sport favori, ou à passer de somptueuses vacances dans des lieux de rêve ; ou ceux, encore, qui ont contribué à ses lourds frais de justice...

Car, pour Bill Clinton, qui bénéficiera d'une retraite et d'une sécurité rapprochée comme tout ancien président, gagner de l'argent ne sera pas seulement un hobby, comme l'aura été la politique. Il a des dettes à rembourser,

des millions de dollars qu'il aimerait bien voir le contribuable assumer – comme il en a le droit – tout en sachant très bien que sa popularité en souffrirait. Et il n'a jamais vraiment gagné sa vie. Il pourra peut-être continuer à bénéficier des revenus d'Hillary – qui a longtemps contribué aux besoins du ménage –, qu'elle soit élue ou que, battue, elle reprenne ses activités d'avocate d'affaires, profession où elle excelle.

En attendant, les Clinton sont redevenus un couple américain comme on en trouve des millions, chacun travaillant de son côté et se retrouvant, quand c'est possible, le week-end. Mais ce pourrait être cette fois dans « *ma* » maison, comme dit Hillary, et pour l'écouter, elle, parler de sa carrière politique à Washington !

Patrice de Beer

Lire aussi notre enquête page 14

Daniel Vernet

## Rendez-vous

### ● Union européenne :

la présidence de l'UE revient au Portugal à partir du 1<sup>er</sup> janvier, en remplacement de la Finlande. La France prendra le relais à partir du 1<sup>er</sup> juin.

● **Proche-Orient** : la reprise des négociations de paix entre Israël et la Syrie est prévue pour le 3 janvier à Washington. Quant aux pourparlers israélo-palestiniens sur le statut définitif de l'Etat palestinien, ils sont prévus pour le 15 février.

● **Croatie** : les élections législatives auront lieu le 3 janvier, la présidentielle le 24.

● **Rencontres internationales de Davos** : elles devraient se dérouler le 29 janvier.

● **Guinée-Bissau** : l'élection présidentielle est fixée au 16 janvier.

● **Iran** : élections législatives le 18 février.

● **Taïwan** : élection présidentielle le 18 mars.

● **Russie** : après la démission surprise de Boris Eltsine, l'élection présidentielle, prévue en juin est avancée à mars.

● **Mexique** : élection présidentielle le 2 juillet.

● **Pérou** : élection présidentielle le 9 avril.

● **Liban** : le premier ministre israélien, Ehoud Barak, avait, durant la campagne des législatives en mai, promis un retrait total de l'armée israélienne du sud-Liban un an après sa prise de fonctions, soit le 7 juillet.

● **Etats-Unis** : l'élection présidentielle est prévue pour le 7 novembre.

### MOSCOU

de notre correspondant

Ce lundi 27 mars 2000, Jacques Chirac est l'un des premiers dirigeants occidentaux à appeler le Kremlin. Les résultats quasi définitifs du second tour de l'élection

### FICTION

L'achèvement d'un capitalisme d'Etat alimentant une politique extérieure agressive

présidentielle russe viennent d'être connus. Vladimir Poutine est élu au terme d'une violente campagne électorale marquée par les « *kompromati* » (ces documents compromettants visant tel ou tel responsable), une propagande éhontée des chaînes de télévision publique et de spectaculaires revirements d'alliance.

Le 20 décembre 1999, M. Chirac avait également appelé Moscou, dès le lendemain des élections législatives qui avaient vu la victoire du camp soutenu par le premier ministre M. Poutine. Jacques Chirac avait félicité Boris Eltsine de la « *consolidation de la démocratie* » en Russie, au moment où les troupes russes engageaient la bataille pour la prise de la capitale tchétchène, Grozny. Ce 27 mars, le président français ne peut donc qu'adresser ses « *plus vives félicitations* » au nouveau président russe et souhaiter ses « *vœux de prompt rétablissement* » à Boris Eltsine, victime d'un « *refroidissement* ».

L'ère Eltsine est donc achevée et l'Occident considère avec la plus grande circonspection la nouvelle période qui s'ouvre. M. Chirac est comme les autres dirigeants occidentaux, pratiquement incapable de répondre à la question : où va la Russie ? Depuis des semaines, les notes de ses conseillers et les télégrammes diplomatiques se sont accumulés. Des certitudes ? Aucune. Des scénarios ? Innombrables, mais qui ne sont que des fictions plus ou moins bien argumentées.

Pour la première fois, l'élection de M. Poutine, mis sur orbite présidentielle dès août 1999, a fait mentir ce principe qui veut qu'« *en Russie, il faut vivre avec des perspectives politiques de trois mois ; au-delà, il n'y a aucune visibilité* ».

### « TROIS VALEURS »

En février-mars 2000, l'Occident s'était d'ailleurs accroché comme à une bouée de sauvetage à un autre scénario qui prédisait l'élection à la présidence d'Igor Ivanov, le ministre des affaires étrangères. Vladimir Poutine était alors embourbé dans le guépier tchétchène et lâché par plusieurs membres de la « *famille* » présidentielle, ce groupe opaque de conseillers, proches et hommes d'affaires du président. Ses décisions concernant la restructuration de l'industrie pétrolière avaient été vécues comme une agression caractérisée par Boris Berezovski et Roman Abramovitch, toujours influents au Kremlin. Et une partie de la « *famille* » s'était convaincue que M. Ivanov, produit de la grande école de la di-

plomatie soviétique, connu des dirigeants occidentaux et peu versé dans l'économie et la politique intérieure, ferait un excellent candidat de rechange.

Trop tard. M. Poutine est le nouveau président et dispose désormais de quasiment tous les pouvoirs, ceux que la Constitution de 1993, qui a instauré un régime présidentiel fort, lui confère. L'homme est jeune, 47 ans, cumule plusieurs expériences : celle d'agent du KGB en poste à l'Occident dans les années 80, celle d'apprenti-réformateur à Saint-Pétersbourg au début des années 90, où il a pu – entre autres – se confronter aux mafias criminelles et beaucoup apprendre d'elles, notamment celle d'un dirigeant du FSB (ex-KGB) puis d'un acteur de premier plan d'un régime Eltsine à l'agonie en 1998-1999.

Vers où penchera donc M. Poutine, qui dispose de plus d'une majorité à la chambre des députés ? Là encore, les chancelleries doivent considérer plusieurs scénarios. L'un d'eux, redouté par l'Ouest et depuis longtemps jugé le plus probable, est l'achèvement d'un capitalisme d'Etat et de nomenclature alimentant une politique extérieure agressive. Pour justifier ce scénario, un seul rappel suffit : « *La Russie se rassemble autour de ces trois valeurs : le patriotisme, le pouvoir de l'Etat et la religion* », avait déclaré M. Poutine en décembre 1999. Désormais intouchable, le nouveau président peut décliner ce tripptyque. La guerre de Tchétchénie, qui a mis au premier plan durant des mois les généraux russes, ali-

ment un discours militaro-nationaliste et permet d'exercer un étroit contrôle sur les grands médias. Elle justifie l'augmentation du budget militaire, les aides massives au complexe militaro-industriel, le retour de l'Etat dans des secteurs économiques jugés stratégiques, au prix de nouveaux accords avec les « *oligarques* », ces barons de l'industrie et de la finance.

### NÉGOCIATIONS SUR LA DETTE

« *Devenir une puissance de second rang, nous ne l'accepterons jamais* », avait également prévenu Vladimir Poutine à l'automne 1999. Aussi le président décide-t-il de finaliser l'Union Russie-Bielorussie. Les liens sont resserrés avec le Kazakhstan et les tensions sont de plus en plus vives avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan, accusés d'être les nouvelles têtes de pont des Etats-Unis.

Pour contrer les ambitions américaines, M. Poutine réanime le Kazakhstan et les tensions sont de plus en plus vives avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan, accusés d'être les nouvelles têtes de pont des Etats-Unis.

Un retour vers la glaciation soviétique ? Certainement pas. Dans un long texte-programme publié le 29 décembre 1999, le nouveau président rappelait son allergie à « *l'idéologie communiste* », défendait la nécessité du « *marché* » et plaçait pour une intégration accélérée de la Russie « *dans l'économie mondiale* ». Mais dans le même

temps, « *la Russie doit définir son propre chemin de développement* », expliquait M. Poutine, après avoir tiré les leçons des échecs des années 90.

Mais à peine installé au Kremlin, le président sait qu'une échéance capitale l'attend : les négociations sur la dette soviétique qui s'engageront à l'automne 2000. Cette discussion portant sur les 90 milliards de dollars (autant d'euros) d'emprunts hérités de l'URSS déterminera le nouveau cours des relations avec l'Occident. Depuis septembre 1998, la Russie a *de facto* fait défaut sur les remboursements prévus, honorant seulement le service de la dette russe accumulée depuis 1991.

M. Poutine aura-t-il les moyens financiers de ce nouveau cours politique ? L'économie russe se rétablit, comme elle l'avait fait en 1999, qui avait vu une croissance industrielle supérieure à 7 %, un excédent commercial de près de 30 milliards de dollars dû à la hausse du prix du pétrole, une inflation limitée, et une relative stabilité du rouble.

Ce soudain surplus financier sera-t-il englouti par la dette soviétique, ou les Occidentaux accepteront-ils une nouvelle fois un rééchelonnement, voire un effacement partiel des créances comme le demande Moscou ? Au-delà des discours et des intentions affichées de M. Poutine, l'issue de cette négociation déterminera pour partie ce que sera la nouvelle politique russe.

François Bonnet

Antonio Guterres, premier ministre portugais

# « L'Europe doit avoir une stratégie contre l'exclusion sociale »

Dans un entretien au « Monde », le président de l'Union européenne pour le premier semestre 2000 expose ses priorités

En moins de cinq ans, le premier ministre portugais, le socialiste Antonio Guterres, un ingénieur catholique de cinquante ans, élu en novembre à la tête de l'Internationale socialiste, s'est imposé, par ses capacités de

dialogue et sa vision internationale, parmi les dirigeants européens les plus écoutés. Alors que le Portugal va exercer la présidence de l'Union européenne au cours du premier semestre de l'année 2000, il a expo-

sé ses projets aux envoyés spéciaux du **Monde** à Lisbonne. Un nouvel élan en faveur de la croissance et de l'emploi, la lutte contre l'exclusion sociale, mais aussi l'intégration de l'innovation dans le processus

économique et social, la démocratisation de l'accès à la société de l'information, enfin la création d'une Agence européenne de la sécurité alimentaire sont quelques-unes de ses priorités.

« **Un sommet difficile s'annonce, à Lisbonne, sur l'emploi et la coordination des politiques économiques. Qu'espérez-vous y apporter ?**

– Ce sommet doit mettre en place les conditions de coordination et d'articulation nécessaires à la gestion du pacte européen pour l'emploi, décidé en juin à Cologne. Pour conjuguer dynamisme et compétitivité, au sein de l'Union, avec une plus grande cohésion sociale, il faudra prendre en compte, par exemple, les développements de la société d'information, les questions d'exclusion et l'approfondissement des réformes économiques. Il nous faut une première analyse commune, sur l'évolution de la protection sociale, et surtout adopter une méthodologie nouvelle dans différents domaines. Pour cela il est possible d'établir un processus de « *bench marking* », avec des indicateurs quantifiés, qui permettent de coordonner les plans d'actions européens avec les plans d'action nationaux, d'avoir des objectifs communs et donc une émulation entre les gouvernements. Là où ce n'est pas possible, il faut avoir au moins une logique de transparence et d'échange d'informations pour parvenir à une même stratégie pour les quinze. Enfin, le sommet devra établir un calendrier d'actions qui pourraient se concrétiser au prochain sommet de Feira, puis sous la présidence française.

– **Quelles sont vos priorités ?**

– Il y en a deux. La première, c'est la capacité d'intégrer l'innovation dans tout le processus économique et social. Les Américains savent mieux que les Européens traduire leurs innovations, leurs développements scientifiques et technologiques, en produits et processus qui ont rapidement accès au marché. Chez nous, des réformes sont nécessaires dans le cadre du marché intérieur, en particulier en ce qui concerne les marchés financiers. Il faut aussi démocratiser l'accès à la société de l'information pour les citoyens, les entreprises, les institutions, afin

que ces nouvelles technologies deviennent un instrument de croissance et de création de nouveaux emplois plus qualifiés. L'autre priorité, c'est la lutte contre l'exclusion sociale. Là aussi, nous devons avoir une stratégie européenne qui s'appuie sur des plans d'action nationaux et mette en œuvre toute la panoplie de politiques existantes, en matière d'éducation, d'emploi, de formation.

– **Y a-t-il suffisamment de points communs entre MM. Blair, Jospin, Schröder et Guterres, pour y parvenir ?**



ANTONIO GUTERRES

– Je crois que oui, avec des points de départ différents. Les problèmes de réforme économique sont particulièrement importants pour les gouvernements britannique, espagnol ; d'autres gouvernements sont plus directement concernés par les questions d'emploi, de politique sociale. Mais il y a une approche commune qui peut rassembler tous ces aspects d'une façon harmonieuse. Comme il y a une nouvelle synthèse possible du socialisme, en général, qui intègre les éléments traditionnels de la social-démocratie avec des contributions nouvelles, venues de la pensée libérale de gauche aux Etats-Unis, axée sur une nouvelle conception de la justice et de l'épanouissement du citoyen.

– **Comment doit évoluer la coordination des politiques économiques ? La France, par exemple, parle de "gouvernement économique", au moins pour la zone Euro...**

– Au sommet « progressiste »

– Les mots peuvent être dangereux, on les interprète différemment... Je dirai seulement que, pour que l'Europe ait une stratégie d'ensemble dans les domaines économiques et sociaux, d'une certaine manière, cela va dans le sens d'un gouvernement économique.

– **Le développement du vote à la majorité qualifiée peut aider ?**

– Si on veut faire progresser l'Europe, nous aurons besoin effectivement d'étendre ce mode de fonctionnement, pour surmonter les divisions. De même, avec les prochains élargissements, l'approfondissement de l'Union exigera aussi des processus de coordination renforcés.

– **Que proposera votre présidence sur la réforme des institutions ?**

– Il va falloir bien commencer la CIG [conférence intergouvernementale]. Le sommet d'Helsinki a décidé de s'attaquer aux trois questions non résolues, lors du Traité d'Amsterdam : la pondération des voix, la composition de la Commission, l'extension du vote à la majorité qualifiée. Mais la présidence portugaise peut proposer d'élargir l'agenda, sans l'alourdir. Personnellement, j'aimerais inclure la question des coopérations renforcées, voir le Traité modifié, pour tenir compte des progrès faits dans le domaine de la défense européenne. L'autre question, c'est la charte des droits fondamentaux européens. C'est un processus séparé de la CIG, mais qui devrait à un moment donné converger avec elle.

– **Au sommet « progressiste »**

## L'OMC ne parvient pas à surmonter l'échec de Seattle

GENÈVE

de notre correspondant

Près d'un mois après l'échec de la conférence ministérielle de Seattle, les représentants des 135 membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont séparés pour les fêtes de fin d'année sans avoir réussi à détenir un tant soit peu l'atmosphère. Alors que le siège de l'organisation à Genève a officiellement fermé ses portes vendredi 24 décembre et ne les rouvrira pas avant le 3 janvier, tout le monde s'accorde à dire que cette pause est bienvenue.

En principe, les ambassadeurs auprès de l'OMC devaient reprendre les consultations sur les bords du Léman dès leur retour des Etats-Unis, mais, visiblement, le cœur n'y était pas. Les divisions soulignées par Seattle et les frustrations engendrées par ce fiasco étaient encore trop présentes dans les esprits pour repartir comme si de rien n'était. « *La température est encore trop élevée*, constate l'ambassadeur du Maroc, Nacer Benjeloun-Touimi. *L'avion de l'OMC est passé par une zone de turbulences à Seattle, il a maintenant atterri et il faut l'huiler, changer certaines pièces, remettre du carburant pour lui permettre de redécoller.* »

Echaudés, voire traumatisés, les représentants des pays membres convoqués le 17 décembre pour la première fois en assemblée plénière depuis l'échec de Seattle ont donc préféré reporter à plus tard, probablement dans la seconde moitié de janvier, l'évaluation de la conférence ministérielle comme les discussions sur la relance des négociations commerciales. Le conseil général s'est contenté d'accepter la Jordanie comme 137<sup>e</sup> membre de l'Organisation, et d'approuver son budget de fonctionnement pour l'an 2000, quel-

que 80 millions de dollars, en hausse de 4,5 %. Les autres questions ont été « *suspendues* », tandis que des délais qui arrivaient à échéance au 31 décembre ont été repoussés à janvier. C'est le cas de l'application des accords sur la propriété intellectuelle et les mesures liées à l'investissement. De même, le flou subsiste quant au moratoire sur le commerce électronique, les marchés publics ou encore la réforme du système de règlement des différends.

Un autre dossier reste en suspens : celui de l'agriculture et des services. Selon les accords de Marrakech, qui ont mis un terme au cycle de l'Uruguay en 1994, des négociations doivent s'engager le 1<sup>er</sup> janvier 2000 pour poursuivre la libéralisation dans ces deux secteurs. Mais ni les modalités ni le calendrier de ces pourparlers n'ont encore été arrêtés. En attendant d'y voir plus clair, une déclaration adoptée par consensus rappelle

que « *les membres ont clairement fait savoir que des consultations informelles sont nécessaires sur un large éventail de questions, y compris celle des échéances.* »

« TEXTE ABANDONNÉ »

Afin de calmer les craintes des pays en voie de développement qui ne sont pas prêts pour la mise en œuvre de certains accords le 31 décembre, les membres se sont ralliés à une proposition du président du conseil général, l'ambassadeur tanzanien Ali Mchumo, les invitant à faire preuve de « *retenue* » avant de déposer des plaintes concernant les accords venus en principe à échéance. « *Nous attendons de leur part une neutralité bienveillante tant que se poursuivront les consultations* », fait remarquer l'ambassadrice du Gabon, Yolande Biké.

En levant la conférence de Seattle, la représentante américaine au commerce, Charlene Barshefsky, qui présidait les dé-

**CE SERA** le chant du cygne pour le porte-avions français *Foch* et, accessoirement, une démonstration, voulue par le gouvernement. La flotte française renoue avec son passé : elle entend rivaliser désormais avec les marines américaine et britannique, plus présentes qu'elle à la surface des mers internationales. A la mi-janvier 2000, le *Foch* quittera son port d'attache de Toulon pour un grand périple dans le Golfe, dans l'océan Indien, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud et devant Dakar. Avec un retour prévu pour fin avril en Méditerranée. Sauf événement exceptionnel, le *Foch* sera relevé, à fin 2000, par le porte-avions *Charles-de-Gaulle*.

Après trente-six ans de bons et loyaux services, le *Foch* va donc tirer sa révérence lors d'un grand déploiement naval – auquel participent deux frégates, un navire et un navire-atelier – dont l'ambition est de montrer

le pavillon là où la marine française, qui se veut un outil diplomatique, était plutôt discrète ces temps derniers. Le choix des activités et des escales de cette escadre n'est pas innocent.

Dans le Golfe et en océan Indien, le porte-avions se livrera à une série d'exercices avec les marines des Emirats arabes unis, du Qatar, du Koweït et du sultanat d'Oman. Autant de pays auxquels la construction navale française ne désespère pas de vendre des matériels de guerre.

La preuve en est que, dans ces zones-là, le *Foch* sera accompagné par un sous-marin nucléaire d'attaque, façon d'exposer le fin du fin de la technologie nationale. En Afrique du Sud, où la France a récemment perdu des marchés importants d'armement, y compris dans le domaine naval, il s'agit, via cette escadre, de tenter de récupérer quelques

contrats de formation de spécialistes militaires qui restent encore à conclure.

En Amérique du Sud, l'enjeu est autrement plus important. Après l'Argentine, le *Foch* rendra visite au Brésil qui a fait savoir qu'il envisageait d'acheter le porte-avions, malgré son âge avancé. Des conversations ont lieu à ce propos entre les deux pays. Déjà, le Brésil a acquis 23 avions Skyhawk d'occasion, auprès du Koweït, qui seront embarqués sur son vieux porte-avions, d'origine britannique, le *Minas-Gerais*, et qui, une fois remis en état, pourrait équiper le *Foch*.

Le Brésil entend renforcer et moderniser sa marine de guerre autour d'un groupe aéronaval avec, aussi, la mise en chantier d'un sous-marin nucléaire d'attaque, le *Riachuelo*, le premier du genre dans la zone.

né, il faut maintenant passer à l'étape suivante. On ne peut plus traiter le processus engagé, il n'est plus possible de donner le change. A son retour à Genève, M. Moore feignait encore de croire à une simple suspension des pourparlers et se montrait prêt à convoquer une nouvelle réunion ministérielle afin de parachever « *les progrès accomplis* ». Persistant à considérer Seattle comme un « *succès* », l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'OMC, Rita Hayes, a vainement tenté d'en convaincre ses collègues du conseil général. Même l'idée de maintenir « *ce qui a été acquis* » n'a pas été retenue.

De passage à Genève, le ministre suisse de l'économie, Pascal Couchepin, résumait la situation en ces termes : « *Le texte discuté à Seattle est aujourd'hui abandonné. Cette base de discussion a disparu.* » Tout aussi catégorique, l'ambassadeur de Belgique, Jean-Marie Noirfalis, estime que « *Seattle est termi-*

né, il faut maintenant passer à l'étape suivante. On ne peut plus traiter le processus engagé, il n'est plus possible de donner le change. A son retour à Genève, M. Moore feignait encore de croire à une simple suspension des pourparlers et se montrait prêt à convoquer une nouvelle réunion ministérielle afin de parachever « les progrès accomplis ». Persistant à considérer Seattle comme un « succès », l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'OMC, Rita Hayes, a vainement tenté d'en convaincre ses collègues du conseil général. Même l'idée de maintenir « ce qui a été acquis » n'a pas été retenue.

De passage à Genève, le ministre suisse de l'économie, Pascal Couchepin, résumait la situation en ces termes : « Le texte discuté à Seattle est aujourd'hui abandonné. Cette base de discussion a disparu. » Tout aussi catégorique, l'ambassadeur de Belgique, Jean-Marie Noirfalis, estime que « Seattle est termi-

né, il faut maintenant passer à l'étape suivante. On ne peut plus traiter le processus engagé, il n'est plus possible de donner le change. A son retour à Genève, M. Moore feignait encore de croire à une simple suspension des pourparlers et se montrait prêt à convoquer une nouvelle réunion ministérielle afin de parachever « les progrès accomplis ». Persistant à considérer Seattle comme un « succès », l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'OMC, Rita Hayes, a vainement tenté d'en convaincre ses collègues du conseil général. Même l'idée de maintenir « ce qui a été acquis » n'a pas été retenue.

De passage à Genève, le ministre suisse de l'économie, Pascal Couchepin, résumait la situation en ces termes : « Le texte discuté à Seattle est aujourd'hui abandonné. Cette base de discussion a disparu. » Tout aussi catégorique, l'ambassadeur de Belgique, Jean-Marie Noirfalis, estime que « Seattle est termi-

né, il faut maintenant passer à l'étape suivante. On ne peut plus traiter le processus engagé, il n'est plus possible de donner le change. A son retour à Genève, M. Moore feignait encore de croire à une simple suspension des pourparlers et se montrait prêt à convoquer une nouvelle réunion ministérielle afin de parachever « les progrès accomplis ». Persistant à considérer Seattle comme un « succès », l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'OMC, Rita Hayes, a vainement tenté d'en convaincre ses collègues du conseil général. Même l'idée de maintenir « ce qui a été acquis » n'a pas été retenue.

né, il faut maintenant passer à l'étape suivante. On ne peut plus traiter le processus engagé, il n'est plus possible de donner le change. A son retour à Genève, M. Moore feignait encore de croire à une simple suspension des pourparlers et se montrait prêt à convoquer une nouvelle réunion ministérielle afin de parachever « les progrès accomplis ». Persistant à considérer Seattle comme un « succès », l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'OMC, Rita Hayes, a vainement tenté d'en convaincre ses collègues du conseil général. Même l'idée de maintenir « ce qui a été acquis » n'a pas été retenue.

né, il faut maintenant passer à l'étape suivante. On ne peut plus traiter le processus engagé, il n'est plus possible de donner le change. A son retour à Genève, M. Moore feignait encore de croire à une simple suspension des pourparlers et se montrait prêt à convoquer une nouvelle réunion ministérielle afin de parachever « les progrès accomplis ». Persistant à considérer Seattle comme un « succès », l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'OMC, Rita Hayes, a vainement tenté d'en convaincre ses collègues du conseil général. Même l'idée de maintenir « ce qui a été acquis » n'a pas été retenue.

né, il faut maintenant passer à l'étape suivante. On ne peut plus traiter le processus engagé, il n'est plus possible de donner le change. A son retour à Genève, M. Moore feignait encore de croire à une simple suspension des pourparlers et se montrait prêt à convoquer une nouvelle réunion ministérielle afin de parachever « les progrès accomplis ». Persistant à considérer Seattle comme un « succès », l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'OMC, Rita Hayes, a vainement tenté d'en convaincre ses collègues du conseil général. Même l'idée de maintenir « ce qui a été acquis » n'a pas été retenue.

## Les Suédois font le difficile apprentissage de la déréglementation

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord

Habitué depuis des décennies à s'en remettre au tout-puissant Etat-providence social-démocrate, largement plus développé ici que dans d'autres pays, les Suédois éprouvent aujourd'hui quelques difficultés à s'adapter à la plus grande liberté individuelle qui leur est offerte depuis quelques années. « *Avant, c'était simple : dans de nombreux domaines, il n'existait qu'un seul choix possible, celui offert par les autorités, le gouvernement et l'administration, qui était censé refléter les intérêts des citoyens* », explique Aake Daun, auteur d'un ouvrage sur *La Mentalité suédoise*. Depuis, note-t-il, « *l'idéologie des partis de centre-droit et conservateurs, dits "bourgeois", réclamant une plus grande liberté de choix, a peu à peu fait son chemin dans la société* ».

Voilà donc désormais les Suédois confrontés à des dilemmes jusqu'alors inconnus. Les plus récents portent sur la sélection d'un opérateur téléphonique et d'un fournisseur d'électricité. Deux choix à ne pas négliger dans un pays où l'on se téléphone pour un oui pour un non, et où il fait froid et sombre pendant une bonne moitié de l'année. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre, pas moins de 160 sociétés se battent pour vendre leur électricité aux particuliers sur un marché très déréglementé. C'est à qui proposera « *le tarif le plus attractif* », « *les conditions les plus avantageuses* », du courant d'origine nucléaire ou pas (pour les écologistes), le tout vanté dans des prospectus qui ont inondé les boîtes aux lettres individuelles, au grand dam de consommateurs déboussolés ! Plus d'un Suédois s'est également arraché les cheveux en tentant de comparer les mérites d'une vingtaine d'opérateurs de téléphonie fixe... Depuis septembre, il suffit ainsi de s'enregistrer auprès de la compagnie de son choix et de composer n'importe quel numéro sur son combiné, sans avoir à taper de préfixes, courts ou interminables, comme auparavant.

LE CASSE-TÊTE DES RETRAITES

« *Beaucoup de gens, perturbés, nous appellent pour demander des conseils, ils ont du mal à choisir* », d'autant que les informations proposées sont parfois trompeuses ou trop compliquées, déplore Christina Ramstedt, à l'Office national de la consommation. Les plaintes ont afflué par dizaines auprès cette autorité chargée de faire respecter les droits des consommateurs.

D'autres questions devenues difficiles à résoudre concernent les retraites : un autre nouveau « domaine de liberté », puisque les salariés actifs suédois sont autorisés depuis peu à placer eux-mêmes, à leur gré, une partie de leur retraite future. Disparue la bonne vieille « *pension populaire* », égalitaire et généralisée dont les sociaux-démocrates étaient si fiers. Pas moins de... 453 fonds différents s'offrent désormais aux retraités de demain. A eux de choisir, mais pas plus de cinq.

Tandis qu'un comité, nommé par le gouvernement social-démocrate, prépare un rapport, pour le mois de mars, en vue d'adapter la politique de la consommation aux réalités de la déréglementation, d'autres tentent de profiter de la confusion actuelle. Qu'elles s'appellent Sparapengar (« *Economisez de l'argent* ») ou Goodguy (« *Chic type* »), des sociétés de conseil fleurissent depuis quelque temps sur Internet. Elles promettent de guider le citoyen dans la jungle des offres. Toutefois, les réponses à d'autres questions posées aux Suédois ne se trouvent pas (en core) sur la Toile : doit-on confier, par exemple, ses enfants aux écoles dites « libres », de plus en plus prisées, ou les laisser dans les établissements publics ? Faudra-t-il, enfin rester au sein de l'Eglise luthérienne après son divorce d'avec l'Etat, en janvier 2000 ?

Jacques Isnard

Antoine Jacob

# Boris Eltsine annonce sa démission et nomme Vladimir Poutine président par intérim

Sept correspondants étrangers ont été interpellés aux abords de Grozny

Contre toute attente, le président russe Boris Eltsine a annoncé, vendredi 31 décembre en fin de matinée, dans un discours télévisé à la nation

#### MOSCOU

correspondance

Début octobre, quelques jours après l'entrée des troupes russes en Tchétchénie, certains médias occidentaux affirmèrent que Moscou « s'inspirait » des méthodes de communication appliquées par l'OTAN au Kosovo. Rosinformtsentr, le centre de presse ouvert aux journalistes, venait d'être inauguré, doté de son indispensable site Internet. Responsables militaires et civils y dominaient des « briefings » s'aidant, « à l'américaine », de cartes et de photographies aériennes.

Trois mois après, alors que Moscou verrouille chaque jour un peu plus l'information sur ses opérations en Tchétchénie et que les incidents se multiplient entre médias occidentaux et militaires russes, l'audacieux parallèle avec la « guerre moderne » de l'OTAN a volé en éclats. Faisant place à une impression de déjà-vu qui rappelle plutôt les pires heures de la propagande brejnévienne, durant la guerre d'Afghanistan.

Jedi 30 décembre, le ministère des affaires étrangères s'est ainsi adressé aux ambassades américaine, espagnole et britannique pour qu'elles surveillent « leurs » journalistes, menaçant d'annuler les accréditations en Russie de ceux qui s'aventuraient dans les zones de combats. La veille, sept correspondants étrangers avaient été interpellés aux abords de Grozny, puis retenus pendant neuf heures sur la base militaire de Mozdok (Ossétie du Nord). Tous « *coupables* » d'être entrés sur le territoire tchéchène par

leurs propres moyens et sans l'autorisation spéciale fournie par l'état-major de Mozdok.

« *J'ai de nombreuses fois demandé à aller en Tchétchénie, côté russe, mais on me répond : “Dans une semaine, dans dix jours…”* ”. *Les événements, eux, ne s'arrêtent pas* », explique David Filipov, du *Boston Globe*, l'un des journalistes américains expulsé de Tchétchénie. Comme tous les étrangers, David Filipov fut certes convié à deux

**Boris Eltsine : « Je pars, j'ai fait ce que je pouvais… »**

**A la surprise générale, le président russe, Boris Eltsine, a annoncé, vendredi 31 décembre à Moscou, sa démission immédiate. Il a nommé le premier ministre en exercice, Vladimir Poutine, président par intérim, et annoncé l'organisation d'une élection présidentielle anticipée pour le 26 mars. « Je pars, j'ai fait tout ce que je pouvais », a déclaré le chef de l'Etat, d'une voix très faible à la télévision publique ORT. Ce n'est pas en raison de ma santé, mais pour l'ensemble de tous les problèmes. Une nouvelle génération vient me remplacer. J'ai chargé le chef du gouvernement, Vladimir Poutine, de prendre mes fonctions. Dans trois mois, le peuple décidera ». Les élections étaient en principe prévues pour le mois de juin, mais les succès électoraux de Vladimir Poutine, dauphin désigné du président, de même que la popularité qu'il a acquise à l'occasion de la guerre en Tchétchénie ont sans doute poussé le chef du Krelin à anticiper la date du scrutin.**

Boris Eltsine

« *voyages de presse* » organisés par Rosinformtsentr. Depuis le début de la guerre, six « *expéditions* », d'une durée de deux jours – visite dans les « *territoires libérés de Tchétchénie* », puis avancée près des « *zones de combats* » – ont ainsi eu lieu. « *Si on s'en tient à ça, cela veut dire deux “reportages” en Tchétchénie en moyenne tous les quatre mois* », estime le journaliste.

Jusqu'ici, seuls les médias russes – fidèles à de rares exceptions près à la « ligne Poutine » – et le quotidien *New York Times*, ont obtenu d'être accrédités à Mozdok, c'est-à-dire escortés par des militaires sur les lieux où on les autorise à travailler. « *Toute information indépendante sur ce qui se passe à Grozny est absolument taboue. C'est aujourd'hui le plus grand secret militaire* », expliquait récemment Alexeï Semionov, président du

Vladimir Poutine

« *Je pars, j'ai fait ce que je pouvais…* »

« *voyages de presse* » organisés par Rosinformtsentr. Depuis le début de la guerre, six « *expéditions* », d'une durée de deux jours – visite dans les « *territoires libérés de Tchétchénie* », puis avancée près des « *zones de combats* » – ont ainsi eu lieu. « *Si on s'en tient à ça, cela veut dire deux “reportages” en Tchétchénie en moyenne tous les quatre mois* », estime le journaliste.

« *voyages de presse* » organisés par Rosinformtsentr. Depuis le début de la guerre, six « *expéditions* », d'une durée de deux jours – visite dans les « *territoires libérés de Tchétchénie* », puis avancée près des « *zones de combats* » – ont ainsi eu lieu. « *Si on s'en tient à ça, cela veut dire deux “reportages” en Tchétchénie en moyenne tous les quatre mois* », estime le journaliste.

de blindés russes et quelques 2 000 combattants tchéchènes, sur la place Minoutka, à l'ouest de la ville. Elle affirmait alors avoir vu environ cent cadavres de soldats russes. Cette information fut ensuite confirmée par Andreï Babitski, le correspondant de Radio Svoboda, provoquant une levée de boucliers.

Valéri Manilov, le numéro 2 de l'état-major, parla de « *falsification* » organisée par les « *cercles de bandits* ». Igor Sergeïev, le ministre de la défense, de « *provocation médiatique* ». Puis, le 24 décembre, Mikhaïl Marguelov – le directeur de Rosinformtsentr, qui est également l'attaché de presse du bloc Unité, soutenu par Vladimir Poutine – montait au créneau dans un communiqué incendiaire. « *Depuis plus d'une semaine, des flots d'informations s'abattent sur les citoyens russes dans le but de discréditer les actions des forces fédérales, qui combattent les bandits armés en Tchétchénie* », y lisait-on.

Le texte expliquait ainsi que les corps des soldats russes aperçus sur la place Minoutka, dans l'ouest de Grozny, avaient été amenés par les Tchétchènes afin d'organiser un « *show journalistique* ». Puis s'offusquait que de « *respectables médias étrangers* » comme Reuters, Associated Press et la BBC tombent dans le piège de la désinformation, en relatant « *en détail* » la mort de civils en Tchétchénie et en accusant l'armée russe.

*Agathe Duparc*

Agathe Duparc

## Slobodan Milosevic : « Personne ne peut nous prendre le Kosovo »

**BELGRADE.** La présence des forces de l'OTAN sous l'égide de l'ONU au Kosovo « *est temporaire* » et « *nous devons supporter* » (cette situation) *et faire preuve d'une grande patience* », a déclaré le président yougoslave, Slobodan Milosevic, dans une interview, publiée le 30 décembre, dans le quotidien pro-gouvernemental *Politika*. « *Personne ne peut nous prendre le Kosovo* », a-t-il ajouté. « *Le séparatisme albanais au Kosovo n'a pu atteindre son but même avec l'engagement de l'alliance la plus puissante de la planète, c'est-à-dire l'OTAN, et de sa machinerie de guerre, poursuit le président. Les garanties sur notre souveraineté et notre intégrité territoriale ne sont pas le produit d'une quelconque volonté unilatérale, car elles constituent les conditions sous lesquelles la guerre a été arrêtée* ». Le plan de paix international, accepté en juin par Belgrade, reconnaît la souveraineté de la Yougoslavie et prévoit l'octroi au Kosovo d'une large autonomie dans le cadre de la Fédération. – (*Reuters.*)

## Les Algériens arrêtés aux Etats-Unis seraient membres du GIA

**WASHINGTON.** Tristam Coffin, procureur fédéral, a déclaré jeudi 30 décembre, à la cour du Vermont qu'Ahmed Ressaym, de nationalité algérienne, intercepté près de Seattle le 14 décembre avec une cargaison d'explosifs, et Lucia Gorofalo, de nationalité canadienne, mariée à un Algérien, arrêtée cinq jour plus tard en compagnie d'un autre homme, étaient membres de la même cellule du Groupe islamique armé (GIA) algérien. Le procureur a affirmé que ses informations provenaient d'un gouvernement étranger sans indiquer lequel. Le FBI, craignant d'éventuels attentats terroristes à la veille du passage à l'an 2000, a appréhendé, jeudi, à travers les Etats-Unis une série de nouveaux suspects, dont plusieurs Algériens. Selon des chaînes de télévision, la police fédérale a procédé au total à une cinquantaine d'arrestations en vingt-quatre heures à travers le pays dans la crainte d'éventuels attentats terroristes à la veille du passage à l'an 2000. – (*AFP, AP*)

## Côte d'Ivoire : l'UE demande

## le retour à un « régime constitutionnel »

**BRUXELLES.** L'Union européenne (UE) a demandé, jeudi 30 décembre, la « *restauration rapide* » du « *régime constitutionnel démocratique* » en Côte d'Ivoire, à la suite du coup d'Etat militaire du 24 décembre, dans un communiqué publié par sa présidence finlandaise.

L'UE estime cette restauration importante « *pour la future coopération entre l'UE et la Côte d'Ivoire* », dans le cadre de la convention de Lomé UE-ACP (pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique). L'Union européenne a également tenu à exprimer son appui à la décision de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) « *qui condamne les coups d'Etat militaires* » et prévoit d'« *isoler tout gouvernement venu au pouvoir par la force des armes* ». – (*AFP*)

## Les Etats-Unis restituent

## le canal de Panama

**PANAMA.** Les Etats-Unis ont amené leurs couleurs pour la dernière fois, jeudi 30 décembre, sur l'administration centrale du canal du Panama, restituant officiellement à la petite république d'Amérique centrale l'isthme qu'ils contrôlaient depuis trente-cinq ans. La présidente panaméenne, Mi-reya Moscoso, devait proclamer, vendredi à midi, heure locale, la rétrocession officielle du canal, aux termes du traité négocié en 1977 par l'ancien président américain Jimmy Carter et le général défunt Omar Torrijos. La première source de revenus panaméenne passera ainsi dans les mains d'un pays de 2,8 millions d'habitants qui, pour la première fois depuis l'indépendance en 1903 de cette ancienne province colombienne, exercera une pleine souveraineté sur la totalité de son territoire. L'aspect le plus spectaculaire du changement qui s'opère est la fin de la présence de l'armée américaine, qui a compté jusqu'à 65 000 hommes. – (*Reuters.*)

#### DÉPÊCHES

**■ GRANDE-BRETAGNE : la liste des nouveaux nobles traditionnelle validée par la reine** d'Angleterre compte, à l'occasion de l'an 2000, un parterre de vedettes des affaires et du spectacle, dont l'ex-« agent 007 » Sean Connery – qui finance le principal mouvement indépendantiste écossais, et a fui depuis trente ans le fisc anglais pour celui plus clément des Bahamas –, le flamboyant entrepreneur Richard Branson et l'actrice Liz Taylor. Près de deux mille noms, deux fois plus qu'à l'accoutumée, figurent dans ce coup de chapeau donné à tous les talents nés en Grande-Bretagne au cours du siècle. Anoblies à leurs côtés, la chanteuse Shirley Bassey ou encore Julie Andrews, interprète de l'inoubliable *Mary Poppins*, et aussi une *pléiade* d'hommes d'affaires. – (*AFP*)

**■ CHINE/VIETNAM : les deux gouvernements ont signé, jeudi 30 décembre**, à Hanoi, un traité délimitant leur frontière terrestre, longue de 1 200 kilomètres, près de vingt et un ans après une brève et sanglante guerre entre les deux voisins communistes, qui avait éclaté en février-mars 1979. Cette signature intervient huit ans après la normalisation des relations entre les deux pays. En revanche, des pourparlers menés depuis 1993 sur les divers contentieux maritimes existant entre les deux pays dans le golfe du Tonkin et la mer de Chine du Sud n'ont pas fait de progrès. – (*AFP.*)

## Les exportations dopent

## l'économie thaïlandaise

Croissance du PIB

**BANGKOK.** Première touchée par la crise en juillet 1997, la Thaïlande devrait afficher, dès 1999, une croissance plus forte qu'espéré. Selon le sous-gouverneur de la banque centrale Theerachai Bhuvanartnaranubala, l'activité économique devrait progresser de 4 % (contre une récession de 10 % en 1998) grâce à une hausse de 7 % de ses exportations.

Après deux années de marasme, la Banque de Thaïlande estime que ces bons chiffres prouvent que le royaume est en train de sortir définitivement de la crise. La banque centrale a noté des progrès encourageants dans la restructuration du secteur financier, surendetté, qui avait déclenché le cataclysme monétaire en juillet 1997. En outre, elle attend un rebond de l'investissement privé au début de l'an 2000. – (*AFP*)

## Soldats russes et tchéchènes se battent maison par maison à Grozny

#### GROZNY

de l'envoyé spécial d'El Pais

Le bruit est infernal. Véhicules de combat qui tirent, mitrailleuses lourdes qui lâchent leur feu exter-

#### REPORTAGE

**« Je dois vous retenir et informer mes supérieurs de votre présence ici »**

mineatur, mortiers qui déversent leurs projectiles. Nous sommes sur la ligne de front, dans le quartier de Staraya Sunzha. Deux miliciens tchéchènes pro-russes, qui combattent ici aux côtés des troupes du ministère de l'intérieur envoyées par Moscou, nous ont conduits à cette position avancée. Un milicien nous lance en hurlant : « *Qu'avez-vous filmé ? J'ai prévenu le colonel et il a donné l'ordre de vous conduire à son quartier général !* » Nous suivions le milicien. Au coin de la rue Gagarine, il nous prévient : « *Dépêchez-vous de passer. Courez ! Il y a des francs-tireurs !* » Le premier groupe se met à courir.

Puis, le second. Nous n'avions pas entièrement traversé la rue Gagarine que des coups de feu retentissent : un, deux, trois… Quand j'ai demandé un peu plus tard quel camp tirait, un soldat m'a répondu : « *L'autre. Nous ne vous avons pas avertis pour rien du danger !* »

Le colonel Evgueni Kukarine a installé son quartier général dans une maison à moitié construite. « *Je suis désolé, mais je dois vous retenir et informer mes supérieurs de votre présence ici* », nous dit-il en nous invitant à nous asseoir et en nous offrant du thé et la nourriture frugale que mangent les soldats. Nous acceptons. Penché au-dessus de la table, Kukarin, commandant le groupe Vostok (Est), montre un point sur la carte de Grozny à son collègue, le colonel Nikolai Zaitsev. Ses tanks et son artillerie tiennent dans leur ligne de mire le micro-district 4 de Grozny, contrôlé, comme la majeure partie de la ville, par les indépendantistes. « *C'est plein de mercenaires : turcs, arabes, polonais. Il y a de tout !* », dit-il.

A ce moment, on amène un prisonnier et on le met dans une pièce contre le mur, mains en l'air, pieds

écartés. Le colonel Zaitsev se lève pour l'examiner : d'abord les mains, puis aussitôt l'épaule droite pour voir si elle porte les marques caractéristiques que laisse le recul d'une arme à feu. S'il les a, ce sera un nouveau rebelle démasqué, qui pensait se fondre dans la population de la partie de Staraya Sunzha contrôlée par les Russes.

#### FACE AU QG

Ce qui est frappant, c'est de voir, à Staraya Sunzha, à côté des chars de combat et des mortiers, vivre les habitants de toujours. De la maison qui fait face au QG de Kukarine et que je croyais vide, sortent deux femmes. Une autre arrive en descendant la rue dans notre direction. Elle a vu des journalistes et veut leur raconter ses tragédies. « *Les soldats sont arrivés, ils ont mis le tank dans la rue Gagarine et ils tirent de là. C'est comme cela que j'ai perdu ma maison. Elle est détruite* », explique Malika Gasiyeva, cinquante-trois ans. « *La Russie est responsable de cette guerre. Et maintenant, c'est le peuple qui souffre. Est-ce que nous sommes des terroristes ? Est-ce que c'est ainsi qu'on*

*peut lutter contre des terroristes ? Parce que ce n'est pas les bombes qui tuent les terroristes, c'est nous !* », nous dit-elle. Mazra Atavieva, une invalide de soixante-quatre ans, s'approche des soldats et demande de la nourriture. Elle est à la rue. « *Les terroristes m'ont chassée de ma maison et me l'ont prise. Et maintenant, je n'ai plus de quoi manger* », nous explique-t-elle.

Une nouvelle urgente arrive : les combattants tchéchènes ont fait exploser un dépôt de chlore et d'ammoniaque. Un nuage toxique s'est formé, il atteint cinq cents mètres d'altitude. Kukarine réagit immédiatement : « *Renseignez-vous sur la direction du vent et de sa vitesse. Déclenchez l'alerte chimique.* »

Un peu plus tard, tous pousseront un soupir de soulagement : le nuage va dans la direction opposée, vers les réduits tchéchènes. « *Il va les recouvrir. C'est magnifique. Qu'ils crèvent !* », commente allègrement le colonel. Dix minutes plus tard, nous sommes arrêtés et expulsés.

*Rodrigo Fernandez*

## Contre le « bogue », les Japonais achètent des gris-gris en forme de CD

#### TOKYO

de notre correspondant

Premier des grands pays industrialisés à entrer dans l'an 2000 étant donné son avance de neuf heures sur le fuseau horaire GMT, le Japon, qui sera par conséquent le « cobaye » du « bogue », s'acheminait, vendredi 31 décembre, sans grande appréhension vers cette échéance. Selon un sondage du quotidien *Yomiuri*, seulement 40 % des personnes interrogées manifestaient une quelconque inquiétude. Bien que certaines grandes surfaces aient ouvert des sections spéciales « Survie an 2000 » et que les ventes d'eau minérale aient doublé ces dernières semaines, les paniques d'achat en prévision de coupures d'électricité ou de ruptures de stocks qu'avaient fait craindre les recommandations du gouvernement de prendre des précautions n'ont pas eu lieu.

En revanche, les gris-gris en forme de CD destinés à protéger les ordinateurs personnels contre le « bogue », vendus au sanctuaire shinto (religion première du Japon) Yasaka à Kyoto, sont partis par milliers : comme quoi les meilleurs intercesseurs contre les incertitudes de la technique restent les innombrables divinités (*kami*) de l'univers religieux nippon. Après une période de flottement, le gouvernement Obuchi a affirmé que toutes les mesures ont été prises et que le « bogue » ne pro-

voquera aucune perturbation. Critiquées pour leur impréparation aux crises (séisme de Kobé en 1995 et, récemment, accident à l'usine de retraitement nucléaire de Tokaimura), les autorités ne veulent pas être une nouvelle fois prises de court.

#### 160 000 TECHNICIENS MOBILISÉS

Une « veillée d'armes » a donc eu lieu : mise en place d'une cellule de crise « antibogue » dirigée par le premier ministre, qui devait passer la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier à sa résidence, comme, pour sa part, le gouverneur de la Banque du Japon à son bureau ; mobilisation de 100 000 policiers, autant de soldats, 30 000 employés du géant des télécommunications NTT, 160 000 techniciens de l'électricité et 10 000 fonctionnaires des administrations centrales. Plus d'un million de salariés s'approprièrent, en outre, à célébrer le Nouvel An devant l'écran d'un ordinateur de contrôle.

NEC, le premier fabricant d'électronique, a mobilisé à lui seul 15 000 de ses employés à la maison-mère et dans ses succursales. Les loueurs de literie destinée aux salariés de garde étaient débordés et les chambres des hôtels des quartiers d'affaires réservées depuis des semaines. Il était prévu que les trains et métros, qui devaient rouler toute la nuit, s'arrêtent quelques minutes avant minuit ainsi que les ascenseurs des gratte-ciel afin d'être

testés. Quant au président de Japan Airlines, il avait décidé d'être en vol à minuit pour démontrer que le trafic aérien n'est en rien perturbé.

Bien que toutes les mesures de précaution aient été prises, une certaine morosité n'en est pas moins sensible. L'éditorial du 31 décembre du *Nihon Keizai* donnait le ton en titrant sur « L'évanouissement du sentiment de confiance et de sécurité » chez les Japonais. La fausse couche de la princesse Masako, annoncée le 30 décembre, qui laisse pour l'instant le pays sans héritier du trône, la libération, la veille, de Joyu, le « *numéro 2* » de la secte Aum responsable de l'attentat dans le métro de Tokyo (douze morts), qui suscite des inquiétudes ; plusieurs incidents mystérieux (cinq « bombinettes » dans des gares et l'incendie suspect de câbles de transmission qui a privé d'électricité 6 000 foyers à Tokyo) ; l'assassinat inexpliqué, il y a une semaine, d'un enfant de sept ans par un adolescent toujours recherché ; et la mort de l'un des employés irradiés de l'usine de Tokaimura, ont contribué à assombrir ce passage à 2000.

L'événement ne devait toutefois être marqué, dans l'archipel, par aucune manifestation grandiose comparable à celles de l'Europe ou des Etats-Unis.

*Philippe Pons*



Jean-Pierre Raffarin (DL), président de l'Association des régions de France

## « Il restera une dizaine de milliards de francs à financer »

Le président du conseil régional de Poitou-Charentes souhaite que la « cagnotte » fiscale soit mobilisée

Jean-Pierre Raffarin (DL), président du conseil régional de Poitou-Charentes, juge « un peu dérisoires » les mesures d'urgence annoncées, mercredi 29 décembre, par le gouvernement après les dégâts occasionnés par les tem-

pêtes. Il évalue à environ 10 milliards de francs (1,525 milliard d'euros) le montant des dommages qui, en France, ne seront pas couverts par les assurances. Il souhaite que la « cagnotte fiscale » de 11,3 milliards de francs

soit « mobilisée » pour y remédier. M. Raffarin met en garde contre un risque de « démobilité » de l'Etat après la période d'urgence. De son côté, Lionel Jospin a précisé, dans une lettre adressée aux élus, que les

100 millions de francs d'aide aux collectivités constituent une « première provision » et que les mesures d'urgence annoncées « seront complétées, si nécessaire, au vu des bilans qui sont dressés périodiquement ».

« Vous avez déclaré “nette-ment insuffisantes” les mesures d'urgences annoncées par le gouvernement après les tempêtes. En quoi le sont-elles ?

– Nous avons été déçus, car nous avons eu le sentiment que l'Etat s'est contenté de constater les destructions, mais qu'il n'a pas pris la mesure de l'énergie qui sera nécessaire pour la reconstruction.

» Aujourd'hui, la mobilisation est formidable. Les services de l'Etat et ceux des collectivités locales sont d'un dévouement et d'une efficacité exemplaires mais, à cette mobilisation, ne correspond pas une réponse financière de l'Etat à la hauteur. Les maires, dans cette affaire, sont au cœur de la cohésion nationale. Ils hésitent maintenant entre le découragement et la colère, car ils sont démunis. 100 millions d'aide, pour

eux, c'est une somme un peu dérisoire.

– Pouvez-vous déjà évaluer les dommages ?

– A titre d'exemple, pour la seule région Poitou-Charentes, nos premières évaluations établissent le total des sinistres des tempêtes – sans compter une éventuelle marée noire – entre 2,5 et 3 milliards de francs, toutes catégories confondues (bâtiments, routes, réseaux EDF...). Sur cette somme, environ 25 % ne seront pas couverts par les assurances. Et encore, ce total ne prend pas en compte le manque à gagner des entreprises.

» Si l'on considère uniquement les lycées de la région, les assurances ne couvriraient que les deux tiers des 30 millions de francs de dégâts. C'est vous dire si on est loin du compte ! Je ne vois pas comment le total des sinistres en



JEAN-PIERRE RAFFARIN

France peut être inférieur à 40 milliards de francs. Si 25 % à 30 % ne sont pas couverts par les assurances, il restera une dizaine de milliards à financer. Comparé à cela, 100 millions ne font pas le compte.

– Qu'est-ce qui fait le plus défaut, aujourd'hui, sur le terrain ?

## Le premier ministre promet des aides complémentaires

DANS une lettre aux élus qui ont « bien voulu signaler à [son] attention l'importance des dégâts provoqués dans [leurs] communes par les tempêtes », Lionel Jospin indique, jeudi 30 décembre, que les premières mesures d'urgence arrêtées, la veille, par le gouvernement « seront complétées, si nécessaire, au vu des bilans qui sont dressés périodiquement ».

Dans ce courrier, le premier ministre rappelle le dispositif. « S'agissant des collectivités locales, précisez-t-il, le gouvernement a réservé une première provision de 100 millions de francs qui sera abondée, en fonction des besoins, pour venir en aide, sous forme d'avances, aux communes les plus affectées, notamment les plus petites. »

Il ajoute : « Les dommages aux exploitations agricoles pourront être couverts au titre de la procédure “calamités agricoles”. Par ailleurs, des mesures sont à l'étude pour permettre le déblaiement et la valorisation des arbres abattus et la reconstitution de notre patrimoine forestier (...). Enfin, l'Etat et les entreprises publiques assumeront les dépenses qui leur incombent. D'ores et déjà, il apparaît que les dommages causés aux infrastructures ferroviaires, routières et électriques, ainsi qu'au

patrimoine historique, s'élèvent à plusieurs milliards de francs. »

M. Jospin suggère donc, ainsi, que les critiques sur l'insuffisance de l'aide de l'Etat ne sont pas fondées, puisque d'autres aides pourront être débouquées. Les experts gouvernementaux font d'ailleurs valoir que dès mercredi, en annonçant ce dispositif, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, avait évoqué les 100 millions de francs (15,24 millions d'euros) apportés aux petites communes en précisant, lui aussi, qu'il s'agit d'une « provision ».

Dans sa lettre, le premier ministre rappelle, par ailleurs, qu'après concertation avec le ministère des finances « la plupart des compagnies d'assurances se sont d'ores et déjà organisées pour que les indemnités puissent être versées, sans que la visite d'un expert soit nécessaire, dès lors que le sinistre est d'un montant inférieur à 20 000 francs » et qu'elles ont « porté le délai de déclaration des dommages de cinq à dix jours et ramené le niveau maximum de franchise à 1 500 francs ».

Laurent Mauduit

## Lionel Jospin et Jacques Chirac se partagent le « cœur » et la « raison »

ILS FRANCHISSENT le siècle au sommet de l'Etat. Jacques Chirac et Lionel Jospin auraient donc pu célébrer ce passage-là en fanfare. Mais les tempêtes ont, comme le dit le président de la République, « blessé la France », et le duo au pouvoir a décidé, sans se concerter, de célébrer l'an 2000 dans la sobriété.

Le chef de l'Etat a choisi de passer ce réveillon auprès des enfants malades de l'hôpital Necker, à Paris. Le premier ministre et son gouvernement se sont répartis bogue informatique, hôpitaux, centres de sécurité, services publics pour s'assurer que le pays franchit le cap sans encombre. Conscient de « l'honneur » qui lui échoit d'être le président de la République qui aura présenté à ses compatriotes « les vœux de l'an 2000 », M. Chirac, devait ajouter à ces habits-là les deux mots les plus positifs aux yeux des Français : « Fraternité » et « solidarité ». Ce registre, évidemment consensuel, est celui que le chef de l'Etat exploite depuis que la cohabitation lui a retiré une grande part de son pouvoir d'action : un président qui répond aux « élans du cœur ».

C'est d'ailleurs bien cette formule que le chef de l'Etat a employée à dessein, jeudi, alors qu'il visitait un village sinistré de Haute-Vienne. Se démarquant de la façon nécessairement plus technique dont le gouvernement a répondu aux catastrophes que traverse la France, M. Chirac a souligné : « Ce n'est pas des réparations qu'il faut faire, c'est de la reconstruction et cela suppose une solidarité, une mobilisation du cœur des hommes, cela suppose de redonner foi et courage (...). Ce n'est pas vraiment un problème d'argent. Tout cela dépasse très largement le problème pur et simple d'une indemnisation rapide. C'est toute une solidarité qui doit être mise en œuvre, et je ne doute pas un instant qu'elle le sera. »

Ce sont les seules critiques implicites que le président s'autorise. Sachant que les Français trouveraient insupportable la plus petite querelle politique en ces circonstances,

M. Chirac s'interdit toute allusion directe à son rival. Il s'interdit aussi toute référence à son propre camp qui, depuis les échecs des législatives de 1997, des régionales de 1998 et des européennes de 1999, s'emploie à se reconstituer. Remaniant, en partie seulement, le discours préparé depuis déjà trois semaines avec ses collaborateurs, M. Chirac devait donc garder « un ton énergique, volontaire et dynamique », voulu au départ et l'axe général de son développement : « L'avenir que les Français peuvent se bâtir ensemble ».

Face au « cœur », préempté par l'Elysée, le premier ministre a donc choisi la « raison ». Matignon travaille et le fait savoir. M. Jospin a ainsi reçu une heure durant, jeudi, le PDG de TotalFina, Thierry Desmarests, qui a poussé la courtoisie jusqu'à exprimer, sur le perron, sa « reconnaissance » au premier ministre « pour tout ce qui a été fait par

les services de l'Etat » (lire page 12). Après quelques hésitations, M. Jospin a décidé d'annuler le réveillon prévu, à Matignon, avec plusieurs ministres et responsables politiques (*Le Monde* daté 19-20 décembre). Seule sa famille, une poignée de conseillers et d'amis devaient entourer le chef du gouvernement vendredi soir. L'amitié politique, elle, attendra des jours plus calmes et, surtout, plus discrets pour se manifester. L'heure est à la « sobriété » et à la « vigilance », faisait-on valoir, jeudi, dans l'entourage du premier ministre.

Pris par M. Jospin d'être « à leur poste » pendant la nuit de la Saint-Sylvestre, les ministres se sont aussitôt empressés de faire savoir où on pourrait les voir cette nuit-là. Place Beauvau, pour Jean-Pierre Chevènement, avec ses « collaborateurs » aux côtés de « l'ensemble des personnels de police et des sapeurs-pompiers » ; dans les hôpitaux pour

Martine Aubry, après un détour par Lille où elle doit inaugurer le berfroi ; à son ministère pour Jean-Claude Gaysot, comme Elisabeth Guigou, après une visite à la prison de la Santé ; ou Dominique Voynet, après un passage à la direction de la sûreté des installations nucléaires ; ou encore Christian Sautter et Alain Richard.

Officiellement, aucune visite particulière n'était prévue pour M. Jospin dans la soirée, mais tout était possible en cas de besoin, indiquait-on dans son entourage. Comme prévu de longue date dans son agenda – en raison des craintes liées au bogue informatique –, le premier ministre devait se rendre en fin de matinée au siège de la direction de la défense et de la sécurité civiles, en compagnie de MM. Chevènement, Gaysot, Richard et Sautter. M. Richard devait annoncer la mise à disposition de 500 groupes électrogènes supplémentaires, des-

tinés notamment à la région Poitou-Charentes, la plus touchée par les tempêtes, ainsi qu'à la... Corrèze.

C'est en métro que M. Jospin et ses ministres devaient rejoindre Asnières, afin d'encourager tous les Parisiens à emprunter les transports en commun pendant la nuit du 31 décembre. Le chef du gouvernement devait saisir l'occasion de cette visite pour rendre hommage aux services publics, appeler les Français à « faire, dans le calme, la fête », adresser un message de solidarité aux victimes de la tempête et de la marée noire et, enfin, mettre en garde contre le danger des retours des vacances scolaires. Comme des vœux du premier ministre, juste avant ceux du chef de l'Etat.

Raphaëlle Bacqué et Pascal Robert-Diard avec Georges Chatain (à Limoges)

## François Hollande, « répliquant » attiré au chef de l'Etat

des « expérimentations hasardeuses ». A la tribune du congrès socialiste de Brest, en novembre 1997, M. Jospin se « souvient » d'une autre « expérimentation hasardeuse », la dissolution du 21 avril 1997. Les militants applaudissent, mais le premier ministre se convainc vite qu'il a fait une erreur.

« Je suis le défenseur des sans-voix, des humbles, des... cohabitants », commente M. Hollande, car les ministres n'ont pas le droit à l'attaque. La ministre de la justice, Elisabeth Guigou, qui s'était risquée à expliquer que, « comme tous les Français, le président de la République peut être traduit devant les tribunaux », avait essuyé, en 1998, les remontrances de M. Jospin. « Presque chaque fois » que « Jacques Chirac quitte sa casquette » de chef de la « famille France » pour redevenir « le président du RPR », son « homologue » du PS prend la parole. « Dès qu'il quitte le niveau de Jospin pour tomber au mien, je lui réponds », sourit, faussement modeste, le député de Corrèze.

M. Chirac s'interroge-t-il, le 14 juillet 1999, sur les dividendes de la croissance ? M. Hollande relève que le gouvernement a « rempli les caisses », alors que, deux ans avant, « la

dissolution [avait] été justifiée au prétexte qu'il n'y avait plus rien dans le magasin ». Le chef de l'Etat critique-t-il, fin octobre, « l'idéologie dépassée » des 35 heures et leur financement ? « Il n'y a pire idéologie que celle qui s'accompagne du chômage », répond le premier secrétaire. « C'est vrai, j'y trouve du plaisir », concède le monsieur tac-au-tac de la cohabitation.

« Jamais Chirac ne doit avoir l'impression qu'il bénéficie d'une quelconque impunité », résume M. Hollande. Sans doute, en cette période de catastrophes climatiques et de drame national, les circonstances ne se prêtent-elles pas aux attaques. Pourtant, vendredi, le député de Corrèze maintenait en alerte son dispositif prophylactique. Sa mission, c'est de voir le mal partout, souvent même là où M. Jospin, pourtant sourcilieux, ne le soupçonne pas. Alors, quand M. Chirac déclare, jeudi, que la marée noire et la tempête, « cela ne peut pas se traiter simplement avec la raison » et qu'« il faut y mettre aussi le cœur », allez savoir pourquoi, la vigie Hollande alerte le capitaine.

« C'est vrai, j'y trouve du plaisir », concède le monsieur tac-au-tac de la cohabitation.

« Jamais Chirac ne doit avoir l'impression qu'il bénéficie d'une quelconque impunité », résume M. Hollande. Sans doute, en cette période de catastrophes climatiques et de drame national, les circonstances ne se prêtent-elles pas aux attaques. Pourtant, vendredi, le député de Corrèze maintenait en alerte son dispositif prophylactique. Sa mission, c'est de voir le mal partout, souvent même là où M. Jospin, pourtant sourcilieux, ne le soupçonne pas. Alors, quand M. Chirac déclare, jeudi, que la marée noire et la tempête, « cela ne peut pas se traiter simplement avec la raison » et qu'« il faut y mettre aussi le cœur », allez savoir pourquoi, la vigie Hollande alerte le capitaine.

Ariane Chemin

## Un millier d'établissements scolaires touchés par la tempête

DES SALLES de classe soufflées, des toitures envolées, des gymnases hors d'usage : les établissements scolaires paient, eux aussi, un lourd tribut à la tempête. Selon un bilan établi par le ministère de l'éducation nationale, jeudi 30 décembre, ce sont, au total, près de 200 écoles (sur 60 000), 400 collèges (sur 7 000) et 390 lycées (sur 4 500) qui ont été touchés, à des degrés divers, par les intempéries.

Pis, près de 120 de ces établissements, dont une quarantaine avec certitude, vont devoir différer la date de la rentrée scolaire, prévue mardi 4 janvier. Cette rentrée avait déjà, à la demande du ministre des transports Jean-Claude Gaysot, été reportée de 24 heures pour tenir compte des fêtes du réveillon. Cette journée supplémentaire de vacances prend des allures de répit providentiel, notamment pour les collectivités territoriales en charge des bâtiments scolaires : elle sera mise à profit pour poursuivre les réparations nécessaires, dont certaines s'étaleront sur plusieurs mois.

Les premières estimations chiffrées déjà à plus d'1 milliard de francs (152 millions d'euros) les travaux qui permettront de remettre en état le parc scolaire. C'est notamment le cas en Ile-de-France, où la région évalue à 400 millions de francs les dégâts subis par les seuls lycées, 180 d'entre eux ayant été touchés, dont 60 sérieusement. Le lycée Flora-Tristan de Montereau, en Seine-et-Marne, devra ainsi être entièrement reconstruit. Ses élèves seront relogés dans des préfabriqués. A Thiais, dans le Val-de-Marne, le collège Paul-Klee, établissement flambant neuf inauguré à la rentrée de Toussaint, a vu sa toiture s'écraser sur la cuisine centrale.

DÉMÉNAGEMENT EXCEPTIONNEL

Dans la capitale, les dégâts sont également très importants : 357 écoles, collèges ou lycées – soit la moitié du parc parisien –, sont touchés. La facture pourrait se monter à 200 millions de francs au moins, selon les services de la ville. Le collège Georges-Rouault, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, est détruit. Ses 900 élèves, accompagnés de leurs enseignants et du personnel du collège, seront réinstallés à Paul Valéry, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement. Ce déménagement exceptionnel durera jusqu'à la fin de l'année scolaire. Dans le 17<sup>e</sup> arrondissement, le collège Boris-Vian enverra des classes pendant un mois dans deux établissements voisins (Balzac et Mallarmé).

D'autres académies ont particulièrement souffert. A Limoges, la décision a été prise de différer de deux jours la rentrée en raison des coupures prolongées d'électricité. Dans l'académie de Nancy-Metz, 40 établissements ont été gravement endommagés et 15 n'assurent pas la rentrée, mardi. La ville de Nancy compte ainsi deux collèges (Chopin et Cyfflé) durement affectés. Dans les académies de Bordeaux, de Caen, de Poitiers et de Rouen, la situation est similaire, une dizaine d'établissements se trouvant, à chaque fois, dans l'impossibilité d'accueillir les élèves dès mardi.

Le ministère de l'éducation nationale a demandé aux chefs d'établissements concernés de prévenir les parents d'élèves, en priorité par téléphone, ou par le biais de leurs délégués. Rectorats et collectivités locales se tiennent également, à des degrés divers, à la disposition des familles en quête d'informations. Pour leur part, Claude Allègre et Ségolène Royal ont voulu reconforter leurs troupes. Les élèves absents le jour de la rentrée seront traités avec indulgence et les personnels mobilisés au milieu des fêtes ont déjà été remerciés pour leur dévouement. M. Allègre a rappelé, mercredi 29 décembre, lors d'une visite du lycée Maximilien-Perret d'Alfortville (Val-de-Marne), que « le service public d'éducation savait réagir et qu'il allait faire la rentrée correctement ».

Nathalie Guibert



# La justice confrontée à l'enchevêtrement des responsabilités dans le naufrage de l'« Erika »

Quatre procédures, pénale, civile, administrative et commerciale, ont été lancées

Depuis le naufrage de l'*Erika*, le 12 décembre, quatre procédures ont été lancées pour déterminer les responsabilités dans la chaîne d'événements

qui a conduit à la marée noire. La tâche des enquêteurs est compliquée par le nombre de sociétés impliquées dans le transport du fioul

qui se trouvait dans les cuves du pétrolier. Parallèlement des experts ont commencé à recenser les dommages subis par le littoral.

L'*ERIKA* s'apprête à devenir une figure familière des différentes juridictions françaises. Dix-huit jours après son naufrage, les justices pénales, civiles, administratives et commerciales ont en effet déjà été saisies. De Dunkerque à Poitiers, cinq tribunaux ont rendu leurs premières décisions ou commis leurs premiers actes. Autant d'experts ont commencé à sillonner les côtes de Vendée, de Loire-Atlantique, du Morbihan ou du Finistère tandis que des cabinets d'avocats concurrents proposent des stratégies contradictoires aux groupements de professionnels ou aux collectivités victimes de la marée noire. Alors que l'affaire ne fait que commencer, ses premiers développements laissent déjà entrevoir la complexité des montages en vigueur dans le monde du transport des hydrocarbures. Ces différentes procédures témoignent également des difficultés rencontrées par la justice pour mettre en avant des responsabilités et imposer des réparations.

Le tribunal de grande instance de Paris a été le premier à se saisir de l'affaire. Le 12 décembre, dans la foulée du naufrage, le capitaine indien du navire, Karun Mathur, a été placé en garde à vue à la gendarmerie maritime de Brest. Trois jours plus tard, en vertu de la loi sur la pollution marine du 5 juillet 1983 qui lui octroie la compétence dès lors que le fait générateur s'est déroulé hors des eaux territoriales françaises, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire pour « pollution marine » mais aussi pour « mise en danger de la vie d'autrui ». Cette dernière incrimination a permis à la juge d'instruction Dominique de Talencé de placer en détention provisoire, le 15 décembre, le capitaine du navire qu'elle venait de mettre en examen. Mais surtout, elle a donné la possibilité de viser,

outre M. Mathur, les « personnes morales » potentiellement responsables.

Le 22 décembre, la magistrate a remis en liberté le capitaine du navire, placé sous contrôle judiciaire. La magistrate a également délégué au commandant de la gendarmerie maritime de Paris une commission rogatoire visant à déterminer les circonstances du naufrage mais surtout à cerner les conditions dans lesquelles le navire a pris la mer. Avec pour objectif de tenter de déterminer les éventuelles responsabilités des fameuses « personnes morales ».

## CHAÎNE COMMERCIALE

« Cette tâche promet d'être longue et délicate », estime-t-on de sources judiciaires. Pour voir leur responsabilité engagée, le propriétaire du navire, et plus encore l'affrètement doivent avoir commis une faute. Il s'agit donc de prouver non seulement que le bateau n'était pas en mesure de prendre la mer mais aussi que Total avait connaissance de cette situation. Ces éléments exigent, au préalable, que soit reconstruite la chaîne commerciale. Or, regrette-t-on dans les milieux proches de l'enquête, « celle-ci ressemble à une véritable toile d'araignée ». L'armateur, la société maltaise Tevere Shipping, semble être une coquille vide derrière laquelle se cacheraient un armateur grec (*Le Monde* du 24 décembre). Mais elle n'est pas la seule à intriguer les enquêteurs. Des différents agents aux gestionnaires maritimes, des « frétteurs » qui préparent le bateau, aux « affrèteurs » qui y installent leur chargement, en passant par ceux qui assurent le recrutement de l'équipage, l'enquête a déjà mis au jour des sociétés maltaises, italiennes, suisses, bahaméennes, bermudaises, panaméennes, indiennes, grecques, britanniques, américaines

et... françaises. En tout plus de vingt intervenants, parmi lesquels des petites sociétés indépendantes, mais aussi Total International limited, filiale commerciale de la compagnie, enregistrée aux Bermudes, et Total Transport corporation, filiale du groupe vouée au transport, immatriculée à Panama.

De source judiciaire, on indique que des commissions rogatoires internationales devraient être lancées. Un ou plusieurs experts devraient également être nommés afin d'assister la gendarmerie maritime dans son enquête. Le conseil général de Vendée et plusieurs communes du département et de Bretagne se sont portées parties civiles. Elles espèrent voir ainsi leur préjudice reconnu mais aussi recueillir les informations nécessaires à leurs actions sur le terrain des réparations.

En vue d'obtenir le dédommagement d'un préjudice, le tribunal de commerce de Dunkerque, port de départ de l'*Erika*, a été, dès le 16 décembre, saisi... par Total. Le groupe pétrolier s'estime victime de l'accident puisqu'il y a perdu sa cargaison. Il poursuit donc le propriétaire du navire, Tevere shipping, ainsi que son agent technique italien. Un expert a été nommé afin de déterminer si ceux-ci n'ont pas commis de faute en autorisant l'*Erika* à prendre la mer. Sa mission devrait durer six mois.

Cette enquête technique présente cependant un inconvénient : elle ne va pas au-delà de l'accident. De côtes souillées, il n'est ici pas question. C'est pourquoi les victimes de la pollution ont engagé deux autres procédures afin d'obtenir rapidement leur indemnisation. La loi prévoit en effet que le Fonds d'indemnisation des pollutions par les hydrocarbures (Fipol) couvre le préjudice jusqu'à 1,2 milliards de francs. En cas de faute avérée et dans l'hy-

pothèse où les dommages excéderaient cette somme, les victimes peuvent se retourner vers le responsable et ses assureurs afin de demander réparation complète des dommages.

C'est dans cette optique que les départements de Vendée, de Loire-Atlantique et du Morbihan, soutenus par le Conseil régional des Pays-de-Loire et de nombreuses communes du littoral ont assigné TotalFina en référé devant le tribunal civil des Sables-d'Olonnes. Conseillé par un groupe d'avocats, que coordonne M<sup>e</sup> Alexandre Varaut, elles ont fait nommer, le 24 décembre, trois experts dont la mission, particulièrement étendue, vise à déterminer aussi bien le propriétaire réel de l'*Erika*, les contrôleurs dont il a fait l'objet, ses conditions de navigation jusqu'au naufrage, les différentes mesures prises après la catastrophe, le parcours de la nappe de fioul et l'étendue des préjudices. « Les 1,2 milliards du Fipol ne suffisent pas, assure M<sup>e</sup> Varaut. Si des fautes sont constatées, ce dont je suis convaincu, nous porterons plainte. » Et l'avocat de pointer du doigt l'armateur, la société de contrôle, le groupe Total, mais aussi l'Etat et ses tergiversations.

Dénonçant des procédures « dispendieuses paralysantes » vouées à l'échec du fait de l'insolvabilité des propriétaires, une cinquantaine de communes du littoral, conseillées par le cabinet d'avocats Huglo-Lepage, ont préféré jouer la seule carte du Fipol. Elles se sont jointes à l'exception initiée par Total à Dunkerque et ont saisi dès le 22 décembre, en référé, les tribunaux administratifs de Poitiers et de Nantes. Un expert a été nommé, qui examine les dommages sur les côtes depuis le début de la semaine.

Nathaniel Herzberg

## Aux Sables-d'Olonne, les soldats du fioul sur le front mouvant des nappes

### LES SABLES-D'OLONNE

de notre envoyé spécial

Les gendarmes sont revenus, heureusement, bredouilles. L'hélicoptère aussi. Jeudi 30 décembre en fin d'après-midi, au PC opérationnel des Sables-d'Olonne, les responsables du plan Polmar pour cette région de Vendée voulaient se montrer rassurants. Pour le moment, il n'y avait pas trace de fioul sur les plages au sud de la ville, comme pouvaient le faire craindre certaines informations. Dans cette grande salle de la sous-préfecture, au milieu d'une batterie d'ordinateurs, des monceaux de fax et de papiers avec des dizaines de cartes épinglées sur les murs, une trentaine de personnes s'activent. Sous la direction de Jean-Jacques Caron, le sous-préfet qui grille cigarette sur cigarette, on trouve tous les corps de cette étrange armée : pompiers, responsables de l'équipement, militaires, fonctionnaires de la sous-préfecture, experts en pollution maritime...

L'ennemi est le pire qui soit : une énorme masse gluante qui se déplace la plupart du temps un mètre au-dessous du niveau de la mer et qui

semble narguer ses adversaires dans une implacable guérilla. Ici, vers Saint-Jean-de-Monts, elle envoie de bonnes rafles de « boulettes » ou de « galettes » qui marquent, comme autant de bouses de vaches, le sable autrefois immaculé. Là, entre Bourgneuf et Beauvoir, précisément où le terrain est le plus vulnérable, c'est l'attaque frontale : des plaques de plusieurs mètres qui viennent, par tonnes, engluer les rochers.

### 30 000 COMBINAISONS EN PLASTIQUE

Il y a aussi des leurres : à Saint-Hilaire-de-Riez, une nappe semblait, mercredi, se rapprocher du rivage. Branle-bas de combat. En pure perte : ce n'était qu'une masse de débris raménés par la tempête ! Aujourd'hui, l'hélicoptère repèrait une autre nappe entre l'île d'Yeu et la côte. Sera-t-elle encore visible demain ?

Guerre psychologique, enfin, qui vise à exacerber la hantise des riverains. Une trace suspecte et la rumeur enfle. A Jard-sur-Mer, plus au sud, le voisin de la patronne du restaurant n'« aurait-il pas vu » un peu de fioul sur la plage ? Le PC tente de faire face. Pour le seul département de

la Vendée, 30 000 combinaisons en plastique ont déjà été distribuées aux soldats, professionnels comme volontaires, qui luttent sur le littoral. Il est vrai qu'elles ne durent pas longtemps : en deux jours maximum ces tenues sont bonnes à jeter. Un industriel a déjà proposé de livrer des K-Way à « moitié du prix de gros ». Mercredi, le responsable de la direction de l'équipement a ouvert onze « bases de chantier » – un bungalow pour les hommes, une roulotte pour le matériel. Bernard Nonet, secrétaire général de la sous-préfecture, se rend compte maintenant qu'il va manquer de bennes pour transporter le fioul.

On communique le bilan des pertes ennemies. Le poste de commandement de l'île d'Yeu a évacué 2,5 tonnes de fioul, celui de Saint-Jean-de-Monts 300 tonnes. 1 200 tonnes enfin pour celui de Beauvoir. On n'a pas le temps de se congratuler. Un expert vient communiquer les dernières analyses, un chapelet de petites plaques de fioul aurait été repéré entre l'île de Ré et l'île d'Oléron.

José-Alain Fralon

## Léger répit dans l'extension de la marée noire

LA MARÉE NOIRE de l'*Erika* a accordé, vendredi 31 décembre, un répit aux côtes atlantiques. Il est cependant trop tôt pour penser que la pollution est maîtrisée. En effet, plusieurs nappes de fioul dérivent toujours au large des côtes vendredi dans la matinée. Mais, depuis jeudi, seules des petites galettes éparses sont venues souiller la terre, notamment à l'île d'Yeu. D'autres traces ont été repérées sur l'île de Ré et sur l'île d'Oléron, plus au Sud, sans que l'on soit en mesure de savoir s'il s'agit du fioul de l'*Erika* ou du résultat d'un dégazage sauvage.

Du Finistère à la Vendée, les équipes ont donc pu nettoyer correctement les plages du littoral. En revanche, le travail dans les zones rocheuses s'annonce encore long. Comme La Baule, Le Pouliguen, Pornichet ou Guérande, de nombreuses communes frappées par la pollution ont cependant préféré annuler les animations prévues pour le passage à l'an 2000, n'ayant guère le cœur à la fête.

L'attention se focalise aujourd'hui autour de l'épave de

l'*Erika*, dont les deux parties contiennent encore dans leurs flancs entre 18 000 et 20 000 tonnes de fioul. Jeudi soir, un navire, l'*Abeille Supporter*, est arrivé sur zone avec, à son bord, l'*Abyssub*, un sous-marin qui sera chargé d'inspecter les deux parties qui gisent par 120 mètres de fond. La mer agitée rendait délicate la descente de l'appareil. Les spécialistes estiment que l'inspection de chaque morceau devrait prendre

## TotalFina débloque 40 millions pour le nettoyage des côtes polluées par la marée noire

M. Jospin avait « convoqué » le pétrolier

A L'ISSUE d'une rencontre avec le premier ministre, Lionel Jospin, le président de TotalFina, Thierry Desmarest, a annoncé jeudi 30 décembre que son groupe financera directement les travaux de pompage du fioul restant dans l'*Erika*, un investissement pouvant aller jusqu'à 40 millions de francs. La compagnie pétrolière met en place, également, un fonds d'urgence de 40 millions de francs destiné à aider les actions de nettoyage des côtes.

Le PDG de TotalFina espère endiguer toutes les critiques sur son comportement et celui de son groupe depuis le début de la marée noire, le 12 décembre. Au fur et à mesure que les côtes bretonnes et vendéennes ont été souillées par le mazout, la pression de l'opinion n'a fait que s'amplifier face au silence de Total, conduisant le chef de gouvernement à demander des comptes au pétrolier national. D'où cette ferme « convocation », à l'hôtel Matignon, jeudi, M. Jospin souhaitant que la première entreprise française et ses dirigeants assument leurs responsabilités.

« Je lui ai exprimé ma reconnaissance pour tout ce qui a été fait par les services de l'Etat », a déclaré M. Desmarest à sa sortie. Il a évoqué l'action de la Marine « pour sauver les vies humaines de l'équipage » de l'*Erika* après son naufrage, « puis tous les services qui sont intervenus pour lutter contre la pollution, d'abord à la mer puis à terre ». Le patron de TotalFina a aussi « tenu à remercier tous les bénévoles qui ont été extrêmement nombreux à s'attaquer aux conséquences de cette marée noire sur le littoral ».

### « PLUTÔT BIEN PASSÉ »

L'entretien avec le premier ministre s'est « plutôt bien passé » commente un porte-parole du groupe pétrolier rappelant la volonté de Lionel Jospin que l'ensemble des problèmes puissent être traités correctement. Les deux hommes ont évoqué différents sujets comme la réglementation maritime et son évolution – des thèmes qui seront abordés lors de la table ronde sur le renforcement de la sécurité maritime, organisée en février par le ministre de l'équipement et des transports Jean-Claude Gayssot.

Thierry Desmarest a évoqué les actions menées par son groupe pour lutter contre la marée noire et les mécanismes d'indemnisations du Fipol (Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures) auquel cotisent les pétroliers. Le PDG de TotalFina a rappelé à Lionel Jospin, que par ce fonds, sa compagnie avait ainsi participé à l'indemnisation de marées noires

provoquées par d'autres firmes pétrolières dans d'autres régions du monde. « Pour que l'enveloppe du Fipol, qui s'élève à 1,2 milliards de francs, soit prioritairement conacrée à l'indemnisation des préjudices économiques et au remboursement des frais engagés dans le cadre de la lutte contre la pollution en mer et à terre, TotalFina financera directement le pompage du fioul contenu dans l'épave de l'*Erika* » précise un communiqué du groupe. Le principe retenu est que la dotation du Fipol ne soit pas grevée par le renflouement de l'épave et soit uniquement consa-

### Manifestation contre Total

Environ deux cents manifestants ont défilé, jeudi 30 décembre, dans les rues de Paris pour appeler au boycott des stations Total, Elf et Fina. Organisé par les Verts, auxquels se sont joints la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et l'association Greenpeace, le cortège s'est dirigé vers la Bourse aux cris de « La bourse ou la vie, Total a choisi ! ».

Les manifestants, dont certains avaient revêtu des combinaisons étanches blanches, ont réclamé : « Des pelles, du mazout pour Desmarest ! ». « Il faut frapper Thierry Desmarest, le PDG de Total, là où ça fait mal : au portefeuille », expliquaient les porte-parole des Verts, Denis Baupin et Stéphane Pocrain, en appelant les actionnaires du groupe pétrolier à « revendre leurs actions ». Les organisations veulent lancer un « large mouvement de protestation contre les ravages de la mondialisation ».

créé à indemniser les préjudices subis. « Nous pouvons déduire de l'opération réalisée sur le Tanio, en 1981, que la facture pourrait s'élever à 400 millions de francs », estime la compagnie.

La deuxième mesure consiste à participer au financement du nettoyage des côtes en débloquent 40 millions de francs. « Ce fonds sera affecté à deux actions prioritaires : l'achat d'équipements destinés aux opérations de collecte, de stockage et d'évacuation de la pollution » et « la mise à disposition d'équipes spécialisées dans le nettoyage des pollutions et l'évacuation des déchets », précise-t-on chez le pétrolier français. Le groupe a « contacté une demi-douzaine d'entreprises spécialisées dans la dépollution. Nous n'attendons plus que le feu vert des autorités maritimes pour lancer cette action ».

Dominique Gallois

TotalFina a annoncé, mercredi, qu'elle assurerait le financement intégral de ce chantier.

La Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) vient d'établir un premier bilan des conséquences écologiques de la marée noire. « L'ensemble des centres de collecte, de premiers soins ou de démazoutage ont reçu plus de 18 000 oiseaux », explique la SEPNB. Mais cette comptabilité, selon l'association, est très au-dessous du chiffre réel des pertes. Beaucoup d'oiseaux périssent en mer sans avoir même pu atteindre la côte. Ensuite, la majorité des oiseaux ayant atteint le littoral ne sont pas récupérés. La SEPNB avance donc le chiffre, difficilement vérifiable, de 100 000 à 300 000 volatiles victimes. Plutôt qu'en individus, les préfectures concernées se livrent, elles, à un calcul de la morbidité en tonnes... La SEPNB rappelle encore que plusieurs sites protégés ou réserves naturelles de la région ont été touchés par la marée noire.

Benoît Hopquin

# RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000

## Le tramway revient en force dans les villes

**Bonjour 2000.** Nombre de métropoles régionales vont inaugurer de nouveaux équipements, surtout des transports en commun. Moins onéreux, plus respectueux du paysage urbain et de l'environnement, le tramway retrouve sa place dans la cité

**DANS** les métropoles régionales, 2000 sera l'année des inaugurations et des poses de première pierre. Certes, la proximité des élections municipales, en 2001, peut expliquer cette frénésie de chantiers, car les maires seront au premier rang. Mais cela n'est pas suffisant. Si les villes investissent, c'est aussi parce qu'elles ont trouvé un dynamisme que le recensement a souligné : la province, grâce certainement à la décentralisation, a pris de l'élan et de l'allant.

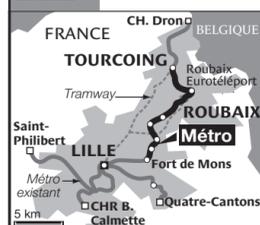
Confrontées aux problèmes récurrents d'engorgement de la circulation et de pollution, la plupart de ces agglomérations ont choisi une même solution : le tramway. C'est le grand retour d'un mode de transport qui avait été effacé du paysage dans les années 50-60, au profit de la reine automobile. Il présente pourtant bien des avantages : moins cher que le métro et tout aussi rapide ; il est, bien sûr, moins polluant qu'une cohorte de voitures. Et, surtout, les voies réservées à son passage imposent une meilleure prise en compte de l'espace urbain. Conséquence, les trottoirs s'élargissent, la part de la voiture est réduite, autant de satisfactions pour les citadins.

Transports en commun, maisons de la culture ou cités judiciaires, les villes bougent et le quotidien de leurs habitants va en être changé. Sélection de quelques-uns de ces chantiers.

### LE HAVRE

■ **Port 2000.**  
Premier semestre 2000, début de la réalisation des nouveaux terminaux porte-conteneurs. L'objectif est d'accroître la part du Havre dans le trafic maritime, face, notamment, à Anvers et Amsterdam.  
**Coût : 3,5 milliards de francs** (Port autonome du Havre, Etat, collectivités locales, Europe).

### LILLE



■ **Métro.**  
Novembre 2000, inauguration de la deuxième ligne du métro, qui reliera Tourcoing à Dron, à la frontière belge.  
**Coût : 6,8 milliards de francs** (Communauté urbaine, Etat).

### STRASBOURG

■ **Tramway.**  
Automne 2000, mise en service de la deuxième ligne (12,2 km, 24 stations).  
**Coût : 1,6 milliard de francs** (Communauté urbaine de la ville, conseil général du Bas-Rhin, conseil régional d'Alsace, Etat).

### ROUEN

■ **TEOR.**  
Fin 2000, mise en service de TEOR, transport en commun en site propre (36 km, 3 lignes)  
**Coût : 1 milliard de francs** (district de Rouen, département de Seine-Maritime, conseil régional de Haute-Normandie, Etat).

### NANCY

■ **Tramway.**  
Fin 2000, inauguration de la première des trois lignes de tramway sur pneus (11 kilomètres).  
**Coût de la première ligne : 934 millions de francs** (versement transport des entreprises, collectivités, Etat).

### ORLÉANS



■ **Tramway.**  
Automne 2000, mise en service de la première ligne (18 kilomètres).  
**Coût : 1,8 milliard de francs** (versement transport des entreprises, société exploitante et Etat).

### GRENOBLE

■ **Cité judiciaire.**  
Ouverture fin 2000. Dessinée par Claude Vasconi, elle est construite dans le quartier d'affaires Europole.  
**Coût : 480 millions de francs** (Etat, département de l'Isère).



■ **Maison de la culture.**  
Printemps 2000, lancement des travaux de réhabilitation de la première Maison de la culture, inaugurée en 1968 par André Malraux et conçue par André Wogensky. L'architecte chargé de ce programme de rénovation, André Stinco, a prévu une nouvelle salle de concerts de 1 000 places, une salle de spectacles de 1 070 sièges et un petit théâtre de 200 places. Ouverture prévue en 2002.  
**Coût : 203 millions de francs** (ministère de la culture, conseil régional Rhône-Alpes, conseil général de l'Isère et ville).

### NANTES

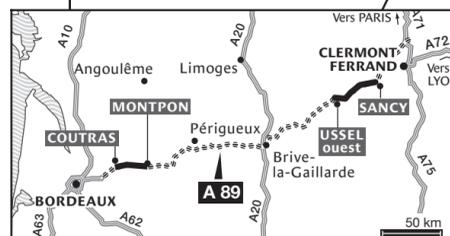
■ **Tramway.**  
Août 2000, mise en service du premier tronçon (4 km, 10 stations) de la troisième ligne nord et extension vers l'ouest (5,3 km, 12 stations) de la première ligne du tramway nantais.  
**Coût : 1 milliard de francs** (district de la ville, Etat).



■ **Cité judiciaire.**  
Inauguration prévue au premier semestre 2000. Dessiné par Jean Nouvel, ce bâtiment noir en acier et verre a été construit en front de Loire, « pierre d'angle » du réaménagement de l'île de Nantes.  
**Coût : 330 millions de francs** (Etat).

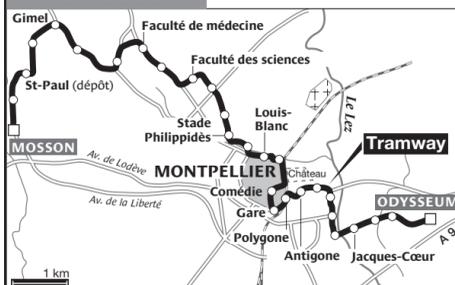
### BORDEAUX

■ **Tramway.**  
Printemps 2000, lancement des travaux. Mise en service prévue en 2003.  
**Coût : 3,6 milliards de francs** (Communauté urbaine de Bordeaux, Etat).



■ **Autoroute A89.**  
Premier semestre 2000, mise en service de la section Coutras-Montpon (22 km), début de la liaison Bordeaux - Clermont-Ferrand. **Coût : 1 milliard de francs** (Autoroutes du sud de la France).

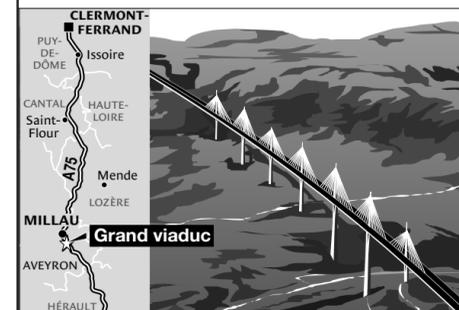
### MONTPELLIER



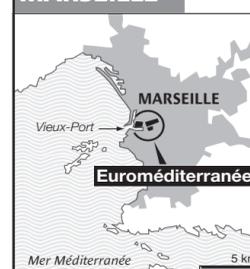
■ **Tramway.**  
Juin 2000, inauguration de la première ligne Mosson-Odysseum (15,2 km, 28 stations) et réorganisation du réseau des bus.  
**Coût : 2,2 milliards de francs** (district de la ville, conseil général de l'Hérault, Etat).

### MILLAU

■ **Viaduc de Millau.**  
Début des travaux de ce chaînon manquant de l'A 75 (Clermont-Ferrand - Béziers). Il doit enjamber la vallée du Tarn, au-dessus de Millau (1 500 m de long pour une portée de 2 600 m, il dominera de 270 m avec sept piliers). Le projet architectural est signé par le Britannique Norman Foster. Ouvert en 2003.  
**Coût : 1,5 milliard de francs.**



### MARSEILLE



■ **Euroméditerranée.**  
Premier semestre 2000, début des chantiers : 41 000 m<sup>2</sup> de bureaux, 50 000 m<sup>2</sup> de logements, 23 000 m<sup>2</sup> de commerces et d'équipements. Cette ZAC Saint-Charles, de 15 ha, redessine la zone située entre la gare, qui accueillera la TGV Méditerranée en 2001, et le port.  
**Coût : 1,8 milliard de francs** (Etat, ville, conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, conseil général des Bouches-du-Rhône et communauté de communes).

## HORIZONS

PORTRAIT

## La rédemption d'Hillary

**A** Manhattan, la frénésie du shopping est à son comble en cette mi-décembre 1999, sur la Cinquième Avenue, temple de l'opulence de cette Amérique de fin de siècle. Au pied de Central Park, le rutilant Plaza Hotel débordé de touristes. Dans la cohue, les gardes du corps du *secret service* de la Maison Blanche, chargés de la sécurité rapprochée de la famille présidentielle, ont discrètement ouvert un passage de l'un des halls de l'hôtel vers le premier étage. Là, une fondation pour la recherche sur le cancer a réuni pour un déjeuner de bienfaisance un brillant parterre de très, très riches vieilles dames, de stars sur le retour (Joan Collins, Robert Wagner) et de distingués oncologues (Harvard, Sloane-Kettering).

Clou de l'attraction, la première dame des Etats-Unis doit honorer le déjeuner de sa présence. C'est une invitation que Hillary Rodham Clinton avait acceptée avant qu'il ne fût question d'une quelconque candidature au Sénat. C'est donc au titre d'épouse du président qu'elle arrive, flanquée d'un entourage minimal mais précédée d'un service de sécurité draconien qui a fait fouiller le moindre sac de journaliste, dûment reniflé ensuite par un chien policier. L'événement relève davantage, il est vrai, des activités de patronage classiques des *First Ladies* que de l'offensive électorale de la candidate de choc, dans un duel qui tient le pays entier en haleine. C'est donc, « *Mesdames et Messieurs, la première dame des Etats-Unis !* » que l'on applaudit bien fort lorsqu'elle fait enfin irruption dans les salons dorés, sous les crépitements des flashes, au moment où l'odeur du filet de poisson en croûte aux petits légumes s'est emparée de la salle. « *Hillarrrry ? Hillarrrry ?* » s'enquêtent tout excités deux touristes italiens qui ont dû se tromper de porte, déjouant la vigilance du *secret service*, et n'en reviennent pas de l'aubaine : pouvoir assister à ce spectacle inouïable qu'est l'apparition d'une épouse de président pas comme les autres.

Personne, cependant, n'est dupe : Hillary Clinton a une façon de se tourner vers les photographes, lorsqu'ils l'interpellent, et de leur décocher un long sourire éblouissant – un peu à la Joan Collins – qui ne trompe pas. Cette première dame-là a une manière de transformer un discours qui s'annonçait convenu sur les bienfaits de l'aide à la lutte contre le cancer en un plaidoyer pour l'assurance-maladie universelle, « *surtout pour l'Etat de New York* », qui vous ramène vite à la réalité.

Le choix des gens avec lesquels, après son allocution, elle décide de passer quelques minutes à deviser agréablement ou d'être prise en photo dans une grande embrassade en dit long sur ses motivations : les distingués oncologues n'auront pas droit à un regard, mais aucune des stars au succès médiatique garanti ni des riches bienfaitrices ne sera oubliée ; « *Ces gens-là représentent beaucoup d'argent pour le financement d'une campagne* », nous glisse d'un air entendu l'un des responsables de la fondation contre le cancer. C'est peut-être la première dame qui était invitée, mais c'est bien Hillary Clinton, candidate au siège de sénateur de l'Etat de New York, qui est venue, comme en témoignent aussi sa tenue vestimentaire (chemisier bleu à col ouvert sur tailleur pantalon classique sombre et chaussures plates, qu'elle a adoptés comme tenue de campagne, avec ou sans broche dorée selon le degré de mondanité – aujourd'hui, c'est donc avec) et la présence du porte-parole de sa campagne, Howard Wolfson, qui n'est pas le même que sa porte-parole à la Maison Blanche, Marcia Berry.

La scène est désormais quasi quotidienne : cinq mois après avoir annoncé la formation d'un « comité exploratoire » en vue de sa candidature au Sénat, pour le siège du légendaire Patrick Moynihan, qui prend sa retraite, Hillary Clinton fait partie du paysage new-yorkais,

**Qu'elle soit élue ou non le 7 novembre, l'an 2000 marquera pour les Américains l'irruption officielle d'une première dame en exercice dans l'arène électorale. L'ouragan Clinton s'est déplacé et, au passage, il a changé de sexe : ce n'est plus Bill, mais Hillary qui sera au cœur de l'histoire**

de moins en moins *First Lady*, de plus en plus candidate. Dans les jours qui viennent, en janvier c'est promis, elle s'installe dans l'autre maison blanche, une grande bâtisse un peu prétentieuse qu'elle et Bill Clinton ont achetée pour 1,7 million de dollars (non sans avoir commis un nouveau faux pas en empruntant la somme à un bienfaiteur du Parti démocrate, emprunt auquel ils ont finalement renoncé devant le tollé soulevé par cette générosité éthiquement douteuse) à Chappaqua, dans la grande banlieue cossue de New York, à près d'une heure de Manhattan et à dix minutes d'un petit aéroport qui dessert les villes du nord de l'Etat de New York, cruciales pour l'élection. Les voisins de cette petite ville, démocrate certes, mais surtout très bourgeoise, sont atterrés : depuis octobre-novembre, les cars de touristes s'arrêtent devant la maison pour tant en dire que l'on y a vu des Japonais emporter du gravier en souvenir. Finie la tranquillité, l'ouragan Clinton a atteint Chappaqua.

**E**T Hillary s'y installe seule : Bill est encore retenu pendant un an par ses fonctions à Washington. Ça y est, le couple le plus célèbre d'Amérique se sépare, en a-t-on conclu, d'autant plus rapidement que l'on attendait la nouvelle bien plus tôt, depuis le funeste épisode Monica. Pas du tout, s'est cru obligé de rectifier le président, ils se verront le week-end autant que possible, à Washington ou à Chappaqua, et il a toujours l'intention de rejoindre sa femme à Chappaqua l'an prochain, à la fin de son second mandat à la Maison Blanche. En réalité, cela n'a plus vraiment d'importance. L'ouragan Clinton s'est déplacé et, au passage, il a changé de sexe : cette année, ce n'est plus Bill mais Hillary qui est au cœur de l'Histoire. Qu'elle soit élue ou non le 7 novembre, l'an 2000 aura marqué pour les Américains l'irruption officielle d'une première dame en exercice dans l'arène électorale. Et pas n'importe quelle arène : les

sièges de sénateurs, au nombre de deux par Etat, sont aux Etats-Unis beaucoup plus prestigieux que ceux de représentants à la Chambre basse du Congrès et considérés comme un éventuel tremplin vers une candidature à la présidence. Ce qu'elle tente, personne ne l'a jamais tenté avant elle. Une autre épouse présidentielle, Eleanor Roosevelt, avait été brièvement pressentie pour le même siège de sénateur de New York, en 1945, mais en avait rapidement rejeté l'idée. Autres temps, autres mœurs : M<sup>me</sup> Clinton s'est souvent dite inspirée par la forte personnalité d'Eleanor Roosevelt. Mais elle, elle a franchi le pas.

« *Pourquoi le Sénat ? Pourquoi*

**Ce qu'elle tente, personne ne l'a jamais tenté avant elle. Une autre épouse présidentielle, Eleanor Roosevelt, avait été brièvement pressentie pour le même siège de sénateur de New York, en 1945, mais en avait rapidement rejeté l'idée**

*New York ? Pourquoi moi ?* » Ces questions, M<sup>me</sup> Clinton a reconnu que l'électorat était en droit de se les poser. Faute de réponse claire de sa part (elle est très averse d'interviews et déteste parler de ses affaires personnelles), la presse américaine et les Américains en général en sont réduits à une interminable analyse psychologique du couple Clinton et d'une femme brillante qui ose enfin voler de ses propres ailes, après vingt-six ans consacrés à l'ascension politique d'un mari certes extrêmement talentueux mais tellement peu reconnaissant... La candidate elle-même préférerait que l'on s'attache, pour comprendre sa démarche, à son engagement constant – et réel – en faveur des grandes causes féminines et sociales.

En quittant la très élitiste faculté

de droit de Yale, où on la disait meilleure étudiante que son futur mari, elle aurait pu choisir le confort financier des grands cabinets d'avocats de Chicago ou de New York, mais leur préféra la fondation de défense de l'enfance et le travail aride de la commission judiciaire du Sénat ; l'un des aspects les moins médiatisés du passage de Hillary Clinton à la Maison Blanche a été, après le fiasco de son plan de réforme de l'assurance-maladie en 1994, la manière dont elle s'est mise à parcourir le monde, seule ou parfois accompagnée de sa fille Chelsea, pour aller porter la bonne parole féministe en Afrique, en Irlande, en Amérique latine, dénonçant le viol, l'excision, la prostitution forcée ou

mal qu'elle, ses ambitions de pouvoir, puis femme trompée et publiquement humiliée dont la dignité et la solidité dans l'épreuve lui gagnent la sympathie des trois quarts des électeurs, une grande partie des Américains perçoivent aujourd'hui son retour à une autre stratégie de pouvoir, un pouvoir qu'elle entend désormais exercer elle-même et seule, comme la revanche de la femme/partenaire blessée.

Une date est, à cet égard, hautement révélatrice : le 12 février 1999. Ce jour-là, le Sénat examine le sort du président Clinton, qu'il décidera finalement d'acquitter au terme de la désastreuse affaire Monica Lewinsky. Dans les salons privés de la Maison Blanche pendant ce temps, Hillary Clinton reçoit son ami Harold Ickes, proche collaborateur de Bill Clinton pendant le premier mandat, copilote avec elle du projet de réforme de l'assurance-maladie et vieux routier de la politique new-yorkaise. C'est avec lui ce jour-là qu'elle examine, évalue et soupèse, quatre heures durant, les chances et les risques d'une éventuelle candidature à la succession du sénateur Moynihan. Le même Harold Ickes, aujourd'hui le principal stratège de la campagne de M<sup>me</sup> Clinton, qualifie, dans le livre de Gail Sheehy, la candidature de Hillary Clinton de « *combat pour sa rédemption* », un combat dont l'issue victorieuse effacerait tous les affronts, du scandale immobilier de Whitewater au rôle d'épouse bafouée, si peu conforme à l'orthodoxie féministe, en passant par l'échec de la réforme de la santé.

C'est cette théorie qui fait dire aux adversaires conservateurs de Hillary Clinton que sa candidature est « *un acte monumental de vanité politique* ». Certains biographes, comme David Maraniss (*First in his Class*), ne la définissent que par rapport au sujet de leur étude, Bill Clinton : désormais elle sera le sujet.

Qui est Hillary Rodham Clinton ? Nul n'est très sûr. Après sept ans de vie commune avec les Clinton, pour le meilleur et pour le pire, les Américains savent à peu près tout de leur président – plus, sans doute, qu'ils n'auraient aimé en savoir. Mais elle reste un personnage complexe, beaucoup plus difficile à cerner. Cette année 2000 la voit entamer une nouvelle vie qui lui va plutôt bien, la cinquantaine triomphante, sa fille élevée – une réussite, de l'avis unanime –, le choix de sa coiffure enfin stabilisé et le sourire plus rayonnant que jamais. Elle aussi est de la race des stars et elle a l'air de s'amuser, même si, parfois, son visage accuse la fatigue et les épreuves sous un maquillage impuissant, qui dément toutes les rumeurs de chirurgie esthétique.

**C**OMME une débutante, elle a multiplié les erreurs et maladroites dès le début de campagne, trébuchant sur l'enchevêtrement ethnique de New York, heurtant tour à tour les Porto-Ricains, les juifs, les Irlandais, les Noirs. Les optimistes disent qu'elle apprend sur le tas et fait des progrès tous les jours. Les sceptiques, qui sont nombreux, y compris parmi les démocrates, l'accusent de se réfugier derrière le confort de son image de première dame. Mais l'ensemble des New-Yorkais l'implorent de se jeter enfin dans l'arène et d'adopter la tradition politique locale : ne pas hésiter à cogner face à des adversaires aussi redoutables que le maire de New York, Rudy Giuliani, et le *New York Post*, le quotidien de Rupert Murdoch, qui ne perd pas une occasion de la traîner dans la boue ; New York est un combat brutal à côté duquel le spectacle des gladiateurs de la Rome antique fait figure de chœur d'église. Le sénateur Mitch McConnell, qui dirige les campagnes des candidats républicains au Sénat, a averti que son parti ne ferait pas de cadeaux à M<sup>me</sup> Clinton : « *Ça va être un duel formidable, vous allez vous régaler* », a-t-il promis à la presse. « *Go girl, go !* » aimait à lancer Hillary Clinton dans les assemblées de femmes démocrates qu'elle a tant présidées. Cette fois-ci, c'est son tour !

Sylvie Kauffmann



EDDIE ADAMS/ACTES MOUTLINE

# Le retour de l'Etat protecteur

**DEPUIS** qu'ils ont pris la mesure des effets des intempéries et de la marée noire, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont rivalisé d'attentions envers les victimes de ce double désastre. Ils ont su incarner, chacun à sa manière, l'Etat, dont le rôle, dans une démocratie moderne, est d'assurer la bonne gestion du pays et le bien-être des citoyens. Ils ont, il est vrai, réagi avec retard, mais ils ont, par leur dynamisme et leur omniprésence, rattrapé le temps perdu. Au-delà de leur inévitable concurrence, leur commun activisme face aux malheurs de leurs compatriotes invite à réfléchir, une fois de plus, sur les relations entre les Français et leur Etat.

De ce lien qui unit chaque citoyen à ceux qui le personnifient, Jacques Chirac et Lionel Jospin offrent deux images assez différentes, pour ne pas dire contradictoires. Le président de la République a l'art du contact personnel. Il sait établir avec ses interlocuteurs un climat de cordiale complicité. Héritage d'une longue histoire monarchique, où les rois touchaient les écouelles pour guérir les maladies de leurs sujets, cette façon de nouer avec les gens des rapports chaleureux, dans lesquels entre une bonne part d'irrationnel, est caractéristique d'une certaine conception de l'Etat : l'Etat républicain, porteur de la souveraineté comme l'était avant lui le monarque, apparaît comme le recours suprême, celui vers lequel on se tourne pour obtenir la réparation des injustices subies.

L'attitude de Jacques Chirac lui a souvent valu d'être accusé de démagogie. Peut-être pourrait-on lui concéder, en s'appuyant sur la fameuse classification des types de légitimité proposée par Max Weber, qu'il joue assez bien de son pouvoir charismatique, cette autorité « fondée sur la grâce personnelle et extraordinaire d'un individu » (« Le métier et la vocation d'homme politique » in *Le savant et le politique*).

Par opposition, l'autorité de Lionel Jospin relève d'un autre type de légitimité, celle qui caractérise, selon Max Weber, le « *serviteur de l'Etat moderne* » et qui s'impose « en vertu de la croyance en la validité d'un statut légal et d'une

« *compétence positive fondée sur des règles établies rationnellement* ». En d'autres termes, le lien entre le politique et le citoyen repose, dans ce cas de figure, sur la raison plus que sur le sentiment. Loin de sacraliser l'Etat, il tient pour indispensable de limiter son influence. Cette conception « fonctionnelle » du rôle de la puissance publique se distingue d'une conception « tutélaire », dans laquelle le politique est investi d'une puissance quasi magique.

## LE SILENCE OU L'ILLUSION

Le « *serviteur de l'Etat moderne* » choisit le « parler vrai » plutôt que la parole de sympathie, au risque de heurter ceux auxquels il s'adresse. Il peut même préférer le silence à l'illusion. Il se voit comme un homme d'action, dont le principal souci est celui de l'efficacité, non comme un homme de discours, dont la préoccupation première serait celle de la compassion. Tel est le style qu'affiche volontiers Lionel Jospin.

On comprend mieux pourquoi Jacques Chirac et Lionel Jospin ont hésité à intervenir publiquement au lendemain des catastrophes. Le premier a sans doute craint de paraître exploiter le malheur des Français à des fins personnelles, oubliant que son rôle n'est pas seulement de s'associer à leurs joies collectives, mais aussi de prendre part à ses épreuves. Le second a appliqué sa conception de l'Etat discret mais refusé de voir que celle-ci lui fait aussi devoir, en cas de crise, de s'expliquer devant l'opinion et de dire ce qu'il compte faire pour venir à bout des difficultés.

Il existe une troisième forme d'autorité, celle que Max Weber appelle traditionnelle. Tout dépend, bien sûr, de l'ancienneté de la tradition à laquelle on se réfère. Dans le cas de la France d'aujourd'hui, il paraît logique d'invoquer celle de l'Etat-providence, forme contemporaine de l'Etat protecteur. Celui-ci n'est pas seulement le garant des droits des indi-

vidus, il veille aussi au sort des plus démunis, au nom de la solidarité nationale, qui leur est due.

Or, c'est précisément le retour de cet Etat protecteur qu'ont suscité les événements de ces derniers jours. Venu d'horizons différents, Jacques Chirac et Lionel Jospin se sont retrouvés sur cette conception de l'Etat, qui semblait quelque peu reléguée au second rang depuis que le libéralisme triomphant tendait à occuper le premier. Les services publics, souvent décriés, ont été au cœur du combat, avant que le président de la République et le premier ministre n'unissent leurs efforts pour assumer, sur un ton parfois « churchillien », la mission protectrice de la puissance publique. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette série de cataclysmes que d'avoir contribué à réhabiliter l'Etat et conduit les deux têtes de l'exécutif à forcer leur nature pour répondre aux besoins de leurs concitoyens.

Thomas Ferenczi

## Objectif 2000 par Jean-Paul Lubliner



Jeudi 30 décembre, J - 2 : décollage imminent.

quelques jours d'euphorie boursière, et de les rapporter, par exemple, aux minimas sociaux. Jamais la France n'a été aussi riche. Jamais les inégalités n'ont été aussi criantes.

\*

Quoi qu'il en soit, le passage au nouvel âge économique imposera à la France comme à l'Europe de nouvelles et fortes transformations. Chaque pays, comme chaque individu, sera tenu de se doter d'une très grande capacité d'adaptation. Pour la France, cela signifie remettre l'éducation au centre de ses préoccupations, car là est le cœur de la nouvelle économie : dans la production de matière grise. Cela implique aussi de décentraliser tout ce qui peut l'être : nul doute que la prochaine alternance, ou le prochain septennat, devront miser sur une conversion résolument girondine. Parce que celle-ci va de pair avec l'intégration européenne, et l'aspiration légitime à davantage de responsabilité. Qu'il s'agisse des problèmes de la Corse ou de ceux des « banlieues », la gestion jacobine n'est plus en mesure d'apporter les bonnes réponses.

Quant à l'Europe, elle est à la fois faite et à refaire. L'euro est là, bien sûr, qui est déjà une arme importante pour chacun des pays qui y ont adhéré dans la bataille de l'économie-monde. Mais l'Europe non seulement n'est pas faite, mais elle peut encore se défaire : chaque succès – l'euro hier, aujourd'hui la défense – lui ouvre un nouveau défi. Désormais, il faut inventer une politique européenne. Sans doute y a-t-il là, pour nous, le plus grand sujet de préoccupation : dans une zone redevenue dynamique, ses dirigeants paraissent se satisfaire de ce qui existe. Sans doute faute d'être capable de définir un nouveau projet européen. Il y a un projet américain : rester le centre de gravité du monde ; il y a un projet chinois : refaire un grand empire, commerçant cette fois ; il y a un projet russe : rétablir la Russie. Mais qu'est-ce que le projet européen ? Une Amérique adoucie par « l'économie sociale de marché » ?

Mieux que cela ! Mais encore ?

Quelles seront ses limites ? Peut-elle s'élargir sans se dissoudre ? De quel poids politique pèsera-t-elle ?

Les Européens sont nombreux à penser – et nous en sommes – que l'Europe est une chance pour le monde. Qu'elle doit se structurer et se donner les moyens d'inventer un système supérieur, sur le plan de la justice sociale, à ce qui existe. C'est un chantier immense auquel il manque une pensée politique.

\*

Les fins de siècle sont, symboliquement, des moments de passage. D'un monde à l'autre, d'un paradigme à l'autre. Avec leurs doutes et leurs fois, leurs craintes et leurs enthousiasmes, leurs peurs et leurs utopies. Nous y sommes. Le XXI<sup>e</sup> siècle a beau commencer, précisément, scientifiquement – nos vigilants lecteurs n'ont pas manqué de nous le rappeler –, le 1<sup>er</sup> janvier 2001, nous sommes dès aujourd'hui dans ce moment de passage que symbolise l'an 2000, comme il y a un siècle l'année 1900.

1900-2000, les résonances ne manquent pas. En 1900, la France était à la fois puissante et déprimée. Une atmosphère intellectuelle très « fin de siècle » justement – l'expression vient de là – ne cessait de se nourrir des lamentations sur les valeurs perdues, l'avenir brouillé, les repères égarés. Au même moment, la réalité géopolitique mettait en scène l'ambition non seulement coloniale, mais impériale de « la plus grande France », celle dont le drapeau flottait sur des territoires immensément plus grands et plus peuplés que la métropole.

Notre France, notre « petite France », puissance désormais moyenne dans un monde dominé par l'hyperpuissance américaine, vit aujourd'hui de semblables contradictions. Certains se lamentent à leur tour, pleurent la grandeur perdue, stigmatisent l'abaissement, vantent la résistance du village gaulois contre une mondialisation indistinctement perçue comme une menace. Au même moment pourtant, la France fait entendre sa différence, son dynamisme et ses forces pro-

fondes. Elle se montre généreuse, pays d'invention de ces Médecins sans frontières qui fraieront la voie du devoir d'ingérence. Elle se montre inventive, instituant une parité politique volontariste pour tenter de mettre fin à la division politique des sexes, à la mainmise des hommes sur une cité qui est autant celle des femmes. Elle se montre créatrice, dans une dynamique économique qui dessine le début d'un nouveau cycle de croissance et commence à réduire nettement le chômage, au point que la perspective du plein-emploi ne fait plus rire. Elle se montre enfin solidaire, dans un extraordinaire « tous ensemble » dans l'épreuve des tempêtes, inondations et marée noire où la tradition des services publics à la française, parfois trop décriée par les sectaires de l'ultralibéralisme, s'est montrée à son meilleur.

Pour le journalisme, métier de l'instant, de l'immédiat et des mi-sères du présent, la prospective est un piège. Le futur, nous ne cessons de l'apprendre dans la surprise de l'événement, sera aussi fait de hasards, d'aléas, de retournements, d'ironies de l'histoire. Mais nous pouvons aborder ce siècle avec au moins la conviction que la réalité n'est jamais univoque, qu'elle est tissée de contradictions et de potentialités dont aucune idéologie supposée scientifique ne détient le secret de l'avenir. Surtout dans une telle période, où l'on change de système de production et de points de repères – le moindre n'étant pas la remise en cause progressive de la frontière qui sépare le travail du capital – où vont changer les modes d'organisation de la société et bientôt, sous l'influence du langage déstructuré des nouveaux médias, nos cadres de pensée. C'est là qu'intervient le rôle, modeste et irremplaçable, d'un journal. Pour aider à deviner les pièges, même si nous aurions préféré ne pas les voir. Pour nous obliger à découvrir le neuf, même s'il dérange nos certitudes. Et nous offrir des raisons d'espérer en refusant une lecture univoque, satisfait ou dénonciatrice, complaisante ou manichéenne, du monde.

J.-M. C.

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Un siècle américain ?

**A**U beau milieu des années 80 encore, on les disait sur le déclin. De ce côté-ci de l'Atlantique mais également en Asie, où les succès économiques portaient certains à l'arrogance, on les voyait sur le chemin de la décadence. Ils avaient dominé le siècle. Mais l'heure de l'Europe et de l'Asie – du Japon ou de la Chine, selon les modes – avait sonné. Bref, les Etats-Unis, affirmait-on alors, gros ouvrages à l'appui, avaient connu leur apogée.

On avait parlé trop vite. Ils n'étaient pas en sommeil : ils changeaient. Ils inventaient la nouvelle économie. Ils intégraient, les premiers, les dernières technologies de l'information, nées chez eux, à l'industrie et aux services. Cette révolution allait redonner à l'économie américaine sa place prépondérante. A cette puissance économique et technologique s'ajoute, au lendemain de la victoire dans la guerre froide, leur domination militaire – celle des armes du futur – et idéologique – l'économie de marché et la démocratie, indépensables horizons... Ils sont le plus gros centre de recherche du monde : année après année, leurs scientifiques empochent plus de 60 % des Nobel. Un demi-million de jeunes étrangers étudient dans leurs universités.

Autant politique qu'économique, leur puissance est aussi, surtout, culturelle : la culture populaire américaine domine le monde. L'ensemble de la panoplie, qu'aucun autre Etat ne possède au complet, fait d'eux ce que l'essayiste américain Ben J. Wattenberg a, le premier, appelé une

« hyperpuissance ». Le XXI<sup>e</sup> siècle s'annonce-t-il comme la répétition du XX<sup>e</sup> : un siècle américain ?

Il faudra encore vingt-cinq à cinquante ans avant que la Chine puisse afficher certains des attributs de la vraie puissance. Il faudra autant de temps, sans doute, pour que la Russie émerge à nouveau à son tour. La seule puissance montante qui tente de s'affirmer au côté des Etats-Unis, et qui partage d'ailleurs peu ou prou les mêmes valeurs qu'eux, est l'Europe. Elle avance, laborieusement. Son économie est sur la voie d'une croissance durable. Elle aborde le siècle à venir avec une monnaie unique, l'euro. Son rayonnement culturel n'est pas si terni qu'on veut bien le dire. Enfin, elle boucle le millénaire en cherchant à se doter d'un des paramètres de la puissance qui lui manque cruellement : une politique étrangère et de défense commune.

Mais, alors même qu'elle progresse ainsi sur la voie de l'intégration, elle s'est élargie – au centre et à l'est – et va s'étendre encore, au sud et même à son extrême orient, en direction de la Turquie, dont 95 % du territoire se situent en Asie. Une des équations de l'avenir est là : de la capacité de l'Union européenne à coupler élargissement et approfondissement dépendra son accès ou non au rang de vraie puissance. Une Europe à 28 Etats, sans cesse plus hétérogène, saura-t-elle être autre chose qu'une vaste zone de libre-échange, un grand marché unique ? La réponse à cette question dira si le XXI<sup>e</sup> siècle sera un peu, aussi, un siècle européen. Pour que mondialisation ne rime pas exclusivement avec américanisation.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Roynette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédacteurs en chef :  
Alain Frachon, Erik Izraelwicz (*Editoriaux et analyses*) ; Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Fottorino (*Enquêtes*) ; Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Nernst ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Levée de palettes

**LES ARTISTES** revendiquent le Grand Palais. Toutes leurs sociétés sont unanimes à demander le retour des Salons au Grand Palais. Celui-ci, une inscription en lettres de bronze sur la façade le proclame, fut, lors de son édification en 1900, dédié à l'art français. Jus qu'à l'invasion, les Salons y furent présentés chaque année, sauf en 1937.

A cette époque, sur la demande instante des pouvoirs publics, les artistes consentirent à céder pour l'Exposition internationale la partie du Grand Palais dénommée « palais d'Antin », en échange de la promesse formelle que celle-ci serait rendue dix mois après. Douze ans se sont écoulés : le Palais de la découverte demeure, en dépit d'une installation précaire, avec tous les risques d'incendie ou d'accident qu'elle comporte.

Depuis 1940 la Ville de Paris a ac-

cueilli les artistes dans son palais du quai de New York, mais aujourd'hui elle va reprendre son local pour y installer, comme il fut prévu, ses collections permanentes. On iront les artistes si toutes les portes se ferment devant eux ? Ils se rebellent. Ils demandent qu'on rende aux sociétés d'artistes, après avoir réparé les dommages de guerre causés par les Allemands, le Grand Palais, dont elles ont eu la jouissance depuis 1900 jusqu'en 1937.

Ils font remarquer qu'à présent le Grand Palais est mis à la disposition de groupements qu'on n'y vit jamais avant la guerre. Les artistes ont pris la résolution d'occuper le Grand Palais pendant les mois d'avril, de mai, de juin et de juillet 1950, en tout état de cause, c'est-à-dire avec ou sans l'aide de l'Etat, décidés à engager leurs dernières ressources pour survivre.

(1<sup>er</sup> -2 janvier 1950.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



Noël Goutard, PDG de Valeo

# « Il y a une plus grande implication des entreprises japonaises dans la mondialisation »

Aux commandes de Valeo depuis treize ans, Noël Goutard a internationalisé l'équipementier automobile français avec pour objectif d'en faire le

numéro un mondial de son secteur. Zone d'expansion privilégiée, l'Asie devrait contribuer pour 20 % aux ventes du groupe à l'horizon 2002, no-

tamment grâce à l'ouverture de l'économie japonaise. Jusque-là très fermée aux Occidentaux, elle a pris un tournant avec l'alliance Renault-Nissan.



NOËL GOUTARD

À QUELQUES JOURS de distance, Noël Goutard, PDG de Valeo, aura fêté un double anniversaire : soixante-huit ans, le 22 décembre, et treize ans à la tête de l'équipementier automobile français - qu'il doit quitter en l'an 2000 - le 1<sup>er</sup> janvier. C'est le 1<sup>er</sup> janvier 1987 que Carlo De Benedetti, devenu le principal actionnaire de Valeo, lui en confie les commandes. Précédé d'une solide réputation de redresseur, acquise chez Compteurs Schlumberger, Chargeurs puis Thomson, M. Goutard a eu pour tâche de restructurer la société et de lui donner une dimension internationale. Une mission dont il s'est acquitté avec succès. Au point que les méthodes Valeo sont devenues une référence dans l'industrie.

« Il y a encore quelques années, l'économie japonaise était complètement fermée aux entreprises occidentales. En quelques mois, la situation a changé. Comment expliquez-vous ce retournement ?

- Pendant longtemps nous avons été reçus par les constructeurs japonais au niveau du portier. Les choses sont en train de changer radicalement. Nous nous sommes aperçus qu'un certain nombre d'entreprises nippones, à cause du système des *keiretsu* (conglomérats), avaient perdu de vue l'internationalisation des marchés et avaient glissé dans l'improductivité. Les coûts de certains équipementiers automobiles sont supérieurs de 30 % aux prix pratiqués sur les marchés internationaux.

» La logique incestueuse du *keiretsu* a créé une vaste bureaucratie. Nissan, qui détient des participations dans 1 400 fournisseurs, avait l'habitude d'y placer certains dirigeants qui avaient atteint la cinquantaine : Calsonic, par exemple, compte plus de 300 anciens directeurs de Nissan. Ces sociétés étaient gérées comme des administrations, maintenues vaille que vaille sur le plan technologique par les équipementiers de deuxième et de troisième niveau.

- Est-ce l'alliance Renault-Nissan qui a fait découvrir ce système ?

- Pendant un temps, nous nous sommes bercés d'illusions sur l'économie japonaise, dont finalement des pans entiers sont encore au stade médiéval. Prenez l'agriculture : le bol de riz coûte dix fois plus cher qu'en Thaïlande. La chimie a vingt ans de retard par rapport aux meilleurs mondiaux. Le secteur bancaire, la distribution, restent encore très en retrait.

- Qu'en est-il du secteur automobile ?

- L'automobile japonaise garde une organisation fabuleuse du travail, très économe en matière d'emploi, d'espace, de dosage des investissements et d'utilisation maximale des équipements. Les Japonais utilisent intelligemment des robots simples, à l'inverse des Occidentaux, qui utilisent des installations très sophistiquées, mais pas forcément nécessaires. Les Japonais savent, par exemple, très bien tirer parti de la robotique pour adapter leur outil de production à une main-d'œuvre

vieillesse. Près d'un Japonais sur deux aura bientôt plus de cinquante ans. Des investissements bien pensés et à peu de frais permettent de réduire la pénibilité de certains postes.

- Quelles occasions le Japon offre-t-il aujourd'hui à Valeo ?

- Pour Valeo, c'est une fantastique aventure. Le contrat que nous venons de remporter pour la fourniture de systèmes de climatisation et des moteurs thermiques pour la future plate-forme Renault-Nissan est très symbolique. C'est la première fois que Nissan confie un contrat à une entreprise dans laquelle elle n'a aucune participation. Renault et Nissan démontrent qu'ils font effectivement ce qu'ils avaient annoncé. C'est un signal très fort donné à l'ensemble de l'industrie japonaise. Nous allons pouvoir déployer une organisation industrielle capable de servir cette plate-forme à partir de laquelle 1 million de véhicules seront construits à travers le monde. Après les accords conclus avec Zexel et Unisia, nous voulons nouer un partenariat dans le domaine thermique pour lequel nous sommes en discussion.

- Quelles sont vos perspectives de développement dans la région ?

- Nous prévoyons de réaliser 20 % de notre chiffre d'affaires en Asie à l'horizon 2001-2002, soit environ 2 milliards d'euros. Avec nos récentes acquisitions et nos positions en Inde et en Chine, nous en sommes déjà à plus de la moitié. Avec les participations que nous pourrions nouer dans les six prochains mois, nous ne devrions avoir aucune difficulté à atteindre notre objectif.

- L'alliance Renault-Nissan ouvrira-t-elle d'autres portes ?

- Cela peut créer un mouvement. Regardez : l'équipementier Denso a pris le contrôle de l'activité alternateurs de l'italien Magneti Marelli en Europe. C'est la première fois que je vois Denso faire une acquisition. Les Japonais jusqu'ici étaient très réticents. C'est la preuve qu'il y a une plus grande implication des entreprises japonaises dans la mondialisation.

- La part des équipementiers représente aujourd'hui les trois quarts du prix de revient d'une voiture. Cette proportion augmentera-t-elle encore ?

- Tant que les constructeurs automobiles exerceront entre eux une concurrence acharnée, à coups d'équipements fournis gratuitement ou de baisse de prix, ils continueront à chercher les équipementiers les plus compétitifs et à leur donner, en contrepartie, plus de volume et la possibilité d'accéder à des plates-formes mondiales. La rationalisation de la construction automobile se poursuivra jusqu'au jour où on trouvera un équilibre entre les constructeurs, les équipementiers et le marché.

» Aujourd'hui, le secteur joue un peu à la roulette, tout en cherchant à se concentrer. Certes il y a toujours des constructeurs présents sur des niches, mais la plupart, comme Volvo ou Saab, ont rendu les armes. La tendance de fond va vers l'émergence de constructeurs dominants. Un jour, il y aura un très grand constructeur automobile chinois, un grand constructeur indien et peut-être russe. Tout n'est pas joué. Ces constructeurs ne pourront émerger que grâce à des formules innovantes adaptées à leurs propres marchés. La demande chinoise du futur ne sera pas la grosse berline Buick fabriquée actuellement à Shanghai par General Motors. Je pense plutôt à des concepts semi-utilitaires, comme l'a été la 2CV à son époque. Les modèles japonais

ou américain ne sont pas transposables.

- Les constructeurs risquent-ils de devenir de simples assembleurs ?

- Je pense que oui. Je discutais récemment avec un inventeur qui a monté une start-up pour développer une puce intelligente capable de faire fonctionner un véhicule grâce à des commandes vocales. Cette innovation n'est pas venue de Ford ou de General Motors, mais elle passe obligatoirement par des équipementiers capables de la développer sur des grandes séries. Valeo aujourd'hui, par exemple, c'est 120 millions de moteurs électriques et 100 millions de balais d'essuyage.

- Le secteur automobile s'oriente vers une offre complète de services. Que fait Valeo dans ce domaine ?

- Sur Internet, par exemple, nous avons développé une sorte de clinique virtuelle pour aider les géants de flottes de camions à détecter les pannes et à réparer leurs véhicules.

- Comment voyez-vous évoluer les marchés automobiles

en Europe et aux Etats-Unis ?

- Le marché français devrait se porter très bien, l'Allemagne devrait aller mieux. Pour les Etats-Unis, je n'ai pas d'inquiétude. Ce marché s'annonce plus compétitif que jamais. Les prévisionnistes, qui ont tendance à être pessimistes, ne prennent pas en compte des paramètres apparus ces dernières années. Comme la facilité avec laquelle vous pouvez acheter un véhicule grâce à Internet, la hausse vertigineuse des revenus, la flexibilité totale de l'offre avec des gammes de véhicules de plus en plus larges, des modes de financement de plus en plus souples, des offres de services de plus en plus performantes... Ce qui est symptomatique, c'est de voir qu'aux Etats-Unis les nouveaux logements sont maintenant vendus avec trois places de parking incluses ! Le marché américain recèle un potentiel de croissance insoupçonné. Ce qui arrivera sans doute très vite en Europe. »

Propos recueillis par Stéphane Lauer

## Le CIC a signé un accord sur les 35 heures

LA DIRECTION DU CIC et quatre syndicats de la banque sur cinq (CFDT, CFTC, FO, et SNB-CGC) ont signé, jeudi 30 décembre, un accord-cadre sur l'aménagement et la réduction du temps de travail. La CGT n'a pas rejeté l'accord mais indique poursuivre ses consultations en vue d'une signature. Sur le fond, l'accord se rapproche de ceux déjà signés au Crédit mutuel, maison mère du CIC. Avec une différence de taille toutefois : le groupe mutualiste prévoit la création de 18 000 emplois alors que le CIC se contente d'un engagement sur le « maintien global de l'emploi » avec l'embauche d'au moins 1 000 jeunes sur les années 2000-2001-2002.

L'accord devra être décliné dans chaque entreprise du groupe CIC. Il est beaucoup plus intéressant pour les salariés que l'accord signé dans le cadre de la branche bancaire et de l'Association française des banques. Ainsi, si la durée hebdomadaire du travail est maintenue à 39 heures, les jours de travail sont limités à 202 sur l'année, soit un maximum de 1 575 heures. En contrepartie, un élargissement des heures de fonctionnement ou d'ouverture de certains services et des agences peut être prévu, risquant d'entraîner un temps de travail effectif différent d'une semaine sur l'autre.

## La Bourse de Paris a gagné plus de 50 % en 1999

A L'IMAGE DES AUTRES PLACES européennes, fermées vendredi 31 décembre, la Bourse de Paris a terminé l'année 1999, jeudi 30 décembre, sur un nouveau record, son 38<sup>e</sup> depuis le 1<sup>er</sup> janvier. L'indice CAC 40 des principales valeurs a gagné 2,07 %, pour s'inscrire à 5 958,32 points. La plus belle performance annuelle des actions comprises dans cet indice de référence a été réalisée par STMicroelectronics, avec 355,44 % de hausse, devant Bouygues (263,48 %) et LVMH (190,16 %).

Sur l'ensemble de l'année, Paris a gagné 51,12 %, ce qui la situe en tête des grandes places internationales, devant Francfort (39,1 %), Tokyo (36,79 %), Milan (22,30 %), Londres (17,81 %) et Zurich (5,72 %). A Wall Street, qui était ouverte vendredi dans la matinée, l'indice Dow Jones affichait, jeudi soir, un gain annuel de 24,74 %. L'euro, de son côté, a fini 1999 sur une note faible, à 1,0070 dollar et 103,10 yens.

 Revendez vos cadeaux, rachetez-en de plus beaux.



Si votre cadeau de Noël n'en est pas vraiment un, changez-le.

CLAMBERDO

Tout s'achète, c'est une question de prix. [www.aucland.fr](http://www.aucland.fr) les enchères sur le net

### Objectif : numéro un mondial

- **Chiffre d'affaires** : 12,1 milliards de francs en 1986 ; 39,5 milliards en 1998.
- **Résultat** : perte de 308 millions en 1986 ; bénéfice de 1,7 milliard en 1998.
- **Activités** : numéro un mondial dans les systèmes de climatisation d'automobiles (30 % des ventes) et les transmissions (10 %) ; parmi les premiers mondiaux dans les démarreurs, les alternateurs, l'éclairage... (50 %) ; dans la distribution (10 %).
- **Opérations** : rachat d'Electrical Systems pour 10,2 milliards de francs en 1998, qui lui ouvre le marché américain ; vente de l'allemand Luk (transmissions) pour 8 milliards en novembre 1999 ; acquisition de l'activité alternateurs du coréen Mando Machinery en juin 1999 ; alliance avec les japonais Unisia (transmissions) et Zexel (climatisation) en octobre 1999.

# Les opérateurs de télévision se divisent sur le numérique hertzien

Bonjour 2000. La décision de lancer cette nouvelle technologie de diffusion de la télévision sera au cœur du débat audiovisuel. L'Etat et le CSA y voient un moyen de reprendre la main sur un secteur qui leur échappe, mais les opérateurs sont partagés sur son avenir

**C'EST LA NOUVELLE MODE** pour le troisième millénaire ! Après le câble, TDFI, le D2Mac paquet, puis les bouquets numériques par satellite en passant par le 16/9 et le Nicam, voici venir le numérique hertzien. En 2000, que la loi Trautmann lui consacre ou non un de ses articles, ce mode de diffusion terrestre sera au centre de tous les débats de l'audiovisuel français. Comme à chaque fois, les promoteurs de cette technologie assurent qu'elle va tout révolutionner. Le passage au numérique de la réception hertzienne serait une avancée majeure pour tous les téléspectateurs. Rien n'est moins sûr !

Opérationnel au mieux à la fin de 2001, le numérique hertzien ne proposera alors qu'une trentaine de programmes. Une offre si modeste qu'elle risque de passer pour le « numérique du pauvre » en regard du câble et plus encore du satellite, numérisés depuis trois ans, qui diffusent déjà des centaines de programmes payants ou en clair. Pourtant, cette technique aurait deux atouts qui demandent à être vérifiés. Sa réception pourra se faire au moyen de la traditionnelle antenne râteau. Toutefois, les téléspecta-

teurs devront s'équiper d'un boîtier numérique ou d'un téléviseur avec décodeur intégré. Au contraire du câble et du satellite, le numérique hertzien permettrait aussi « une portabilité », les téléspectateurs pouvant déplacer leur poste dans les différentes pièces de leur domicile ou même le transporter.

## DÉFAUT ORIGINAL

Toutefois, ces avantages sont battus en brèche par un défaut originel : la difficulté à couvrir le territoire français. Alors que 150 émetteurs suffisent pour desservir 76 % de la population, il en faudrait 3 000 de plus pour couvrir le quart restant. Un nombre qui n'est pas sans conséquences sur les coûts de diffusion. De même, si le numérique hertzien semble bien fonctionner dans les maisons individuelles ou les immeubles neufs, sa réception peut demander quelques travaux pour les habitations collectives plus anciennes.

Déjà entravé par son offre restreinte de programmes, le numérique hertzien ne serait pas non plus économiquement viable pour la majorité des opérateurs et des éditeurs de chaînes. D'après un

Livre blanc sur le numérique hertzien, rédigé par Télévision par satellite (TPS), « le coût de revient annuel du réseau de diffusion d'une chaîne sur 80 % du territoire serait de 30 à 50 millions de francs ». Dix fois plus que le tarif de transport par satellite de ce même programme, fixé aujourd'hui autour de 5 millions de francs. Selon TPS, « un tel montant n'est pas compatible avec les budgets des télévisions thématiques actuelles », évalués entre 30 et 50 millions de francs. Pour le bouquet présidé par Patrick Le Lay, le choix du numérique hertzien conduirait la plupart des télévisions thématiques « à changer de modèle économique pour passer de la télévision à péage au marché de la publicité ».

C'est exactement l'interrogation de TF 1. M. Le Lay, PDG de la Une, fait à peine mystère de son souhait de retransmettre en clair La Chaîne Info (LCI) sur le futur réseau numérique hertzien. Selon lui, l'audience de LCI sur le câble et le satellite (près de 2 %), rapportée sur un réseau hertzien national, lui permettrait d'enregistrer un chiffre d'affaires publicitaire annuel de 600 à 800 millions de francs. Largement

de quoi rentabiliser une chaîne au budget d'environ 240 millions de francs.

Pour un opérateur se pose alors la question de la composition de la future offre de programmes disponible en numérique hertzien. Quelle sera la répartition entre chaînes en clair et programmes payants ? Pour TPS, « l'équilibre actuel doit être maintenu avec la plus grande vigilance ». Pour la direction du bouquet : « La diffusion des chaînes existantes est la seule qui permette de libérer le réseau analogique et qui puisse être effectuée sans difficulté budgétaire. La numérisation du réseau terrestre pourrait se limiter à cette diffusion ». En optant pour cette position radicale, TPS signale au gouvernement qu'un numérique hertzien mal contrôlé pourrait venir fragiliser ou même détruire l'économie des offres de télévision à péage, Canal+ y compris.

Lancé trop tôt, le numérique hertzien pourrait ainsi détourner une partie de la clientèle visée par les bouquets numériques. Une situation tragique pour CanalSatellite et TPS, qui n'ont pas encore empoché leurs premiers bénéfices.

Concurrents sur le satellite, les deux bouquets pourraient réaliser l'union sacrée pour repousser au maximum les échéances du numérique terrestre et aussi le vider d'une part de sa substance.

## ALTERNATIVE

Ils pourraient aussi recevoir le renfort de Canal+. La grande crainte de la chaîne cryptée serait de se retrouver face à une pléthore de programmes en clair. Une offre accessible à tous qui viendrait la concurrencer en offrant une alternative aux téléspectateurs. Les exemples de la chaîne cryptée Première et du bouquet numérique DFI, en Allemagne, en témoignent.

Confrontés à une large palette de chaînes gratuites sur le câble et le satellite, ces deux programmes ont longtemps stagné avec un faible nombre d'abonnés et ont accumulé les pertes. En France, au contraire, Canal+, puis les bouquets numériques, presque libérés de toute compétition des programmes en clair, ont vite trouvé leur clientèle. A l'inverse, France Télévision, mission de service public oblige, prône une majorité de programmes en clair (lire ci-dessous).

Alors que les groupes de pression affûtent leurs arguments, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient de rappeler la prépondérance de son rôle de régulateur en faisant connaître publiquement ses positions sur le numérique hertzien. Après avoir vu le satellite échapper largement à leur contrôle pour protéger, en vain, le câble, les neuf sages tentent de rétablir leur autorité sur le numérique terrestre. En effet, de plus en plus nombreuses sont les chaînes par satellite, françaises ou étrangères, à s'abriter derrière la législation européenne, plus libérale que la réglementation française. A l'inverse, le numérique hertzien et, dans une moindre mesure, le câble ne peuvent échapper à la vigilance du CSA.

Pour le gouvernement, le passage au numérique du réseau terrestre est un des moyens de préserver l'exception culturelle. Outre la gestion des attributions de fréquences, le succès de ce nouveau support pourrait permettre de limiter ou réduire le développement de la réception par satellite et donc la propagation des chaînes étrangères.

Guy Duthel

## Les ambitions « terrestres » de France Télévision

**LOIN DES PRÉOCCUPATIONS** des opérateurs privés, France Télévision met tout son poids pour préserver sa puissance lors du passage de l'analogique vers le numérique. Le service public veut rester le diffuseur majoritaire sur le nouveau support. A ce titre, France Télévision, diffusé aujourd'hui sur trois canaux (France 2, France 3 et La Cinquième-Arte), réclame l'obtention de trois multiplexes numériques. Faute d'en obtenir trois, le service public pourrait se satisfaire de deux.

Le numérique terrestre est la grande priorité de Marc Tessier, PDG de France Télévision. Cette ambition est inscrite sous forme de question dans un Livre blanc sur le numérique hertzien réalisé à l'initiative du gouvernement : « Comment la télévision numérique terrestre peut-elle contribuer à l'accès du plus grand nombre à la société de l'information ? » Pour le service public, l'enjeu du numérique hertzien est vital. Faute de volonté et de moyens, France Télévision, pourtant à l'origine de TPS grâce à Jean-Pierre Elkabbach, son PDG d'alors, est devenu un nain de la télévision numérique. Détenteur à l'origine de 25 % du tour de table de TPS, le service public a passé la main à France Télécom pour ne conserver indirectement que 8 % du capital.

Trop peu pour exister. Pis, France Télévision a aussi laissé aux opérateurs privés les formats de chaînes thématiques les plus populaires ou les plus rémunérateurs. i-télévision, chaîne d'information en continu de Canal+, est le dernier exemple en date. Les télévisions publiques n'auraient pas souhaité saisir la main tendue de la chaîne cryptée pour participer au lancement d'i-télévision. En revanche, France Télévision a beaucoup déçu, téléspectateurs et diffuseurs, avec la chaîne Régions.

Le numérique hertzien sera donc l'occasion pour France Télévision de reprendre la main. Pour ce nouveau support, Patrick Ballarin, patron du projet numérique de France Télévision et aussi directeur

du marketing et des études de France Télévision Publicité, a agencé une offre attractive tant pour une large audience que pour des publics plus segmentés. Outre un simulcast (diffusion simultanée en analogique et en numérique) de France 2, France 3, Arte et La Cinquième, il propose un multiplexage, baptisé provisoirement France Télévision Multichoix, rassemblant des programmes de toutes les chaînes publiques. Il souhaite aussi diffuser une offre régionale sur le modèle de France 3 Ouest numérique, aujourd'hui testée en Bretagne.

Cette palette sera complétée par une offre de services en direction des acteurs économiques et du secteur associatif ; par des chaînes thématiques existantes ou créées pour l'occasion, notamment avec des partenaires extérieurs ; par des services associés, tels des accès à Internet, un guide des programmes ou des informations pratiques.

## CANAL PAR CANAL

Pour déployer une offre, le service public est gourmand de capacités de diffusion. Cet appétit pourrait être réfréné par le CSA, qui réclame de pouvoir attribuer les fréquences canal par canal. Pour passer outre cette volonté, France Télévision signale qu'elle n'est pas régie par le système des concessions, comme TF 1 ou M 6, et que son sort, en analogique aujourd'hui comme demain en numérique, dépendra directement du gouvernement.

Pratiquement désengagé de TPS, favorable à la double diffusion des chaînes publiques sur TPS et CanalSatellite, France Télévision veut pousser les feux du numérique hertzien. Le groupe dirigé par Marc Tessier souhaite l'ouverture des multiplexes et le démarrage de la commercialisation dès l'automne 2001. Une volonté qui devrait notamment se heurter à celle de TPS, dont l'arrivée à l'équilibre n'est pas attendue avant 2002.

G. D.

# Le Monde vous souhaite un siècle d'information indépendante

Bonne année 2000.

L'indépendance est la première liberté de la presse.

## Rendez-vous

- **18 janvier** : discussion et vote de la loi sur l'audiovisuel au Sénat, puis deuxième lecture à l'Assemblée nationale.
- **18 février** : palmarès Eurobest 2000. Le meilleur de la pub en Europe.
- **6-9 juin** : London 2000. Congrès mondial de la communication organisé par l'Association internationale de la publicité (IAA).
- **11-14 juin** : Congrès mondial des journaux à Rio de Janeiro.

- **Fin juin** : Festival international de la publicité de Cannes.
- **1<sup>er</sup> juillet** : renouvellement de la convention de Canal+ par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.
- **RTI se transforme** en société à conseil de surveillance et Philippe Labro remplace Jacques Rigaud à la tête de la station.
- **Septembre** : nomination du président de France Télévision pour un mandat de cinq ans.
- **Octobre** : Mondial de la publicité francophone à Paris.

# AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000

**BONJOUR 2000** Le téléphone portable n'en finit pas d'intégrer de nouvelles fonctions. Déjà, il reçoit de petits messages écrits, des télécopies et du courrier électronique. ● LE

WAP (Wireless Application Protocol, un système de transmission sans fil d'informations), dont les premiers services ont été ouverts en décembre, fournit aux mobiles une ou-

verture vers Internet. Certaines informations contenues dans la Toile sont adaptées à l'affichage sur le petit écran des appareils. ● DES SERVICES très nombreux s'adressent

aux abonnés du téléphone mobile grâce à cette technique. Consultation de compte bancaire, réservation de places de restaurant, de spectacle ou de billets d'avion, informations

météo, deviennent accessibles aux personnes les plus « nomades ». ● ASSISTANT personnel, le téléphone mobile promet de devenir le sésame obligé du multimédia.

## Le « mobile », instrument indispensable à l'homme moderne

Le téléphone portable promet de se transformer en instrument de communication à tout faire. De la consultation des prévisions météo ou de trafic routier au commerce électronique, les nouveaux services se développeront au rythme de l'augmentation du débit de transfert des données

**PLUS IL SE FAIT** petit, plus ses ambitions deviennent démesurées. A écouter ses fabricants, le téléphone mobile va devenir l'outil à tout faire de l'an 2000, véritable couteau suisse du multimédia. Pas plus volumineux que deux petites boîtes d'allumettes, il mesurera environ 10 cm de long et pèsera moins de 100 g. Dès aujourd'hui, il reçoit de petits messages écrits, des télécopies et du courrier électronique. Il peut se connecter à plusieurs réseaux (bi-bande) et se transformer en téléphone sans fil à la maison (bi-mode). Les prochains mois seront placés sur le signe du Wap (Wireless application protocol), première porte ouverte sur Internet pour les téléphones portables.

Demain, les mobiles accéderont à l'image et même à la vidéo et à la visiophonie. Leur petite taille, qui limite la surface de leur écran à celle d'un gros timbre-poste, risque alors de devenir un handicap rédhibitoire. Qu'à cela ne tienne. Il suffira d'adapter Internet pour que les informations du Web se logent dans cette nouvelle fenêtre d'exploration de la Toile. Déjà, grâce au Wap, les services se bousculent au portillon. La carte bancaire, elle aussi, s'apprête à se loger dans les mobiles, pour permettre aux abonnés d'acheter non seulement en ligne mais également en marche...

D'après un sondage publié par TMO début octobre, le taux d'équipement des foyers français serait passé de 28 % fin 1998 à 39 % aujourd'hui. L'institut prévoit un taux de 48 % dans un an. Surtout, son étude révèle que « 15 % des foyers équipés de mobiles n'ont pas de ligne de téléphone fixe ». Au-delà de l'effet mode, il semble donc bien que l'on assiste à une mutation particulièrement rapide. A l'horizon, se profile déjà le téléphone personnel. A moins qu'il faille bientôt lui trouver un autre nom.

France Télécom parle de « mobile multimédia » et Siemens d'« assistant personnel ». Ce dernier fabricant commercialise déjà le S25 (2 290 F, 349 €), un téléphone mobile comprenant un agenda avec gestionnaire de rendez-vous, un mémo vocal de vingt secondes et une calculatrice avec convertisseur de devises. Il communique par infra-rouge et modem intégré avec un ordinateur. Le logiciel SoftDataLink Pro (523 F, 80 €) permet de synchroniser le S25 avec les logiciels Microsoft de communication (Exchange ou Outlook) sous Windows 95, 98 et NT4. Nec plus ultra de la mobilité, la connexion d'un mobile à un ordinateur portable via une liaison infra-rouge conduit les plus branchés à s'arracher la dernière nouveauté de Nokia, le 7110, pourtant vendu 2 500 F (1 500 F avec un abonnement Itinérés). Le fabricant finlandais qualifie son dernier-né de « terminal de service personnel ».

Si le mariage entre téléphone mobile et ordinateur portable est



déjà consommé, le premier dispose d'une considérable marge d'évolution. Trois sigles marquent les prochaines étapes : le Wap dès aujourd'hui, le GPRS (Global packet radio service) l'an prochain et l'UMTS (Universal mobile telecommunications system) à partir de 2002.

Le premier chantier crée une passerelle entre la Toile d'Internet et les

téléphones mobiles. Wap adapte en effet les pages Web à un affichage sur l'écran des portables. Ericsson annonce le lancement de deux modèles de ce qu'il nomme des « terminaux Wap » pour le premier trimestre 2000. Les analystes du fabricant suédois prévoient que « 50 % des utilisateurs de téléphones mobiles feront appel au Wap d'ici à la fin de 2001 ». D'où le lancement

commercial, dès 1999, du MC218, un « assistant personnel mobile », et de deux autres appareils Wap. Nokia estime, de son côté, que 15 % des mobiles vendus dans le monde en 2000 seront dotés de la fonction Wap.

Constructeurs de terminaux et opérateurs de réseaux font preuve d'une synchronisation remarquable. Itinérés a annoncé le 30 novembre

l'ouverture de son premier bouquet de service Wap, en association avec Nokia et son 7110. Onze services sont proposés, de l'actualité à la météo en passant par le sport, la Bourse, la banque, les infos-traffic, le cinéma, les courses hippiques, la musique et les horaires d'avions.

Nokia campe le décor : « Vous êtes dans l'Eurostar et vous avez rendez-vous avec des clients à Bruxelles. Où se trouve le meilleur restaurant de fruits de mer, quels sont ses nom et

les téléphones mobiles dont il porte théoriquement le débit disponible à 115 kilobits par seconde, soit une liaison dix fois plus rapide qu'aujourd'hui. A ce rythme, le téléchargement d'images et de vidéo commence à devenir tout à fait envisageable.

Encore faudra-t-il les visualiser. L'ordinateur portable deviendra alors indispensable. Pour ne pas s'encombrer d'un câble, l'utilisateur aura recours à la liaison infra-rouge.

### 900 000 abonnés par mois

Folie de technophiles, débordements d'un objet à la mode ou véritable révolution ? Fin novembre, l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) recensait 18 041 300 abonnés, soit 30 % de la population française contre 10 % fin 1997. En deux ans, le téléphone mobile a séduit plus de 12 millions d'adeptes et près de 7 millions au cours des 11 premiers mois de 1999. Pendant le mois de novembre, plus de 900 000 Français, soit près de 30 000 par jour, ont sauté le pas. A ce rythme, le cap des 20 millions sera atteint dans quelques semaines.

En 2000, 300 millions d'appareils pourraient être utilisés dans le monde, soit trois fois plus qu'en 1997. Nokia affiche un optimisme encore plus euphorique en tablant sur 600 millions d'abonnés, soit 10 % de la population mondiale. C'est dire l'ampleur du phénomène.

adresse ? Quel temps fera-t-il ? Mais avant cela, vous devez mettre à jour votre rapport. Et où en est le compte de votre carte de crédit ?... Détendez-vous. » Difficile, lorsqu'on est assailli par tant de questions qui ne se posaient pas au voyageur avant que le Wap ne les lui souffle à l'oreille.

Muni de son précieux mobile, l'homme moderne pourra tout faire. Jongler avec les réseaux en passant insensiblement du 900 au 1 800 MHz, lire son courrier électronique et envoyer des messages, réserver une table de restaurant, gérer son agenda, consulter le guide de la ville dans laquelle il se rend. La brièveté de certains trajets en TGV risque de devenir un handicap. Pas assez de temps pour épuiser les ressources du téléphone...

Et l'avenir n'allégera pas ce nouvel esclavage. Complémentaire du Wap, le GPRS mettra un turbo dans

Justement, la norme Bluetooth se prépare à harmoniser l'ensemble des communications de ce type. Car l'infra-rouge promet de devenir l'instrument favori des liaisons sans fil à courte distance. Les mobiles en profiteront pour dialoguer avec les ordinateurs portables mais également avec les appareils ménagers branchés, des réfrigérateurs en manque de ravitaillement aux systèmes de chauffage à déclenchement à distance.

Au-delà se profile déjà la troisième génération (3G) de la téléphonie portable. L'UMTS promet des débits pouvant grimper jusqu'à 2 mégabits par seconde. La visiophonie deviendra alors mobile. Et les matches de football n'échapperont plus aux aficionados nomades...

Michel Alberganti

## Les opérateurs multiplient les stratégies de séduction

**IL RASSURE** les randonneurs, les cardiaques et les mères de famille qui en équipent leurs enfants. Il permet aux fanatiques d'Internet de rester en contact avec le monde. Même ses adversaires jurés s'y sont laissés prendre. Si l'on en croit les publicités, on ne pourra plus se passer de son mobile. Il permet déjà, via les services vocaux des kiosques, de réserver un taxi ou des places de théâtre, de consulter la météo, des dépêches d'agences, ou son compte en banque, d'envoyer et de recevoir des messages courts et des fax. Mais ces services, trop chers pour le grand public, ne remportent pas encore le succès espéré.

Actuellement, on entre dans une période de renouvellement (30 %) des abonnements. Les opérateurs cherchent donc à conquérir de nouveaux clients et surtout, à fidéliser les anciens. Ils multiplient les stratégies de séduction. Par-

mi les promesses les plus stupéfiantes, celle de SFR : « les communications gratuites à vie et sans limite le soir et le week-end » limitée aux appels vers les téléphones fixes et les numéros SFR. Itinérés propose à ses abonnés Ola de plus de dix-huit mois, une réduction de 20 F (3,05 €) par mois sur leur forfait... à condition qu'ils renouvellent leur abonnement pour deux ans. Les clients les plus astucieux négocieront dans la foulée le remplacement de leur appareil téléphonique par un bi-bande neuf, pour la modique somme de 290 F, soit 44 € (c'est prévu, il suffit de le demander !).

Plus expérimentés, les abonnés de l'an 2000 auront appris à déjouer les pièges. Ils s'adresseront directement à l'opérateur plutôt qu'aux revendeurs rémunérés à la commission, qui promettent monts et merveilles, et plient boutique aussitôt, pour réouvrir ailleurs, sous une

autre enseigne. Le consommateur aura appris à ne pas croire aux promesses faramineuses. Il sait que de nombreuses localités de France sont encore hors de portée du mobile, et même en ville, pour cause de saturation ou de passage d'un émetteur à l'autre, la conversation peut être interrompue ou diluée en borborygmes. Le service devrait s'améliorer avec l'arrivée du téléphone bi-bande, qui permet de capter les ondes radio sur deux fréquences hertziennes.

Le consommateur de l'an 2000 devra aussi se méfier des contrats, rédigés en lettres minuscules, et comportant des clauses abusives, au point que les pouvoirs publics s'en sont émus et ont constitué un groupe de travail, dont les conclusions, promises pour la fin de l'année, se feront attendre jusqu'en février.

Michaëla Bobasch

## « Allô, Isabelle ? C'est le frigo... »

**AU MOMENT** où Isabelle range ses bagages, le téléphone vibre. Sensation familière. En s'installant à sa place réservée dans le TGV Paris-Lyon de 7 h 05, elle introduit l'écou-

### FICTION

Organiser à distance la vie de tous les jours en dialoguant avec son Waphone

teur dans son oreille gauche. Une fine tige métallique prolonge le minuscule haut-parleur. A son extrémité, un microphone, de la taille d'une tête d'épingle. A l'intérieur, une batterie alimente l'émetteur radio qui communique avec le Waphone qu'elle porte dans son sac. « Je prends », dit Isabelle. L'appareil comprend qu'il doit établir la communication et non basculer sur la messagerie. C'est Marc, son fils :

plus de confiture dans le réfrigérateur. « Il va falloir t'en passer ce matin, Marco, mais tu en auras pour ton goûter. »

Isabelle décide de régler ce problème aussitôt. « Frigo », prononce-t-elle devant le micro en sortant le Waphone de son sac. Aussitôt s'affiche sur l'écran couleur à cristaux liquides le contenu de son réfrigérateur. Les produits épuisés clignotent. Dont la fameuse confiture de coings... « Réappro. » Isabelle n'a pas le temps d'affiner l'analyse de ses besoins. Elle envoie donc l'ordre le plus simple. Le réfrigérateur va transmettre la commande au supermarché. En fin de matinée, tous les produits manquants ou en voie d'épuisement seront livrés chez elle.

Un problème rapidement réglé qui lui fait penser à en traiter un autre. « Banque », dit Isabelle. L'état de son compte apparaît sur l'écran. L'appareil, qui vérifie en permanence l'identité de l'utilisateur grâce

à sa signature vocale, a transmis automatiquement les codes d'accès. « Transfert. » Une question clignote : « Destinataire ? » Isabelle veut régler les arrières d'une location pour le ski, mais elle a oublié les coordonnées de l'agence... « Annuaire. » Sans rompre la liaison avec la banque, son serveur Wap la connecte aux Pages jaunes vocales. En un instant, elle obtient les informations et achève son ordre de transfert.

### VOIX GLACÉE

Isabelle peut commencer à organiser sa journée de travail. Du moins le pense-t-elle, car, à cet instant, le frigo rappelle... « La confiture de coings est en rupture de stock, déclare la voix glacée de l'appareil. Que dois-je faire ? » La tuile ! « Remplacer par gelée de groseille », lance Isabelle en détachant bien ses mots afin d'éviter d'avoir à répéter. « Compris : gelée de groseille à la

place de confiture de coings. - OK ! » Pendant ce dialogue, une petite icône s'est mise à clignoter sur l'écran. C'est Bernard, le collègue d'Isabelle à Lyon. « Toujours aussi difficile à joindre, maugrée-t-il. - C'était le frigo... s'excuse Isabelle. - Bon, il faut que l'on réserve une table de restaurant pour ce midi et que tu m'envoies ta présentation tout de suite pour que j'y insère les derniers chiffres. - Je m'occupe du repas et je te télécharge le fichier tout de suite. - Bon, à tout à l'heure », conclut Bernard, rassuré.

Isabelle installe son ordinateur portable sur la tablette, près du Waphone, avec lequel il communique par infrarouge. Elle commence à envoyer le fichier de sa présentation du budget informatique et consulte en même temps la liste des restaurants lyonnais où elle a déjà déjeuné. Ces derniers se sont mis en mémoire dans sa base de données personnelle quand elle a payé par

carte bancaire. Elle choisit un bouchon du quartier Saint-Jean présent sur le Web et qui pratique la réservation Wap. Prudente, Isabelle préfère passer par Internet en transformant son Waphone en modem pour accéder à la Toile avec son portable. Sur l'écran, les tables déjà prises pour midi sont marquées en rouge. En deux clics, elle confirme sa réservation pour six personnes.

Bientôt 8 heures. L'icône du service « petit déjeuner » du TGV clignote sur le Waphone. Isabelle en commande un, d'une pression sur une touche. En attendant, elle consulte le cours de ses actions. La forte hausse d'Akamai, la veille, la décide à prendre ses bénéfices. Le plateau arrive. Avant d'arriver, elle aura le temps de réserver deux places de théâtre pour vendredi soir. A moins que le frigo n'ait pas trouvé de confiture...

M. Al.

# Réveillon studieux pour les régatiers de la Coupe Louis-Vuitton

Les demi-finales débiteront dimanche 2 janvier. Dans cette optique, les six équipages encore en lice, dont les Français de « 6<sup>e</sup> Sens », ont multiplié les entraînements et affiné les réglages de leurs bateaux

Six bateaux, dont le français 6<sup>e</sup> Sens, sont en lice pour les demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton, qui débiteront dimanche 2 janvier pour s'achever mardi 11 janvier. Selon Bruno Troublé, organisateur de l'épreuve, « c'est le

scénario idéal, trois Défis américains sur cinq engagés restent en lice, deux européens sur quatre et un asiatique ». Il affirme que la victoire dépendra des conditions météorologiques et qu'« avec du petit temps et sans

vagues, 6<sup>e</sup> Sens peut battre n'importe qui ». Depuis la fin des phases éliminatoires, le 15 décembre, les équipages ont enchaîné entraînements et travaux de modifications et de réglages. 6<sup>e</sup> Sens se verra greffer une nou-

velle étrave mi-janvier, qui pourrait rendre encore plus compétitif un rendement en régate que Luc Gellusseau, quarante-cinq ans, directeur technique du Défi français, a déjà beaucoup amélioré.

## AUCKLAND correspondance

Pas de week-ends, pas de veillee de Noël, un réveillon du jour de l'an très sobre. Depuis la fin du troisième tour éliminatoire, le 15 décembre, les équipages des six Défis encore en course pour la Coupe Vuitton n'ont qu'une date en tête : dimanche 2 janvier, début de la demi-finale. Entre les entraînements et les modifications et réglages des bateaux, les Américains de *Stars-and-Stripes*, *America-One* et *America-True*, les Français de Bouygues Telecom Transciel, les Italiens de Prada-Challenge et les Japonais de Nippon Challenge n'ont guère pris de repos.

Mais tous ces marins n'échangeraient pas leur place. La Coupe de l'America les attend, alors que pour leurs homologues de *Bravo-Espana*, *Young-Australia*, *Young-America*, *Abracadabra* (Hawaï), ou *Fast-2000* (Suisse), le rêve est brisé. Les Suisses ont effectué le passage le plus fugace. Derniers arrivés, ils ont plié bagage avant la fin du troisième tour, après le démantèlement de *Be-Happy*.

Les Espagnols ont loué leur voile à la France, qui y ont effectué les finitions d'un jeu de voiles fraîchement arrivé du Nevada. L'équipe de 6<sup>e</sup> Sens a « épuré » son bateau, poncé ses mâts, figolé 70 % des pièces et changé les ailettes. Elle a aussi dressé une petite tente sur les vestiges de la base ibérique pour entamer de gros travaux de menuiserie.

## UNE NOUVELLE ÉTRAVE

En cas de qualification pour la finale – qui débitera le 25 janvier et permettra au vainqueur de « défier » les Néo-Zélandais, tenants de la Coupe de l'America – le bateau français aura une nouvelle étrave. La greffe de cette pièce d'environ 5 mètres, prévue quoi qu'il arrive pour mi-janvier, imposera la coupure en deux de la coque. 6<sup>e</sup> Sens devrait ainsi moins « tanguer dans le clapot ».

Tous les concurrents éliminés n'ont pas quitté Auckland pour autant. L'équipe australienne a rapidement levé le camp. Mais son barreur, James Spithill (21 ans), et cinq de ses

acolytes ont traîné dans les parages avant d'aller disputer la Sydney-Hobart. Ils espéraient une décision du comité d'arbitrage de la Coupe de l'America les autorisant à rejoindre le staff d'*America-One*.

L'attente a été vaine. Servis par des Challengers divisés, les néo-Zélandais ont fait interdire les coopérations entre Défis, susceptibles de soulager des hommes et du matériel usés par les tours éliminatoires successifs. Le comité d'arbitrage comprend il est vrai cinq membres, dont deux Néo-Zélandais, que l'on imagine mal désavantager leurs compatriotes. « Un point de règlement désuet qu'il faudra revisiter si la Coupe veut perdurer », estime Bruno Troublé, l'organisateur de la Coupe Louis-Vuitton.

Tous les moyens sont bons pour accroître ses chances de figurer parmi les deux premiers à la mi-janvier. Car la donne change selon qu'on représente un petit ou un grand Défi, doté de 60 millions de francs ou de 60 millions de dollars (300 millions de francs). Avant la reprise des ré-

gates, Prada, *America-One* et Nippon Challenge, qui disposent de deux bateaux et emploient de 70 à 90 personnes, se sont concentrés sur les tests comparatifs. A force de sorties en mer et de réglages, ils ont choisi leur « coursier » pour la demi-finale.

Les Italiens ont douté de leur second, *Luna-Rossa*, moins dominateur au troisième tour que leur premier voilier dans les tours précédents. Les Japonais ont opté pour *Asura*, leur bateau des deux premiers tours. *Idaten*, leur second voilier, avait pourtant fait forte impression au troisième tour, mais cette diversion leur a donné un mois pour rajeunir *Asura* dans le plus grand secret.

Peter Gilmour, leur skipper australien, a déclenché une petite guerre psychologique en décidant, mardi 28 décembre, d'un entraînement contre *Team-New-Zealand* (*Le Monde* du 31 décembre), qui lui a valu les foudres de Paul Cayard et de Dennis Conner (*Stars-and-Stripes*). C'est que, comme les Français, ou ses compatriotes d'*America-True*,

Dennis Conner n'a, cette fois, pas l'embaras du choix.

Ces trois Défis n'ont pu qu'optimiser l'outil unique dont ils disposent, souffler un peu et régater entre eux. Officiellement, *Stars-and-Stripes* a testé de nouvelles voiles.

Mais Dennis Conner, quadruple vainqueur de la Coupe de l'America, a surtout profité de la coupure pour tenter de faire rentrer quelques milliers de dollars supplémentaires dans les caisses. Il a ouvert une deuxième boutique aux couleurs de son Défi, après avoir lancé les soldes dans la première.

Le bateau jaune d'*America-True*, lui, a rejoint son hangar avant même la fin du 3<sup>e</sup> round, renonçant à sa dernière régate dès sa qualification assurée. Rien n'a filtré des activités de son équipe, mais le temps, compté, n'aura guère permis de changement de fond. Les dés sont jetés. Reste à gérer la fatigue physique et nerveuse et à scruter le ciel et la mer.

Florence de Changy

# Luc Gellusseau, l'homme à tout faire du Défi français

EN BON ROCHELAIS, Luc Gellusseau ne s'éloigne jamais de la mer. Maître voilier de formation, le directeur technique du Défi Bouygues Telecom Transciel n'était pas parti à Auckland pour naviguer. Sur le plancher des

## PORTRAIT

« La place d'honneur n'existe pas. On est vainqueur ou vaincu. On a tout juste ou tout faux. »

vaches, entre briefing et supervision des travaux d'amélioration du bateau, il avait mille autres choses à faire, à penser. Pourtant, il était à bord de 6<sup>e</sup> Sens le 2 décembre dès le début du troisième tour des éliminatoires de la Coupe Louis-Vuitton et il ne devrait pas en redescendre.

Peu après son embarquement, le voilier français a enchaîné les victoires jusqu'à se qualifier

pour la demi-finale, quand la France entière le donnait battu d'avance. Luc Gellusseau se défend pourtant d'être l'homme providentiel. « C'est une conjonction de circonstances, dit-il. Le fruit d'un dur travail commun qui a enfin payé. » Mais, à quarante-cinq ans, le doyen du bord est investi de trop de pouvoirs dans l'aventure pour n'en être pas un rouage essentiel.

Débarqués à Auckland fin septembre avec leur unique bateau, les Français ont vite constaté ses limites en vitesse pure, et lancé des travaux d'amélioration en vue du deuxième tour. Avec Pierre Mas, le directeur sportif et logistique du projet, Luc Gellusseau, qui connaît le voilier par cœur, l'a observé en situation de course depuis le Zodiac durant les 19 régates des deux premiers tours.

Parallèlement, le bateau avait été équipé d'un mât et d'un nouveau jeu de voiles adaptés aux appendices fabriqués pour le 2<sup>e</sup> tour. Moins bougon, plus diplomate qu'un Pierre Mas tout aussi compétent, Luc Gellusseau vivait donc d'autant mieux son nouveau rôle de « perfor-

meur », communiquant en permanence à l'équipage la synthèse de la situation.

Expert en voiles – il a conçu, dessiné, fabriqué et développé, de 1985 à 1987, celles de *French-Kiss*, le Défi emmené par Marc Pajot à Fremantle (Australie) –, Luc Gellusseau assume aussi d'autres tâches à bord de 6<sup>e</sup> Sens. « Comme je n'étais pas préparé physiquement, j'ai énormément souffert, avoue-t-il. L'interviens à l'avant comme à l'arrière. Au départ, je suis au milieu, où j'aide un des wincheurs à tourner les manivelles. Je suis en soute à l'affalage de voiles, si non je fais le lien entre les réglages de voiles et le barreur, qui me fait part de ses sensations. »

## « LA PLACE D'HONNEUR N'EXISTE PAS »

Barreur en compétition internationale de tout ce que la mer compte de sortes de dérivés légers, sélectionné pour la préparation olympique de 1976 sur 470, directeur de l'équipe de France de course au large victorieuse de l'Admiral's Cup en 1991 avec Pierre Mas, il a fait naviguer des bateaux dans le

monde entier. Il connaît les arcanes de la régate, mais le match-racing, cette régate à deux bateaux, dégage un parfum plus exaltant. « C'est comme le fil d'un rasoir entre performance et échec, dit-il. La place d'honneur n'existe pas. On est vainqueur ou vaincu. On a tout juste ou tout faux. »

Sous l'impulsion de Luc Gellusseau et Pierre Mas, l'équipage de 6<sup>e</sup> Sens, composé de 22 hommes pour 16 places lors des deux premiers tours, a bien senti la nécessité d'un sacrifice pour gagner sa sélection en demi-finales. Les « roulements » induisant des erreurs irréparables sur un bateau aussi sensible, il a accepté qu'on fige les postes à bord pour une meilleure cohésion. Reconvertis dans l'assistanat météo, les « évincés » se sont attelés aux relevés de vents, ont scruté le plan d'eau avant les régates. Ils en ont tiré des informations plus fines. Les départs de 6<sup>e</sup> Sens s'en sont ressentis. Les résultats sont là.

P. J.

## TROIS QUESTIONS À...

### BRUNO TROUBLÉ

1 Vous qui êtes l'organisateur de la Coupe Vuitton éliminatoire pour la Coupe de l'America, pourquoi proposez-vous une demi-finale à six ?

Les challengers ont eux-mêmes voté pour cette finale à six dans la mesure où ils étaient onze engagés dans la Coupe Vuitton et qu'ils auraient même pu être plus nombreux. Il s'agissait en fait de augmenter leurs chances de « survie » dans l'épreuve tout en assurant une visibilité acceptable pour les sponsors (NDLR : la Coupe Vuitton a débuté le 18 octobre).

2 Cette « demi-finale » offre-t-elle le plateau rêvé ?

C'est le scénario idéal, trois Défis américains sur cinq engagés restent en lice, deux européens sur quatre et un asiatique. On ne pouvait rêver mieux en termes d'exposition et d'intérêt sportif. Les Italiens pourraient tout à fait affronter les Japonais en finale de la Coupe Vuitton, ce qui constituerait une véritable révolution dans une épreuve traditionnellement dominée par les Anglo-Saxons.

3 Vu les trois premiers tours éliminatoires, qui part favori ?

Il reste deux groupes de bateaux. Les Défis à gros budget, l'italien (*Prada-Challenge*), le japonais (*Nippon-Challenge*) et l'américain (*America-One*) disposent de deux bateaux chacun. Ils ont pu effectuer des modifications substantielles et des tests comparatifs.

Ils devraient donc se disputer les deux places pour la finale de la Coupe Vuitton. Toutefois, les trois autres Défis – avec un seul bateau chacun – ont une sérieuse carte à jouer. Tout dépendra de la météo. Avec du vent fort et des vagues, l'américain *Stars-and-Stripes* de Dennis Conner sera très menaçant ; avec du petit temps et sans vagues, le bateau français, 6<sup>e</sup> Sens, peut battre n'importe qui. L'autre voilier américain, *America-True* de Dawn Riley, est très rapide ; son équipe est extrêmement soudée et il s'est renforcé de l'arrivée au troisième tour de Dee Smith, un skipper qui a à son palmarès l'Admiral's Cup et le Tour de France à la voile.

Propos recueillis par Patricia Jolly

## Où, quand, comment

- **La demi-finale** de la Coupe Vuitton se déroulera sur dix régates du dimanche 2 janvier au mardi 11 janvier.
- **Les trois régates quotidiennes** auront lieu sur un parcours classique de Coupe de l'America d'une longueur de 18,55 milles nautiques, soit trois parcours autour de deux bouées.
- **Chaque victoire** rapportera un point. Les six premiers challengers à l'issue des trois tours préliminaires repartiront avec une feuille de score vierge et chacun rencontrera ses cinq adversaires à deux reprises.
- **Le programme des régates** a été déterminé par tirage au sort jeudi 30 décembre : Course 1 : *Prada* (Ita.)- *America-True* (E.-U.) ; *Nippon* (Jap.) - *Stars-and-Stripes* (E.-U.) ;

- 6<sup>e</sup> Sens (Fra.) - *America-One* (E.-U.). Course 2 : *Prada - Stars-and-Stripes* ; *America-True - America-One* ; *Nippon- 6<sup>e</sup> Sens*. Course 3 : *Stars-and-Stripes - 6<sup>e</sup> Sens* ; *America-True - Nippon* ; *Prada - America-One*. Course 4 : *America-One - Nippon* ; *Prada - 6<sup>e</sup> Sens* ; *Stars-and-Stripes - America-True*. Course 5 : *Prada-Nippon* ; *America-One - Stars-and-Stripes* ; *America-True - America-One*.
- **Les deux premiers en nombre** de victoires se retrouveront en finale de la Coupe Vuitton à partir du 25 janvier. Le premier comptant cinq victoires gagnera l'honneur de « défier » le tenant de la Coupe de l'America, *Team-New-Zealand*, à partir du 19 février 2000.

# Abonnez-vous en toute liberté

**Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble**

Votre abonnement est prolongé chaque mois tacitement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous envoyant une simple lettre.

**Vous ne payez rien d'avance**

Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

**Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro**

Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.P., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde* s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

## SPÉCIAL VACANCES :

J'ai bien noté que je peux faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : **0 803 022 021**

## Bulletin d'abonnement

Offre à retourner à *Le Monde* : Service Abonnements, 24 avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex - Tel: 01 42 17 32 90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

**OUI**, je désire m'abonner au *Monde* pour seulement 173 F par mois (26,37 €) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier

M.  Mme  Mlle 001MQAN2

Prénom : .....

Nom : .....

Adresse : .....

Code Postal : [ ] [ ] [ ] Ville : .....

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *Le Monde*.

Date et signature obligatoires : .....

N° NATIONAL DÉMETTEUR : .....

ORGANISME CRÉANCIER *Le Monde* : 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : .....

Prénom : .....

N° : .....rue ..... Ville : .....

Code postal [ ] [ ] [ ] [ ]

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° : .....rue ..... Ville : .....

Code postal [ ] [ ] [ ] [ ]

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Vous vous abonnez au *Monde* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant plus tard, à quelques publications partenaires, sauf avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications, merci de nous le signaler.

# Pour l'an 2000, devenez Citoyen du Monde



Abonnez-vous pour seulement

**173F\*** par mois

... Et entrez dans un espace privilégié d'information et de réflexion : actualité internationale, économique et politique, technologies, médias, sciences, art et culture... Chaque jour, passionnez-vous pour *Le Monde*

\* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 29/02/2000.

## CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000

**BONJOUR 2000** La France jacobine se réforme peu à peu ; pour preuve, l'organisation en Provence, et plus précisément à Avignon, capitale culturelle européenne cette an-

née, de l'exposition centrale de la Mission 2000 en France courageusement intitulée « La beauté ». ● **CONFIÉ** à Jean de Loisy, commissaire général, cet événement aura

lieu d'avril à septembre. Il mise sur la confrontation entre les chefs-d'œuvre du passé et les créations les plus contemporaines pour esquisser une histoire, sinon une définition,

du beau. ● **TOUTES** les disciplines artistiques seront mises à l'épreuve de ce parcours-exposition sans précédent – arts plastiques, musique, cinéma, photographie, etc. – dans dif-

férents lieux historiques à l'intérieur des remparts, dont plusieurs seront pour la première fois accessibles au public, et quelques bâtiments désaffectés à la périphérie.

## Avignon se prépare à céder aux commandements de la beauté

Une fois n'est pas coutume, la France a choisi une métropole régionale comme décor d'une exposition nationale, en l'occurrence « La beauté », rassemblement sans précédent de chefs-d'œuvre du passé et du présent qui aura lieu d'avril à septembre dans la cité des papes

« **LA BEAUTÉ** sera convulsive ou ne sera pas », tranche André Breton à la fin de *Nadja*. Commissaire de l'exposition « La beauté » qui sera, à Avignon, l'un des événements majeurs des célébrations de l'an 2000, Jean de Loisy a décidé de prendre tous les risques pour éviter que ce thème ne sombre dans la poussière des grimoires d'esthétique. La beauté du diable, plus que celle du Bon Dieu ? Peut-être. Plus sûrement, une beauté sauvage, éphémère, chronométrée en temps réel dans un monde qui obéit aveuglément à Breton. Une beauté insolente, effrayante, à l'occasion perverse et provocante, ou purement lovée sous forme de concepts dans les limbes d'un cerveau supposé partagé par le commun des mortels. Tout cela bouscule douloureusement les certitudes acquises depuis l'héritage hellénique : « *Certains critiques n'ont pas hésité à qualifier de "sublime" la Running Fence de Christo. Kant serait-il d'accord ?* », se demande d'entrée de jeu, au chapitre Esthétique, l'*Encyclopaedia Universalis* – elle présente une photo de la clôture courant dans le désert du Colorado, imaginée par le grand enveloppeur –, pour s'en retourner derechef à Leibniz, Heidegger ou Taine.

Pendant cinq mois, d'avril à septembre, Loisy et son équipe proliférante d'artistes, d'architectes, de musiciens, de grands ou petits couturiers vont investir Avignon avec l'idée de travailler la beauté au corps puisqu'elle semble échapper à toute définition fermée. Cette histoire de fuite occupera vingt-deux salles du Palais des papes, sous le titre « La Beauté in fabula ». Elles seront réaménagées sous la houlette de François Roche, un de ces architectes qui furent les coqueluches de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et n'ont manifestement pas envie de guérir avec l'arrivée du suivant. Rouvrant des portes fermées par l'histoire, jetant des passerelles entre les oubliettes, Roche fait la sauce et le lien – inévitablement qualifié d'anneau de Möbius – dans ce parcours labyrinthique à la poursuite d'une beauté qui ressemble fort à l'amour de Pétrarque, vieil habitué du palais : « *En mille trois cent vingt-sept, précisément / A la première heure, le six avril, / Dans le labyrinthe de l'amour j'entraî et ne sais en sortir* » (sonnet 211, *Canzoniere*).

Huit thèmes sont prévus pour égarer ce tour de train fantôme : rêveries, inquiétudes, égarements, violences, peurs ou séduction, désirs charnels ou extases spirituelles, et des œuvres à toutes les

Ci-contre : Anish Kapoor, « *At the Edge of the World* », 1998. A droite, de haut en bas : « *Rose de bois, Guatemala* » et « *Calculs comprimés* »



JOHN RIDDY

périodes de tous les continents : Holbein, Nicolas de Lyde, Camille Claudel, Piranèse se trouveront ainsi associés à nos contemporains Christian Boltanski, Rebecca Horn, Anish Kapoor, Pierre et Gilles, Bill Viola, James Turrell, Huang Yong Ping, etc., conviés à livrer leurs clés de lecture sur leur sujet en fuite. Près de là, au Jardin des Doms (Espace Jeanne-Laurent), Yves Le Fur, conservateur au Musée des arts africains et océaniques (MAO), met en scène « *La nature à l'œuvre* », objets ou animaux charriés par la mer sous le regard des hommes, méduses, fleurs en verre de Bohême, tissages en toile d'araignée, costumes de pétales...

Tout un cabinet de curiosités que Loisy contribue à remplir avec une passion d'alchimiste. Son bureau, à Paris, en cette fin décembre, est déjà plein de ces merveilles, réelles, comme un phasme géant au milieu d'autres insectes aux robes prudemment vertes dans les lumières clignotantes de l'avenue de l'Opéra, siège de la Mission an 2000 en France. Ou irréelles : traces photographiques de cette collection idéale. Loisy a le vague à l'âme typique de son époque : il est tiraillé entre les figures cachées de la beauté selon l'historien d'art Jurgis Baltrušaitis et celles que révèle une bonne gymnastique pédestre dans les galeries du monde contemporain.

Fallait-il traiter de la beauté cette année-ci justement ? Est-ce vraiment le sujet-clé de l'affaire an 2000 ? Avignon était-il le lieu le

mieux indiqué, et la manière Loisy la plus à même d'aborder la question ? On jugera l'été venu, mais tout indique, dans l'organisation de cette expédition aux frontières du sensible, que l'équation est justement construite, qui laisse à chaque futur visiteur sa part d'éblouissement et d'agacement à la hauteur de l'enjeu : quelle beauté commune ou plurielle naîtra d'un monde marqué par l'évanouissement des frontières économiques, la multiplication des conflits sanglants, l'urbanisation forcée de la planète ? Du sérieux, du triste, du gai, de l'inventif ? Par exemple, Loisy a demandé à Gaetano Pesce un pavillon gourmand. Pesce est architecte et surtout dessinateur de meubles, connu en particulier pour un fauteuil assez pâtisseries. La gourmandise, c'est exactement le registre formel de ses œuvres : on aime ou on n'aime pas, et l'indigestion n'est jamais loin du péché. Ici, à Avignon, au Jardin des Doms, il a disposé des pavillons en silicone, matériau dont on connaissait les vertus plastiques mais non la valeur constructive.

Fil d'Ariane des événements liés à l'exposition de-ci, de-là, au détour des rues, Christian Lacroix, l'Arlésien de la couture, se préparait, dans une première formule, à habiller la ville selon ses coutumes provençales. Il va finalement prendre le tissu urbain d'Avignon au sens propre pour y tailler une tenue de plus modeste appareil, faite des ingrédients contrastés qui font et feront l'ordinaire des

cités au tournant de ce siècle. Mais chacun pourra aussi en avoir pour son grade : au Clos des trams, ancienne usine EDF vouée pour l'été aux étincelles de la beauté, une vingtaine de couturiers « d'avant-garde », au moins jusqu'au passage du millénaire, seront réunis dans une Maison de métamorphose : « *Décors à corps* ». Leur mission : coiffer, maquiller, habiller, peindre selon les goûts qu'ils auront exprimés, les visiteurs qui voudront bien passer l'épreuve, et sortir de là bonbon ou sucette, paquet-cadeau ou bouillon-cube.

### Une beauté sauvage, éphémère, chronométrée en temps réel dans un monde qui obéit aveuglément à Breton

Pour la beauté du geste, Loisy a demandé une piste de skate-board, infernale volute de béton déroulée et croisée par Vito Acconci qui devrait survivre à l'exposition, au lieu-dit du Jardin neuf. C'est une sorte de beauté surgie de la vitesse des corps qui sera ici honorée. La beauté bruyante en est confiée à l'oreille sensible d'Henri Maurel, un survolté venu

de Radio FG (ex-Fréquence Gay). Son transfo sera logé avec ses dé-cibels à l'usine EDF – lieu de toutes les formes techno rassemblées à l'enseigne de la beauté moderne. Version lente et précise du sentiment esthétique : un terrain de pétanque signé Neil Toroni occupera un autre coin du Clos des trams.

Ainsi ira la beauté, s'échappant ici avec fureur et là avec extase dans tous les hauts lieux d'Avignon que le théâtre n'aura pas investis. En période de festival, il y aura un drôle de méli-mélo entre tous ces artistes, sortant l'un de sa chapelle, le deuxième de sa tour, un troisième de son usine. Une histoire généreuse et drôle, propice aux ratages comme aux traits de génie. Une affaire naturellement née de la cuisse de Jupiter. Loisy s'est en effet glissé dans la peau de Barthes parlant de lui-même : « *Il essaye de tenir un discours, écrit le philosophe à son propre sujet, qui ne s'énonce pas au nom de la Loi et/ou de la Violence, dont l'instance ne soit ni politique, ni religieuse, ni scientifique : qui soit en quelque sorte le reste et le supplément de tous ces énoncés. Comment appellerons-nous ce discours ? Erotique, sans doute, car il a à faire avec la jouissance : ou peut-être encore esthétique, si l'on prévoit de faire subir peu à peu à cette vieille catégorie une légère torsion qui l'éloignera de son fond régressif, idéaliste, et l'approchera du corps, de la dérive.* »

Frédéric Edelmann

## Paris est redevenue la capitale internationale des arts

« **LES EUROPÉENS** sont à mon avis les meilleurs animateurs du monde », déclare Glen Keane. Keane est le Léonard des magiciens Disney. Il réside à Paris de-

### FICTION

#### L'exception culturelle française attire la fine fleur des artistes américains

puis que la firme américaine a ouvert, près de Montreuil, un studio d'animation en 1995. Il a donné le « la » d'un mouvement qui a vu, depuis les premiers jours de l'an 2000, fuir massivement les cerveaux artistiques des Etats-Unis vers la France. Depuis que Steven Spielberg a délocalisé sa société DreamWorks à Brie-sur-Marne et que Louise Ciccone, dite Madonna, poursuivie dans son pays par les ligues de vertu, a obtenu, sur intervention directe de l'Elysée, l'asile politique en France, Paris est redevenue la capitale internationale des arts.

Steven Spielberg justifie son

choix par le refus du Congrès américain de voter le Film Disclosure Act et le Theatrical Motion Picture Autorship Act, deux lois qui entendaient protéger les droits des réalisateurs de films. « *Quelque temps après avoir tourné Duel, a déclaré Spielberg, je regardais une série à la télévision et j'ai reconnu mon camion. Ils avaient réutilisé les images. J'ai pensé : "Il nous faut une loi." Tous les pays qui ont ratifié le traité de Berne reconnaissent le droit moral, à l'exception des Etats-Unis.* » En 1991, déjà, Steven Spielberg avait souligné « *l'engagement inégalé de la France dans la défense des œuvres de création* ».

### « LES FRANÇAIS AIMENT L'ART »

L'exception française en matière de droits d'auteurs attire par ailleurs la fine fleur des artistes contemporains dans le domaine des arts plastiques. L'Américain Jeff Koons a ainsi obtenu des deux principales maisons de ventes mondiales, Christie's et Sotheby's, que ses œuvres mises aux enchères publiques le soient en France : le droit de suite de 3 %

au profit des créateurs semble une raison suffisante. Sa *Pink Panther*, record des enchères de novembre 1999 à New York avec une adjudication de 10,9 millions de francs, lui aurait rapporté 327 000 francs si elle s'était vendue à Paris. La nouvelle vedette mondiale de l'art contemporain serait, au dire de son marchand, à la recherche d'un atelier à Paris, « *de préférence sur la rive gauche* ». Il a illico effectué les démarches auprès de la Maison des artistes pour bénéficier de la sécurité sociale, comme tous les artistes travaillant en France.

Christie's et Sotheby's, qui peuvent exercer en France depuis le vote de la loi réformant la profession de commissaire-priseur, trouveront-elles à Paris un marché suffisant pour l'art contemporain ? C'est l'avis de la princesse Laure de Beauvau-Craon, devenue en 2001 présidente de Sotheby's International, en remplacement de Diana D. Brooks, jugée trop américaine par ses actionnaires : « *Les Français aiment l'art. Il suffit de regarder ces files d'attente devant le Grand Palais. On*

*fait la queue comme au bon vieux temps de l'Union soviétique quand les Russes priétinaient devant le mausolée de Lénine. Paris est une des villes du monde qui comptent le plus de musées. Mais cela n'aurait pas suffi à développer les collections, publiques ou privées. Il fallait un marché dynamique pour cela.* »

### CONTRE DES EUROS

Dynamique, il ne l'a jamais été autant, en grande partie grâce au passage à l'euro. Toutes les liquidités détenues par les particuliers ont dû être converties. A court d'arguments convaincants pour expliquer la provenance de certaines sommes à leur percepteur, nombre de bienfaiteurs se sont pris à acheter voracement de l'art. Pour le revendre aussitôt, en euros sonnants et trébuchants, ou pour le conserver, valeur refuge, encore un temps à l'abri de l'impôt sur la fortune.

L'astuce n'a pas échappé à l'homme d'affaires François Pinault, propriétaire de Christie's, épinglé en décembre 1997 par *Le Canard enchaîné* parce qu'il avait réussi, le plus légalement du

monde, à se soustraire au paiement de l'impôt sur la fortune. Grand amateur d'art contemporain, il vient de déposer l'ensemble de sa collection dans une fondation reconnue d'utilité publique. Les travaux ont commencé dans son village breton de Tréverien, près de Dinan. Les bâtiments ont une surface de 35 000 m<sup>2</sup>, soit l'équivalent au centimètre près des locaux de Christie's à New York. Le directeur du Guggenheim Museum, Thomas Krens, qui est à l'origine de l'extension de son institution à Bilbao, Berlin et Venise, serait pressenti pour en prendre la direction.

Enfin, signe discret ou symptôme de cette vague de fond : Wynton Marsalis, le fameux trompettiste, prendrait en juillet – les détails du contrat sont sous la coupe de puissants cabinets d'avocats – la direction musicale de la banda Les Joyeux de Saint-Pierre-d'Irube (Pyrénées-Atlantiques).

Harry Bellet et Francis Marmande



HUGUES DUBOIS



MUSÉE DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE MAISONS-ALFORT

### Rendez-vous

● **Cinéma.** *Esther Kahn*, d'Arnaud Desplechin. *The End*, de Bruno Dumont. ... *même pas mal !*, de Marion Vernoux.

*Le Stade de Wimbledon*, de Mathieu Amalric.

*Va savoir !*, de Jacques Rivette. *Fanfan la Tulipe*, de Bernie Bonvoisin.

*Parole et utopie*, de Manoel de Oliveira.

*Sleepy Hollow*, de Tim Burton. *Bringing out the Dead*, de Martin Scorsese.

● **Arts.** Picasso sculpteur ». Centre Pompidou, du 7 juin au 25 septembre).

« *Partages d'exotismes* » en quoi est-ce si différent ? 5<sup>e</sup> Biennale d'art contemporain de Lyon. Commissaire : Jean-Hubert Martin. Thème : une suite actualisée des « Magiciens de la Terre ». Halle Tony-Garnier, du 29 juin au 24 septembre.

La Tate Gallery de Londres rénovée se déploiera en deux lieux, à partir du printemps, à Millbank et sur le Bankside.

● **Musique.** *L'Amour de loin*, opéra de Kaija Saariaho sur un livret d'Amin Maalouf, Kent Nagano (direction), Peter Sellars (mise en scène), avec Dawn Upshaw, Lorraine Hunt et Dwayne Croft. Festival de Salzbourg, les 15, 19, 22, 27 et 30 août. L'Orchestre de Paris fera ses débuts dans une programmation lyrique, lors de la même édition. Au programme *Les Troyens* de Berlioz, mis en scène par Herbert Wernicke, dirigé par Sylvain Cambreling. Les 24 et 28 juillet, les 1<sup>er</sup>, 4, 7, 11, 27 et 30 août.

*Guerre et Paix*, de Sergueï Prokofiev. Gary Bertini (direction), Francesca Zambello (mise en scène). Opéra Bastille, les 18, 23, 27 février et les 1<sup>er</sup>, 4, 8 et 11 mars. Printemps de Bourges (techno, rap, chanson). Du 19 au 24 avril. Youssou Ndour, le 30 mars à l'Olympia.

Joshua Redman, du 5 au 12 mai (Marseille, Paris, Bordeaux, Lyon...).

Banlieues bleues, festival de jazz de la Seine-Saint-Denis, du 24 février au 30 mars.

Albert Ayler, Europa Jazz Festival du Mans, 1<sup>er</sup> mai.

● **Théâtre.** *Médée*, d'Euripide. Jacques Lassalle (mise en scène), avec Isabelle Huppert. Cour d'honneur du Festival d'Avignon (juillet).

*Faust*, de Goethe, Peter Stein (mise en scène), avec Bruno Ganz. Expo 2000, Hanovre (Allemagne).

Première le 23 juillet. *Hamlet*, de William Shakespeare, Peter Brook (mise en scène en anglais) et Peter Zadek (mise en scène en allemand). Festival d'automne à Paris.

## Au Théâtre du Soleil, le temps suspendu pendant le cycle du raga

**COMMENCER** l'an 2000 par un voyage immobile, une rêverie de vingt-quatre heures, telle est l'expérience proposée au Théâtre du Soleil le 1<sup>er</sup> janvier. Le cycle « Les 24 heures du raga » offre au public de « quitter les limites du concert », explique Milena Salvini, organisatrice de l'événement. Assis dans la salle du spectacle ou allongés sur des coussins dans la salle attenante sonorisée, les spectateurs pourront goûter cette suspension du temps.

Samedi toute la nuit, puis dimanche toute la journée, un programme exceptionnel de musique classique indienne permettra de partager « un autre concept du temps ». « Quand je faisais mes études en Inde, ajoute Milena Salvini, j'ai assisté à un concert de Ravi Shankar, le grand joueur de sitar, pendant sept heures. Quand un musicien dépasse ses limites, quand un auditeur va au-delà de sa fatigue, la perception de la musique devient différente. »

Les ragas, ces œuvres qui constituent la musique classique indienne, se réfèrent à un moment précis du jour et de la nuit auquel ils doivent être exécutés. Certains accompagnent la tranquillité de midi, d'autres la nuit profonde, propice au mystère et au rêve, ou l'anxiété qui précède l'aube et la joie éclatante du jour qui émerge.

L'instrument le plus ancien de la musique indienne, avec la flûte, commence et conclut ce cycle de 24 heures : la rudra vina, instrument à cordes pincées, est jouée par Ustad Asad Ali Khan, musicien dont les ancêtres jouaient à la cour de Jaipur, dans le Rajasthan. La plupart des autres instruments du concert remontent « seulement » aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, comme le sitar ou le sarod, venu d'Asie centrale. La musique vocale, de style *dhruvad*, classique, ou *khyal*, plus libre et luxuriante, est bien présente, notamment avec la grande chanteuse Sulochana Brahaspathi. « En Inde, le chant, considéré comme le premier des arts, est à la base de l'étude d'un instrument quel qu'il soit, observe Milena Salvini. L'on ne peut pas faire "chanter" son instrument si l'on n'a pas soi-même chanté. »

### DYNASTIES DE MUSICIENS

Ces interprètes descendent souvent de familles de musiciens depuis plusieurs générations. Ustad Sabri Khan, joueur de saranghi (instrument à arche) qui a collaboré avec Yehudi Menuhin, a appris la musique auprès de son père et de son grand-père. Il vient au Théâtre du Soleil avec ses deux fils. Pandit Pandit chante avec sa fille, Meeta. Plusieurs d'entre eux font des recherches pour redécouvrir des styles anciens ou des formes peu pratiquées de la musique indienne.

Le Centre Mandapa, dédié aux musiques et danses de l'Inde, avait déjà organisé un cycle de vingt-quatre heures de raga, en 1985, au Théâtre de l'Odéon. Cette fois, Ariane Mnouchkine, grande voyageuse en Asie, a volontiers ouvert les portes de son Théâtre du Soleil. Elle a même invité la vingtaine des musiciens indiens à venir réveiller chez elle le 31 décembre au soir...

L'accueil des spectateurs a été préparé à la façon du Théâtre du Soleil. Du thé et des samosas indiens seront servis lors des petites pauses après chaque raga d'une heure, ainsi que des curries lors des deux entrées de la nuit puis du jour. Les matelas, coussins et *charpoy* (lits indiens) qui servaient pour le spectacle *L'Indiade* ont été déposés dans la salle de repos.

*Catherine Bédarida*

★ **Les 24 heures du raga**, Théâtre du Soleil, Cartoucherie de Vincennes, Route du Champ-de-Maœuvre, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Château de Vincennes, bus 112. Au choix : la phase nocturne (samedi de 20 heures à 8 heures) ou celle diurne (dimanche de 10 à 23 heures), 200 F (tarif réduit : 150 F) chacune ; 300 F l'ensemble (tarif réduit : 230 F). Restauration non comprise. Tél. : 01-45-89-01-60. Re-transmis sur France-Culture de 0 h à 8 h.

## LES ROUES DE L'AN 2000

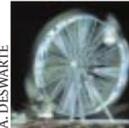
« DES GESTES DE FEMMES POUR L'AN 2000 ? », DE CÉCILE PROUST ET JACQUES HOEPFFNER



ALEXIS DUCLOS/GAMMA POUR « LE MONDE »

## Lire l'avenir dans les mains des femmes

**MAINS** de brodeuses ou de chirurgiennes, de danseuses ou de cuisinières : la chorégraphe Cécile Proust et le réalisateur Jacques Hoepffner scrutent les mains de femmes, à travers le monde. Ils ont rapporté de leurs voyages des centaines d'images de mains, « cette



A. DESVARTRE

partie du corps qui peut être partagée par toute l'humanité », et les projettent sur leur grande roue des Champs-Élysées. Pour Cécile Proust, qui travaille depuis plusieurs années sur le corps féminin, il s'agit de « donner une visibilité à des mains ignorées », de montrer la vie des femmes à travers cette partie du corps – au travail, dans des activités quotidiennes ou créatrices.

Systematiquement, dans les pays où ils se sont rendus pour ce projet, au Portugal et en Afrique du Sud, en Israël et Palestine, au Brésil et au Japon, ils ont filmé des gestes très modernes, communs à tous, comme ceux de la médecine, et d'autres plus spécifiques : brodeuses palestiniennes, plieuses de papiers traditionnels au Japon...

« Il y a des gestes qui se perdent

dans le monde entier, d'autres qui s'inventent, observe Cécile Proust. Nous y attachons une égale importance – le geste d'une cueilleuse de thé, la main d'une vieille gitane, celle d'une chirurgienne. » Les deux artistes ont étudié chaque fois les jeux de mains auxquels jouent les petites filles, la préparation des repas, l'attitude des maîtresses d'école, l'activité des médecins. « Les gestes les plus quotidiens restent très différents selon les cultures. Ceux du marché ne se ressemblent pas à Lisbonne, Salvador de Bahia, Durban ou Tokyo », estime Jacques Hoepffner.

### OMBRES CHINOISES

Pendant que ces images en gros plans tournent sur la roue, des interprètes donnent régulièrement un spectacle d'ombres chinoises. Des comédiennes sourdes jouent en langage des signes. Un ombromane fait surgir tout un monde peuplé d'animaux et de personnages « pour que le public retrouve les théâtres d'enfance, la magie avec rien, avec juste la main et la lumière », explique Cécile Proust. Dans plusieurs pays, elle a voulu associer des artistes locaux. Au Portugal, elle a demandé à la chorégraphe Vera Monteiro d'improviser sur les mains.

Au Japon, elle a filmé une danseuse d'un art traditionnel lié aux

gheishas, la *jiuta-mai*, auquel elle s'est elle-même formée à Kyoto pendant six mois en 1995. Car le projet conçu pour la roue des Champs-Élysées découle de son itinéraire singulier. La chorégraphe française cherche depuis longtemps à enrichir sa formation de danseuse contemporaine occidentale. Elle étudie d'abord le flamenco à Madrid puis la danse moyen-orientale au Caire. En Inde, elle apprend la danse kathak pendant six mois. Toutes ces expériences influencent ses chorégraphies, marquées par une danse de la sensualité, une proximité de la transe. Avec Jacques Hoepffner, photographe, réalisateur, elle développe un travail sur l'image. Ensemble, ils réalisent des œuvres multimédia, comme *Alors, heureuse ?*, une installation-performance créée cette année à Paris, à la Ménagerie de verre.

Du Brésil à l'Afrique du Sud, ils ont été bien accueillis par les femmes, ouvrières ou artistes, auxquelles ils s'adressaient pour les filmer : « Quand on parle des Champs-Élysées aux femmes dans le monde entier, tout de suite, ça les fait rêver, ça les amuse. »

*Catherine Bédarida*

★ **Le 31 décembre, à minuit, sur les Champs-Élysées.**

## Danseurs français et vietnamiens se retrouveront au printemps à Hué

### HANOI

de notre envoyée spéciale. Renouveau culturel et coopération. En avril 2000, la ville de Hué accueillera un premier festival d'un genre nouveau, international, ou plutôt bilatéral : entre la France et le Vietnam, une coopération culturelle active a permis l'organisation, dans l'ancienne cité impériale au centre du pays, d'un ensemble de manifestations où les artistes des deux nations pourront réunir leurs forces festives et affronter leurs imaginaires comme leurs traditions.

Avec l'enceinte de ses palais construits au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle au moment de la réunion du Nord et du Sud sous une même autorité, la cité-jardin de Hué, située sur le 17<sup>e</sup> parallèle, a été choisie pour son caractère patrimonial et universitaire. Au-delà des spectacles qui se dérouleront du 8 au 19 avril, l'idée est d'aider à la formation sur place d'organismes culturels et de personnels hôteliers afin de créer durablement les conditions d'un accueil de qualité dans un site qui reçoit déjà des visiteurs étrangers. Bien placée sur

les circuits touristiques, Hué est appelée à s'ouvrir à la création internationale à la faveur de cette manifestation.

Cette première édition a été confiée au Nantais Jean Blaise dont on connaît la capacité à mobiliser les artistes. Le ballet Atlantique de Régine Chopinot donnera sa *Danse du temps*, créée à La Rochelle (*Le Monde* du 12 novembre) sur une musique du compositeur Tõn-Thåt Tiêt, tandis que Philippe Decoufflé et son équipe préparent des dîners-ballets dont l'ordonnement mariera les inventions du chorégraphe et la gastronomie vietnamienne, les créations de la styliste Minh Anh, venue de Hô Chi Minh-Ville et la fantaisie des Tsé-Tsé, designeuses françaises.

Côté vietnamien, des spectacles de marionnettes sur l'eau, des concerts de musique de cour, des danses traditionnelles, des courses de sampans, des concours de cerfs-volants contribueront à la fête. Côté français, le cirque de Guy Alloucherie, la compagnie Carabosse et le spectacle *Triton* de la compagnie Decoufflé sont inscrits au programme. Le Toulousain Phérraille,

accessoiriste de génie du Royal de Luxe (compagnie Le Phum), qui a l'expérience du théâtre de rue, imaginera des balades en forme de jeux de piste au fil de l'eau et des jardins pour une découverte plus intime de cette ville unique, classée par l'Unesco à l'inventaire du patrimoine mondial.

Dans une région durement éprouvée par les inondations catastrophiques du mois de novembre 1999, dans un pays où le dynamisme individuel ne suffit pas toujours à surmonter les difficultés collectives et où la France mène une action culturelle et linguistique qui place le Vietnam parmi ses partenaires privilégiés, un tel projet porte une ambition qui dépasse largement la durée du festival proprement dit. Des régions comme le Nord-Pas-de-Calais et Poitou-Charentes ont associé leurs moyens à ceux de l'Association française d'action artistique et de l'ambassade de France pour mener à bien cette opération qui a reçu le label officiel de la Mission 2000 en France.

*Michèle Champenois*

## SORTIR

### PARIS

#### Maghreb Dance 2000

La fête plutôt deux fois qu'une, pourquoi pas ? Le lendemain du réveillon, on pourra danser à Bercy en compagnie de quelques vedettes du Maghreb mais aussi de l'Égypte (Ihab Taoufik, Mustapha Amar) et du Liban telle que Diana Hadda, l'une des coqueluches de la jeunesse libanaise. Côté Maghreb, il y aura quelques pointures du raï (Khaled, Sahraoui, Zahouania...), mais aussi l'un des groupes porteurs de la scène hip-hop algéroise (MBS), le Libyen Hamid Shaery, le Tunisien Lotfi Bouchnak, les groupes historiques marocains Nass El Ghiwane et Jil Jilala... En tout, près d'une trentaine de noms très en vogue parmi la communauté maghrébine ou à la lisière du succès.

Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, 9<sup>e</sup>.

M<sup>o</sup> Porte-de-Bercy. Le 1<sup>er</sup>, 20 heures.

Tél. : 01-44-68-44-68. 250 F.

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

**La Honte de la jungle** de Jean-Paul Picha, dessin animé Belge, 1975.

VO : MK2 Beaubourg, 3<sup>e</sup> ; MK2 Haute-feuille, dolby, 6<sup>e</sup> ; UGC George-V, dolby, 8<sup>e</sup> ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20).

**Le Magicien d'Oz** de Victor Fleming, avec Judy Garland, Billie Burke, Charley Grapewin, Clara Blondick. Américain, 1939, copie neuve (1 h 40).

VO et VF : Grand Action, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-40).

**That Uncertain Feeling** d'Ernst Lubitsch, avec Merle Oberon, Melvyn Douglas. Américain, 1941, noir et blanc (1 h 24).

VO : Le Champo, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60).

**To Be or Not To Be** de Ernst Lubitsch, avec Carole Lombard, Jack Benny, Robert Stack. Américain, 1942 (1 h 40).

VO : Le Champo 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60).

**Le Voyage au centre de la Terre** de Henry Levin, avec Pat Boone, James Mason, Arlene Dahl, Diane Baker. Américain, 1959 (2 h 10).

VO et VF : Action Ecoles, 5<sup>e</sup> (01-43-29-79-89). VF : Le République, 11<sup>e</sup> (01-48-05-51-33) ; Denfert, 14<sup>e</sup> (01-43-21-41-01) ; Studio 28, 18<sup>e</sup> (01-46-06-36-07).

### FESTIVALS

**L'animal au cinéma** *Le Fantôme de la liberté* (Luis Bunuel, 1974) : le 2, 11 h 20 ; *La Ferme des animaux* (dessin animé de John Halas, 1954) : le 3, 11 h 20 ; *Mogambo* (John Ford, 1953) : le 3, 11 h 20 ; *Moby Dick* (John Huston, 1956) : le 3, 22 h 40 ; *Et vogue le navire* (Federico Fellini, 1983) : le 3, 20 h 20 ; *MK2 Hautefeuille, Paris 6<sup>e</sup>* (08-36-68-14-07).

**Jacques Becker** *Rendez-vous de juillet* (1949) : le 1<sup>er</sup>, 16 h 20, 18 h 50, 21 h 20 ; *Casque d'or* (1951) : le 2, 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 22 h 05 ; *Touchez pas au grisbi* (1953) : le 3, 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 22 h 05. *Reffet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5<sup>e</sup>* (01-43-54-42-34).

**Les Soirées de M. Hitchcock** *La Maison du docteur Edwards* (1944) : le 1<sup>er</sup>, 21 h 50 ; *Rebecca* (1940) : le 2, 21 h 50 ; *Les Enchaînés* (1946) : le 3, 21 h 50.

*Le Quartier latin, 5<sup>e</sup>* (01-43-26-84-65).

**Stanley Kubrick** *Le Baiser du tueur* (1955) : le 1<sup>er</sup>, 14 h 10, 17 h 50 ; *Lolita* (1962) : le 2, 16 h 40 ; *Docteur Folamour* (1963) : le 3, 14 h, 17 h 50.

*Le Champo, 5<sup>e</sup>* (01-43-54-51-60).

**Marilyn Monroe** *Certains l'aiment chaud* (Billy Wilder, 1959) : le 1<sup>er</sup>, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *Sept Ans de réflexion* (Billy Wilder, 1955) : le 2, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Quand la ville dort* (John Huston, 1950) : le 3, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. *Action Ecoles, 5<sup>e</sup>* (01-43-29-79-89).

**Panorama du western** *Les Deux Cavaliers* (John Ford, 1961) : le 1<sup>er</sup>, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *La Rivière rouge* (Howard Hawks, 1948) : le 2, 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *Le train sifflera trois fois* (Fred Zinneman, 1952) : le 3, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h . *Action Christine, 6<sup>e</sup>* (01-43-29-11-30).

**Splendeurs de la comédie musicale** *Un jour à New York* (Stanley Donen, 1949) : le 1<sup>er</sup>, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Beau Fixe sur New York* (Stanley Donen, 1955) : le 2, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *La Belle de Moscou* (Rouben Mamoulian, 1957) : le 3, 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

*Mac-Mahon, 17<sup>e</sup>* (01-43-80-24-81).

### CINÉMATHÈQUE

**Hommage à Lucie Lichtig** *Les Vikings* (Richard Fleischer, 1958) : le 2, 16 h 30 ; *Promenade avec l'amour et la mort* (John Huston, 1969) : le 2, 19 heures ; *Monsieur Klein* (Joseph Losey, 1976) : le 2, 21 h.

**La Cinémathèque de la danse** *Dancemaker* (Matthew Diamond, 1997) : le 3, 20 h 30.

*Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Trocadéro. Tél. : 01-*

### Soirées chaâbi

Né dans la Casbah au cours des années 40, le chaâbi est à Alger ce qu'est le rébétiko à Athènes, la musique des humbles, des artisans, des dockers. Il reflète leur quotidien, révèle leurs tourments. Empreint de spontanéité, il est né à l'ombre de l'arabo-andalou et fut porté à son apogée par Hadj M'Hamed El Anka, disparu en 1978. Invité (le 4) du festival dédié au genre proposé par le Cabaret sauvage, Hachemi Gueroouabi est l'un de ses rénovateurs les plus célèbres. Également à l'affiche, se succéderont, entre autres, El Badji, Reda Doumaz (le 1<sup>er</sup>), Amar Lachab, Fateh Benlala (le 2), Abdelkader Chaou, Nacer Aïya (le 3), Kamel El Harrachi (le 4), Rachid Mosbahi, Aziozeu Rais (le 5).

*Le Cabaret sauvage, parc de la Villette, au bord du canal face au Zénith, 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-la-Villette ou Porte-de-Pantin. Du 1<sup>er</sup> au 5 janvier, 20 heures. Tél. : 01-40-03-75-15. De 100 F à 130 F.*

### Persistence des images

*Au revoir M. Grock* (Pierre Billon, 1949) : le 2, 16 h 30 ; *The Second Civil War* (Joe Dante, 1997) et *Euire, Indiana* : *Reality Takes a Holiday* (Ken Kwapis, 1992) : le 2, 19 h ; *Small Soldiers* (Joe Dante, 1998) : le 2, 21 h 30. *Salle des Grands Boulevards, 42, boulevard de Bonne-Nouvelle, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bonne-Nouvelle. Tél. : 01-56-26-01-01. 29 F.*

### VIDÉOTHÈQUE

#### Frères et sœurs

*Bye-bye* (Karim Dridi, 1995) : le 2, 14 h 30 ; *Souvenirs, souvenirs* (Ariel Zeitoun, 1984) : le 2, 16 h 30 ; *Diabolo menthe* (Diane Kurys, 1977) : le 2, 19 h ; *Les Demeiselles de Rochefort* (Jacques Demy, 1967) : le 2, 21 h. *Vidéothèque de Paris, 2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Les Halles. Tél. : 01-44-76-62-00.*

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

**Tango Passion** *Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Alma-Marceau. Les 1<sup>er</sup>, 20 h 30 ; le 2, 15 heures. Jusqu'au 9 janvier. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 320 F.*

**La Vie parisienne** d'Offenbach. Chanteurs et musiciens de l'Atelier Marinno, Corinne Mamet (direction), Philippe Ermelier (mise en scène).

*Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Goncourt. Les 1<sup>er</sup>, 16 h 30 ; le 2, 15 heures. Tél. : 01-48-06-72-34. 130 F.*

**The Chicago Rhythm and Blues Kings Jazz Club** Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-Maillot. Jusqu'au 8 janvier, 22 h 30. Relâche le 2. Tél. : 01-40-68-30-42. 160 F.

**Jean-Loup Longnon Septet**

*Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. Les 1<sup>er</sup> et 2, 21 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.*

**Stomp**

*La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pigalle. Le 2, 16 heures et 20 h 30. Tél. : 08-03-81-58-03. De 130 F à 200 F. Jusqu'au 31 janvier.*

**DERNIERS JOURS**

**2 janvier :**

**Henri Dès**

*Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Opéra. Tél. : 01-47-42-25-49. 135 F.*

**Les Années Twist**

*Folies Bergère, 32, rue Richer, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Rue-Montmartre. Tél. : 01-44-79-98-98. De 162 F à 362 F.*

**9 janvier :**

**Theo Van Gogh, marchand de tableaux, collectionneur**

*Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, 1, rue de la Légion-d'Honneur, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 01-40-49-48-14. 40 F.*

Chaque jeudi avec

**Le Monde**

**DATÉ VENDREDI**

retrouvez

**LE MONDE**

**DES LIVRES**

## Inondations dans la basse vallée de la Loire

DES INFORMATIONS contradictoires circulaient, vendredi 31 décembre, sur la gravité de la crue de la Loire, attendue samedi et dimanche. Jeudi soir, le service d'annonce des crues, géré par la direction départementale de l'équipement du Loiret, attendait une forte montée des eaux entre Saumur et l'estuaire du fleuve. Les fortes pluies consécutives aux deux tempêtes vécutées après Noël ont gonflé les eaux de la Maine et de la Vienne, deux affluents, provoquant une brusque montée du niveau à leur conjonction avec la Loire, en amont de Montjean-sur-Loire.

A Montjean, la Loire atteignait 5,50 mètres, jeudi soir, quand la cote d'alerte est fixée à 3,50 mètres. D'ores et déjà, de nombreuses localités connaissent des inondations plus ou moins importantes, occasionnant des dégâts matériels. Angers a les pieds dans l'eau, tout comme Le Mans, où la Sarthe est sortie de son lit. La Vienne s'est élevée de 8 mètres, un record. La



Maine devait connaître son maximum vendredi, vers midi. Il s'agit là d'une crue « cinquante-nale », estiment les spécialistes.

#### AVIS PARTAGÉS

Un niveau maximum de 5,85 mètres est attendu pour la Loire durant le week-end. Mais les avis sont encore partagés sur les conséquences que pourrait provoquer cette montée des eaux. A la direction départementale de l'équipement, on estimait que la crue de la basse-Loire ne devrait pas être d'« importance centennale », et plutôt inférieure à celle de 1982.

En Bretagne, en revanche, la décrue de la Vilaine était confirmée, vendredi matin. De même, la situation s'améliorait en Basse-Normandie. Seule la Vire continuait de se gonfler de quantités exceptionnelles d'eau.

## L'agresseur de George Harrison craignait que les Beatles ne soient des « sorciers »

#### LONDRES

de notre correspondant

Dix-neuf ans presque jour pour jour après l'assassinat de John Lennon à New York, un autre des quatre ex-Beatles, George Harrison, a échappé de peu à la mort, programmée pour lui par un déséquilibre. Poignardé chez lui en pleine poitrine, dans la nuit de mercredi à jeudi, le plus discret des « Fab four » a eu, selon les médecins qui le soignent, « beaucoup de chance » que la lame ne pénètre pas de plus de deux centimètres et demi dans sa cage thoracique. Hospitalisé pour une dizaine de jours, l'ancien Beatle, qui n'a pas perdu son sens de l'humour, a indiqué à ses médecins qu'à son avis l'intrus qui a failli le tuer ne s'était introduit dans sa demeure « ni pour cambrioler ni pour une audition d'embauche dans les "Traveling Wilburys" ». Formé par George Harrison avec d'autres « pop stars » (Bob Dylan, Tom Petty, Jeff Lynn et Roy Orbison), ce « super-groupe » a connu un grand succès au début des années 90.

Michael Ambram, le déséquilibré de trente-trois ans arrêté par la po-

## L'Inde accepte deux des libérations réclamées par les pirates de l'air

Un échange provoquerait un vif débat en Inde

#### NEW DELHI

de notre correspondant en Asie du sud

L'Inde a cédé et accepté de relâcher deux séparatistes cachemiris pour mettre fin pacifiquement au détournement de l'avion d'Indian Airlines, avec 160 passagers détourné vendredi 24 décembre entre Kathmandou et New Delhi. Masood Azhar, chef religieux pakistanaï que les pirates avait réclamé en premier, a quitté, vendredi 31 décembre, la prison de Jammu. Mushtaq Zarjar, chef du mouvement Al Ummer al Mujahedden, a de son côté quitté la prison de Srinagar. Les deux hommes faisaient partie des 36 séparatistes cachemiris dont la libération était exigée par les pirates de l'air.

Le chef de la diplomatie indienne, Jaswant Singh, s'est pour sa part rendu le même jour à Kandahar (sud de l'Afghanistan) où l'avion est immobilisé depuis le 25 décembre, pour – laisse-t-on entendre à Delhi – ramener les otages dans la soirée. L'assouplissement de la position indienne serait avant tout un geste en faveur des talibans, dont Delhi reconnaît la bonne volonté. On ne peut exclure que le chef de la diplomatie indienne ait tenu à se rendre lui-même en Afghanistan pour s'entretenir directement et remercier le ministre afghan des affaires étrangères (taliban), Wakil Ahmad Mutawakil, qui, depuis le début de la crise, joue un rôle positif, souligne-t-on

encore à Delhi. « Je pars à Kandahar pour participer aux négociations, pour faire le point de la situation sur le terrain », a affirmé, vendredi, le ministre indien à l'issue d'une réunion de cabinet. Un des points clés de la négociation portait sur le libre passage des pirates de l'air, ce qui laissait entendre qu'un accord était en vue.

#### SANS LUMIÈRE NI CHAUFFAGE

Jeudi, le ministre afghan des affaires étrangères, M. Mutawakil, avait déjà fait valoir qu'il n'était pas question que les talibans acceptent d'héberger les pirates de l'air. Autre point discuté par le ministre afghan, la destination des prisonniers libérés par l'Inde. Traditionnellement, ceux-ci sont relâchés à la frontière pakistanaïse, mais les deux hommes ont été emmenés par avion spécial à New Delhi où ils pourraient s'envoler vers Kandahar avec le ministre indien des affaires étrangères. A Kandahar, on confirmait, en début de matinée, que la discussion avait porté, jeudi soir, sur le nombre de prisonniers – trois ou huit – que les Indiens pourraient être prêts à relâcher, y compris Masood Azhar.

A Kandahar, les pirates ont autorisé ce vendredi matin deux mécaniciens indiens à inspecter l'Airbus pour tenter de réparer une nouvelle panne du moteur auxiliaire. Celui-ci alimente l'appareil en lumière et chauffage. Il est brusquement tombé en panne vers 3 h30 (heure locale),

# Le Monde

SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000

exposant les passagers, épuisés, au froid glacial qui règne la nuit en Afghanistan. Les troupes des talibans, fortement armées et équipées de missiles antiaériens, cernaient toujours l'appareil vendredi, mais le renforcement de la sécurité autour de l'avion ne prélude pas à une opération de commando, avait précisé jeudi M. Mutawakil en réaffirmant l'opposition des talibans à toute opération militaire de forces étrangères sur son sol. Les talibans ont toutefois menacé les pirates d'intervenir militairement si le moindre mal était fait au passager. L'un des passagers, un Indien de 30 ans, souffrant d'un cancer de l'estomac, avait été brièvement autorisé, jeudi après-midi, à recevoir des soins dans un hôpital militaire mais il a regagné l'avion, condition mise par les pirates à sa sortie. Alors qu'une solution pacifique est en vue, cette affaire va déclencher des passions en Inde où le gouvernement mené par les nationalistes hindous du BJP avait fait de la lutte contre le terrorisme un de ses chevaux de bataille.

*Françoise Chipaux*

■ **JACQUES CHIRAC** : le président français a écrit au premier ministre indien pour dire que « la France condamne avec la plus grande fermeté » cet « acte terroriste » et exprimer sa préoccupation concernant le sort des trois Français présents dans l'avion. – (AFP)

## Des chercheurs californiens mettent de l'eau dans leur vin

L'ALCOOL n'ajoute rien aux effets protecteurs vasculaires et cardiaques de la consommation quotidienne d'un ou deux verres de vin rouge. Au moment où le passage à l'an 2000 constitue pour certains l'occasion de vider quelques bonnes bouteilles, une étude menée par des chercheurs de l'université de Californie, dont un certain Andrew Waterhouse, vient nous asséner cette révélation frappée au coin de la tempérance.

L'effet bénéfique vis-à-vis du risque d'infarctus du myocarde constaté pour le vin rouge à dose modérée, comme d'ailleurs pour les légumes et les fruits, est largement imputable aux flavonoïdes qu'il contient. Cette famille de substances exerce son action protectrice grâce à plusieurs de ses propriétés, et notamment son action antioxydante. Le vin rouge contient plus de flavonoïdes que le jus de raisin, car la vinification permet d'extraire les flavonoïdes contenus dans les pépins et la peau des raisins. Certains chercheurs ont avancé l'idée que l'alcool présent sous forme d'éthanol dans le vin pourrait accroître l'absorption intestinale des flavonoïdes, en même temps qu'il posséderait des vertus intrinsèques en augmentant le taux d'HDL-cholestérol, celui qualifié de « bon cholestérol ».

Pour en avoir le cœur net, l'équipe californienne a recruté neuf volontaires adultes jeunes et en bonne santé, cinq hommes et quatre femmes. Elle leur a fait ingérer un cabernet sauvignon également californien, millésimé 1996, qui avait préalablement subi un traitement que nombre d'œnophiles jugeront sacrilège. Mais la science se doit d'être iconoclaste pour progresser. Ledit cabernet sauvignon a d'abord été désalcoolisé par évapora-

tion rotative sous vide à 30 degrés Celsius pendant une heure. Puis le vin a été « reconstitué » soit en rajoutant de l'eau, soit en rajoutant un mélange d'eau et d'alcool de façon à retrouver les 13° d'éthanol que titrait le vin utilisé. Les volontaires absorbaient les deux préparations dans un ordre déterminé de façon aléatoire. Il ne restait plus qu'à vérifier par une prise de sang l'évolution de la concentration sanguine d'un des principaux flavonoïdes contenus dans le vin rouge, la « (+)-catéchine ».

#### HAMSTER MODÈLE

Les auteurs de cette étude à l'effectif modeste, publiée dans le numéro de janvier de l'*American Journal of Clinical Nutrition*, tirent trois conclusions. Tout d'abord, que le taux sanguin de catéchine s'élève lors de l'absorption de doses de ce flavonoïde correspondant à une consommation modérée de vin rouge. Ensuite, ils constatent que la valeur atteinte par le taux de catéchine n'est pas modifiée par l'absorption concomitante d'éthanol. Enfin, le sexe ne semble pas influencer sur les concentrations de catéchine.

Par ailleurs, l'équipe, qui bénéficiait du soutien d'un propriétaire viticole local, a vérifié que l'apport de catéchine utilisé dans cette étude réduisait les dépôts d'athérosclérose sur l'aorte d'un hamster utilisé comme modèle animal. Les auteurs ne s'appesantissent toutefois ni sur les qualités gustatives respectives des deux breuvages, ni sur leur intention de les faire couler à flots lors des festivités du Nouvel An.

*Paul Benkimoun*

## « Sie kommen ! » *par Pierre Georges*

ET À 16 H 34, le jeudi 30 janvier 1999, l'électricité fut. Quel choc ! Quelle merveille ! Comme c'est beau, une ampoule vivante ; une guirlande de Noël scintillant sur la porte de la mairie ; et l'enseigne d'un boulanger enfin allumée en préavis de four.

Comme il arrive à point nommé, l'an 2000, avec la « réinvention » de l'électricité. On n'imagine pas vraiment, dans le sombre cachot collectif qui fut nôtre, 105 jours au château d'Ir, par quelles phases successives d'amusement et d'interrogations on peut passer. C'est donc tout bêtement cela, une civilisation moderne ? A ce point fragile ? Une tempête de travers, et tout un siècle s'efface ! Atomique ou pas, l'électricité est une souveraine totalitaire. Son règne est sans partage. Elle gouverne tout. Dans ces loisirs forcéés, on s'est amusé à faire l'appel vain et déseespéré de toutes les merveilleuses machines qui ont scandé le XX<sup>e</sup> siècle ménager : lave-vaisselle, lave-linge, four, réfrigérateur, congélateur, micro-ondes, téléphone, convecteur, pompe à fioul, à eau, radio-réveil, télévision, chauffe-eau, etc. Un vrai Salon des antiquités du XX<sup>e</sup> siècle !

Lorsque cela arriva, le dimanche 26 décembre à 8 h 12 – l'horloge de l'église fait foi qui, électrifiée, cessa aussitôt toute velléité d'angélus –, on fit état, dans un premier réflexe, d'un grand « bogue d'ouest ». C'était digne d'un visionnaire œuvrant à la chandelle.

Car c'est un fait : les sinistres de l'électricité ont devancé le bogue comme d'autres l'appel. C'est arrivé demain, c'est-à-dire la semaine dernière. Et tout ce qui pourra se produire d'épilepsie d'ordinateurs, de sauts de puces folles, de logiciels en pleine confusion calendaire ne

les prendra pas au dépourvu. Passer en une petite semaine de 1900 à 2000, cela vous fait de redoutables centenaires, et d'un sang-froid de mule.

Donc, le bogue, connais pas ! Ou connais trop. Si l'affaire eut un début, il reste à en raconter la fin, drôle et un peu espiègle. Des éclaireurs firent, jeudi matin, des rapports concordants. Deux colonnes de secours, bravant les intempéries, faisaient mouvement vers le village. L'une arrivait par l'est, braves troupes spaliennes de l'EDF que l'on moque un peu pour n'avoir pas à les féliciter à l'extrême. Car, d'évidence, chapeau ! Travailler comme ils l'ont fait, jour et nuit, dans les bois dévastés, sur les rivières en crue, sous la neige, il faut avoir le service public chevillé à l'esprit.

L'autre colonne venait de l'ouest. Elle aurait pu être précédée du fameux cri détourné : « *Sie kommen !* » Eh oui, ils arrivaient. Des renforts allemands, avec les plus aimables blindés qui soient : des groupes électrogènes nommés Balthazar, Melchior et Gaspard. Une vieille mémoire de l'Est voudrait que lorsqu'« ils » arrivent, on soit perdu, en 70, en 14, en 40.

Ou sauvé en l'an 2000.

Les groupes électrogènes furent mis en batterie dans un village voisin. Et c'est ainsi qu'en moins de temps qu'il n'en faut pour tourner un interrupteur trois magnifiques nouvelles se succédèrent : l'électricité s'invitait au réveillon ; l'idée européenne venait de faire un grand KW en avant ; et la bouteille de château-chassespleen 1982, promise à une païenne action de grâce, ne passerait pas le siècle.

*(Cette chronique reprendra le lundi 10 janvier, dans nos éditions datées 11 janvier 2000.)*

## Affaire Ben Barka : vers une levée partielle du « secret-défense »

UN COIN du mystère qui pèse depuis bientôt trente-cinq ans sur le sort de l'opposant politique marocain Mehdi Ben Barka, enlevé le 29 octobre 1965 à Paris, pourrait être bientôt levé. Par un avis publié au *Journal officiel* du 30 décembre, la commission consultative du secret de la défense nationale a émis un avis favorable à la « déclassification partielle des pièces qui ont été confiées au ministère de la défense » par le juge Jean-Baptiste Parlos. Ce magistrat est chargé de la nouvelle instruction de cette affaire, ouverte à la suite d'une plainte déposée en 1975 par le fils de Mehdi Ben Barka, Bachir. A Matignon, on assurait, jeudi, que la décision sur une éventuelle déclassification, qui revient au premier ministre, sera prise dans les tout prochains jours.

En juin 1998, lors de l'affaire des écoutes de la cellule de l'Elysée – sur laquelle pesait également le « secret-défense » –, Lionel Jospin avait écrit au juge d'instruction qu'il entendait « ne pas voir la justice privée [par le « secret-défense »] de la possibilité d'exploiter des informations qu'elle peut détenir ».

## Création de l'Etablissement français du sang

LE *JOURNAL OFFICIEL* du 30 décembre a publié un décret créant l'Etablissement français du sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du ministre en charge de la santé. La création de cette structure complète le nouveau dispositif de veille et de sécurité sanitaire prévu par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1998.

L'Etablissement français du sang devient désormais l'« opérateur unique de la transfusion sanguine ». Il est constitué d'un siège et de 18 établissements interrégionaux (14 en métropole et 4 dans les départements d'outremer) rassemblant 8 500 personnes réparties sur 213 sites transfusionnels. Cet établissement est doté d'un budget prévisionnel d'environ 3,5 milliards de francs.

#### DÉPÊCHES

■ **ACCIDENT : les cinq occupants d'une voiture ont été tués**, jeudi 30 décembre, près de Cahors (Lot), lors d'une collision avec un poids lourd. La voiture, immatriculée dans le Val-de-Marne, circulait sur la RN 20 en direction de Limoges. Les cinq personnes sont décédées sur le coup.

■ **EXPLOSION : un enfant de six ans a été tué**, jeudi 30 décembre, dans une explosion survenue dans un appartement à Marseille (Bouches-du-Rhône). La cause de ce drame, qui a également blessé quatre personnes, n'a pas encore été éclaïcie par les enquêteurs.

■ **JUSTICE : une information judiciaire pour « meurtre sur mineur de quinze ans et tentative de meurtre »** a été ouverte, vendredi 31 décembre, par le parquet de Strasbourg (Bas-Rhin) après le décès, mercredi 29 décembre, d'une adolescente de quatorze ans tuée d'une balle dans la tête alors qu'elle sortait du véhicule conduit par ses parents. L'auteur des coups de feu, âgé de dix-neuf ans, interpellé jeudi 30 décembre, aurait, selon le procureur, reconnu les faits et motivé son acte en affirmant avoir agi « par jeu » et pour essayer sa carabine 22 long rifle.

Tirage du Monde daté vendredi 31 décembre 1999 : 525 768 exemplaires.

1 – 3

# Le Monde

www.lemonde.fr

55<sup>e</sup> ANNÉE - N° 17075 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Adieu 1999, année extrême

● « Le Monde » présente un bilan de l'année illustré par Plantu ● L'intervention de l'OTAN au Kosovo a dominé l'actualité internationale ● En France, sur fond de cohabitation, de nombreux groupes comme Elf ou Paribas ont été rachetés

**INAUGURÉE** dans une certaine gaieté avec le lancement de l'euro, l'année 1999 se termine dans une méditation songeuse, à Seattle, sur les avantages et les inconvénients de la mondialisation. D'une monnaie encore largement virtuelle, l'euro, au bon vieux roquefort, l'année a donc balancé entre européisme convaincu et anti-américanisme rampant.

Entre-temps, le drame du Kosovo s'est noué. 1999 restera marquée par les images de réfugiés kosovars cherchant à fuir leur pays noyé sous la neige, pourchassés par leurs tourmenteurs serbes. 1999 restera ce moment où l'OTAN, au nom du droit d'ingérence humanitaire, a choisi d'intervenir militairement contre la Serbie en multipliant les attaques aériennes contre son appareil industriel et ses infrastructures (lire page 2).

Cette année-là mérite à coup sûr que l'on s'y arrête et que l'on prenne le temps d'en dresser le bilan. Vous trouverez, dans les pages qui suivent, non pas la recension précise de tous les grands événements survenus en 1999, mais une sélection des principaux moments de l'actualité choisis par la rédaction de *Le Monde*.

Pour cet exercice, nous avons respecté l'architecture habituelle du quotidien avec l'enchaînement des séquences : International, France, Société, Régions, Horizons, Entreprises, Communication, Aujourd'hui et Culture. Nous avons également utilisé nos outils rédactionnels classiques. Vous découvrirez ainsi ce journal de l'année glissé dans les habits ordinaires de votre quotidien.

Plantu illustre de bout en bout ce bilan avec une sélection de ses dessins publiés en 1999. On retrouvera dans ces pages son Slobodan Milosevic à face de marcassin hantant le Kosovo, son capitaliste à gros cigare expliquant le capitalisme pluriel à ses « amis » Lionel, Jean-Pierre et Robert, et tous les personnages qui composent jour après jour son - et notre - univers.

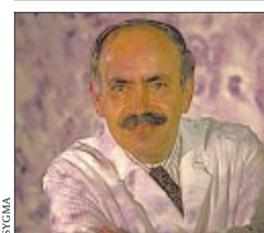


FRANCE

### Le politique est-il un homme ?

L'homme politique est de moins en moins un homme. Il est, pour moitié ou presque, une femme, parité oblige. Il ne peut plus cumuler les mandats et doit se garder des juges, ses nouvelles bêtes noires. Jean Tiberi, Roland Dumas, Dominique Strauss-Kahn en ont été, à des degrés divers, les cibles. Lui reste le privilège d'être français. Même s'il est élu, aux européennes, par des Européens, et que le débat monte sur le vote des étrangers.

p. 4 et 8



DÉCOUVERTE

### Le cancer décrypté

On sait désormais transformer des cellules normales en cellules cancéreuses. Cette étape importante dans la compréhension des mécanismes du développement des cancers chez l'homme a été franchie en 1999. Paradoxe : la découverte des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology, dirigés par le biologiste Robert Weinberg (photo), est passée presque inaperçue.

p. 16

### Le roquefort en étendard



JOSÉ BOVÉ

**IL S'EST** véritablement mondialisé à Seattle, lors de la dernière conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais, tout au long de cette année 1999, José Bové a fait entendre sa différence, sur la malbouffe ou sur les relations entre les pays du Sud et ceux du Nord. Notre portrait-enquête décrit ce paysan singulier, qui a découvert le monde rural en sortant de l'adolescence, après une enfance américaine.

Lire le portrait page 12 et notre éditorial page 13

International	2	Aujourd'hui	16
France	4	Météorologie	18
Société	8	Jeux	18
Régions	11	Culture	19
Horizons	12	Carnet	21
Entreprises	14	Radio-Télévision	22



### Les retrouvailles de la gauche européenne

**UNE ÉTRANGE** complicité s'est nouée, en 1999, entre les chefs de file des trois grands partis socialistes d'Europe, le PS de Lionel Jospin, le Labour de Tony Blair et le SPD de Gerhard Schröder. Récemment arrivés au pouvoir, le Français, l'Anglais et l'Allemand se sont en effet découverts, dans leur relation critique avec l'histoire de la gauche, des affinités électives, même si chacun a donné à sa démarche un nom différent : M. Blair a lancé la « troisième voie », M. Schröder s'est réclamé du « nouveau centre », Lionel Jospin a appelé à une « nouvelle alliance ». Quel que soit le slogan retenu, les socialistes français, les travaillistes anglais, les sociaux-démocrates allemands ont tenté pareillement, sous la houlette de leurs nouveaux dirigeants, de donner un coup de jeune à leur doctrine pour l'adapter aux temps nouveaux.

Ils ont même trouvé du côté des « nouveaux démocrates » américains des cousins moins éloignés qu'ils ne le pensaient. Le président des États-Unis n'incarne-t-il pas un centre gauche qui s'efforce de moderniser, comme ses homologues du Vieux Continent, la tradition de l'Etat-providence ? De

sorte que le trio européen s'est fait quatuor pour célébrer, à Florence, les 20 et 21 novembre - en compagnie de l'Italien Massimo D'Alema, qui jouait les hôtes, et du Brésilien Fernando Henrique Cardoso, qui représentait les pays en développement -, leur commun « progressisme ».

Le magazine *Newsweek*, dans son numéro du 6 décembre, peut ainsi s'interroger sur ce qu'il appelle, sous la signature de Stryker McGuire, le « Gerhard-Bill-Lionel-Tonyism », cette « chose » qui réunit les quatre dirigeants et qui crée entre eux une connivence inattendue. A vrai dire, *Newsweek* ne croit pas trop à la réalité de cette « chose ». Pour ceux qui se reconnaissent, avec plus ou moins d'enthousiasme, dans la nouvelle doctrine, dont Tony Blair apparaît aujourd'hui comme le porte-parole le plus convaincant, « la question n'est pas tellement de définir la troisième voie, écrit le magazine, que de se maintenir au pouvoir ».

Ou, dans le cas de Bill Clinton, de ne pas céder la Maison Blanche aux républicains.

Thomas Ferenczi

Lire la suite page 13



RUGBY

### La vie en Bleu

Le dimanche 31 octobre 1999, dans le temple du rugby, à Twickenham, il s'est passé quelque chose d'inimaginable. Un peu plus qu'une demi-finale de Coupe du monde, gagnée (43-31) par le XV de France contre la Nouvelle-Zélande et les maîtres All Blacks. Les joueurs bleus ont offert, en prime, une superbe démonstration de jeu inventif et flamboyant, bien faite pour prouver que le rugby moderne et planifié peut échapper, encore, à la loi d'airain du plus fort techniquement et physiquement.

p. 17



# L'Afrique et l'Amérique latine exclues de la croissance mondiale

La forte reprise en Europe et aux Etats-Unis nourrit les craintes d'un retour de l'inflation

L'activité économique a été plus soutenue que prévu dans la plupart des régions du monde en 1999. Les Etats-Unis ont enregistré une specta-

culaire croissance (4%) et l'Europe a connu un redressement inattendu. De son côté, l'Asie - hormis le Japon - semble avoir surmonté la crise finan-

cière de 1997. Seules l'Afrique, l'Amérique latine et, dans une moindre mesure, la Russie sont restées à la traîne de la croissance mondiale.

économique mondiale : le renforcement de la concurrence internationale, l'influence des nouvelles technologies de l'information et les efforts de productivité importants dans les pays industrialisés créent un contexte qui relève, selon certains, d'une « nouvelle économie » permettant un quasi plein-emploi sans inflation. Ce scénario inédit touche progressivement l'ensemble des pays industrialisés : les Européens et les Japonais ont multiplié les efforts, en 1999, pour tirer les leçons de la croissance américaine, lassés de voir les Etats-Unis creuser l'écart à leurs dépens (les Américains ont gagné 10 points de croissance de plus que les Européens en données cumulées sur dix ans). A la fin de 1999, on commençait à envisager un prochain rattrapage des Etats-Unis par l'Europe et une croissance mieux synchronisée des deux côtés de l'Atlantique.

Ces perspectives demeurent bien lointaines pour les pays pauvres et certains pays émergents sévèrement atteints par la crise financière de l'été 1997. « *La crise a aggravé la pauvreté dans les pays touchés d'Asie de l'Est, au Brésil, en Russie et ailleurs* », écrivait la Banque mondiale en décembre 1999. Une réalité qui relativise les succès économiques de l'avant-dernière année du siècle.

Lucas Delattre

antérieur à la crise financière de l'été 1997. Toute l'Asie hors Japon devrait avoir connu une croissance légèrement supérieure à 6% en 1999. Quant à la Russie et au Brésil, touchés eux aussi par de sévères secousses financières entre l'été 1998 et le début de 1999, ils semblent avoir évité le scénario catastrophe qu'on leur prédisait

1999 a été si forte qu'elle a fini par nourrir les craintes d'un retour de l'inflation. Celle-ci demeure pourtant à des niveaux extrêmement modestes (1,3% dans les pays industrialisés). Et si la plupart des économistes estiment qu'une « reflation » est en cours, ils attribuent ce phénomène à la remontée des prix des matières pre-

## Les Quinze encore loin du plein-emploi

**Le chômage est resté, en 1999, la principale préoccupation des Européens. Bien qu'en baisse régulière tout au long de l'année, son niveau continuait de se situer autour de 10% de la population active en octobre (près de 13 millions de personnes dans la zone euro et plus de 15 millions dans l'Union européenne).**

**Les handicaps structurels de l'Europe sont bien identifiés : héritage d'une politique monétaire restrictive pendant toute la première moitié des années 90, retards d'investissements dans les technologies de pointe et surtout poids des prélèvements sur le revenu du travail (en particulier sur les bas salaires et les emplois peu qualifiés). Tandis que l'imposition du capital a diminué de 7% au cours des quinze dernières années, celle du travail a augmenté de 15% en Europe, freinant la lutte contre le chômage.**

en début d'année : les deux pays devaient avoir enregistré une très légère croissance positive en 1999.

Le contexte général a profondément changé en seulement quelques mois. Alors qu'on voyait poindre une déflation mondiale à l'automne 1998 - autrement dit une chute généralisée de la demande et des prix sur le modèle de la crise de 1929 -, la reprise de

mières et en particulier du pétrole : le prix du baril se situait autour de 25 dollars à la fin de l'année alors qu'il était à seulement 10 dollars en mars. Cette remontée des prix du brut a aidé un pays comme la Russie à traverser 1999 avec moins de dommages que prévu.

D'autres facteurs structurels expliquent la nouvelle donne

## La crise de l'Europe a mis en lumière l'inadaptation de ses institutions

L'UNION européenne aborde un cap difficile. L'approche des nouveaux élargissements vers l'Est oblige à des révisions déchirantes, surtout depuis que le sommet d'Helsinki a confirmé, en décembre 1999, que les négociations d'adhésion seraient désormais menées de front avec douze pays, et non plus seulement avec la première vague des six nations considérées jusque-là comme les plus facilement intégrables.

Cette décision dessine les contours d'une future Europe à laquelle viendront aussi un jour s'intégrer les pays de l'ex-Yougoslavie et la Turquie, désormais reconnue comme candidate à part entière. D'une Europe, on le voit, qu'il sera extrêmement difficile de maîtriser, tant les situations économiques, politiques et historiques de ces pays sont diverses et, parfois, à des années-lumière de l'ouest du continent.

Le choc de la chute du mur de Berlin et de l'effondrement du monde soviétique avait conduit les Européens à s'assurer, avant tout autre chose, que l'Allemagne réunifiée serait solidement ancrée dans l'édifice commun. D'où la décision du traité de Maastricht de passer à une Union économique et monétaire et à une union politique.

L'euro, entré en service dans onze des quinze pays de l'Union au 1<sup>er</sup> janvier 1999, est l'abou-

tissement de la première partie de ce programme. Reste à concrétiser la seconde, la plus dure. Soit l'Europe va être capable de se fixer des objectifs politiques identifiables par tous et se doter des moyens de les mettre en œuvre, soit l'élargissement sera un cafoillageur mortel.

La guerre du Kosovo, en 1999, a eu un double impact. Elle a obligé à admettre qu'on ne pourrait pas indéfiniment faire traîner l'intégration des anciens pays communistes sans courir le danger de laisser se maintenir des « zones grises » de moindre sécurité qui empoisonnent le climat général. Mais elle a aussi montré que l'Europe avait besoin de moyens militaires propres pour gendarmier son périmètre de sécurité, parce qu'il n'est pas crédible pour elle de tolérer des massacres à sa porte.

### PROPOSER UN PROJET CRÉDIBLE

Elargissement et intégration sont, on le voit, plus que jamais imbriqués. On ne pourra demander aux Européens les sacrifices que leur imposera une intégration réussie que si on propose un projet crédible aux populations, qui assure libertés, bien-être et sécurité. Cela suppose, à la fois, un corps de valeurs et de principes de droit auxquels tous puissent adhérer, et l'élaboration d'un système de gouvernance capable d'imposer ses règles en restant assez souple pour supporter la diversité.

La crise que l'Union a traversée avec la démission, en mars, de la Commission Santer, accusée de ne pas avoir su mener sa tâche efficacement et dans la transparence, a surtout souligné combien les institutions n'étaient plus adaptées. Elles gèrent déjà aujourd'hui un espace politique, économique, diplomatique sans commune mesure avec les débuts de la construction européenne. L'élection, en juin, des députés européens a été marquée elle-même par une abstention record, témoignant là aussi d'un manque d'espace public compréhensible.

Intronisé en septembre, le collègue du nouveau président de la Commission, l'Italien Romano Prodi, s'est engagé à des réformes internes et à une plus grande coopération avec le Parlement. Mais il est clair qu'il faut aller bien au-delà. Or, les gouvernements hésitent encore sur les pas à franchir, inquiets d'abandonner trop de prérogatives.

Malgré des pressions croissantes, ils ont, à Helsinki, limité le mandat de la Conférence intergouvernementale chargée de procéder d'ici à la fin de 2000 aux prochaines réformes. Ils prévoient en priorité d'entendre le vote à la majorité au Conseil des ministres pour empêcher le blocage du processus de décision.

Henri de Bresson

## OMC : le cycle du Millénaire n'a pas été lancé

LA CONFÉRENCE ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui devait lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, le cycle du Millénaire, s'est soldée par un échec. Les 135 membres de l'OMC qui se sont retrouvés à Seattle, dans le nord-ouest des Etats-Unis, du 30 novembre au 3 décembre, n'ont pas su se mettre d'accord sur un texte permettant de franchir une nouvelle étape dans la libéralisation du commerce mondial, un mouvement amorcé dès l'après-guerre avec la création du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade).

L'exercice s'annonçait délicat dès le départ compte tenu de l'élargissement du champ couvert par les règles du commerce international à des sujets allant au-delà des simples tarifs douaniers, de l'élargissement géographique du système économique multilatéral (accélééré par la fin de la guerre froide) et de la présence critique de la société civile. Ces trois facteurs se sont manifestés avec une force inattendue.

Les Etats-Unis et l'Europe n'ont pas su trouver de terrain d'entente sur des sujets comme les règles de la concurrence ou de l'investissement et se sont retrouvés enfermés dans leur traditionnel face-à-face

sur l'agriculture. Les pays en développement (désormais une centaine sur les 135 pays membres), marginalisés lors du précédent cycle, n'ont pas apprécié le peu de cas que faisaient d'eux la présidente de la conférence, la représentante américaine au commerce, Charlene Barshefsky, et le directeur général de l'OMC, le Néo-Zélandais Mike Moore, dans le processus d'élaboration du texte. Certains, comme l'Inde, le Pakistan ou la Chine, présente en tant qu'observateur, refusaient de surcroît que soient abordés les normes sociales ou l'environnement. Enfin, les manifestations anti-OMC ont réuni dans un même rejet de la mondialisation

des dizaines de milliers de contestataires, paralysant la ville pendant la durée de la réunion.

L'échec consommé, les ministres ont renvoyé aux ambassadeurs à Genève, siège de l'OMC, le soin de poursuivre les pourparlers. Ils ont également prié Mike Moore de leur proposer une réforme de l'institution, de manière à mieux associer les organisations non gouvernementales (ONG) et faire travailler ensemble, sur la base du consensus, des pays au intérêts aussi divers que ceux du G7 ou de l'Afrique subsaharienne.

Mike Moore avait entretenu cette difficulté à ses dépens au printemps dernier : sa nomination au poste de

directeur général de l'Organisation n'avait pu être obtenue qu'après des mois de négociations et une vacance prolongée du poste. Faute de mettre d'accord les 135 membres sur un nom, le mandat a finalement été partagé en deux périodes de quatre ans. C'est le Thaïlandais Supachai Panichpakdi qui lui succéderait.

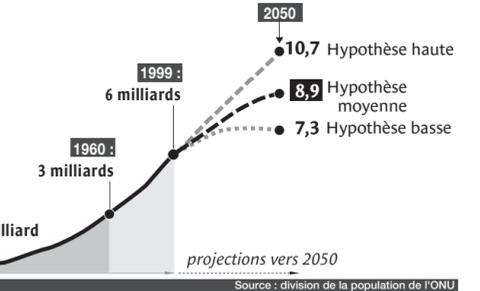
D'ici là, le nombre de membres de l'OMC aura encore augmenté. Le 15 novembre, la Chine a signé avec les Etats-Unis un accord bilatéral qui constitue une étape décisive dans son processus d'admission à l'OMC. Pékin doit encore conclure d'autres accords bilatéraux notamment avec l'Europe. Le commissaire européen aux affaires extérieures, Chris Patten, espère y parvenir « *dans l'année nouvelle* ».

Au total, une quinzaine de pays sont sur la liste d'attente, dont la Russie, et quelque 32 pays souhaitent faire partie du « club ». Le candidat le plus récent est le petit royaume du Bouthan (1,3 million d'habitants).

C'est la Jordanie qui devrait devenir le 136<sup>e</sup> membre de l'Organisation. Le 17 décembre, le Conseil général de l'OMC a approuvé son adhésion.

Babette Stern

### ÉVOLUTION DE LA POPULATION MONDIALE



## Six milliards de Terriens

L'HUMANITÉ est composée de six milliards d'individus. L'ONU a même fixé la date « exacte » de cet (heureux ?) événement : le 12 octobre. En quarante ans, la population du globe a donc été multipliée par deux, et par quatre depuis le début d'un XX<sup>e</sup> siècle, pourtant marqué par les centaines de millions de morts de deux guerres mondiales, de divers génocides et de déportations massives. La principale conséquence de l'évolution démographique pour l'avenir, tant dans les pays riches que dans ceux en développement, réside dans l'accroissement notoire du nombre des plus de soixante ans. Dans certains pays riches (Japon, Italie, pays scandinaves...), la baisse de la fécondité pourrait susciter un recul de la population. Plus généralement, cette fécondité en recul fait baisser l'hypothèse moyenne d'évolution démographique de l'humanité, qui ne devrait pas compter plus de 8,9 milliards d'hommes en 2050. Question : l'accueil de trois milliards d'être supplémentaires pourra-t-il se faire sans dégradation majeure de l'équilibre écologique ?

« Vache folle » :

## la France contre l'Europe

CONTRAIREMENT aux dispositions prises par la Commission européenne, qui avait décidé de lever, dès le 1<sup>er</sup> août, l'embargo prononcé pour des raisons sanitaires début 1996 contre les viandes bovines britanniques, la France a, le 1<sup>er</sup> novembre, annoncé son intention de maintenir cet embargo. Cette décision, qui a suscité de violentes critiques en Grande-Bretagne et qui a conduit la Commission européenne à engager des poursuites juridiques contre la France, a été prise par le gouvernement de Lionel Jospin sur la base des conclusions scientifiques des experts de la jeune Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa). A la différence de ceux réunis au sein du comité scientifique directeur de la Commission, les experts français de l'Afssa ont estimé que, en l'état actuel des incertitudes scientifiques sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle ») et des insuffisances réglementaires, le risque infectieux lié à la consommation des viandes britanniques n'était pas maîtrisé et que l'embargo devait, de ce fait, être maintenu.

## Abdelaziz Bouteflika

## élu président en Algérie

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle du jeudi 15 avril en Algérie. Selon les résultats officiels, il a obtenu 73,79% des suffrages. Le taux de participation a atteint 60,25%, un pourcentage à peine inférieur à celui enregistré en 1995, lors de l'élection présidentielle précédente remportée par Liamine Zeroul. Ce résultat a été contesté par le « *Groupe des six* » autres candidats, qui, la veille du scrutin, avaient décidé de se retirer de la compétition pour protester contre la fraude massive qui, selon eux, avait entaché les premières opérations de vote dans les casernes. Tout au long de la campagne électorale - marquée par une liberté de ton inhabituelle au Maghreb - M. Bouteflika, assuré du soutien de l'armée, avait insisté sur la nécessité de mettre un terme à une guerre civile qui a fait près de 100 000 morts. Massivement approuvé par référendum, le 15 septembre, son projet de loi sur la « *concorde civile* » n'a pas atteint cet objectif. La violence subsiste, comme en témoigne l'assassinat, le 21 novembre à Alger, du dirigeant islamiste Abdelkader Hachani. La lenteur mise par le chef de l'Etat à constituer un nouveau gouvernement n'a pas peu contribué à cette impression d'immobilisme qui a caractérisé la première année du mandat présidentiel.

## Afrique du Sud : Nelson Mandela

## prend sa retraite

A QUATRE-VINGTS ANS, Nelson Mandela a pris officiellement sa retraite le 16 juin 1999, date de l'investiture de son dauphin et successeur, Thabo Mbeki. Vice-président de M. Mandela, M. Mbeki, cinquante-six ans, avait été élu président de l'Afrique du Sud le 2 juin. Après vingt-sept ans de détention, Nelson Mandela, le « *plus célèbre prisonnier politique de la planète* », avait été libéré en 1990 à l'issue d'une longue négociation secrète avec le pouvoir blanc. Lauréat en 1993 du prix Nobel de la paix avec son ancien adversaire, devenu son « *libérateur* », Frederik De Klerk, il avait été élu premier président noir d'Afrique du Sud en 1994 lors des premières élections multiraciales après un demi-siècle d'apartheid. Nelson Mandela prend une retraite « active » : il a été désigné le 1<sup>er</sup> décembre 1999 comme médiateur dans le conflit au Burundi, remplaçant l'ex-président tanzanien Julius Nyerere, décedé le 14 octobre.

## Affaire Lewinsky :

## Bill Clinton acquitté

LE 12 FÉVRIER 1999, le président américain Bill Clinton est acquitté dans le procès en destitution (*impeachment*) engagé à son encontre le 7 janvier au Sénat pour « *parjure* » et « *entrave à la justice* ». C'est la première procédure en destitution d'un président depuis cent trente ans aux Etats-Unis. Elle repose sur le rapport du procureur indépendant Kenneth Starr, qui a offert l'immunité à Monica Lewinsky, l'ancienne employée de la Maison Blanche, en échange de son témoignage sur sa liaison avec le président américain. Moins d'un an plus tard, 52% des Américains, selon un sondage, préféreraient tourner la page sur l'énorme scandale qui a ridiculisé leur président aux yeux de l'opinion mondiale. Seulement 18% d'entre eux l'ont toutefois « *oublié* », contre 35% qui affirment n'avoir pas pardonné. Dans les sondages, la cote de popularité du président n'a pas souffert de ses frasques sexuelles. Quant à Kenneth Starr, il a démissionné le 18 octobre de ses fonctions pour retourner dans le secteur privé. Son équipe doit encore publier le rapport final sur les six années d'enquêtes menées contre Bill Clinton. - (AFP)

**ADIEU 1999** Des élus de plus en plus contraints de n'exercer qu'un seul mandat important, sous le regard d'une justice intraitable ; des « hommes » politiques soumis à la

concurrence de femmes ministres, députées, chefs de parti, qui s'ouvrent les voies des responsabilités publiques et auxquelles le Sénat conservateur a dû accepter de faire,

avec la parité, la place qui leur revient : le dirigeant politique à la française a de nouveau cédé du terrain au cours de l'année. ● LA CITOYENNETÉ aura connu deux évo-

lutions : l'une institutionnelle, avec le vote des ressortissants de l'Union européenne aux élections de juin ; l'autre symbolique, avec le début d'affirmation, à l'occasion de la confé-

rence de Seattle, d'une « citoyenneté mondiale ». ● LE RÔLE des intellectuels, lors de la guerre du Kosovo, a fait davantage appel à l'expertise qu'à la seule conscience morale.

## Les mutations de l'« homme politique » à la française

Progrès vers une réduction plus stricte du cumul des mandats, inscription du principe de parité entre hommes et femmes dans la Constitution, apparition d'une nouvelle génération d'« affaires » : les contours traditionnels du pouvoir politique se périment

« *ICI, je suis le roi.* » A la fin des années 70, dans un restaurant proche de « son » hôtel de ville, Maurice Faure, maire de Cahors, président du conseil général, député du Lot, disait son bonheur de cacique incontesté et indéboulonnable. Pas une salle des fêtes construite, pas une départementale goudronnée, pas un conseiller municipal élu dans tout le Quercy sans l'accord du « ministre », paré à vie de ce titre gagné à trente-quatre ans et qui lui avait valu de signer, en 1957, à Rome, le traité instituant le Marché commun. Georges Pompidou avait bien envoyé Bernard Pons, en 1967, à la conquête de la circonscription du Nord, autour de Figeac ; mais que pesait un député sans autre mandat face au « patron » du département, même appartenant à l'opposition d'alors, même dépourvu des moyens qu'allait lui donner la décentralisation ?

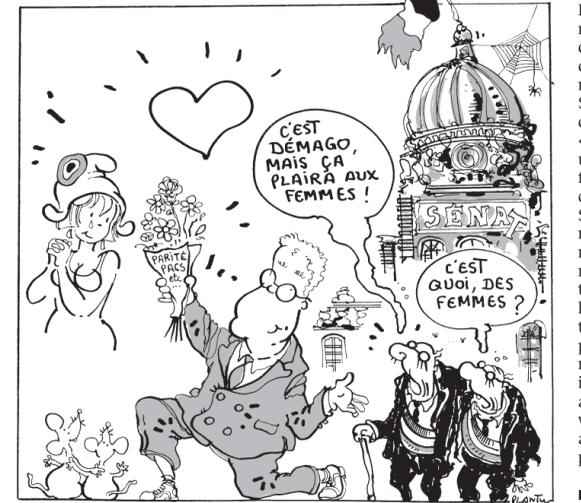
Vingt ans plus tard, Maurice Faure, qui a pris sa retraite, ne reconnaît plus son monde ni le métier. Non content d'imposer à ses ministres de se démettre de leurs mandats de maire, Lionel Jospin a fait défendre au Parlement, par Jean-Pierre Chevènement, deux projets de loi qui visent à introduire une nouvelle restriction des cumulés. Tout au long de l'année, l'opposition, majoritaire au Sénat, a combattu ces dispositions avec la bienveillance tacite de nombreux

élus de gauche, qui ont voté – et voteront – comme le demandent le gouvernement et l'opinion, mais n'en pensent pas moins. Le refus du Sénat, que Jacques Chirac n'a pas découragé, empêchera l'adoption du texte interdisant d'être à la fois parlementaire (député ou sénateur) et chef d'un exécutif local, c'est-à-dire maire, président de conseil général ou président de conseil régional. Seront seulement bannis l'appartenance simultanée au Parlement national et au Parlement européen – ce que le Sénat accepte – et le cumul d'un mandat européen avec un exécutif local parce que l'Assemblée nationale, en la matière, a le dernier mot.

### SURVIE ET DIGNITÉ

Tout a été dit sur le cumul des mandats, condition de survie de l'homme politique et de la dignité de la fonction. Survie, parce qu'un seul mandat ne suffirait pas à nourrir son titulaire, mais surtout parce qu'un « simple » maire de grande ville, par exemple, ne pourrait rien faire s'il ne disposait pas d'une surface à Paris ; et parce que, à l'inverse, un « pur » parlementaire, surtout député, serait voué à l'impuissance – et à la défaite au scrutin suivant – s'il n'avait pas d'implantation locale.

Dignité, parce que la fonction politique supposerait d'associer une influence nationale et un pouvoir territorial, sauf à disparaître devant



(14-15 février 1999.)

l'administration, qui exerce sur le « terrain » une autorité dont la source est à Paris, et face... aux autres « barons », appuyés sur leurs réseaux eux aussi parisiens et locaux. La décentralisation, pourtant, depuis quinze ans, a renforcé l'autonomie des collectivités locales et les pouvoirs de ceux qui les dirigent. D'où un soupçon : la clé du cumul ne devrait-elle pas être cher-

chée plutôt du côté des marchés publics et des attentions des entreprises, proportionnelles au poids – local et national – des élus dont dépendent leurs chiffres d'affaires ?

Ainsi passe-t-on des mandats aux affaires, d'abord sans guillemets, puis avec. De ce point de vue, l'année 1999 restera celle où un gouvernement intègre aura été accroché, à son tour, par un de ses piliers,

Dominique Strauss-Kahn, dans la machine judiciaire. Mais ce chapitre de la vie politique, ouvert en France depuis dix ans, a évolué vers une nouvelle génération d'« affaires ». Si la Mairie de Paris reste au centre d'un entrecroisement de dossiers « classiques », faisant soupçonner un alliage, déjà observé ailleurs, de financements politiques et d'enrichissements individuels, le cas Strauss-Kahn est d'une autre nature. Il relève, non du financement occulte des partis politiques, mais de l'exploitation privée d'un tissu de relations constitué dans l'exercice de responsabilités politiques et entretenu, peut-être, par la perspective de voir l'intéressé revenir un jour au pouvoir. Utilisation inacceptable d'un poids politique, acquis dans l'action collective, en vue d'un profit individuel ? Ou bien alternance légitime entre activité publique et métier privé ?

### LA TENTATION DE LA RÉBELLION

Exerçant désormais leurs fonctions sous l'œil des juges, qui échappent à leur contrôle et qu'il leur est demandé d'émanciper davantage encore en votant la réforme de la justice proposée par Elisabeth Guigou, les élus sont tentés de se rebeller. L'Association des maires de France a mené campagne en faisant grand bruit autour des cas – très peu nombreux au total – de mise en cause de la responsabilité pénale d'élus pour des fautes

non intentionnelles. Est-il normal qu'un maire doive répondre, non seulement devant la justice administrative, mais aussi devant la justice pénale, d'un dommage causé par un service placé sous son autorité, par une entreprise concessionnaire, ou bien résultant indirectement d'une délibération du conseil municipal ? Certains s'en indignent. Est-il raisonnable, cependant, d'imaginer la perpétuation d'un système dans lequel l'irresponsabilité était le corollaire de l'autorité ?

Voilà donc la politique à la française menacé de toutes parts : dans son importance, dans sa dignité, dans sa tranquillité d'esprit. Et même dans son identité. L'homme politique est de moins en moins souvent... un homme. La parité, finalement inscrite dans la Constitution malgré l'hostilité première du Sénat et traduite bientôt dans la loi pour les élections municipales de 2001 et législatives de 2002, met fin au sexisme de la fonction politique. La loi court, ici, après les mœurs, qui ont promu des femmes aux premiers rangs des responsabilités publiques, jusqu'à convaincre les adhérents du RPR d'en désigner une pour présidente. Quant à savoir si le pouvoir, dès lors qu'il est exercé plus largement par des femmes, perd les caractères associés à une plurimillénaire domination masculine, le débat n'est pas près d'être clos.

Patrick Jarreau

## La citoyenneté cesse d'être (exclusivement) nationale

**CITOYEN !** Aux beaux jours de la Révolution française, qui a opéré la « *transmutation de l'homme en citoyen* », selon l'historien Claude Nicolet, l'apostrophe vibrat de toute sa force symbolique. Deux siècles après, la figure de l'Etat-nation, forgée par les armes et les urnes, est à réinventer dans un pays qui a renoncé à la conscription et transféré une partie de sa souveraineté à l'Europe. Le citoyen-soldat a vécu, et l'attaque de l'hymne national – « *Aux armes, citoyens !* » – fleurit déjà le passé : en 2002, les derniers sursitaires seront appelés sous les drapeaux.

Le citoyen-électeur a vécu lui aussi : le traité de Maastricht a accordé le droit de vote aux ressortissants de l'Union européenne pour certains scrutins et créé une « *citoyenneté de l'Union* » (vote, séjour). En juin 1999, ils en ont usé pour la première fois dans des élections européennes, où la tête de liste des Verts, Daniel Cohn-Bendit, n'avait pas la nationalité française. Et voilà que le vote des immigrés n'est plus tabou, même à droite !

En plaçant pour la réhabilitation du politique, Lionel Jospin a voulu replacer le citoyen au cœur de la vie démocratique. « *Dès l'enfance*, assure-t-il, en juin 1997, dans sa déclaration de politique générale, *il faut faire*

*naître et vivre durablement un profond sentiment d'attachement aux valeurs républicaines.* » Au « *premier rang* » de ces valeurs, il met la « *laïcité* » et l'« *adhésion à une citoyenneté active* ». En octobre, Claude Allègre annonce l'introduction dans les programmes de l'« *éducation à la citoyenneté* ». L'inscription sur les listes électorales devient automatique à dix-huit ans. Voilà pour le bon vieux civisme...

### RÉVOLUTIONNAIRES DU TROISIÈME TYPE

Mais c'est à la pratique citoyenne qu'aspirent des électeurs qui ne veulent plus seulement donner leur voix, mais aussi donner de la voix. Timidement, le gouvernement tente de récupérer cette aspiration. En 1998, la première « *conférence de citoyens* » sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'agriculture et l'alimentation est organisée à l'initiative de Jean-Yves Le Déaut, député socialiste de Meurthe-et-Moselle. Les « *états généraux de la santé* », fin 1998 et début 1999, se veulent la première manifestation, à grande échelle, d'une « *démocratie sanitaire* » balbutiante.

La désaffection touchant les syndicats a fait naître des coordinations où s'exprime, selon le sociologue Jean-Michel Denis, la « *recherche*

*désespérée d'une citoyenneté* » (Les *Coordinations*, Syllepse). Le discrédit qui frappe les élus nationaux s'est traduit par un repli sur l'engagement local. Les citoyens jugent que leur « *métier* » consiste désormais à se mobiliser sur des dossiers de proximité, conclut un sondage CSA réalisé en novembre 1997. Même si, parfois, la proximité prend la dimension de la planète.

Avec la globalisation économique commence à prendre corps la figure d'un citoyen mondial – incarné par le paysan José Bové – qui alerte l'opinion sur de nouveaux risques à la fois proches et lointains (pollution, OGM, alimentation...). La voix de ce citoyen du troisième type commence à percer le mur d'indifférence des bureaucraties politiques. Avant et après le sommet de Seattle, le ministre de l'économie, Christian Sautter, a reconnu que des institutions comme l'OMC « *doivent être plus démocratiques* » et qu'« *un renforcement du contrôle des opinions publiques* » s'impose. « *On s'honore du titre de citoyen !* », assuraient les révolutionnaires. De Millau à Seattle, leurs descendants s'honorent d'une citoyenneté retrouvée.

Jean-Michel Bezat

## Les femmes s'imposent comme atouts majeurs dans la vie publique

**ELLE TENAIT** depuis cinq siècles, au bas mot. Cinq siècles d'interdit royal, puis d'ostracisme républicain. En ce crépuscule du millénaire, pourtant, la loi salique est morte, qui refusait la dévolution du pouvoir aux femmes. Elles auront désormais leur place dans les fonctions électives, à parité avec les hommes. Ainsi en a décidé, le 28 juin, le Parlement réuni à Versailles, conformément à l'engagement pris par Lionel Jospin, deux ans plus tôt, de « *permettre aux Françaises de s'engager sans entraves dans la vie publique* ».

Sans attendre l'application de ce principe aux élections municipales de 2001, la réalité a, dès à présent, précédé la loi. Ou lui a, pour le moins, ouvert la voie. 1999 en témoigne. Exception faite pour Simone Veil, les femmes politiques jouaient jusqu'alors les utilités ou les alibis : parfaites en « *jupettes* » au printemps 1995, vidées sans ménagement à l'automne suivant. Déjà, le Parti socialiste avait su faire de ses 30 % de candidatures aux législatives de 1997 un indépassable atout. Déjà, la composition du gouvernement de Lionel Jospin avait, d'emblée, imposé la réalité,

autant que l'image, d'une équipe moins exclusivement masculine : huit femmes pour vingt-sept ministres. Et quelques-unes à des postes-clés, comme Martine Aubry, en numéro deux du gouvernement, chargée de l'énorme portefeuille de l'emploi et de la solidarité, ou Elisabeth Guigou en numéro trois, pilotant l'immense et périlleux chantier de la justice.

Trente mois plus tard, elles sont dix pour vingt-huit ministres. Sur-tout, elles sont devenues les piliers de l'équipe Jospin. En première ligne, bien souvent. Pour preuve, elles monopolisent quasiment les questions d'actualité, le mardi et le mercredi, à l'Assemblée nationale : depuis le début de la législature, en juin 1997, elles ont répondu à un tiers des 1 714 questions posées au gouvernement et, depuis le début de l'actuelle session, entre le 5 octobre et le 8 décembre, ce taux de réponse s'est encore renforcé pour monter à 44 %, Martine Aubry et Elisabeth Guigou étant les plus sollicitées.

Il est vrai que, jusqu'à présent, les ministres femmes esquivent les embûches avec plus de souplesse que plusieurs de leurs collègues

masculins. Trois caciques, notamment, ont perdu de leur aura : à force de pétarader, Claude Allègre a gâché sa volonté de réforme de l'éducation nationale ; à force de triompher, Dominique Strauss-Kahn a fini par démissionner ; quant à Jean-Pierre Chevènement, ses coups de menton ombrageux le rendent désormais au moins aussi embarrassant qu'utile au premier ministre.

### PLUS DE CITADELLE IMPRENABLE

Dans le même temps, les femmes de la gauche « *plurielle* » – la « *Verte* » Dominique Voynet à l'aménagement du territoire et à l'environnement, ou la communiste Marie-George Buffet à la jeunesse et aux sports – ont su tirer leur épingle du jeu, tandis que Ségolène Royal confirmait sa pugnacité et que Marylise Lebranchu ou Dominique Gillot se faisaient connaître. Seule Catherine Trautmann a peine à répondre à l'attente qu'elle avait initialement suscitée.

Mieux. Quand la Sofres interroge les Français sur les personnalités politiques auxquelles ils souhaitent voir jouer un rôle

important au cours des mois ou des années à venir, il ne se trouve que Lionel Jospin (62 % de réponses positives en décembre) pour devancer quatre de ses ministres : Martine Aubry (49 %), Elisabeth Guigou (46 %), Ségolène Royal (43 %) et Dominique Voynet (39 %). Ce carré de dames gagnant s'est imposé, depuis des mois, en dépit de l'usure annoncée du pouvoir. Avec une belle constance, leurs « *cotes d'avenir* » devançant celles de toutes les personnalités de droite, comme de gauche, à l'exception du chef de l'Etat et du chef du gouvernement.

A droite même, la campagne victorieuse de Michèle Alliot-Marie pour la présidence du RPR illustre la mutation en cours. De façon paradoxale, la nouvelle cheftaine du mouvement gaulliste fustige la parité mais, par sa seule présence, protège l'opposition de l'accusation de conservatisme ou de ringardise que cette attitude pourrait nourrir. Tant elle démontre que les citadelles les mieux protégées du machisme en politique ne sont plus impenables.

Gérard Courtois

**LA GUERRE** du Kosovo, au début de 1999, a pu donner le sentiment que les intellectuels français cherchaient à renouer avec une tradition d'engagement dans les affaires du monde rappelant le temps des Sartre ou des Foucault, cela d'autant plus que l'« *engagement* » semblait un modèle en pleine déshérence depuis la chute du communisme. On s'illusionnerait, toutefois, si l'on voyait dans les voyages controversés de Régis Debray à Pristina, ou, en remontant un peu dans le temps, dans les salves de pétitions et de contre-pétitions échangées à l'occasion des grèves de décembre 1995 contre le plan de réforme de la Sécurité sociale, la traduction d'un regain durable de la fonction dite « *charismatique* » prêtée aux écrivains, aux savants et aussi, désormais, aux cinéastes.

L'intellectuel, au début du nouveau siècle, n'est déjà plus celui dont le type apparut avec les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle s'est cristallisé à l'époque de l'affaire Dreyfus. Entre-temps, les dérives des « *compagnons de route* » d'une espérance révolutionnaire révolue ont sérieusement mis à mal la légitimité éthique de l'engagement. Sur le Kosovo justement, les voix les plus constantes et les plus pertinentes n'ont-elles pas été celles des experts et des chercheurs, des spécialistes, dont l'intervention dans le débat public ne se satisfait pas forcément du simple exercice des sciences sociales, fût-ce de la pratique d'une « *sociologie critique* » inspirée par Pierre Bourdieu ?

D'où le rôle nouveau des comités en tout genre où se croisent militants et savants pour une action, ponctuelle par nature. Ce style renouvelé d'engagement n'a plus rien à voir avec le paradigme de l'intellectuel taillé sur le patron du « *révolutionnaire professionnel* », hérité des traditions blanquiste ou léniniste. Cette évolution n'est d'ailleurs pas sans susciter une inquiétude légitime face aux dangers de toute expertise ou science mobilisées au service d'une cause, aussi juste fût-elle.

Epuisement des « *grands écrivains* », fin du « *consultant universel* », désagrégation de l'idéal

caractéristique du XIX<sup>e</sup> siècle d'une fusion organique entre l'intellectuel et le « *peuple* » – à quoi doit-on rattacher peut-être un phénomène plus récent et plus prosaïque : l'éloignement des universités des grands centres urbains –, le constat paraît s'imposer de lui-même : l'intellectuel « *généraliste* » est bel et bien une figure disparaisante, même si elle perdure parfois dans les médias, en état de survie artificielle. Pourtant, c'est aussi un fait, la nostalgie de cette figure demeure. Si le deuil des errements de l'antifascisme intellectuel manipulé par l'URSS de Staline ne requiert pas de grands efforts, on se résignera moins facilement à ne plus entendre les grandes paroles prononcées au nom de la raison et de la morale. Celles du « *J'accuse* » de Zola, par exemple.

### « BLESSURE NARCISSIQUE »

Le sociologue Serge Moscovici – par ailleurs un des pionniers de l'écologie politique –, dans un ouvrage consacré aux nouvelles formes d'engagement (*Raison et conviction*, éd. Textuel), évoquait récemment la « *blesseure narcissique* » des intellectuels d'aujourd'hui confrontés à un monde qu'ils pouvaient imaginer avoir façonné depuis les Lumières, mais dans lequel ils n'occupent plus une place culturelle centrale. *A contrario*, on peut se demander si, comme le suggère dans la livraison d'octobre 1999 de *La Revue socialiste* Pierre Hassner, directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), « *un tout petit début de société civile mondiale (...)* perceptible à travers l'activité des ONG », sera propre à redonner du sens à une fonction contestataire de l'intellectuel, à l'œuvre dans les polémiques qui ont accompagné les négociations ratées de l'OMC.

Peut-être l'effet de nostalgie découle-t-il finalement de ce que toute intelligentsia se passe avec peine de l'« *appel aux masses* », celui-ci fût-il mythique. Surtout dans un foyer comme Paris, repoussé aux marges de l'Europe d'après 1989, mais que ni Berlin, ni Londres, ni New York n'ont, jusque-là, vraiment remplacé.

Nicolas Weill

# Le capitalisme français s'émancipe de l'Etat et obéit à de nouvelles règles du jeu

Les leviers traditionnels de la politique économique se grippent

Même pour la politique économique, la France change d'époque. Alors que les leviers traditionnels de l'action publique – la monnaie, le bud-

get, l'impôt – sont de plus en plus grippés, le marché prend une place croissante au détriment de l'Etat. De la bataille dans le secteur bancaire

jusqu'à l'« affaire Michelin », de nombreux indices attestent que le capitalisme français obéit désormais à des règles nouvelles.

culaire car, dans la foulée, la France se conforme au pacte de stabilité européen et ne peut plus songer – dans la vieille tradition keynésienne chère à la gauche – d'user du budget pour amortir les chocs économiques. Plus question de relancer les dépenses quand la croissance faiblit ou de laisser filer les déficits : avec le programme français, arrêté en janvier, la politique budgétaire est désormais encadrée, pour les années suivantes, dans des rails dont elle ne peut sortir sous peine de lourdes sanctions financières, ce qui la contraint à limiter ses dépenses et à réduire continûment ses déficits. Ce n'est donc peut-être pas la fin de la

prennent le pas sur les impératifs de justice fiscale, les certitudes d'hier sont brutalement ébranlées. Peut-on ainsi encore concevoir que l'impôt sur le revenu puisse avoir un taux « marginal » d'imposition parmi les plus élevés d'Europe, qui culmine à 54 %, sans craindre que des cadres de haut niveau ne soient tentés de s'expatrier à Londres ou au Luxembourg, pour travailler dans des pays fiscalement plus accueillants ? Peut-on continuer à taxer à 40 % les plus-values sur les stock-options sans s'exposer au même danger ?

Au risque de froisser ses camarades socialistes qui ne sont pas tous disposés à renoncer à leurs

France 2 à commenter les annonces de Michelin – une nouvelle vague de suppression d'emplois et des profits en hausse –, il doit se résigner à avouer que l'Etat n'a guère son mot à dire dans la conduite d'une entreprise privée (*lire ci-contre*).

#### SYSTÈME D'ENDOGAMIE

Autre illustration, plus spectaculaire encore, le ministre des finances – dans le bureau duquel se prenaient jusque-là toutes les grandes décisions concernant la place de Paris – est réduit à un rôle de spectateur quand éclate, quelques mois auparavant, la grande bataille boursière entre la BNP, la Société générale et Paribas. Pour la première fois en France, dans une affaire de ce genre, dont tout l'avenir du secteur bancaire va dépendre, ce sont les actionnaires qui détiennent le pouvoir de décision. L'épilogue est d'ailleurs, à lui seul, révélateur de ce brutal changement d'époque. Comme la France, vieux pays jacobin, n'a toujours connu qu'un capitalisme vivant dans un système d'endogamie avec l'Etat, elle ne dispose pas d'une législation adaptée au capitalisme de marché qui émerge. La fin de la bataille boursière tourne donc à la confusion, et les arbitrages rendus par les autorités de tutelle (Commission des opérations de Bourse, Comité des établissements de crédit) pour départager les protagonistes n'apparaissent pas incontestables.

Conscient de ces lacunes, le gouvernement annonce donc à l'automne qu'il va dans les premiers mois de 2000 dévoiler un projet de loi déterminant de nouvelles « régulations économiques ». En clair, il ne s'agit pas de redonner à l'Etat un pouvoir qu'il a définitivement perdu, mais de définir des « règles » pour que le marché fonctionne harmonieusement. Dans ce projet, il y a donc une forme d'aveu : c'est bel et bien le marché qui est devenu le véritable maître du jeu.

*Laurent Mauduit*

## Les « partenaires sociaux » sont à bout de souffle

LE PARITARISME, ce système de cogestion et de négociation qui a façonné le paysage social français depuis l'après-guerre, est à bout de souffle. Il se « meurt dans la perte de toute autonomie », soulignait Ernest-Antoine Seillière dans un « point de vue » publié par *Le Monde* (nos éditions du 11 décembre). La responsabilité partagée des syndicats et du patronat, gestionnaires, depuis 1945, des caisses de Sécurité sociale, de l'Agirc (retraite complémentaire des cadres) depuis 1947, de l'Unedic (assurance-chômage) depuis 1958, et de l'Arrco (retraite complémentaire des non-cadres) depuis 1962, ne serait plus qu'un leurre. L'Etat décide de tout, estime le Medef, parfois rejoint dans cette critique par les organisations syndicales. La CFDT n'a cessé, depuis deux ans, de dénoncer une vraie-fausse concertation sur tous les grands projets du gouvernement.

La seconde loi sur les 35 heures et le budget 2000 de la Sécurité sociale ont précipité une crise amorcée depuis plus d'une décennie. Bien que responsables des cotisations sociales, les partenaires sociaux ont vu leur influence diminuer, sous la droite comme sous la gauche. Plusieurs

grandes étapes ont marqué cette évolution. En 1991, le gouvernement de Michel Rocard a inventé une nouvelle cotisation, la contribution sociale généralisée (CSG). Six ans plus tard, Martine Aubry a réalisé le basculement massif des cotisations maladie des salariés vers une CSG élargie à l'ensemble des revenus. La crise aidant, l'Unedic, en situation de quasi-faillite, avait été contrainte, de son côté, d'appeler à la rescousse l'Etat, en 1993. Ce prêt a resurgi, en 1999, au rayon des contentieux. Entre-temps, les plans antichômage se sont succédé, et les gouvernements ont décidé à leur guise des allègements ou des modulations de charges patronales, sans que celles-ci soient toujours compensées dans les recettes de la « Sécu ». Les ordonnances d'Alain Juppé, enfin, ont opéré un tournant décisif : depuis 1996, les parlementaires votent les recettes et les dépenses de la Sécurité sociale ; ce sont eux qui fixent ainsi, chaque année, la progression des dépenses de santé.

En juillet, les partenaires sociaux, Medef en tête, ont tenté de reprendre l'initiative en proposant un plan stratégique pour la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). Sur les 62 milliards

de francs d'économies affichés, la moitié concernait les hôpitaux. La ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a rejeté les trois quarts de ce plan, mais elle a, en contrepartie, offert une délégation de gestion à la CNAM sur la médecine ambulatoire. Peine perdue : le financement des 35 heures, loi honnie par le patronat, a achevé de semer la zizanie. Devant un front uni des partenaires sociaux, le gouvernement a été contraint de renoncer à mettre à contribution les régimes de protection sociale.

Le Medef a alors commencé une grève de la négociation et agité la menace de son départ, total ou partiel, des organismes sociaux. Tout le monde se prépare à cette échéance début 2000. « Conscient que les règles évoluent depuis sa mise en place », le PS s'est déclaré « prêt », le 13 décembre, à aller « vers un paritarisme rénové ». Mais beaucoup, à gauche, estiment que la « refondation sociale » proposée par le Medef à ses partenaires syndicaux est un « cheval de Troie », cachant dans ses flancs la privatisation de la « Sécu ».

*Isabelle Mandraud*

## Vivement la retraite, mais à quel prix ?

EN ATTENDANT la grande réforme promise, le dossier explosif des retraites aura déjà fait l'objet, en 1999, d'une vaste opération de déminage psychologique, menée en douceur par un gouvernement désormais acquis au principe de l'abandon de la retraite à soixante ans ou de l'introduction de fonds de pension dans le système par répartition. C'est qu'au temps du « Vivement la retraite !», soupir poussé tout au long du siècle par des générations de salariés, succède celui de l'incertitude.

La mission exploratoire confiée au commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, dont les conclusions devaient être « aussi largement partagées que possible par les partenaires sociaux et les gestionnaires des différents régimes », a abouti à des prévisions alarmistes. Le Plan prévoit un triplement des dépenses de retraite dans les quarante ans à venir, ren-

dant inévitable un recul de l'âge de cessation d'activité pour « sauver » le système par répartition.

Instruit des leçons du passé et, notamment, de l'échec cuisant d'Alain Juppé – après avoir tenté, en 1995, de réformer à la hussarde le système de retraite des fonctionnaires, il avait dû faire machine arrière sous la pression de la rue –, le gouvernement de Lionel Jospin avait pris ses précautions en misant sur la concertation et en laissant à d'autres le soin d'annoncer les mauvaises nouvelles. Dès janvier, toutefois, M. Jospin n'écartait plus « *l'idée de travailler plus longtemps* », estimant que « *les césures jusqu'ici fortement marquées que sont la jeunesse et la formation, l'activité professionnelle et la retraite, s'estomperont progressivement* ». Le rapport Charpin à peine achevé, le premier ministre annonçait une nouvelle phase de concertations avec les partenaires

sociaux, en majorité hostiles à l'allongement des durées de cotisation, en expliquant qu'« il est impossible de ne rien faire », mais que « nous avons le temps ».

#### RÉVOLUTION IDÉOLOGIQUE

Sans que M. Jospin se prononce, à ce stade, sur les réformes envisagées, un autre tabou allait être brisé, celui des fonds de pension, rebaptisés « *fonds partenariaux d'épargne salariale* » par le Parti socialiste. Longtemps perçu par la gauche comme une menace pour le système collectif des retraites par répartition, la retraite par capitalisation individuelle est une « idée » que « personne ne conteste », déclare M. Jospin, une voie dans laquelle il « *faut poursuivre* », ajoute le ministre de l'économie et des finances Dominique Strauss-Khan. A trois conditions, précise Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solida-

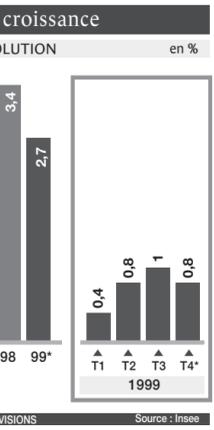
rité : que ces fonds s'adressent à tous les salariés qui le souhaitent, qu'ils soient gérés collectivement et qu'ils soient partiellement investis dans l'entreprise.

M. Jospin prend donc du temps avant de s'engager personnellement sur un dossier à propos duquel Michel Rocard, alors premier ministre, avait déclaré en 1991, qu'il était susceptible de « faire sauter » n'importe quel gouvernement. Il n'a pas attendu, en revanche, pour entreprendre une révolution idéologique : celle qui voit une partie de la gauche se préparer à une autre vision de la répartition du temps de vie entre activité professionnelle, formation et retraite ; et accepter, au moins dans son principe, le basculement progressif d'un système de solidarité collectif vers l'assurance individuelle.

*Alexandre Garcia*

## La croissance en 1999 a avoisiné les 2,7 %

LES derniers chiffres de l'Insee sur la croissance au troisième trimestre 1999 laissent présager qu'elle sera proche de 2,7 %, puisque l'acquis de croissance à la fin septembre était de 2,5 %. Le rebond de l'économie, qui a suivi le « *trou d'air* », a été plus vigoureux que prévu. Alors que le premier semestre a été marqué par un net ralentissement des exportations, des investissements et de la production, tous ces indicateurs sont repartis à la hausse dans la deuxième partie de l'année. La consommation des ménages s'est maintenue à un niveau très satisfaisant. Sur les trois premiers trimestres, près de 220 000 emplois ont été créés dans le secteur marchand. Par ailleurs, 100 000 emplois-jeunes seront mis en place sur l'année.



## M<sup>me</sup> Alliot-Marie succède à M. Sarkozy et à M. Séguin à la présidence du RPR

APRÈS une intense campagne interne de plus de deux mois, les adhérents du RPR ont finalement élu Michèle Alliot-Marie à la présidence de leur mouvement, le 4 décembre. La députée des Pyrénées-Atlantiques a devancé au second tour le candidat soutenu par l'Elysée, Jean-Paul Delevoye, sénateur du Pas-de-Calais, avec 69,87 % des suffrages. M<sup>me</sup> Alliot-Marie est la troisième à présider le RPR depuis le début de 1999, année de crise pour le parti de Jacques Chirac. Le 16 avril, en pleine campagne pour les élections européennes, Philippe Séguin avait annoncé sa démission en même temps qu'il renonçait à « *défendre la politique du président de la République* » à la tête de la liste RPR-DL. Nicolas Sarkozy, qui assurait son intérim à la présidence du mouvement, avait à son tour démissionné le 14 juin, au lendemain des élections européennes. La liste RPR-DL, que conduisait M. Sarkozy, n'avait obtenu que 12,82 % des voix, c'est-à-dire moins que celle de Charles Pasqua et Philippe de Villiers (13,05 %).

## L'extrême droite est affaiblie après la scission du Front national

LE CONGRÈS extraordinaire organisé les 23 et 24 janvier à Mari-gnane (Bouches-du-Rhône) par Bruno Mégret et ses partisans, fraîchement exclus du Front national, a officialisé la scission du parti d'extrême droite avec la création du Front national-Mouvement national (FN-MN), frère jumeau du FN de Jean-Marie Le Pen. Dans les mois qui suivent, mégrétistes et lepémistes s'affrontent violemment, d'abord devant les tribunaux, pour revendiquer sigle et logo du FN, puis aux élections européennes de juin. Le 11 mai, le tribunal de grande instance de Paris a jugé que seul Jean-Marie Le Pen pouvait prétendre au sigle et au logo du Front national. Le 13 juin, la liste conduite par M. Le Pen ne recueille que 5,69 % des voix, et celle de M. Mégret 3,28 %. Avec un total de 8,97 % des suffrages exprimés, l'extrême droite fait moins qu'aux européennes de 1994 (10,52 %) et arrive loin derrière les 15 % de M. Le Pen à la présidentielle de 1995 et des 14,94 % du FN aux législatives de 1997.

#### DÉPÊCHES

■ **POPULARITÉ** : la cote de confiance du premier ministre est restée exceptionnellement élevée en novembre. Lionel Jospin recueille 62 % d'opinions favorables, selon la dernière enquête de la Sofres, 61 % pour Ipsos, 59 % pour BVA et Louis-Harris, 58 % pour CSA et 56 % pour l'IFOP. En dépit d'une rentrée hésitante et de la démission de Dominique Strauss-Kahn, la popularité du chef du gouvernement devance, à nouveau, celle du président de la République.

■ **PCF-CGT** : à l'initiative de Bernard Thibault, élu secrétaire général le 6 février, la CGT a décidé de ne pas participer à la manifestation pour l'emploi du 16 octobre organisée à l'initiative de Robert Hue, secrétaire national du PCF. M. Thibault a justifié sa décision par les « *caractéristiques éminemment politiques* » de cette manifestation, à laquelle il s'est néanmoins rendu à titre personnel. M. Hue s'est « *félicité qu'il n'y ait plus cette courroie de transmission* » entre la CGT et le PCF.

■ **SOUVERAINISME** : le Rassemblement pour la France, parti créé par Charles Pasqua et Philippe de Villiers au lendemain des élections européennes du 13 juin, a tenu son congrès constitutif les 20 et 21 novembre, à Paris. Il a été dominé par les tenants d'une ligne politique clairement identifiée à droite, incarnée, outre par M. de Villiers, par l'ancien préfet du Var Jean-Charles Marchiani, aujourd'hui député européen.

■ **GAUCHE** : Daniel Cohn-Bendit, dont la liste Verte a obtenu 9,72 % des voix aux élections européennes, a annoncé, dans un entretien à *Libération* du 17 juin, son intention de demeurer présent sur la scène politique française, notamment pour y structurer une « *troisième gauche* ». En France, ajoutait-il, « *il y a une chose qui complique tout : c'est l'héritage des grèves de 1995. Il est temps de dépasser cela. La troisième gauche, c'est refuser le néolibéralisme sans buter sur un néotraditionalisme* ».

■ **PARIS** : Xavier Tiberi a affirmé, dans un entretien au *Monde* (daté 12-13 septembre), que son époux, Jean Tiberi, « *a payé un très lourd tribut à ce qui s'est passé avant lui* » à la Mairie de Paris. « *C'est un bouc émissaire, un fusible*, a ajouté M<sup>me</sup> Tiberi. *Ce qui arrive à Jean, c'est "haro sur le baudet" !*»

■ **COUVERTURE SOCIALE** : le projet de loi créant la couverture maladie universelle (CMU) a été définitivement adopté le 30 juin par l'Assemblée nationale. Le texte de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, doit permettre à 150 000 Français d'accéder au régime de base de la Sécurité sociale, et à 6 millions de personnes de bénéficier d'une couverture complémentaire gratuite, sous condition de ressources (3 500 francs de revenus par mois).

■ **GUERRE D'ALGÉRIE** : la proposition de loi du député socialiste Jacques Floch (Loire-Atlantique) visant à reconnaître la « *guerre d'Algérie* » – jusque-là dénommée « *opérations de maintien de l'ordre* » – et la qualité d'ancien combattant à ceux qui ont participé aux opérations en Afrique du Nord entre 1954 et 1962 a été adoptée, à l'unanimité, par l'Assemblée nationale, le 10 juin, puis – dans les mêmes termes – par le Sénat, le 5 octobre. Le texte a été promulgué le 7 octobre.

■ **CHASSE** : Jean Saint-Josse, président de Chasse, pêche, nature et traditions, dont la liste a obtenu 6,77 % des voix aux européennes, a qualifié d'« *idiotie la plus complète* » l'interdiction de la chasse le mercredi, préconisée par le rapport remis, le 18 novembre, à Lionel Jospin par François Patriat, député socialiste de Côte-d'Or.



10 / LE MONDE / SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000

# L'adoption du PACS, voté le 13 octobre, confère un statut légal aux couples non mariés

Les mouvements homosexuels ont salué cette « victoire », qu'ils jugent pourtant insuffisante

Le PACS est l'aboutissement d'une décennie de lutte des associations d'homosexuel(le)s relayées par la gauche. Du « contrat de partenariat civil »,

**JEUDI 18 NOVEMBRE**, tribunal d'instance de Lille (Nord). Après dix-neuf années de vie commune, Francis et Dominique sont les premiers en France à signer un PACS. PACS comme pacte civil de solidarité, contrat qui confère un statut légal aux couples non mariés, hétérosexuels comme homosexuels.

Depuis la promulgation de la loi par Jacques Chirac, le 15 novembre, deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, peuvent organiser leur vie commune en concluant un contrat au tribunal d'instance. A mi-chemin entre concubinage et mariage, le PACS est l'aboutissement d'une décennie de lutte des associations d'homosexuel(le)s, relayées par la gauche. C'est l'épidémie de sida, et ses conséquences dramatiques, qui, à la fin des années 80, met en lumière le vide juridique entourant les couples de même sexe en France. Exemple emblématique mis en avant par les associations, le droit ne prévoit aucune possibilité de transfert de bail entre concubins homosexuels en cas de décès de l'un des partenaires.

Première ébauche d'un statut du couple homosexuel, le « contrat de partenariat civil » imaginé en 1990 par le sénateur de l'Essonne Jean-Luc Mélenchon (PS) fait des émules à gauche – Jean-Paul Poulliquen, proche de Jean-Pierre Chevènement, fonde en 1991 le Collectif pour le contrat d'union civile – mais ne convainc à l'époque

imaginé en 1990, au « CUC », puis au « CUS », les projets successifs se multiplient jusqu'à ce 13 octobre, où le pacte civil de solidarité (PACS), mal-

qu'une poignée de députés socialistes. Ils ne sont que huit, en novembre 1992, à signer la proposition de loi sur le contrat d'union civile (CUC). En octobre 1995, l'association Aides et les promoteurs du CUC lancent le contrat d'union sociale (CUS), qui sera repris par les élus du PS. Le candidat Lionel Jospin s'abstient d'un quelconque engagement à ce sujet pendant la campagne législative de 1997.

« **VENDREDI NOIR** »

Mais, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, le mouvement est irréversible. Les propositions se multiplient au sein de la majorité. Au printemps 1998, Jean-Pierre Michel (MDC, Haute-Saône) et Patrick Bloche (PS, Paris) sont chargés d'en rédiger la synthèse. C'est le PACS, dont la discussion à l'Assemblée nationale s'ouvrit sur un faux pas de la majorité plurielle, le 9 octobre 1998 : ce jour-là, la droite, venue en force dans l'Hémicycle, met la gauche en minorité et adopte l'irrecevabilité de la proposition de loi. Le groupe socialiste est K. O. Pour rattraper l'effet désastreux de ce « vendredi noir », la majorité rédige aussitôt une nouvelle mouture du PACS qui sera votée à l'usure, un an plus tard, le 13 octobre 1999. Sept lectures successives à l'Assemblée et au Sénat, quelque 120 heures de débats, le PACS a sans doute été la proposition la plus contestée au Parlement en 1999.

mené des mois durant par une opposition passionnée ayant pour chef de file Christine Boutin (app. UDF, Yvelines), finit par être adopté.

Ce fut une véritable guerre de tranchées avec, en toile de fond, la pétition des « 19 000 maires pour la défense du mariage républicain ». A la tête des opposants, Christine Boutin (app. UDF, Yvelines) combat le PACS pendant plus de cinq heures à la tribune du Palais-Bourbon, le 3 novembre 1998, brandissant même la Bible dans l'Hémicycle. Le débat est émaillé, à droite, de dérapages homophobes et, à l'autre extrême, de menaces d'*outing* de la part de l'association Act-Up, qui ne tolère pas qu'un député présumé homosexuel de l'opposition participe à la manifestation anti-PACS du 31 janvier. Ce jour-là, quelque 100 000 personnes défilent derrière M<sup>me</sup> Boutin et les dirigeants des quatre principales religions. Les mots d'ordre – « *Les pédés au bûcher ! Pas de neveux pour les tantouzes !* » – sont pour le moins virulents. A droite, seule Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) soutient publiquement le texte.

Le débat a laissé des traces, et ouvre de nouvelles perspectives aux associations homosexuelles. Unanimentement, elles font du 13 octobre une date majeure dans l'histoire de l'homosexualité en France. Caroline Fourest, présidente du Centre gay et lesbien, parle de « *moment d'espoir* » : « *Même si ce texte ne nous offre pas l'égalité des droits, il va dans ce sens.* » Pour Aides, Daniel Borrillo évoque un tournant dans la banalisation de l'homosexualité. D'autant

que la loi s'accompagne d'une définition du concubinage dans le code civil qui n'exclut plus les couples homosexuels (« *Une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité, entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, qui vivent en couple* »), faisant ainsi échec à la jurisprudence de la Cour de cassation, selon laquelle le concubinage, et les droits qui y sont rattachés, sont réservés aux seuls couples hétérosexuels.

**PROPOS HOMOPHOBES**

Qualifié de « *demi-mesure* » par les associations, le PACS, signé au tribunal d'instance et non en mairie, n'est considéré que comme une étape : le délai imposé de trois ans avant l'imposition commune, le silence sur l'adoption et la procréation médicalement assistée, son faible impact sur l'établissement de la carte de séjour du « pacsé » de nationalité étrangère ont déçu. Mais les militants de la cause homosexuelle ont le sentiment d'avoir enregistré d'autres « *victoires* » : par sa violence, le débat sur le pacte a donné corps à la revendication d'une pénalisation des propos homophobes. Il a aussi rendu visibles les familles homoparentales, brandies comme autant d'épouvantails par la droite. Pour beaucoup, le PACS appelle d'autres réformes.

*Clarisse Fabre et Pascale Krémer*

## Bernard et Pascal, huit ans de vie commune : « Pour nous, c'était naturel »

**DANS LA VERSION** revisitée de *Peau d'Ane* que Pascal et Bernard présentent dans leur théâtre de marionnettes, un voleur déguisé en femme propose au Prince charmant de l'épouser, pour faire main basse sur sa fortune. Le prince décline l'offre. « *Un PACS, alors ?* », tente le voleur. « *Cela fait des mois qu'on fait cette blague, et les parents rigolent bien. La différence, c'est que maintenant on peut vraiment le dire.* » Mardi 23 novembre, le PACS de Pascal et Bernard a été enregistré au tribunal d'instance du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. C'était l'un des tout premiers en France.

Leurs discours entremêlés témoignent de huit ans de vie commune. « *Mais si, ta mère me l'a dit !* », lance l'un lorsque l'autre hésite sur son lieu de naissance. A deux voix, mais sans discordance, ils expliquent s'être longuement interrogés avant de conclure un PACS. « *Pourquoi ces différences avec le mariage, en termes d'imposition, de succession, d'adoption ? Homos ou hétéros, on est tous des êtres humains* », s'insurge

Pascal, pour qui la gauche a perdu son âme en voulant trop ménager la droite. « *Ce n'est pas exactement ce qu'on attendait* », glisse son compagnon. Pourquoi le certificat de vie commune qu'ils ont signé en 1996 n'est-il pas pris en compte dans les délais exigés avant l'ouverture des droits liés au PACS « *alors que, dès la signature du PACS, on est responsable des dettes de l'autre ?* »

« **UNE AVANCÉE DE LA SOCIÉTÉ** »

*« On a eu l'impression d'être un peu floués, reprend le premier, mais finalement, on s'est dit que ce n'était pas mal d'entrer dans l'an 2000 en prenant part à ce qui est tout de même une avancée de la société. On espère que d'autres lois suivront.* » Eux qui ne militent pas, au-delà d'un défilé, une fois l'an, à l'occasion de la Gay Pride, se flattent pourtant de faire partie de « ceux qui font bouger les choses ». Ils ont tenu à ce que leur PACS soit rapidement enregistré, « *pour que les autres n'aient pas peur* ». De ce court moment

passé au tribunal d'instance, il leur reste en mémoire une greffière en chef « *un peu émue* », qui veut sans doute trop bien faire. Elle se trompe de tampon, apposant un « *Copie* » sur le document original, et de date de naissance sur l'ordinateur, bien qu'elle ait l'acte de naissance sous les yeux. « *Alors que pour nous, c'était naturel. Cela fait un bout de temps qu'on partage tout !* »

Les formalités administratives préalables à l'enregistrement du pacte ne leur ont valu aucun regard en biais, s'étonnent-ils. « *On avait un peu peur. On se dévoilait, tout de même.* » La société, donc, a changé. Et le PACS accélérera encore ce mouvement, espèrent-ils : « *Les gens se diront que les homosexuels sont comme les autres puisqu'ils peuvent s'unir comme les autres.* » Le 23 novembre au soir, Pascal et Bernard ont bu le champagne avec des voisins qui les avaient invités à leur mariage quelques mois plus tôt.

*P. Kr.*

## Réforme des lycées, rénovation des collèges et grogne « anti-Allègre »

**LA RENTRÉE SCOLAIRE 1999** a été marquée par le lancement de la réforme des lycées, engagée par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, et la rénovation des collèges, décidée par la ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, Ségolène Royal. Soutien et aides individualisées pour les élèves en difficulté, efforts sur l'éducation à la citoyenneté en ont constitué les principaux axes en classes de sixième, cinquième et seconde. Le 30 septembre, 150 000 lycéens ont manifesté dans toute la France pour réclamer de meilleures conditions d'études. Le mouvement s'est prolongé en octobre, puis s'est essouffé. Tout au long de l'année, un climat de grogne a visé le ministre de l'éducation. Le 18 février, une « déclaration nationale unitaire » a ainsi été signée, à l'initiative des enseignants « anti-Allègre », par six syndicats et six associations de professeurs, afin de protester contre la politique de Claude Allègre. Plusieurs manifestations de rue, dont l'une a regroupé 15 000 personnes à Paris, ont suivi cette action.

## 39 morts dans la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc

**UN INCENDIE** provoqué par l'embrasement d'un camion au milieu du tunnel du Mont-Blanc (Haute-Savoie) provoque la mort de trente-neuf personnes, brûlées dans leurs véhicules, le 24 mars. Un premier rapport d'enquête, le 13 avril, ne relève pas de dysfonctionnement dans les procédures d'alerte, mais souligne des lacunes graves dans l'organisation des secours et dans le fonctionnement des systèmes de ventilation. Le 8 juillet, le rapport administratif franco-italien formule une série de recommandations *« préalables à une remise en service en sécurité de l'ouvrage »*.

## La France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme

**LA PATRIE** des droits de l'homme a été condamnée dans deux dossiers intéressant les libertés individuelles et publiques par la Cour européenne des droits de l'homme. Le 21 janvier, la France a été condamnée pour « *violation de la liberté d'expression* », en raison de la condamnation infligée par la justice hexagonale au *Canard enchaîné*, qui avait reproduit en 1989 les feuilles d'imposition de Jacques Calvet, alors PDG de Peugeot. Le 28 juillet, Paris a été condamné pour « *torture* » dans un dossier de sévices infligés par des policiers à un trafiquant d'héroïne placé en garde à vue. Les Pays-Bas se sont joints à la plainte déposée par cet homme de nationalité néerlandaise contre la France.

## La répression policière du 17 octobre 1961 sous le regard de la justice

**LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS** a jugé que Maurice Papon, préfet de police de Paris lors de la manifestation du FLN algérien, le 17 octobre 1961 dans la capitale, ne peut réclamer de dommages et intérêts à l'écrivain Jean-Luc Einaudi, qui a écrit dans *Le Monde* que la répression sanglante de ce défilé par la police française constituait un « *massacre* » commis par des « *forces de l'ordre agissant sous les ordres de Maurice Papon* ». Dans son jugement du 26 mars, le tribunal a stigmatisé le recours à une « *extrême violence* » par ces dernières. Un rapport rédigé par Jean Geronimi et remis à Lionel Jospin le 5 mai a, par ailleurs, établi que la répression de la manifestation a fait 48 morts, alors que le bilan officiel s'est longtemps limité à reconnaître 3 morts.

## Les abus d'alcool et de tabac assimilés aux abus de stupéfiants

**LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL** de lutte et de prévention contre la drogue et la toxicomanie a adopté, le 16 juin, un « *plan triennal de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances* » intégrant la consommation excessive d'alcool, le tabagisme et l'abus de médicaments au dispositif classique de lutte contre les drogues. Le gouvernement a ainsi suivi les recommandations avancées en janvier par Nicole Maestracci, présidente de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie, qui prônait une approche commune vis-à-vis de ces produits et des personnes qui en abusent, en particulier à l'égard des polytoxicomanes associant différents types de produits. Le comité interministériel a cependant rappelé que *« la consommation de stupéfiants est et doit rester prohibée »*.

## Trente personnes trouvent la mort dans les inondations du Sud

**CONSÉCUTIVES AUX PLUIES DILUVIENNES**, les inondations des 12 et 13 novembre provoquent la mort de trente personnes et causent d'énormes dégâts dans l'Aude, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales et le Tarn. Villages sous les eaux, maisons dévastées, cultures inondées, infrastructures de communication endommagées : la déferlante de boue a tout emporté sur son passage. La concomitance de deux phénomènes météorologiques extrêmes – de très fortes pluie et une tempête en mer entravant l'écoulement normal des rivières – a transformé le mauvais temps en catastrophe. Un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle a été pris pour déclencher les procédures d'indemnisation dans 329 communes.

## Le décès de Mounir Oubbaja déclenche des émeutes à Vauvert

**UN JEUNE HOMME DE DIX-NEUF ANS**, Mounir Oubbaja, est tué à Vauvert (Gard) par le propriétaire d'une voiture dont l'alarme venait de se déclencher, dans la nuit du 15 au 16 mai. L'auteur des coups de feu, un homme de trente-cinq ans, a tiré sans sommation depuis la fenêtre de son appartement. Ce drame provoque deux journées d'émeutes au cours desquelles vingt voitures et une demi-douzaine de cafés et de magasins sont détruits. Ces événements mettent en évidence l'exacerbation des tensions raciales entre les jeunes Maghrébins de la cité des Bosquets et les habitants du centre ancien de cette petite ville d'apparence calme mais où le vote Front national, comme le chômage, dépasse 20 %. La décision de la justice de remettre en liberté un jeune considéré comme fauteur de troubles est critiquée par le ministre de l'intérieur, qui met en cause le « *relâchement* » de la magistrature.

*Jean-Michel Dumay*

# RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000

## Corse : le découragement a laissé place à l'espoir

Commencée avec l'affaire Bonnet, 1999 se termine avec l'ouverture surprise d'un dialogue tous azimuts sous l'égide de Matignon et l'annonce d'un « cessez-le-feu » sans conditions du FLNC - canal historique. Ce nouveau processus laisse entrevoir un avenir qui ne serait plus dominé par la violence

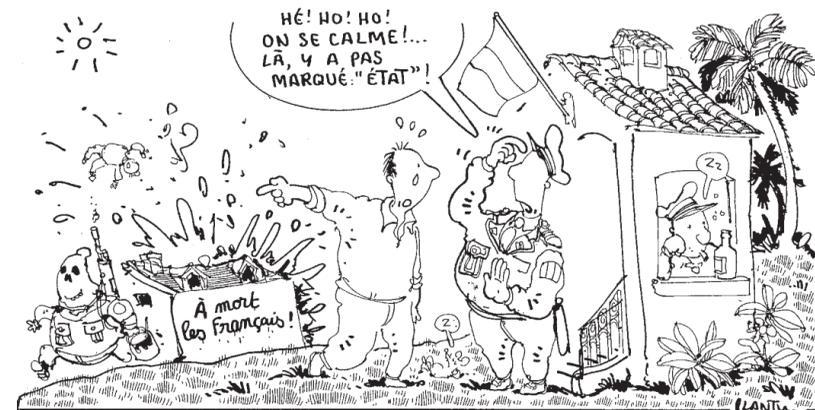
**UN PRÉFET** en prison, l'arrestation des organisateurs présumés du meurtre de son prédécesseur, un dialogue avec les élus soumis au préalable de la renonciation à la violence, puis entamé sans conditions. L'année 1999 en Corse aura été folle, porteuse de découragement, d'incompréhension, mais aussi, au bout du compte, d'espoir.

Envoyé sur l'île pour rétablir l'ordre après l'assassinat de Claude Erignac, le 6 février 1998, le préfet Bernard Bonnet est au centre de toutes les polémiques. Énergique, inflexible dans la recherche et la dénonciation de la moindre infraction au code pénal, il a des admirateurs inconditionnels, mais aussi de plus en plus d'ennemis. Ce républicain intransigeant, qui sort rarement de sa préfecture-bunker, a les nationalistes mais aussi les élus dans sa ligne de mire.

Sur l'île, les signaux d'alarme retentissent depuis longtemps. Comment le préfet pourrait-il assurer la légitimité de l'action publique, dans cette île rebelle, alors qu'il annonce, après une série d'attentats, que l'argent nécessaire à la reconstruction sera prélevé sur les crédits de développement ?

Si Paris, admiratif devant le courage de ce haut fonctionnaire d'exception, s'obstine à ne rien voir et à ne rien entendre, le corps électoral corse ne tarde pas à faire savoir ce qu'il en pense, d'autant que s'ajoute un nouveau sujet de mécontentement : les arrêtés Miot, qui révisent le système des successions dans l'île depuis deux siècles, ont été abrogés à la hussarde, par simple voie d'amendements parlementaires, lors de la discussion du projet de budget 1999.

Après l'annulation du scrutin de 1998, les élections territoriales de 1999 sont marquées par une forte



(18 novembre 1999.)

abstention, un recul des partis traditionnels, notamment de la gauche plurielle, au profit des nationalistes. Au premier tour, ils réalisent un score historique (23,45 % des voix). Quelques jours à peine après les élections, coup de tonnerre : le 3 mai, le préfet Bonnet est mis en garde à vue, soupçonné d'avoir organisé avec « ses » gendarmes du Groupe de pelotons de sécurité (GPS) l'incendie d'une, voire de deux paillotes de plage illégales.

### DÉCEPTION ET INCOMPRÉHENSION

Dans la tempête, Lionel Jospin résiste, arc-bouté sur l'argument qu'il s'agit d'une « affaire de l'Etat », non d'une « affaire d'Etat ». Quelques jours encore et le gouvernement reçoit enfin une bonne nouvelle : les assassins présumés du préfet Erignac sont identifiés et arrêtés, le 21 mai, après des mois de « guéguerre » entre la police, la gendarmerie et la magistrature. Seul le

tireur présumé, Yvan Colonna, est en fuite. Nouvelle polémique. Tous ces épisodes font rebondir le débat sur le statut de l'île dans la République. A peine réélu président de l'Assemblée de Corse, José Rossi se prononce pour de nouveaux transferts de pouvoirs, y compris législatifs, aux élus insulaires. Jean-Guy

Talamoni, chef de file des élus nationalistes, devient président de la commission chargée des affaires européennes.

Début septembre, M. Jospin effectue sur l'île son premier déplacement officiel depuis l'assassinat du préfet Erignac. Tout le monde s'attend à une initiative politique.

Mais devant l'Assemblée de Corse, le premier ministre se borne à faire de l'abandon de la violence un préalable à toute évolution. Ce qui, à Paris, est présenté comme une « main tendue », et refusée, suscite sur place incompréhension et déception, bien au-delà des rangs nationalistes. Ces derniers réagissent avec brutalité, reprennent les attentats, radicalisent leur discours en retrouvant des accents xénophobes qu'on croyait oubliés. Un mois se passe dans un climat délétère, aggravé par la publication des rapports de deux commissions d'enquête parlementaires, l'une du Sénat, l'autre de l'Assemblée nationale, qui mettent en lumière d'effarants dysfonctionnements au sein des forces de sécurité.

Le 25 novembre, la violence connaît une nouvelle escalade : deux attentats sont commis en plein jour contre des bâtiments administratifs à Ajaccio. Les employés ont eu à peine le temps d'évacuer. L'émotion est considérable, mais les manifestations de protestation réunissent beaucoup moins de monde que celles qui ont suivi l'assassinat du préfet Erignac. Comme si les Corses voulaient signifier aux politiques

que la balle est dans leur camp, pas dans celui de l'homme de la rue qui, las et découragé, n'en peut mais.

### AVEC TOUS ET SANS CONDITIONS

Cette fois, M. Jospin, lui aussi, a le sentiment qu'il faut sortir de l'impasse. Malgré ses réticences personnelles, malgré les positions inverses de Jean-Pierre Chevènement, il décide d'ouvrir le dialogue attendu, avec tous et sans conditions. Les élus de Corse sont invités à Paris. Pour la première fois, le 13 décembre, des nationalistes franchissent le seuil de l'hôtel Matignon. La réunion est un succès. Dix jours plus tard le FLNC - canal historique et trois autres groupes clandestins annoncent un « cessez-le-feu » sans « aucune condition, ni de temps, ni de lieu » comme « gage » de leur soutien au processus engagé. 1999 avait commencé, dans la morosité et l'inquiétude. 2000 s'ouvrira dans l'effervescence des idées, des réflexions et des projets que chacun est invité à mettre sur la table. Pour la première fois depuis longtemps, la Corse a l'impression d'avoir un avenir.

Jean-Louis Andreani

## Recensement : la France se rééquilibre

**PARFOIS**, les chiffres en disent long. Ainsi ceux du recensement que l'Insee a rendus publics, mardi 6 juillet. La France a franchi le seuil des 60 millions d'habitants (60 082 000), soit un léger ralentissement de la croissance démographique depuis le recensement de 1990. Mais, surtout, la carte du pays commence enfin à s'équilibrer : les grandes métropoles régionales ont le vent en poupe. Comme si, après des siècles de centralisme, la tendance à tout concentrer, jusqu'à l'étouffement, sur Paris et l'Île-de-France s'inversait. Au palmarès de la plus forte progression - plus de trois fois la moyenne nationale - figurent Nantes (+9,6 %), Toulouse (+8,9 %), Montpellier (+8,1 %) et Lyon (+7,1 %). Qui dit accroissement de la population dit emplois, développement économique, universitaire et culturel. Les lieux communs sur la province où rien ne bouge ont pris un coup de vieux...

Pendant ce temps, Paris (-1,7 %) et les communes de sa première couronne ont perdu un peu de leurs habitants : ceux qui quittent la région parisienne sont plus nombreux que ceux qui y arrivent. Ce solde négatif révèle les difficultés de la vie quotidienne dans Paris et sa proche banlieue (transports, environnement) mais aussi l'attrait des capitales régionales.

Ce rééquilibrage du territoire est d'abord citadin : en attendant que l'Insee affine ses statistiques, on peut estimer que 80 % de la population vit désormais en zone urbaine ou périurbaine. Ces nouveaux espaces, à la limite incertaine des villes et des campagnes, concentrent désormais près de 20 % de la population française. Dans le même mouvement, le rural « profond » continue à perdre des habitants. Un dépeuplement particulièrement sensible dans le Massif central.

Les régions ne sont pas égales devant les statistiques. Dans dix-huit d'entre elles, comme dans les quatre départements d'outre-mer, la population augmente, le record de progression étant détenu par le Languedoc-Roussillon. Mais elle

diminue en Bourgogne, en Champagne-Ardenne, en Auvergne et dans le Limousin. Et près de la moitié (43 %) de la population est concentrée en Île-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais.

Le recensement souligne donc, aussi, de profondes inégalités territoriales. Malgré la décentralisation et les marges de manœuvre offertes aux collectivités locales - qui expliquent en partie le dynamisme des grandes métropoles -, le pays souffre toujours d'un éparpillement des niveaux de décision, principalement pour les communes. Leur nombre, 36 000, laisse la plupart d'entre elles sans moyens réels pour mener des politiques efficaces et, notamment, enrayer le déclin rural.

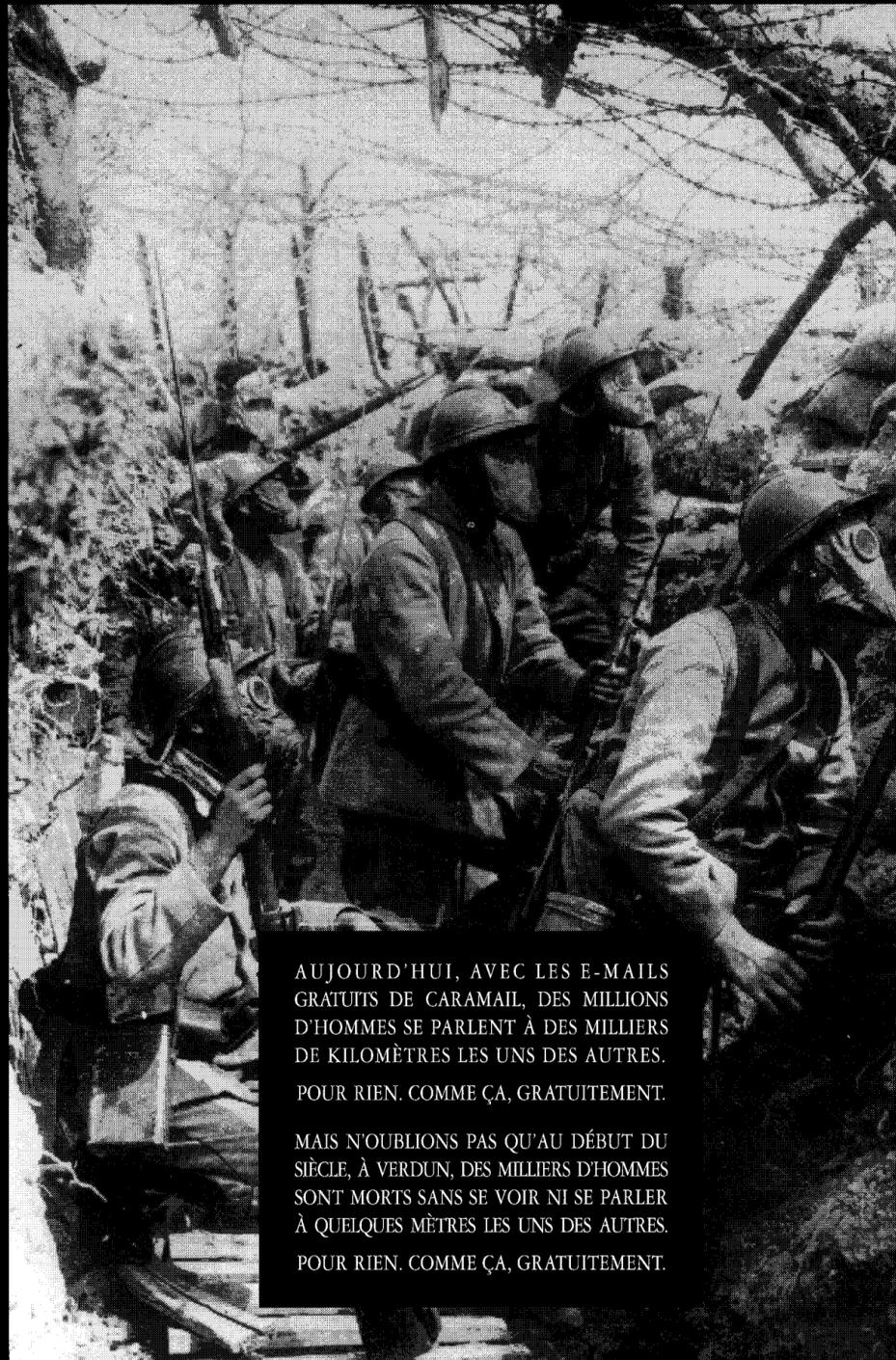
### PRIVILÉGIER LE « PAYS »

Deux lois, votées cette année, cherchent à compenser ces faiblesses chroniques. Celle de Dominique Voynet veut privilégier le « pays », espace correspondant à un bassin de vie et d'emploi. Il s'agit de dépasser les frontières des communes et des cantons pour favoriser des actions concertées sans mettre les maires, attachés à leurs prérogatives, sous la pression des fusions de communes. Celle de Jean-Pierre Chevènement a simplifié les trop nombreuses structures de coopération intercommunales, aux compétences parfois bien minces. Les nouvelles communautés d'agglomération semblent rencontrer le succès chez les élus, attirés peut-être par les incitations financières versées par l'Etat. Mais en contrepartie, ces communautés imposeront à leurs membres une taxe professionnelle unique.

Ces deux lois peuvent devenir des outils pour un aménagement plus équilibré du territoire et donc une répartition plus harmonieuse de la population. Avec le projet de l'Insee d'une procédure de recensement plus localisée et plus actualisée, les évolutions pourront, pour le siècle à venir, être observées au plus près.

Bruno Caussé

www.caramail.com



AUJOURD'HUI, AVEC LES E-MAILS GRATUITS DE CARAMAIL, DES MILLIONS D'HOMMES SE PARLENT À DES MILLIERS DE KILOMÈTRES LES UNS DES AUTRES. POUR RIEN. COMME ÇA, GRATUITEMENT. MAIS N'OUBLIONS PAS QU'AU DÉBUT DU SIÈCLE, À VERDUN, DES MILLIERS D'HOMMES SONT MORTS SANS SE VOIR NI SE PARLER À QUELQUES MÈTRES LES UNS DES AUTRES. POUR RIEN. COMME ÇA, GRATUITEMENT.

Verdun, 1916

Crédit photo : Roger Vautier

## HORIZONS

PORTRAIT

**R**OQUEFORT *around the clock...* Bien remis de son odyssée américaine, José Bové est de nouveau à l'aise dans ses charentaises. Mais déjà prêt à renfiler ses bottes de héros pour quelque tournée. Entre deux coups de téléphone, ce jour-là, il a trouvé le temps de laver les sols. Bouffarde au bec, dos à la cheminée de pierre, il a même commencé à déplier un courrier de ministre. Revoilà le prophète en son pays, la graine de non-violence a refait souche à Montredon-du-Larzac.

Si ce Joseph-là, évangélique en diable avec son bon troupeau, a été élu, c'est qu'il a gagné le gros lot d'un concours de circonstances. Si les Américains avaient choisi de taxer un autre fromage que le roquefort, si une magistrate n'avait pas décidé de « faire un exemple » avec un démonteur de McDo (alors que les auteurs identifiés de la mise à sac du ministère de l'environnement courent toujours) et si, surtout, le cofondateur de la Confédération paysanne n'avait pas été capable d'assurer meetings et interviews dans la langue de Steinbeck – « *the right man...* », comme ils disent – pour faire un tabac à Seattle, l'histoire récente se serait écrite autrement. Le petit western du *poor lonesome sheep-farmer* n'aurait pas survécu aux lumières d'août.

Pourtant, vu de près, José Bové n'est pas un ludion d'occasion, un gueulard de hasard. A part les moustaches et la vaillance, il n'a pas grand-chose d'Astérix, et, en se fiant aux apparences, c'est à Lech Walesa qu'il faudrait le comparer. Lui n'est pas Tarzan, comme avait pu le croire le premier ministre. Ni Nicoud. Internationaliste par pulsion et européen par raison, Bové est le contraire d'un souverainopoujadiste. Et ce n'est pas parce que la photo fondatrice du mythe est celle d'un homme entravé par des menottes (une posture préméditée, parce que « *l'image fait partie de l'action* », avoue ce pro de la communication) qu'on peut l'envelopper dans un fait divers.

Pour trouver plus pacifiste que Bové, il faut remonter à son maître, le philosophe américain Henri David Thoreau (1817-1862) – auteur de *La Désobéissance civique* et de *Walden ou la Vie dans les bois* – qui a inspiré Gandhi et le mouvement hippie. Sans qu'il songe à se comparer à eux, les autres frères sans armes de Bové sont Martin Luther King et César Chavez, leader des ouvriers agricoles mexicains. Dans sa bibliothèque, figure encore une floppée de traités sur la *Non Violent Direct Action*. D'autres ont soif de pouvoir, lui a le goût du contre-pouvoir.

Il n'empêche. C'est parmi les responsables de la FNSEA, ulcérés de voir leur position hégémonique bousculée par cet « *agitateur* », que l'on trouve les plus virulents détracteurs de Bové, allant jusqu'à lui reprocher de « *présenter la France comme le pays de la malbouffe* » ou d'être « *souvent à la limite de la légalité* », comme en attestent d'ailleurs ses fréquents démêlés avec la justice. « *Un jour, il a escaladé une estrade pour prendre Jean Puech (président du conseil général de l'Aveyron, sénateur, ancien ministre de l'agriculture) à la cravate !* », s'indigne Jean Laurens, président (FNSEA) de la chambre d'agriculture de l'Aveyron, qui ajoute : « *L'homme, pour moi, est un extraterrestre. On sait un peu mieux d'où il vient, mais on ne sait pas où il va. Il n'est pas de notre milieu...* » De même, Jacques Godfrain, maire (RPR) de Millau et ancien ministre, qui en veut à Bové d'avoir démenagé le mobilier de sa permanence lors des discussions sur le GATT, lui reproche, implicitement, d'être un « *Parisien* » ou un « *Bordelais* ». « *Depuis 1981, la gauche n'a jamais eu le courage d'affronter la FNSEA et ses lobbies, soupire en écho un Bové désillusionné, à croire qu'elle est obnubilée par le syndrome des camionneurs dans le Chili d'Allende.* »

Bové n'est pas un grand théoricien. S'il réussit à se faire entendre – et pas seulement à travers les « *gestes symboliquement forts* » qu'il affectionne –, c'est sans doute qu'il sait trouver les mots pour exprimer avec simplicité des convictions largement partagées. Lorsqu'il rejette les produits transgéniques, s'oppose au brevetage du vivant, refuse l'uniformisation symbolisée par la « *McDo-mination* », dénonce le pro-



JEAN-PIERRE FAVREAU

## José Bové ou le goût du contre-pouvoir

**Une petite enfance américaine, une jeunesse placée sous le signe du pacifisme, de l'objection de conscience et des idées subversives de Jacques Ellul, une vie de pionnier dans le Larzac, anonyme et sans histoire jusqu'au saccage d'un McDo à Millau. Quelques scènes de la vie de José Bové avant le sacre de Seattle**

ductivisme outrancier et le dumping subventionné ou plaide pour une agriculture multifonctionnelle, il réconcilie les survivants d'une certaine paysannerie et les citoyens-consommateurs déboussolés. L'effet Bové, ce serait d'abord une bouffée d'air frais dans un univers cynique où l'honnêteté n'est pas la vertu dominante.

**S**i sa parole, économe – il n'est pas un tribun et n'en revient pas d'avoir tenu vingt minutes à Seattle devant 2 800 personnes qui l'acclamèrent debout –, a du poids, c'est qu'il a mis son existence en accord avec ses idées pour réaliser son rêve modeste et fou. De Mururoa au Brésil et de la tour Eiffel – sous laquelle les « confédérés » campèrent huit jours – au Capitole, de coups de main en coups d'éclat – « *sans cogoules et en prévenant parfois la gendarmerie* » –, on ne se laisserait pas d'écouter les histoires de l'oncle José, au coin du feu.

« *Je suis un immigré de la deuxième génération* », plaisante-t-il en racontant que son père, luxembourgeois, a obtenu la nationalité française lorsqu'il fut nommé directeur régional de l'INRA pour l'Aquitaine et admis à l'Académie des sciences. Parce que ses parents, scientifiques et athés mais « *plutôt de droite* », sont allés poursuivre leurs recherches dans un labo de Berkeley, il a vécu, de trois à six ans et demi, en Californie. Il se souvient du camping dans les Rocheuses, des longues plages du Pacifique et n'a pas oublié que, lorsque ses parents lui parlaient français, il répondait en anglais. Reentrée en France, la famille Bové, qui comptera bientôt deux autres garçons – aujourd'hui ingénieur et informaticien, à tous égards loin du Larzac –, s'installe près de Versailles, et le petit « *Jo* », jeans et santiags pour panoplie, poursuit son « *trip américain* » en

allant se gaver de pop-corn et de films hollywoodiens sur la base de l'OTAN voisine.

Mis en pension « *chez les curés* » à Athis-Mons, José n'éprouve pas de désarroi rimbaldisiens mais se découvre « *réfractaire à l'autorité* ». Il affiche dans les couloirs du lycée la Déclaration des droits de l'homme, se voit infliger trop d'heures de colle pour les purger. En mai 68, il est en troisième et se contente d'occuper... le stade de l'école. Bon élève, il se fera virer pour avoir rendu une dissertation iconoclaste sur le thème des voyages-qui-forment-la-jeunesse. « *J'avais choisi le biais métaphorique du voyage intérieur, dans l'alcool, la drogue, la débauche, avant la prise de conscience et la rédemption, avec*

devant le Conseil d'Etat, qu'il apprend « *à traire les vaches, à faire les foins, à avoir les pieds sur terre...* ».

Il n'a que dix-huit ans, en 1971, lorsqu'il rencontre Alice, aujourd'hui son épouse, en peignant ensemble une banderole « *Halte à la militarisation* ». Etudiante à Sciences-Po, issue d'un « *milieu aisé et conservateur* », elle a été « *sensibilisée par l'Évangile* » et a milité dans l'aumônerie catholique et à la Jeunesse étudiante chrétienne. Elle croit au ciel, il n'y croit guère, mais l'essentiel doit être ailleurs, puisque ces deux tiers-mondistes s'y retrouvent. Très loin du marxisme, des maos et d'une « *pseudo-révolution culturelle* », mais dans le sillage du pasteur théologien Jacques Ellul,

**« Le démontage du McDo, c'était la prise de la Bastille ; la victoire de Seattle, l'émergence des Etats généraux. Et si maintenant on passait à la Constituante ? »**

*force citations de Baudelaire, Verlaine, Richepin ou Lautréamont... Exit l'élève Bové. Resté seul à Paris, il décrochera son bac, option économie, avec mention. « Pourtant, je passais beaucoup de temps dans les cinés du Quartier latin et dans les galas libertaires de la Mutualité avec Paco Ibanez ou Léo Ferré. »*

Ayant rejoint ses parents à Bordeaux, terroir maternel, le bachelier à la Vallès est déjà un rebelle. Avec une cause : le pacifisme. Il déserte hypokhagne et la fac, avant de pousser l'objection de conscience jusqu'à l'insoumission. C'est dans des fermes de Gironde puis des Pyrénées, où il a pris le maquis en attendant le résultat de son recours

à la Blaquièrre. « *Avec Alice, on était affectés à la taille des pierres. C'est un prêtre-ouvrier franciscain qui coordonnait ce chantier halluciné de trois cents amateurs où cohabitaient des scouts, des maos, des cathos, des prolos, des instits. De la confrontation avec les agriculteurs intégrés, déjà ficelés par la prolétarianisation, et des débats permanents s'est dégagée une pensée politique.* »

**A**PRÈS avoir embrassé la cause des peuples, José et Alice vont repeupler le causse. En février 1976, pour contrer les spéculateurs fonciers qui avaient racheté les terres convoitées par l'armée, les Bové, avec la première de leurs deux filles, Marie, âgée de cinq mois, jouent les pionniers. Ils squattent une ferme du hameau de Montredon, abandonné depuis 1920, s'éclairant au pétrole, tirant l'eau à la citerne et apprenant l'agnelage avec un voisin.

« *Le plus difficile, outre le manque de chauffage, c'était la pression de l'armée, qui s'est accentuée juste avant l'arrivée de la gauche au pouvoir*, raconte Alice Bové. *Un jour, je me suis retrouvée face à une colonne de chars et j'ai lancé un caillou contre une tourelle.* » Année après année, « *de la "lutte contre" à la construction d'une alternative* », et grâce à l'abandon du projet d'extension du camp, va s'écrire l'utopie du Larzac ; plus qu'un « *laboratoire foncier* », un monde à part où la solidarité perdure et où « *une dynamique économique est née d'une dynamique sociale* ».

Un quart de siècle après, José Bové, quarante-six ans, exploite dans un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) – à quatre – un cheptel de 350 brebis laitières, de 220 brebis à viande, de 10 vaches et de 40 cochons engraisés en plein air. Chaque mercredi d'été, sur la place du hameau, un marché de vente directe attire des centaines de chalands. José fait des grillades, on allume le four à pain pour les pizzas et, à l'occasion, on fait la fête sur le théâtre de verdure.

« *A certains nains jaloux de leur prospérité, je réponds qu'il y a vingt-cinq ans qu'ils labourent ce désert de ruines et de friches où l'on a ouvert une école qui accueille maintenant quarante gosses !* », s'enflamme Jean Laur, président de la Confédération du roquefort, ancien président de la chambre de commerce et d'industrie de Millau et, précise-t-il, « *sûrement pas de gauche* ». Ce « *notable* » est formel : « *Ce qu'ils ont réussi sur le plateau était tout simplement inenvisageable.* » Si, au sein du Syndicat des producteurs de roquefort, où la Confédération a arraché deux sièges, José est un rude négociateur sur les prix du lait de brebis face aux grands industriels (dont le groupe Besnier), ceux-ci seraient prêts à lui élever une statue. Avec ses 230 kilos de fromage offerts aux yankees, il a été le plus fûté des ambassadeurs.

Même si sa pratique de l'agit-prop l'avait aguéri, la résistance de Bové à un maelström médiatique aussi soudain qu'universel n'en est pas moins sidérante. Faire la « *une* » du *New York Times* et de *The Independent*, inscrire sa bouille de provo jovial sur tous les écrans de la planète, se faire confesser et encenser dans *L'Humanité*, être sacré croquant craquant par *Le Figaro Magazine*, bref, devenir l'homme de l'année en moins d'un trimestre... comment n'a-t-il pas disjoncté ? « *Il a une bonne santé, un bon équilibre, et même si, comme pendant ses vingt jours de détention, il lui arrive de douter, il s'appuie sur des bases solides parce que nous avons toujours eu une démarche d'approfondissement* », explique Alice, animatrice d'un centre d'initiatives rurales et engagée dans d'autres mouvements militants. Pour elle, la surchauffe a été « *stressante et difficile à vivre* », et elle souhaite que son mari reprenne l'exploitation, « *pour ne pas se laisser bouffer* ».

Alors qu'il incarne déjà la composante rurale d'un mouvement social revivifié, José Bové affirme n'avoir « *aucune ambition politique* » et ne pas croire à la révolution. Pourtant, sur la pointe du Montredon, qui domine le hameau aux toits de lauzes et d'où l'on prend de la hauteur pour embrasser un panorama exaltant, il peut se laisser aller à une boutade : « *Le démontage du McDo, c'était la prise de la Bastille ; la victoire de Seattle, l'émergence des Etats généraux... Et si maintenant on passait à la Constituante ?* »

Robert Belleret

# Les Français redécouvrent la fête

**APRÈS LA TRANSE COLLECTIVE** de juillet 1998 déclenchée par la victoire de la France lors de la Coupe du monde de football et la grande communion avec les astres célébrée par l'éclipse du 11 août 1999, on peut déjà se demander ce que sera la grande affaire de l'été 2000. « Rave-partie » géante, gigantesque parade en rollers, brocante à l'échelle du pays ? Depuis quelque temps, les Français témoignent d'un penchant prononcé pour tout ce qui se rapproche de la fête collective. A grande ou à petite échelle, fleurissent des rassemblements largement informels et ouverts, où les hiérarchies sociales sont apparemment mises entre parenthèses. Ni vraiment communautaires ni tout à fait identitaires, ces réjouissances se tiennent dans des lieux publics mais ressemblent plutôt à des événements privés.

La société française de la fin du XX<sup>e</sup> siècle reste profondément individualiste et se signale par une désaffection persistante à l'égard des organisations militantes. Cela ne l'empêche pas d'être agoraphile. Cet engouement pour le rassemblement festif prend des formes multiples, revigorant souvent des pratiques et des coutumes anciennes. Dès le retour des beaux jours, bals populaires et fêtes de village sont plébiscités. Sur le littoral, les rassemblements de grands voiliers attirent des millions de familles. A la campagne, les parcours cyclistes pour adeptes du VTT sont devenus une institution, tout comme les raids « sport-nature » à la montagne. En ville, on ne compte plus les essais de citadins en rollers qui, le vendredi, se retrouvent pour une virée nocturne à travers la cité. La ville devient spectacle : plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées sur les Champs-Élysées pour assister à un coucher de soleil dans l'axe de l'Arc de triomphe et de la grande arche de la Défense.

Désormais inévitables dans la plupart des communes, brocantes et vide-greniers expriment à leur façon un désir de partager des instants collectifs, de côtoyer des inconnus autour d'un thème commun, si ce n'est fédérateur. Il arrive que l'on dresse le couvert en pleine rue pour l'organisation d'un « repas de quartier » ou que l'on prenne possession d'une cour d'immeuble ou d'un hall d'entrée pour un méchoui entre locataires. Des grandes grèves de la fin de l'année 1995, certains conservent d'abord le souvenir de moments drôles, de petites solidarités de proximité et de rencontres comme seul le « système D » sait en offrir.

## COMMUNAUTÉS VIVANTES

A condition de rester financièrement abordables pour les jeunes, les festivals de musique sont pris d'assaut. Sans parler de la Fête de la musique, de la Technoparade ou de la Gay Pride, dont le côté festif est intimement lié à la vocation militante. Produit importé, la fête de Halloween – popularisée aux Etats-Unis, mais d'origine celte –, dont on mesure chaque année, fin octobre, la popularité croissante, est appréciée des enfants et souvent de leurs parents pour ses allures de kermesse vaguement transgressive. Cette année, les ventes de déguisements ont connu une hausse sans précédent. En particulier les modèles pour adultes... Ce penchant pour les rassemblements engendre également des usages virtuels, comme les agoras d'Internet. Des communautés mouvantes y discutent, jouent à distance et échangent des informations en fonction de leurs affinités.

Foin des angoisses millénaristes ; la convivialité est le mot de passe de l'époque. Pour mieux saisir le phénomène, les sociologues parlent d'une « effervescence sociale ». Une quête d'empathie qui serait la conséquence d'un recentrage de l'individu sur sa vie personnelle. La « valeur travail » et la toute-puissance du progrès technique ayant perdu de leur éclat, nous serions enclins à nous consacrer davantage à notre sphère privée.

Dionysos prendrait le pas sur Prométhée. La qualité du lien social, faite de petits bonheurs éphémères, serait enfin reconnue comme un élément essentiel de la qualité de la vie.

## BESOIN DE « VISCOSITÉ »

Dans une société où il est question de compétitivité à tous les étages, le succès des pratiques sportives plus orientées sur le simple plaisir du pratiquant que sur l'esprit de compétition apparaît comme un éloquent symbole. Les sports de « glisse » ou le VTT n'ont pas besoin de champions pour être populaires. Et la techno se passe très bien de stars médiatiques. La politique ne fait plus courir les jeunes. Ils préfèrent la musique et le sport.

Pour Michel Maffesoli, professeur de sociologie à la Sorbonne, le succès des regroupements spontanés évoque un besoin de « viscosité » engendré par le désenchantement collectif face aux normes traditionnelles du progrès et de la

réussite individuelle. « On aime coller à l'autre. Les gens ont envie d'être ensemble, pour peu qu'il y ait promesse d'effervescence festive, débridement », déclarait Michel Maffesoli en avril à Télérama. Dominique Desjeux, ethnologue et fondateur d'Argonautes, un centre de recherches privé, préfère évoquer une « effervescence civile ». « La tendance est nette mais elle n'est pas générale, nuance-t-il cependant. Il s'agit pour l'essentiel d'un phénomène de générations auquel sont surtout sensibles les 15-30 ans de la génération techno ainsi que nombre de 40-50 ans, appartenant à la génération du baby-boom. Marqués par l'esprit de convivialité issu de Mai 68, ils retrouvent un peu du répertoire de leurs vertes années. »

Apparemment, les Français redécouvrent la fête et deviennent des individus socialement extravertis. N'est-ce pas une bonne nouvelle avant d'aborder le nouveau millénaire ?

Jean-Michel Normand

# Noël à la plage par Alain le Querrec



# Les retrouvailles de la gauche européenne

Suite de la première page

Il reste que la « bande des quatre » a jugé bon d'afficher son entente, comme si les principales formations de centre gauche en Europe et aux Etats-Unis avaient choisi d'oublier leurs divergences passées pour faire désormais route commune. Car la nouveauté est là : dans l'apparence d'unité qu'offrent ou que veulent offrir les partis réformateurs des grands pays industriels à l'heure de la mondialisation du capitalisme, dans l'alliance qu'ils s'efforcent de nouer en suggérant qu'entre eux les ressemblances l'emportent désormais sur les différences.

Il est vrai que la question posée aujourd'hui à ces pays est à peu près la même : elle revient à se demander à partir de quel niveau de redistribution la création de richesses risque de se trouver pénalisée. Cette question se pose plus particulièrement à la « nouvelle gauche », partout où elle est au pouvoir, puisqu'elle cherche à contenir le rôle de la puissance publique entre l'Etat minimal des libéraux et le « tout-Etat » de la vieille gauche. Elle se distingue de la droite par son attention à la « question sociale » mais, à la différence du

socialisme d'antan, qu'influait fortement l'idéologie communiste, elle entend préserver la vitalité du capitalisme.

Comme l'écrivait dans *Le Monde* du 21 juin Henri Weber, sénateur, directeur de *La Revue socialiste*, organe théorique du PS, la démarche de Tony Blair « vise à répondre au dilemme de toute la social-démocratie européenne : comment concilier dynamisme économique et progrès social, efficacité et solidarité, dans le nouvel âge du capitalisme ? ». Ce « dilemme » est aussi celui que rencontrent les dirigeants américains et que Bill Clinton a tenté de résoudre.

Mais si les problèmes se posent d'une manière comparable, les façons d'y répondre varient selon les traditions nationales. La social-démocratie allemande, expliquent Alain Bergounioux et Bernard Manin (*Le Régime social-démocrate*, PUF, 1989), est fondée sur un « compromis », rendu possible par sa forte implantation syndicale, entre le capital et le travail, dont les termes ont été, pendant les années de crise, « la sauvegarde de l'emploi en contrepartie de la modération salariale ». Le travaillisme britannique, que les auteurs qualifient de « social-démocratie malheureuse », est allergique à des compromis stables parce qu'il est lié à un mouvement syndical non centralisé. Le socialisme français, qui n'a pas pour partenaires des syndicats puissants, n'a jamais adhéré « aux principes du compromis frontal et de la modération volontaire ». Quant au Parti démocrate américain, il apparaît plutôt comme « un

conglomérat d'intérêts sectoriels et géographiques ». Aussi schématiques soient ces distinctions, elles expliquent que, dans l'histoire de la gauche non communiste, la diversité l'a toujours emporté sur l'unité.

En va-t-il autrement aujourd'hui ? Massimo D'Alema a pris soin de préciser, à l'issue de la rencontre de Florence, que celle-ci ne visait pas à définir un « modèle », qui s'imposerait à tous les partis de centre gauche, mais à permettre « une comparaison des idées et des expériences ». Ces « idées » et ces « expériences » restent en effet, pour une large part, propres à chaque pays. « Chacun de nos mouvements recherche la modernité », a souligné Lionel Jospin le 7 décembre au congrès du SP. Il le fait à sa façon. Avec ses références. Avec son histoire nationale. Avec sa culture politique. Et c'est très bien ainsi. » Quant à Tony Blair, il avait déclaré le 8 novembre devant le congrès de l'Internationale socialiste : « Nous devons trouver différentes voies, adaptées à nos différents pays, pour atteindre les mêmes buts. »

Le premier ministre britannique n'avait pas tort d'ajouter que le débat, selon lui, portait moins sur la nécessité de la modernisation que sur ses modalités et sur son rythme. La question, disait-il, n'est plus de savoir s'il faut changer mais « comment et à quelle vitesse ». De ce point de vue, l'un des facteurs décisifs, directement issu de l'histoire de chaque nation, est le rapport à l'Etat, plus ou moins positif, plus ou moins confiant, selon les peuples. Les Fran-

çais, on le sait, attendent beaucoup des interventions de la puissance publique, alors que les Américains cherchent surtout à s'en protéger, les Anglais et les Allemands occupant, à cet égard, des positions intermédiaires – comme le montre, par exemple, pour la Grande-Bretagne, un récent sondage, rapporté par le *Guardian* du 29 novembre, selon lequel une majorité de personnes, tout en acceptant une diminution du rôle de l'Etat, donne à celui-ci plus d'importance que ne le font les théoriciens de la « troisième voie ».

Ces différences nationales rendent difficile une démarche commune, même si les leaders des quatre pays appartiennent à des « partis frères ». Toutefois chacun d'eux peut être tenté de profiter de l'image des autres, au gré de ses intérêts et de ses calculs. Ainsi Gerhard Schröder a-t-il voulu, en signant en juin un manifeste avec Tony Blair, se servir de la « modernité » du premier ministre britannique, quitte à changer de pied en décembre en se réclamant de la caution sociale de Lionel Jospin.

De même, la présence de Bill Clinton n'avait pas tort d'ajouter pour les dirigeants européens un gage de leur autorité internationale. On pourrait montrer comment, selon les circonstances, le profil de l'un ou de l'autre est utilisé par ses partenaires pour séduire une partie de son opinion publique. Entre les chefs de la nouvelle gauche, l'alliance est autant politique, sinon plus, qu'idéologique.

Thomas Ferenczi

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

# Un siècle américain

**A**INSI, la grande peur du moment serait celle du bogue. Elle nous vient d'Amérique : les ordinateurs viennent de là-bas. S'ils sont devenus omniprésents dans notre vie quotidienne, c'est que l'Amérique l'est aussi. Entrer dans l'an 2000 en tremblant à la perspective d'un maudit bogue, c'est, d'une certaine façon, rendre un hommage inattendu au triomphe de l'american way of life, le style de vie américain. Ce n'est que justice : ce siècle finissant fut le siècle de l'Amérique.

Il fut celui où l'on est passé de la domination européenne sur les affaires du monde à celle des Etats-Unis. Il fut ce siècle de transition où le pouvoir a quitté Londres, Paris et Berlin pour s'installer à Washington et New York. Il fut ce moment où l'Histoire a changé de modèle, politique, économique et culturel : celui que l'on cherche à imiter – à tort ou à raison – de par le monde est le modèle américain. Pas le modèle européen. Il a fallu que ce dernier se désintègre à deux reprises, lors des deux grandes guerres du siècle, pour qu'émerge l'autre puissance, pour que l'Amérique s'intéresse aux affaires du Vieux Continent et à celles de l'Asie.

Ce fut avec réticence, presque involontairement. Les Etats-Unis avaient bien commencé, au XIX<sup>e</sup>, à étendre leur influence dans leur arrière-cour caraïbe et en Asie. Ils avaient conquis les Philippines à l'exacte orée du siècle, en 1899. Dès 1900, l'industrie américaine, en assurant le tiers de la production mondiale, dépasse l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Mais les Etats-Unis ne sont pas encore une puissance mondiale.

Ils font leurs premiers pas en Europe en février 1917 quand le président Woodrow Wilson décide d'envoyer des troupes combattre l'Allemagne. Ce n'est pas simplement l'irruption de la puissance militaire des Etats-Unis sur le Vieux Continent ; c'est aussi l'irruption de l'idéalisme américain dans les jeux politiques européens. Le président Franklin Roosevelt aura autant de mal que Woodrow Wilson à convaincre ses compatriotes de la nécessité pour l'Amérique de s'engager dans la seconde guerre mondiale. C'est pourtant à l'issue de ce conflit que commence vraiment la domination américaine : économique, militaire et culturelle.

L'Amérique devient, par OTAN interposée, une puissance militaire européenne ; son alliance stratégique avec le Japon en fait une puissance militaire asiatique ; elle pousse au démantèlement des empires coloniaux européens. On connaît la suite, la guerre froide : l'endiguement du communisme soviétique. Puis, décidé par un Ronald Reagan qui n'avait jamais porté l'uniforme ailleurs qu'à Hollywood, un ultime effort dans la course aux armements achèvera la décomposition de l'URSS à la fin des années 80. Entre-temps, un certain Jimmy Carter, ex-plantier de cacahouètes en Géorgie, avait, au début des années 70, lancé un thème, très wilsonien, qui a lui aussi contribué à la victoire, et allait faire son chemin : la défense des droits de l'homme.

Le secret de la domination-séduction américaine était là, dans ce cocktail particulier mêlant la puissance et l'idéalisme ; dans cette hégémonie exercée par une démocratie.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Roynette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédacteurs en chef :  
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ; Laurent Grelsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Fottorino (*Enquêtes*) ; Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Regard sur l'année 1949

**S'IL EST VRAI** que la lutte des deux mondes domine toujours la politique internationale, l'année qui se termine a été marquée par un succès soviétique en Asie et un certain repli en Europe. Le triomphe de la Chine communiste est un grand événement dont les conséquences jointaines ne peuvent être prévues.

Devant lui, les réactions du bloc opposé restent incertaines. Les Etats-Unis n'ont pas encore choisi une politique ; ils hésitent sur ce qu'ils doivent faire à Formose. Se serviront-ils du Japon, et comment ? Ils ont poussé à l'indépendance de l'Indonésie dans la pensée que le nationalisme asiatique constitue une barrière contre le communisme. L'Angleterre et l'Inde s'accrochent au fait accompli, ce qui est tout au plus une politique d'attente. Quant à la France, elle ne peut que cher-

cher à sauver en Indochine ce qui peut l'être.

A l'Ouest, la dissidence de Tito entraîne un recul sensible des positions soviétiques. Elle trouble tous les satellites, comme en témoignent le procès de Rajk, l'épuration en Bulgarie, la lutte contre le catholicisme en Tchécoslovaquie, la mainmise militaire sur la Pologne. La fin de la révolte en Grèce est aussi un contrecoup de l'action yougoslave.

Moscou a perdu également la partie engagée à Berlin. Le blocus a dû être abandonné. La création de la République orientale n'a été qu'une réplique automatique à celle de l'Etat de l'Ouest, qui jusqu'à présent garde son avance sur le terrain économique aussi bien que dans l'esprit des Allemands adversaires du communisme.

(1<sup>er</sup>-2 janvier 1950.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000

**ADIEU 1999** Jamais les fusions-acquisitions n'ont été aussi nombreuses en France qu'en 1999. Signés avec le sourire ou des grincements de dents, ces mariages, noués au nom de

la mondialisation, aboutissent à la disparition de groupes importants, qui faisaient partie de notre univers quotidien. ● LES ACTEURS de la première révolution industrielle ont été

les victimes de ces changements. A l'image de Paribas, ancien grand ordonnateur du capitalisme français, absorbé par la BNP. ● LES GROUPES qui avaient longtemps grandi à

l'ombre de l'Etat n'ont pas été plus épargnés : Elf, Aerospatiale, la Seita... figurent parmi les firmes qui ne passeront pas le millénaire. ● CES TRANSFORMATIONS vont amener de

profonds bouleversements dans l'économie, y compris régionale, de la France. ● D'AUTRES SOCIÉTÉS, comme Renault, Pinault, LVMH, Total, poursuivent leur conquête du monde.

# La mondialisation a provoqué la disparition de grands groupes français

De nombreuses entreprises, à l'image d'Elf, Paribas ou Rhône-Poulenc, ne passeront pas le millénaire. Rachetées ou fusionnées avec des concurrentes, elles sont appelées à disparaître. Les liens historiques qu'elles avaient tissés dans les régions françaises vont se distendre

**ELF, PARIBAS**, Pechiney, Seita, Aerospatiale... Ils faisaient partie de notre univers quotidien. Dans chaque région, à chaque coin de rue, une usine, un magasin, une marque nous rappelait leur existence. Ces groupes avaient réussi à survivre aux multiples à-coups de l'histoire. Ils ne passeront pas le millénaire. La déferlante des fusions-acquisitions, menées au nom de la mondialisation, les a emportés sur son passage.

Ce bouleversement de l'économie française s'annonce plus profond que les nationalisations, les privatisations ou certaines restructurations des années 70. Les derniers grands acteurs de la première révolution industrielle n'y ont pas survécu. Après plus de cent vingt-cinq ans d'existence, Paribas a dû baisser les bras. Le groupe financier qui avait joué le rôle de grand ordonnateur du capitalisme français, porté la naissance de la sidérurgie, des chemins de fer, du pétrole et de la chimie, imposé ses vues aux grands patrons comme aux ministres, a voulu ignorer le changement d'époque. Repoussant les avances de nombreux partenaires comme celles du Crédit lyonnais.

Ses hésitations lui ont été fatales. En février, Paribas a semblé prendre son destin en main, en annonçant

un rapprochement avec la Société générale. Par peur d'être distancée, la BNP, soutenue par l'assureur Axa, contre-attaquait en proposant un mariage à trois. Oubliant les conventions feutrées du monde bancaire, la Société générale et la BNP se sont livrés une bataille de chiffonniers pour l'emporter. Le combat entre ces deux ténors a abouti à un résultat médiocre : la BNP a racheté Paribas, qui l'intéressait peu, mais n'est pas parvenue à prendre le contrôle de la Société générale. Paribas, lui, disparaît, emportant avec lui l'univers suranné de la haute banque.

## SALARIÉS INQUIETS

Est-ce pour éviter un tel sort que Pechiney a préféré prendre les devants ? Alors que le groupe d'aluminium venait juste de se débarrasser de tous les boulets accumulés au cours des quinze dernières années, il a choisi de se lancer dans un mariage osé avec le canadien Alcan et le suisse Algrou. La fusion, examinée attentivement par les autorités de Bruxelles, n'est pas encore faite. Mais à Gardanne ou dans la vallée de la Maurienne, berceaux du groupe, cette alliance à trois a déjà un goût amer. Pour beaucoup, elle signifie la fin de l'aventure de Pechiney, le premier groupe au

monde à fabriquer de l'aluminium industriellement en 1871, le premier à avoir imposé dans toutes les usines d'aluminium du monde sa technologie. Tous savent maintenant que leur sort se décide outre-Atlantique.

La même inquiétude taraude les salariés de Rhône-Poulenc, depuis sa fusion avec Hoechst. Ils ont en tête l'échec de l'alliance entre Roussel-Uclaf et le groupe allemand. Pressée de trouver un avenir face aux géants mondiaux de la pharmacie, la direction de Rhône-Poulenc a passé outre ces objections et tiré un trait sur cent ans d'existence commencée entre Saône et Rhône. Leur nouveau groupe, baptisé Aventis, se veut symboliquement européen. Installé à Strasbourg, il est de droit français mais détenu majoritairement par des capitaux allemands. Tous jurent, cependant, que tout sera comme avant.

C'est une promesse que n'a même pas envisagé la Seita. Pour l'ancienne Manufacture du tabac et des allumettes, il y a longtemps qu'il a fallu rompre avec le passé. Au fur et à mesure que la consommation du tabac brun a décliné au profit des cigarettes blondes américaines, la firme française a liquidé les vestiges d'un monopole instauré par Colbert : Morlaix, Châteauroux, Tonneins, tout y est passé. Son rapprochement, quatre ans après sa privatisation, avec l'espagnol Tabacalera pour créer conjointement Altadis, société de droit espagnol mais basée à Paris, signe le dernier acte de cette époque de « l'herbe à Nicot ».

La mort de ces « compagnies » colbertistes était inscrite. En revanche, les groupes nés du volontarisme industriel porté par le général de Gaulle et développé par Georges Pompidou espéraient subsister. Erreur : la fin de ce siècle entérine aussi leur disparition, dans la quasi-totalité des secteurs.

son partenaire américain Steelcase. L'outillage Facom est passé sous le contrôle de la holding Fimalac de Marc Ladreit de Lacharrière. ● **Prisunic** : l'enseigne de distribution s'est effacée au profit de celle de Monoprix fin 1999. ● **La Lainière de Roubaix** : le tribunal de commerce de Roubaix a prononcé pour fin décembre la liquidation judiciaire de l'entreprise textile. ● **Radiocom 2000** : les 700 derniers clients du premier réseau de téléphonie mobile ont raccroché le 15 décembre.

## D'autres encore...

- **Alstom** : ses activités énergie ont été fusionnées avec celles de l'helvético-suédois ABB.
- **Crédit foncier** : l'établissement bancaire, créé sous Napoléon III, a été absorbé par les Caisses d'épargne.
- **Bertrand Faure** : l'équipementier automobile, né en 1914, a fusionné avec Ecia, filiale de PSA Peugeot-Citroën.
- **Strafor-Facom** : le groupe a été divisé en deux. Les meubles de bureau Strafor ont été repris par

## Le cruel sevrage de la capitale de la Gauloise

**TONNEINS**  
*de notre correspondant régional*  
A Tonneins (Lot-et-Garonne), l'histoire ne basculera que dans un an, le 31 décembre 2000. C'est

### REPORTAGE

A Tonneins, on apprend à vivre sans la Manu. Ici, on était Seita de père en fils

ce soir-là que la petite ville changera d'époque, la manufacture de la Seita fermant définitivement et claquant la porte sur trois siècles dont le tabac constitua la corne d'abondance.

La « Manu », comme on l'appelle familièrement ici, dresse de hauts et puissants bâtiments comme il sied aux forteresses de l'âge industriel – le premier carré, construit sous Napoléon III, date de 1860. En plein cœur de ville, 60 000 m<sup>2</sup> de locaux désuets, avec une cheminée de brique qui fume au milieu et un « château » cossu, siège de la direction, au bout d'une allée de platanes. Un siècle avant, il y avait déjà à Tonneins une Manufacture royale, où se confectionnait le tabac à priser et à mâcher.

### DÉCLIN DU TABAC BRUN

L'histoire remonte, tout près de là, à Clayrac, où le premier plant de tabac du territoire français fut cultivé. On aime dire ici que Jean Nicot, qui passe pour l'introduit du tabac en France, n'est pas loin d'être un usurpateur – il n'aurait fait qu'en parler – et que le véritable responsable du succès est un bon moine, André Theuvert, puisque c'est lui qui, le premier, planta du tabac.

Maraîchers et arboriculteurs suivirent son exemple tout au se

long de la vallée de la Garonne. Bien leur en prit : le tabac brun de Lot-et-Garonne (principal département français producteur après la Dordogne et le Bas-Rhin) devint un des fleurons du patrimoine régional, au même titre que la tomate de Marmande ou le pruneau d'Agen. C'est, entre autres, grâce à lui que Tonneins prit le titre de « capitale de la Gauloise » dont la Seita créa ici toutes les déclinaisons.

Une campagne heureuse, une usine prospère (elle compta jusqu'à 1 000 salariés), des ouvriers bien payés (deux fois le Smic), des conditions de travail enviables, l'emploi assuré (on était Seita de père en fils), une soustraitance active, une taxe professionnelle rondelette (6,5 millions de francs par an), la petite ville de Tonneins (9 000 habitants) roulait bon train, au rythme de plus de 11 milliards de cigarettes brunes par an. Jusqu'à ce que, au début des années 80, les blondes commencent à chasser les brunes du marché et que les pouvoirs publics lancent les premières campagnes antitabac. La production de tabac brun décline de 2 milliards de cigarettes chaque année, dans un marché national tombé à 16 milliards d'unités contre plus de 70 milliards de blondes.

« La production de Tonneins était mangée en cinq ans », constate le directeur de la Manu, Pierre Debrois. Et ce qui devait arriver arriva : dans le cadre de son « plan de performance » – une conséquence de la privatisation de 1995, accusent les syndicats –, la Seita décide le 10 novembre 1998 de fermer toutes ses usines de brunes, sauf celle de Lille. Les 350 derniers emplois de Tonneins seront supprimés au 1<sup>er</sup> janvier 2001. Le choc

est terrible pour la ville. Il n'est pas une famille qui ne soit concernée. « C'était un signe de réussite sociale que de rentrer à la Manu, on devenait un peu bourgeois », raconte Jean-Marie Roux, responsable (CGT) de l'intersyndicale, dont la grand-mère et la mère travaillaient à l'usine.

### FUSION AVEC TABACALERA

La bagarre dure un an. Les pouvoirs publics prennent à leur charge la taxe professionnelle pendant trois ans et mettent en place un fonds de 6 millions pour injecter des fonds propres. La Seita s'engage à trouver sur place autant d'emplois qu'elle en a supprimé. L'âge de la retraite est avancé à cinquante-cinq ans, un tiers du personnel est mis en « dispense provisoire d'activité » avec 70 % du traitement.

« La crise est derrière nous », affirme aujourd'hui Pierre Debrois. Seuls une vingtaine de salariés seraient encore sur le carreau. Les syndicats sont plus circonspects : les 206 emplois « créés » sur le bassin « ne génèrent pas autant de pouvoir d'achat et de sous-traitance, estime Jean-Marie Roux. La ville va lentement déperir ». La fusion, en novembre 1999, avec l'espagnol Tabacalera, autre gros producteur de tabac brun, a définitivement tourné la page Seita. En Lot-et-Garonne, les exploitants agricoles ont commencé à se reconverter dans le tabac blond, avec leur propre coopérative, Tabac 47.

A Tonneins même, on apprend à vivre sans la Manu. « On ne va plus l'entendre ronronner », résume un habitant. Reste le symbole massif de l'histoire, le site de l'ancienne manufacture. Jusqu'ici personne n'en veut.

Jean-Paul Besset



(2 juillet 1999.)

L'effacement d'Elf est le plus frappant. Créé de toutes pièces par la volonté politique et de la technocratie d'Etat, le groupe pétrolier fut le bras politique, économique et diplomatique des gouvernements successifs de la V<sup>e</sup> République. Au nom de l'indépendance énergétique de la France, tout lui fut permis.

### DANS TOUS LES SECTEURS

Un tel système ne pouvait perdurer : Elf s'est effondré de l'intérieur sous le poids des « affaires » en tous genres. La course au gigantisme dans le secteur à l'extérieur, un président contesté à l'intérieur ont fait le reste : Total, le groupe frère, après avoir raflé au nez de son concurrent le groupe belge Petrofina, a porté l'estocade finale, avec l'assentiment des politiques,

du marché et d'une partie même des salariés d'Elf. La vie d'Elf n'aura duré qu'un peu plus de trente ans.

Celle d'Aerospatiale, comme entité indépendante, n'a pas été beaucoup plus longue. Né d'une fusion en 1970 entre les sociétés publiques Sud Aviation, Nord Aviation et la Sereb, descendantes directes des sociétés pionnières de l'aviation, le groupe aéronautique se devait d'être le fer de lance de la politique de défense et spatiale de la France. A son nom sont associés les succès d'Airbus, d'Arianespace, les missiles Exocet et les têtes nucléaires du plateau d'Albion. Pendant des années, la France a payé sans regarder. La fin de la guerre froide avait déjà mis à mal l'édifice français : la coexistence de trois groupes différents – Aerospatiale, Matra et Dassault – ne se jus-

tifiait plus avec la nouvelle limitation des crédits militaires.

La nécessité de bâtir un groupe de taille mondiale face aux géants américains et de ne pas être isolé face aux autres constructeurs européens a abattu les dernières résistances. En quelques mois, tout a changé. Le gouvernement a apporté ses parts dans Dassault à Aerospatiale, ce dernier s'est ensuite entendu pour fusionner avec Matra. L'épilogue provisoire a été signé, en octobre, lors du rapprochement avec l'allemand DaimlerChrysler Aerospace, pour créer une société commune, European Aeronautic Defense and Space Company (EADS). Elle devient le troisième groupe mondial de l'aéronautique. Mais, entre Toulouse et Hambourg, les discussions ne font que commencer.

Cette grande redéfinition de l'économie française pour acquérir la taille mondiale ou, au moins, européenne a même atteint des secteurs plus neufs comme la grande distribution. Née dans les années 60, celle-ci est devenue une composante majeure de l'économie. Précurseurs en Europe du commerce moderne, implantés très tôt à l'étranger, les groupes français se sont, pourtant, sentis menacés face à des concurrents étrangers mieux armés financièrement. Par peur de tomber sous la coupe d'un Wal Mart ou d'un Ahold, Carrefour et Promodès ont préféré s'associer. Tout comme auparavant Prisunic s'était déjà jeté dans les bras de son frère ennemi Monoprix.

La grande redistribution de l'économie se poursuivra. En grincant des dents ou avec le sourire, d'autres groupes vont se marier, se racheter, sans autre considération que celle d'acquiescer enfin la taille suffisante. A l'aube de l'an 2000, la France ne veut connaître qu'une seule dimension : le monde.

Martine Orange

## Ces patrons qui mènent l'offensive

Autre duel, celui qui oppose Suez et Vivendi dans l'eau et l'électricité. Le très médiatique Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi, a voulu combler son retard dans le traitement des eaux en frappant un grand coup : en mars, il met 6,6 milliards de dollars sur la table pour racheter UsFilter, la plus grosse acquisition d'un Français aux Etats-Unis. C'était compter sans la ténacité de Gérard Mestrallet, le patron de Suez. Il reprend son leadership mondial en acquérant les groupes de traitement d'eau américains Calgon et Nalco pour près de 4,5 milliards d'euros, puis le distributeur United Water pour 1 milliard. Dans l'électricité, avantage aussi à Suez, qui a lancé une OPA de 7,5 milliards d'euros sur sa filiale belge Tractebel, premier électricien privé européen. M. Messier, lui, a jeté l'éponge en septembre, en remettant sa filiale Sithe sur le marché.

### DES STRATÈGES INSOUÇONNÉS

Moins flamboyants, mais non moins déterminés, Louis Schweitzer (Renault) et Thierry Desmarest (Total) ont révélé des qualités de stratèges longtemps insoupçonnées. Le timide M. Schweitzer a porté le fer au cœur de l'empire qui faisait encore trembler la planète automobile voici cinq ans : le Japon. Seuls les géants américains Ford et General Motors avaient osé avant lui. En devenant le principal actionnaire de Nissan (36,8 % du capital), le constructeur français a réussi en extrême à finir le siècle dans la peau d'un acteur mondial, au quatrième rang des constructeurs, après plusieurs tentatives avortées au cours des dernières décennies. Mais l'opérateur Nissan est aussi un coup de poker à 33 milliards de francs. M. Schweitzer a dû déléguer à Tokyo son bras droit Carlos Ghosn.

M. Desmarest, le discret PDG de TotalFina, à l'issue d'une guerre

éclair (*lire ci-dessus*) n'a fait qu'une bouchée de son rival Philippe Jaffré, d'Elf. Total se hisse au quatrième rang mondial et efface, d'une OPA à 45 milliards d'euros, trente ans d'humiliation subie par l'éternel second du pétrole français. Un peu comme si Poulidor avait enfin ravi le maillot jaune à Anquetil...

Quant à Francis Mer, l'homme de fer d'Usinor, il a pris en février le contrôle du belge Cockerill pour 4,3 milliards de francs, se confirmant comme un des acteurs qui comptent dans la sidérurgie mondiale.

Belle consécration pour Daniel Bernard, le PDG de Carrefour. En absorbant Promodès, le « premier épicier de France » devient le numéro deux mondial de la grande distribution, derrière l'américain Wal-Mart. Le roi des hypermarchés s'adjuge la troisième capitalisation de la Bourse de Paris, devant nombre de ces barons de l'industrie et de la finance qui l'ont si souvent snobé. Il consacre aussi Paul-Louis Halley, patron et héritier de Promodès, désormais l'un des plus gros actionnaires de France avec 13 % du nouveau Carrefour.

Mention spéciale, enfin, pour un outsider : Marcel Frydman. Le patron des parfumeries Marionnaud a, depuis son introduction en Bourse en juillet 1998, triplé le nombre de ses points de vente (à 281) et son chiffre d'affaires, qui devrait atteindre 3 milliards de francs en l'an 2000. Dernière acquisition en date : la chaîne Patchouli et ses 78 parfumeries, en novembre. M. Frydman ne cache plus son ambition : ravir à Sephora, la filiale de LVMH, le titre de premier parfumeur de France. Le champ de bataille est vaste : il y a encore 1 000 parfumeries indépendantes à prendre dans l'Hexagone. La conquête, parfois, est au coin de la rue.

Pascal Galimier

# Les opérateurs boursiers s'enflamment pour les valeurs Internet

La « nouvelle économie » concerne désormais l'Europe

Réservée à une élite voilà encore quelque mois, l'utilisation d'Internet est devenue un phénomène de masse. Le commerce électronique, qui

a connu un succès sans précédent lors des ventes de Noël, a donné naissance à de nouveaux acteurs dont la Bourse s'est immédiate-

ment entichée. Jusque-là limitée aux Etats-Unis, cette vague technologique fait depuis cette année l'objet de nombreuses initiatives en Europe.

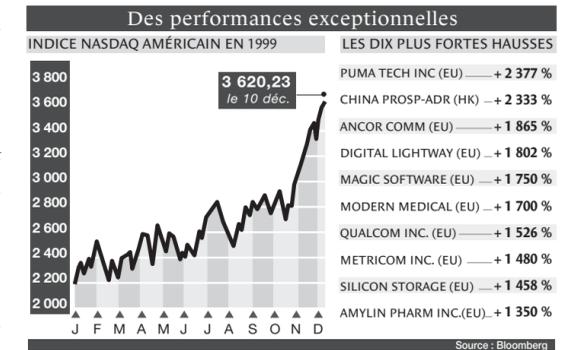
**POUR** les économistes comme pour les boursiers, 1999 restera l'année de l'explosion d'Internet. Partie des Etats-Unis, dont la croissance est désormais assurée pour un tiers par les technologies de l'information, la vague a fini par toucher le Vieux Continent. Des deux côtés de l'Atlantique, la « *Net économie* » – contraction d'Internet et de nouvelle économie – assure une expansion économique sans inflation, grâce aux innovations technologiques qui contribuent à faire baisser constamment les prix.

Les répercussions de ce phénomène, salué par un engouement boursier sans précédent, sont incalculables. Pour les entreprises, Internet a profondément révolutionné les relations clients-fournisseurs. Il a fait évoluer le commerce de détail et bouleversé les secteurs des télécommunications et de l'informatique. Les opérateurs de télécommunications jouent, en effet, un rôle-clé dans l'installation d'infrastructures de haut débit permettant de véhiculer les données numériques. Dans l'informatique, les fabricants de matériels profitent de l'envolée des ventes de PC et de serveurs hébergeant les très nombreux sites Internet. Les fabricants de logiciels doivent inventer de nouvelles applications spécifiques à Internet.

## MARCHÉ DE MASSE

Inventé il y a vingt ans pour répondre aux besoins des chercheurs, Internet est en l'espace d'un an passé du stade de médium réservé à une élite au statut de marché de masse. A la fin de 1998, il y avait 142 millions d'internautes dans le monde, et ce chiffre devrait atteindre 500 millions d'ici à 2003, voire plus si l'accès à Internet via le téléphone mobile se généralise. Le taux de pénétration d'Internet s'élève à 26 % aux Etats-Unis, contre 12 % en Europe. Mais, dans les pays scandinaves comme la Suède, il s'agit déjà d'une réalité pour près d'un habitant sur deux.

Au cours des douze derniers mois, Internet s'est transformé en



une vaste galerie marchande. Les sites de commerce électronique de détail – *e-commerce*, selon l'expression américaine – se sont multipliés. Embryonnaire en 1998 avec seulement 8 milliards de dollars en 1998, l'e-commerce devrait dépasser les 40 milliards en 2000 et atteindre pratiquement 80 milliards en 2002. Mais le commerce de détail sur Internet ne représente qu'une infime partie du commerce électronique. Celui réalisé entre les grandes entreprises – l'« *e-business* » – représente déjà 250 milliards de dollars.

Les ventes de Noël ont conclu l'année en apothéose. Sur les premiers jours, les sites les plus connus comme Amazon.com ont vu leurs ventes doubler, voire tripler par rapport à 1998. Conséquence, dans la seule séance du 9 décembre, l'action Amazon.com a bondi de 28 %. Désormais les particuliers peuvent commander leurs biens culturels, effectuer leurs courses alimentaires, se vêtir, commander une voiture, chercher un appartement, gérer un compte bancaire, un portefeuille d'actions, acheter des œuvres d'art, des voyages... Internet donne même la possibilité pour tous d'accéder à un vaste marché de l'occasion avec les célèbres sites de vente aux enchères promus par e-Bay, Yahoo!, Amazon.com...

Au début de 1999, les stars du monde Internet étaient encore des

sociétés spécialisées dans la fourniture d'accès comme AOL, celles qui permettent à l'internaute de naviguer sur la Toile comme Netscape ou celles qui facilitent la recherche de l'information comme Yahoo!, Lycos ou Excite. En quelques mois, les valeurs montantes du commerce électronique leur ont ravi la vedette. Fortes d'à peine quelques dizaines de millions de dollars de chiffre d'affaires et accusant quelques centaines de millions de dollars de pertes, elles ont séduit la Bourse. Leur capitalisation boursière a largement dépassé celle de grands groupes industriels implantés de longue date.

Le débat sur le niveau astronomique des valorisations boursières de ces valeurs Internet a fait rage tout au long de l'année. Certains, dont Steve Ballmer, le président de Microsoft, estiment qu'elles sont l'objet d'une surévaluation manifeste. Leurs vues se sont imposées durant l'été, faisant perdre jusqu'à 50 % de leur valeur à des titres comme Amazon.com, Yahoo!, ou e-Bay. Mais, en moins de cinq mois, elles ont rattrapé, puis dépassé les valorisations d'avant l'été. Les analystes vedettes de Wall Street comme Henry Blodgett chez Merrill Lynch, ou les grands banquiers comme William Harrison, directeur général de la Chase Manhattan, restent persuadés qu'il n'y a pas de surévaluation car l'ampleur du

phénomène et la rareté des places à prendre (seuls les deux ou trois sites les plus connus parviennent à atteindre une taille critique) justifient amplement les valorisations actuelles.

Internet – c'est l'autre phénomène majeur de l'année – n'est plus l'apanage des Etats-Unis. Dès 1998, les financiers avaient réuni des fonds considérables pour favoriser l'émergence de nouvelles sociétés Internet en Europe. En quelques mois, de jeunes fondateurs qui peinaient à trouver les premiers euros pour démarrer leur entreprise ont croulé sous les millions. Et ceux qui ont fait preuve d'initiative comme Freeserve, le premier fournisseur d'accès gratuit à Internet, ont ouvert la voie à une première vague d'introductions en Bourse de valeurs Internet.

## EN AVANCE SUR LES ÉTATS-UNIS

Si le nombre de ces valeurs se multiplie en Europe, avec le suédois Icon Medialab, l'allemand Intershop, le britannique Freeserve ou le français Fi Systèmes, les grandes entreprises traditionnelles ont, elles aussi, pris le virage. Surtout les opérateurs téléphoniques historiques, qui ont constitué des filiales spécialisées dont la valeur en Bourse peut être très élevée. L'opérateur espagnol Telefonica a introduit sa filiale Terra avec un succès remarqué, Telecom Italia s'appête à faire de même avec Tin, et Deutsche Telekom devrait suivre avec T-Online.

Les sociétés européennes innove vite. Surtout celles qui abordent un nouveau secteur très prometteur, l'accès Internet sur le téléphone mobile, dans lequel l'Europe a une longueur d'avance sur les Etats-Unis. Depuis l'été, les marchés boursiers européens ont connu une très forte croissance, soutenue par les opérateurs téléphoniques et les constructeurs d'équipements comme Ericsson ou Nokia. Cette dernière est devenue, début décembre, la première capitalisation boursière européenne.

Enguérand Renault

# Malgré sa faiblesse, l'euro a réussi son entrée sur la scène internationale

La devise n'a connu qu'une orientation, la baisse

**AVANT** le 1<sup>er</sup> janvier 1999, les économistes étaient quasi unanimes à prédire une hausse de la nouvelle monnaie européenne. Les bonnes raisons ne manquaient pas. Les investisseurs internationaux étaient d'abord censés profiter de l'arrivée de l'euro pour diversifier leurs portefeuilles et diminuer la part prépondérante occupée par le dollar. Surtout, les pronostics monétaires s'appuyaient sur les prévisions économiques. Fin 1998, la zone euro était supposée prendre le relais des Etats-Unis comme locomotive de l'économie mondiale.

Les anticipations d'un euro fort étaient erronées : en 1999, la devise n'a connu qu'une seule orientation, la baisse, perdant 15 % face au dollar et plus de 20 % face au yen. Début décembre, elle a même fini par tomber sous la barre symbolique du dollar, barre qu'elle avait frôlée dès le début de juillet.

Pourquoi un tel contrepied ? La réalité économique n'a pas correspondu aux attentes. L'économie américaine a continué à tourner à plein régime, la croissance atteignant près de 4 %. Celle de l'eurozone s'est montrée beaucoup plus hésitante. Au printemps, elle a traversé ce que l'ancien ministre français de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a qualifié de « *trou d'air* », conséquence de la crise financière de l'automne 1998. Surtout, la situation économique de l'Allemagne est restée très difficile, ne connaissant qu'une légère amélioration en fin d'année. La mauvaise conjoncture chez la première puissance de la zone monétaire unifiée a incité les opérateurs à se détourner de l'euro et à lui préférer le dollar et le yen.

Contrairement à ce qui avait été prévu, les gestionnaires asiatiques ne se sont pas rués sur la nouvelle monnaie. Les banques centrales de cette région, notamment, qui possèdent de très importantes réserves de change libellées en billet vert, ont décidé de ne pas en modifier la répartition. Il a fallu attendre le début de décembre pour que l'autorité monétaire de Hongkong annonce son intention d'augmenter, de 10 % à 15 %, le montant de ses

avoirs en euros... en raison de ses craintes croissantes sur l'économie américaine !

D'autres ont vu, dans le recul de l'euro, des causes moins conjoncturelles que structurelles. Selon cette interprétation, les opérateurs internationaux considéreraient que les pays européens n'ont pas engagé les réformes de structure de leur économie (libéralisation du marché du travail, assainissement des finances publiques, baisse des prélèvements obligatoires...) susceptibles de leur offrir une croissance aussi forte et durable que celle des Etats-Unis. Selon eux, l'économie de la zone euro souffrirait avant tout d'un déficit de libéralisme. La réaction négative des marchés, début décembre, à l'intervention du chancelier allemand Gerhard Schröder dans le sauvetage du groupe de BTP Philip Holzmann a donné du crédit à cette thèse.

## « UNE BÉNÉDICTION CACHÉE »

Pour autant, malgré la baisse continue de sa valeur, la plupart des analystes sont loin de dresser un bilan négatif de la première année d'existence de l'euro. D'abord parce qu'à défaut de détrôner le dollar il est parvenu à s'imposer comme une devise majeure sur le marché international des capitaux. Sa faiblesse ? Elle a été, selon le Prix Nobel d'économie Robert Mundell, « *une bénédiction cachée* », favorable aux exportations des entreprises européennes, à la croissance et à la lutte contre le chômage sur le Vieux Continent.

Surtout, l'événement sans précédent dans l'histoire financière qu'a constitué la création d'une monnaie commune par onze pays s'est accompli en douceur, sans catastrophe technique, sans conflit majeur entre la Banque centrale européenne (BCE) et les gouvernements. Aux yeux des observateurs, la souplesse inattendue d'une BCE qu'on craignait inflexible, dans le domaine tant du taux de change que des décisions sur les taux d'intérêt, a été pour beaucoup dans cette révolution de valeurs monétaire.

Pierre-Antoine Delhommais

## Palm et Microsoft s'affrontent sur le marché des organisateurs électroniques

**LES ORDINATEURS** de poche sont-ils voués à un destin commercial aussi brillant que celui des téléphones mobiles ? Avec plus de 4 millions d'exemplaires vendus dans le monde en 1999, ces « assistants numériques personnels » rencontrent déjà un grand succès. Ils combinent les fonctions d'agenda, de répertoire téléphonique, permettent de stocker des documents et des images, de consulter son courrier électronique et d'y répondre. Après avoir été l'apanage de constructeurs spécialisés, comme le britannique Psion et l'américain Palm Pilot (racheté par 3COM), ce nouveau marché suscite la convoitise du géant Microsoft.

Les hostilités sont désormais ouvertes entre Palm, petite société américaine devenue numéro un mondial des organisateurs électroniques, et le groupe fondé par Bill Gates. Palm a décidé d'ouvrir sa technologie aux tiers en accordant des licences, et de conclure des alliances pour tenir tête à son grand rival. Son accord avec le numéro un mondial des téléphones portables, le finlandais Nokia, en novembre, a entraîné la réplique immédiate de Microsoft. En décembre, le groupe de Seattle a gagné à sa cause le numéro trois mondial de l'industrie des mobiles, le suédois Ericsson.

## PSA Peugeot-Citroën a progressé de 20 % sur un marché national très dynamique

**1999 A CONFIRMÉ** les espoirs formés par les constructeurs d'automobiles après le renversement de tendance amorcé en 1998. La dernière année de la décennie restera aussi comme la meilleure pour le marché français. Les ventes de voitures particulières ont progressé d'environ 10 %, pour atteindre près de 2,15 millions d'immatriculations. PSA Peugeot-Citroën a le plus profité de cette hausse avec un bond de plus de 20 % de ses ventes, notamment grâce à la bonne pénétration de la Peugeot 206, qui s'arroge plus de 9 % du marché. Renault a progressé, mais dans une plus faible proportion (+ 5,7 %), bien que la Clio et la Mégane soient les modèles les plus vendus en France. Au total, les marques françaises ont représenté trois immatriculations sur cinq.

Dynamique, le marché européen a toutefois progressé moins vite. La hausse sur l'année atteint environ 5 %. La barre symbolique des 15 millions d'immatriculations est franchie. Outre la France, l'Espagne et le Benelux ont été les marchés les plus porteurs, tandis que la croissance se tassait en Allemagne – avec même un recul brutal en novembre – ainsi qu'en Italie. Volkswagen reste largement le premier groupe européen avec sa palette de marques diversifiées (VW, Audi, SEAT, Skoda). PSA progresse de près de 12 % : sa performance est la deuxième du marché juste derrière celle de l'allemand DaimlerChrysler (+ 16,7 %). (Lire aussi page 18.)

Dominique Gallois

## La place de Paris fait mieux que ses rivales

**QUI AURAIT CRU** à la fin 1998 que l'année qui se termine serait un excellent cru sur l'ensemble des places boursières ? A cette époque, peu d'analystes auraient parié que la Bourse américaine atteindrait de nouveaux records, que le CAC 40, le baromètre du marché parisien, s'installerait au-dessus des 5 500 points ou que les actions japonaises amorceraient une remontée après presque une décennie de sur-place. Les opérateurs étaient encore sous le choc de la crise financière russe, qui avait fait vaciller l'ensemble des Bourses mondiales à l'automne. Ils s'inquiétaient aussi des difficultés du Brésil. Le spectre d'une dépression mondiale et d'une entrée dans une spirale déflationniste hantait les esprits. Il n'en fut rien.

La croissance dans le monde aura approché 3 % en 1999 grâce notamment à la contribution américaine, au rebond de l'économie asiatique et à la récession limitée en Amérique latine. « *Mondialisation des échanges, des restructurations et des fusions aidant, cette accélération de l'activité s'est traduite par une remarquable tenue des grandes places boursières, en raison d'excellentes surprises sur les résultats, et malgré une cer-*

*taine tension des taux d'intérêt* », note François-Xavier Chevallier, responsable des stratégies d'investissement de BNP gestion.

Contre toute attente, c'est New York qui a tenu – une fois de plus – la vedette. Pour la première fois, le Dow Jones a franchi en séance le 16 mars la barre symbolique des 10 000 points et s'est maintenu depuis au-delà de ce niveau. Mais c'est la performance du Nasdaq, le marché où sont traitées un bon nombre de valeurs de la technologie ou d'Internet, qui a plus encore impressionné, avec un bond de plus de 65 %. Il n'y a guère que la place de Hongkong qui connaisse une telle envolée. Mais à la différence de la Bourse américaine, cette remontée mérite d'être relativisée car elle intervient après deux très mauvaises années.

## VERS DE NOUVEAUX RECORDS

En dépit de ce que les experts envisageaient, les Bourses européennes n'ont, quant à elles, pas particulièrement bénéficié du lancement de l'euro. Amsterdam, Madrid et Francfort enregistrent des performances honorables mais bien inférieures à celle du Nasdaq. Il est vrai que la

croissance sur le Vieux Continent a tout juste été conforme aux prévisions avec une moyenne de 2 % dans la zone euro. Seul le dynamisme de l'économie française, avec une hausse de 2,7 % du PIB, a permis à Paris d'enregistrer une des meilleures performances des grandes Bourses mondiales avec un bond d'environ 40 %.

En l'an 2000, les Bourses connaîtront-elles un parcours aussi extraordinaire ? Abby Joseph Cohen, gourou de la firme américaine Goldman Sachs, estime que le marché américain reste légèrement sous-évalué malgré les records enregistrés sur le marché du Nasdaq. En Europe, les experts pensent que l'accélération de la croissance devrait propulser les Bourses vers des niveaux records, le CAC 40 dépassant les 6 000 points dans les prévisions de certains. En Asie, les analystes n'hésitent pas à pronostiquer un Nikkei au-dessus des 21 000 points contre un peu plus de 18 000 aujourd'hui. Après avoir péché par pessimisme début 1999, les spécialistes seraient-ils atteints par un excès d'optimisme ?

Joël Morio

## Une production limitée et le retour de la croissance dopent le pétrole

**APRÈS LE CONTRE-CHOC** de 1998, le redressement spectaculaire de 1999. Tombé sous les 10 dollars en février, le baril a culminé en novembre à 25,77 dollars pour le Brent, qualité de référence de la mer du Nord, et à 27,7 dollars pour le light sweet crude aux Etats-Unis. En faisant plus que doubler, l'or noir retrouve des niveaux méconnus depuis la guerre du Golfe en janvier 1991.

Cette inversion de tendance est due aux efforts qu'ont su s'imposer et surtout respecter les producteurs, en décidant au printemps de réduire le débit de leurs puits. A l'origine de cette décision : un constat. L'année 1998 a été désastreuse pour les Etats pétroliers, qui ont vu fondre leur revenu avec une chute de 40 % des prix. L'excès de

production conjugué à un tassement de la demande en Asie les a fragilisés.

Pour enrayer cette dégradation, trois pays, parmi les plus importants, décidaient de réagir : l'Arabie saoudite, le Venezuela, tous deux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et le Mexique, non adhérent du cartel. Ils imposaient une baisse de la production de 2,1 millions de barils/jour représentant 2,7 % de la production mondiale. Le 23 mars, à Vienne, en Autriche, les onze membres de l'OPEP, principaux contributeurs avec 1,7 million de barils/jour, entérinaient cette décision. Le reste était réparti entre la Russie, le Mexique, la Norvège et Oman. L'effet positif sur les cours fut immédiat, soutenu par des prévisions de croissance

encourageantes. De plus, la discipline a joué à plein. Les membres de l'OPEP emmenés par l'Arabie saoudite, premier producteur mondial, respectent à 85 % leurs engagements, du jamais-vu sur une aussi longue période. Fort de ce succès, l'engagement pris pour un an, jusqu'au 31 mars 2000, pourrait être prolongé au-delà.

Cette stratégie a permis de réduire les stocks mondiaux, qui sont tombés à leur plus bas niveau depuis deux ans aux Etats-Unis. L'approche de l'hiver et les premiers froids dans les pays de l'hémisphère Nord ont également soutenu la demande. Du côté de l'offre, les tensions en fin d'année entre l'ONU et l'Irak ont poussé les prix vers des sommets. Bagdad conteste l'embargo imposé par les Nations unies

**ADIEU 1999** Une étape importante de la compréhension des mécanismes du développement des cancers chez l'homme a été franchie en 1999. ● DES CHERCHEURS du

Massachusetts Institute of Technology (MIT) sont parvenus à faire de cellules normales des cellules cancéreuses en leur injectant trois gènes qui inhibent leur processus naturel

de mort programmée. ● PARALLÈLEMENT, ils ont démontré que l'inactivation d'un de ces gènes dans des cellules cancéreuses stoppait leur prolifération. ● ROBERT

WEINBERG, qui dirigeait l'équipe du MIT, est, depuis vingt ans, un des meilleurs biologistes spécialistes des tumeurs. ● CES DÉCOUVERTES ouvrent la voie à la mise au point

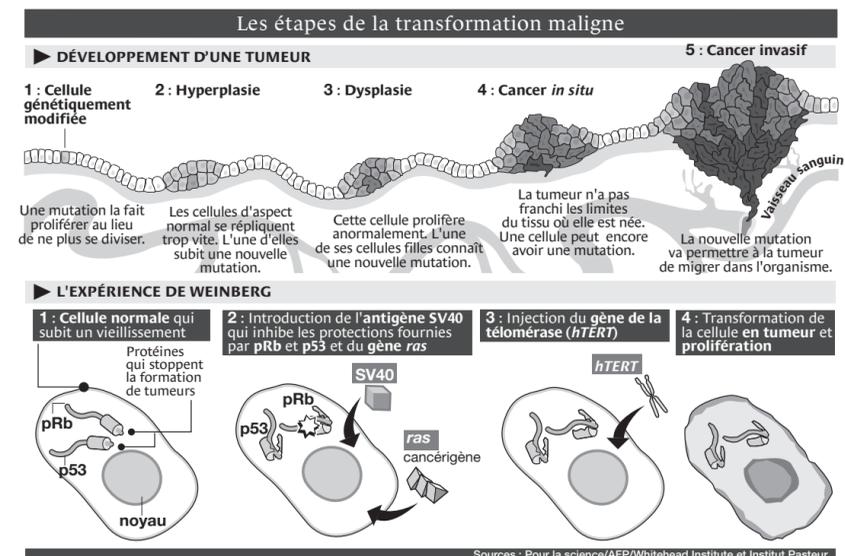
de solutions thérapeutiques. Dans un entretien au *Monde*, le professeur Thomas Turz estime que le siècle à venir sera celui des traitements « à la carte ».

## Le processus qui rend les cellules humaines cancéreuses est maîtrisé

Pour la première fois, des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology ont réussi à faire évoluer des cellules humaines vers le cancer. Ils ont également trouvé un moyen de stopper le développement des cellules ainsi transformées qui laisse espérer de nouveaux traitements

ON SAVAIT depuis longtemps transformer des cellules de rongeurs ou des lignées cellulaires immortalisées, c'est-à-dire des cellules dont on avait bloqué le processus naturel de disparition programmée, mais on ne savait pas transformer les cellules humaines normales. Il y avait quelque chose d'incompris, un élément qui n'existe pas dans les cellules des animaux de laboratoire, ni dans les cellules immortalisées, qui formait un verrou à la transformation. L'équipe dirigée par William Hahn au laboratoire de Robert Weinberg à l'Institut Whitehead (Massachusetts Institute of Technology, Boston) a levé cet obstacle en empêchant le vieillissement des cellules par activation du gène télomérase, comme elle l'a expliqué dans le numéro du 29 juillet de la revue scientifique britannique *Nature*.

Au cours des vingt dernières années, les chercheurs ont montré qu'un petit nombre de gènes à l'intérieur de la cellule sont capables de déclencher une croissance cellulaire illimitée. Ils ont nommé ces gènes « oncogènes », ou gènes de cancer. Ce sont des gènes qui codent pour des facteurs de croissance des cellules, c'est-à-dire qui activent des relais dans la chaîne de décision qui fait répondre les cellules à une stimulation de prolifération. Pour être cancérogènes, ces gènes doivent avoir subi une mutation qui les rend insensibles à toute régulation. Ils sont en permanence activés, n'attendant pas de signal



délivré par l'organisme pour pas dans la compréhension de l'origine des cancers. Pour qu'une tumeur se développe, il faut que sa croissance ne soit pas freinée et/ou qu'elle soit accélérée. Mais le transfert d'un oncogène et l'inhibition d'un suppresseur de tumeur ne suffisent toujours pas à rendre la cellule humaine normale maligne. Moyennant le transfert de trois gènes, l'équipe de Robert Weinberg y est parvenue.

La première étape a consisté à intégrer deux oncogènes dans des cellules humaines. L'un a sous sa dépendance la fabrication d'une protéine appelée RAS (mutée), très fréquemment retrouvée dans les tumeurs cancéreuses. L'autre code pour la protéine T du virus SV40, qu'on trouve chez le singe, protéine dont on sait qu'elle empêche l'action de deux protéines suppresseurs de tumeurs, les protéines p53 et pRb. Pour que

le phénomène de transformation maligne se produise, un troisième gène a été indispensable : il s'agit du gène *hTERT*, qui a sous sa dépendance la fabrication d'une enzyme particulière, la télomérase. Cette protéine répare les extrémités des chromosomes après chacune de leur réplication qui précède la division cellulaire.

### DES RISQUES ENCORE INCONNUS

Lorsqu'elle est inactive, les chromosomes perdent une partie de leur extrémité, les télomères, à chaque division. Lorsque le raccourcissement atteint un certain stade, normalement, la cellule se met au repos ou meurt. Il s'agit là d'un garde-fou remarquable contre la formation de tumeurs dont la caractéristique est la prolifération permanente. L'activité de la télomérase est ainsi indispensable à la survie et au développement des cellules cancéreuses. Elle est active dans ces cellules et stabilise la longueur des télomères, ce qui permet le maintien de la prolifération cellulaire. Les cellules ainsi transformées par ce transfert de trois gènes sont capables de proliférer indéfiniment. Injectées à une souris, elles déterminent la constitution de cancers.

L'équipe de William Hahn a également expliqué, dans le mensuel *Nature Medicine* d'octobre, qu'elle était parvenue à démontrer le corollaire de ces expériences : l'inhibition de la télomérase dans des cellules cancéreuses en culture entraîne le dépérissement de ces cellules après un certain nombre

de divisions. Même en l'absence d'une protéine p53 fonctionnelle, la destruction progressive des télomères a conduit à la mort des cellules lorsque les télomères ont atteint une taille critique.

L'ensemble de ces découvertes fait de l'hypothèse d'un traitement des cancers par inhibition de la télomérase une voie thérapeutique très attrayante. Elle a de bonnes chances pour elle car la télomérase est une enzyme de la famille des transcriptases inverses. Celles-ci, qui permettent la réplication du virus de l'immunodéficience humaine, ou VIH, ont déjà fait l'objet de multiples travaux et leur inhibition est la base des médicaments anti-VIH les plus puissants.

Certaines étapes doivent néanmoins être franchies pour envisager une application thérapeutique de ces recherches. Tout d'abord il faut en connaître les éventuels effets délétères. Par exemple, la télomérase est normalement active chez l'homme dans les cellules souches de la moelle osseuse qui permettent en permanence la reconstitution des cellules sanguines. Elle est active aussi dans les cellules de la reproduction, spermatozoïdes et ovocytes. Risque-t-on anémie et stérilité en traitant par une antitélomérase, et malgré la durée limitée de ces traitements ? Au bout de combien de temps, de combien de divisions, les télomères des cellules cancéreuses atteindraient-ils la taille critique, prélude à la mort cellulaire ?

E. Bx.

## Robert Weinberg traque inlassablement l'origine et les mécanismes des tumeurs

DEPUIS VINGT ANS, le biologiste américain Robert Weinberg a contribué de manière décisive à la compréhension du mystère de la malignité cellulaire, notamment en affirmant, dès 1988, que les can-

### PORTRAIT

Le biologiste américain a peu à peu dévoilé les processus fondamentaux de la cancérogenèse

cers « trouvent leur origine dans nos gènes ». Une cellule devenue cancéreuse devient « asociale ». Elle ne tient plus compte alors des cellules qui l'entourent ni de leurs signaux et se met à proliférer sans frein.

Il a, en 1999, décrit les processus suffisants pour rendre cancéreuse une cellule humaine normale. Mieux, il a aussi montré que ces cellules devenues malignes pouvaient mourir si on inhibait l'action d'un des gènes du cancer, celui qui est respon-

sable de la synthèse de l'enzyme télomérase. Cette dernière permet la reconstitution des extrémités des chromosomes après chaque division cellulaire. En l'absence de télomérase active, les cellules perdent peu à peu les extrémités des chromosomes et, au bout d'un certain nombre de divisions, elles restent dormantes ou se « suicident ».

Né le 11 novembre 1942 à Pittsburg (Pennsylvanie) de parents ayant fui l'Allemagne nazie en 1938, Robert Weinberg a fait ses études supérieures au célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il est arrivé dans le département de biologie au début des années 60, encore tout agitées de la découverte de la structure en double hélice de l'ADN par Watson et Crick en 1953. Le département de biologie du MIT avait déjà décidé de devenir un département de biologie moléculaire, en rupture avec ce qu'était jusqu'alors la biologie, descriptive et phénoménologique.

Il s'inscrit en thèse au MIT mais, au bout d'un an, part enseigner la biologie dans un

collège noir d'Alabama. On est en 1964 et la lutte pour les droits civiques est un combat dans lequel il se reconnaît. Revenu à Boston, il reprend son doctorat de philosophie puis effectue des stages post-doctoraux à l'Institut Weizmann de Rehovot (Israël) et à l'Institut Salk de La Jolla (Californie), avec les plus fameux spécialistes de biologie moléculaire. D'emblée, il fait donc partie du petit cercle qui va faire l'histoire de la biologie et de la génétique moléculaires. Travailler sur les cellules de mammifères sera sa grande spécificité, ce qui l'amènera naturellement à travailler sur les cellules humaines et les processus de cancérisation.

### RENDEZ-VOUS DANS DIX ANS

Le laboratoire de Robert Weinberg, installé au MIT depuis 1972, a montré que les gènes de cancer, ou oncogènes, étaient les mêmes, que les tumeurs soient d'origine virale ou chimique. Il a ainsi trouvé l'oncogène « ras » (acronyme de rat *sarcoma*, un sarcome étant un cancer solide, à la différence des cancers des cellules sanguines)

activé dans une tumeur vésicale humaine en 1980. C'était la première fois qu'on découvrait un oncogène dans une tumeur humaine. Son laboratoire observera aussi, en collaboration avec celui de Thaddeus Dryja, le premier gène suppresseur de tumeur dont l'absence peut provoquer l'apparition de certains types de cancer, les rétinoblastomes.

Né sont donc les mécanismes fondamentaux de la cancérogenèse que Robert Weinberg a traqués et mis au jour au cours de ces dernières années. Dans une dizaine d'années, estime-t-il, on connaîtra l'histoire complète et détaillée des tumeurs humaines. Et il prédit : « Les molécules découvertes par hasard devraient bientôt être remplacées par des molécules conçues rationnellement, donnant des traitements anticancéreux ciblés. Je suis persuadé que les dix premières années du XXI<sup>e</sup> siècle nous apporteront des traitements auxquels les cancérologues du XX<sup>e</sup> siècle n'ont osé rêver. »

Elisabeth Bursaux et Franck Nouchi

### Une autre piste thérapeutique

Entre 1998 et 1999, les travaux du professeur Judah Folkman ont été portés aux nues, puis voués aux gémonies avant d'être réhabilités. Ce chercheur avait annoncé avoir montré que le blocage de la prolifération des vaisseaux sanguins dans les tumeurs entraînait leur dépérissement (*Le Monde* du 7 mai 1998). Mais l'Institut national du cancer (NCI) américain échouait à reproduire ses travaux, ce qui jetait un fort discrédit sur l'approche thérapeutique consistant à agir sur les nouveaux vaisseaux se formant dans les tumeurs. Finalement, la cause de l'échec du NCI a été identifiée et les résultats de l'équipe Folkman confirmés au printemps 1999. Le NCI devait commencer les premiers essais cliniques chez l'homme fin 1999.

Thomas Turz, professeur de cancérologie et directeur de l'Institut Gustave-Roussy à Villejuif

## « L'évolution vers un traitement "à la carte" est sans doute ce vers quoi nous nous acheminons »

« Les progrès de la génétique révolutionnent l'ensemble des sciences du vivant. Mais qu'ont-ils apporté dans le domaine du cancer ?

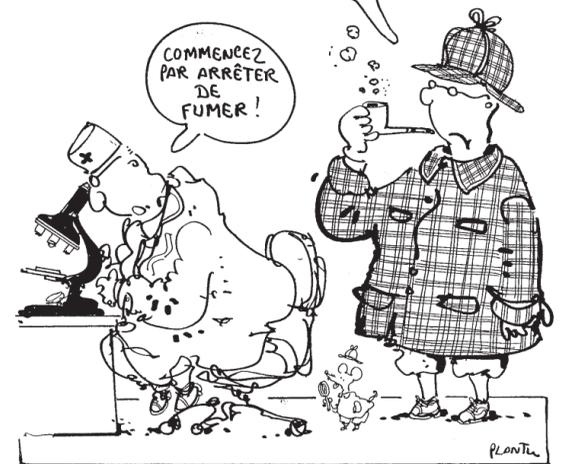
— Les avancées de la compréhension de la cancérogenèse réalisées en 1999 ont mis l'accent sur les altérations des gènes de la cellule cancéreuse qui conduisent à la transformation tumorale. Ces progrès ont complètement bouleversé la conception même du cancer. On considère actuellement que les tumeurs contenant des altérations de leur génome résultent d'une aberration entre ce génome et l'environnement. Le cancer du poumon et ses liens avec le tabac en sont un bon exemple. On pensait le cancer du poumon lié au tabac purement dépendant de l'environnement, mais on s'aperçoit aujourd'hui que nous possédons des gènes qui nous rendent plus ou moins susceptibles à l'effet cancérogène du tabac. Ainsi, des personnes fumant dix cigarettes par jour peuvent développer un cancer alors que de très gros

fumeurs, fumant trois paquets par jour, restent indemnes. Les interactions entre le génome et l'environnement créent une nouvelle épidémiologie du cancer, une épidémiologie génétique.

— A quoi peut-on comparer ces sauts conceptuels dans l'histoire de la médecine ?

— A mon avis, l'évolution de la recherche sur le cancer forme une excellente analogie avec celle des maladies infectieuses après les découvertes de Pasteur. Pasteur ne s'intéressait pas aux maladies infectieuses mais à la fermentation du vin. Il a eu la notion très intelligente de levain, de germe, d'agent transmis qui allait être à la source d'une révolution. Nombreux sont ceux qui pensent que la notion des gènes en cancérologie est un concept tout aussi révolutionnaire que celui de germe, de microbe, en pathologie infectieuse. Après Pasteur, on n'a plus jamais raisonné comme avant. Pourtant Pasteur n'a pas directement guéri les maladies infectieuses, il n'a pas trouvé tous les

PAS AVANT 2010 ??  
ELLE EST INTERMINABLE, CETTE ENQUÊTE ! ! !



microbes à la fois, il a fallu que d'autres chercheurs isolent un par un les différents agents infectieux. Il n'a pas trouvé les antibiotiques. Soixante ans se sont écoulés avant leur découverte mais on ne raisonnait plus comme avant Pasteur. Les voies de recherche étaient différentes ; on savait sur quoi chercher, comment chercher. Probablement, c'est le même saut conceptuel que nous sommes en train de vivre en cancérologie et nous sommes quelque part entre la découverte des microbes et celle des antibiotiques. Il nous reste à espérer que l'évolution ne sera pas aussi longue.

— Que peut-on attendre de ces découvertes ?

— Le même traitement n'est probablement pas à appliquer à tous les cancers. On sait très bien que certains sont beaucoup moins malins que d'autres, que l'évolution n'est pas la même pour tous. Actuellement, nous n'avons qu'un costume de taille unique pour tout le monde. Il est sûr que ce « costume thérapeutique » est trop

grand pour certains, qui pourraient se contenter de mesures beaucoup moins radicales, et qu'il est aussi trop petit pour d'autres qui ont une tumeur plus agressive et qui trouveraient bénéfice à un traitement plus musclé. On fera des traitements de plus en plus individualisés. L'évolution vers un traitement « à la carte » est sans doute ce vers quoi nous nous acheminons. On traitera alors vraiment la patiente et non plus un « cancer du sein ». On commencera par changer la façon d'administrer les médicaments qu'on possède déjà, en fonction du profil génétique de chaque tumeur. Si un médicament est actif dans 37 % des cancers, il est important de savoir ce qui distingue, au point de vue génétique, les 63 % de cancers qui y sont insensibles. On créera une nouvelle discipline, la génétique de la réponse aux médicaments, qui permettra de ne donner certains traitements cytotoxiques qu'à ceux auxquels ils sont utiles. »

Propos recueillis par Elisabeth Bursaux

# L'équipe de France de rugby, touchée par la grâce, fait mentir la loi du plus fort

Le XV tricolore bat en demi-finales les All Blacks, grands favoris de la Coupe du monde

Dimanche 31 octobre, à Twickenham, l'équipe de France de rugby a réalisé le plus grand exploit de son histoire : battre (43-31), en demi-finales

de la Coupe du monde, son homologue néo-zélandaise, grande favorite de la compétition. Les Bleus ne parviendront pas à rééditer une

performance de même niveau une semaine plus tard, en finale, laissant les Australiens emporter leur deuxième trophée Webb-Ellis.

EN CE LUNDI MATIN 1<sup>er</sup> novembre, la presse anglaise est atteinte de francophilie aiguë. Le touriste français qui arriverait en gare de Waterloo sans savoir qu'un match de rugby s'est disputé la veille n'en croirait pas ses yeux en parcourant les titres des quotidiens londoniens. Ne lui a-t-on pas dit, avant de partir, que les journaux d'outre-Manche sont déchaînés contre les Français en raison de l'embargo sur la viande de bœuf britannique décrété par Paris ? «*Seuls les Français pouvaient faire cela* », clame une manchette. «*Les Bleus ont-ils réalisé le match du siècle ?* », s'interroge un chroniqueur animé de la furieuse envie de répondre oui.

Rarement un match de rugby aura entraîné autant de commentaires passionnés que cette demi-finale de Coupe du monde entre la France et la Nouvelle-Zélande. L'explication repose sur ce principe fondateur du sport moderne : rien ne semble plus beau que la victoire du supposé plus faible sur le supposé plus fort. Il était dit que les All Blacks, qui avaient laminé l'Angleterre lors du premier tour, ne pouvaient pas perdre cette rencontre. Les book-makers avaient gratifié les joueurs des antipodes d'une cote équivalente à la différence de gabarit entre l'ailier Jonah Lomu (1,96 m, 118 kg) et son vis-à-vis d'un jour, Philippe Bernat-Salles (1,80 m, 79 kg).

## L'ENFER LEUR ÉTAIT PROMIS

La France ? Son parcours, cahin-caha, face à des adversaires de petit et de moyen calibre (Canada, Namibie, Fidji, Argentine) n'avait pas permis de se faire une idée de sa valeur réelle. Quelques éclairs de french flair avaient à peine atténué une impression d'ensemble plutôt médiocre. Et le précédent affrontement entre les deux formations, le 26 juin à Wellington, avait tourné largement à l'avantage des All Blacks (54-7). Bref, avec ses arrières efflanqués et ses avants indisciplinés, l'équipe de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux était promise à un voyage en enfer.

Tout commence pourtant, le dimanche 31 octobre, dans l'antré de Twickenham, par une réaction d'insolence, un bras d'honneur à la fatalité. Deux joueurs français tournent le dos aux Néo-zélandais lors du traditionnel haka effectué par ces derniers avant le coup d'envoi. Le premier, Richard Dourthe, prétend depuis le début de la Coupe du monde que les Bleus iront en finale ; le second, Olivier Magne, connaît «*déjà le haka pour l'avoir vu plusieurs fois à la télé* ». Sitôt le cérémonial terminé, Raphaël Ibanez réunit ses joueurs au milieu du terrain. A l'initiative de leur capitaine, ils entament *La Marseillaise*, bras dessus, bras dessous. On voit certains pleurer. D'autres sourire aux anges. Tous en conviendront plus tard :



KERAN DOHERTY/REUTERS

*La communion entre les joueurs (ici, Richard Dourthe, Xavier Garbajosa et Emile Ntamack) fut totale. « Les passes arrivaient comme des mots d'amour », dira Christophe Dominici.*

«*Le match s'est gagné à ce moment-là.* »

La jacquerie se met en branle dès la 20<sup>e</sup> minute grâce à une percée de Christophe Dominici, conclue par un essai de Christophe Lamaison. Mais l'effet est de courte durée. Quatre minutes plus tard, Jonah Lomu, l'ailier-bulldozer aux semelles de vent, éventre la défense française pour aplatir en coin. Il récidera au début de la seconde mi-temps. Le scénario

présents à Twickenham prennent conscience que le spectacle auquel ils assistent est «*autre chose* » qu'un simple match de rugby. C'est une opposition entre deux visions du sport, deux visions du monde. C'est l'idée que la vitesse et l'inspiration peuvent être supérieures à la force physique et l'organisation trop bien apprise. C'est la victoire du jeu sur la mécanique, le triomphe des particularismes locaux sur un moule mondialiste.

## Bernard Laporte remplace Jean-Claude Skrela

Le XV de France n'a pas eu à attendre longtemps pour connaître l'identité du successeur, au poste d'entraîneur, de Jean-Claude Skrela. Dimanche 21 novembre, cinq jours après l'annonce du retrait de ce dernier, au terme de quatre années de bons et loyaux services, et deux semaines après la finale de la Coupe du monde, Bernard Laporte a été intronisé par Bernard Lapasset, président de la Fédération française de rugby. Si elle ne constitue pas une surprise, la désignation de l'entraîneur du Stade français, qu'il a mené au titre de champion de France en 1998, consacre un technicien jeune (trente-cinq ans), connu pour ses coups de gueule et grand admirateur du rugby de l'hémisphère Sud. En s'inscrivant dans la continuité de son prédécesseur, le projet de Bernard Laporte sera d'inculquer de la rigueur et de la discipline à une équipe capable tout aussi bien de réaliser des matches exceptionnels que désastreux.

préablement écrit est en train de se réaliser. Qui, à cet instant-là, accepterait de croire que les All Blacks vont encaisser vingt-six points en moins de quinze minutes ? Personne, bien sûr. Sauf peut-être «*Titou* » Lamaison, encore lui, qui rallume l'espoir en passant deux drops et une pénalité en l'espace de trois minutes. Un essai de Christophe Dominici puis un autre de Richard Dourthe font basculer le match.

Surtout, les 70 000 spectateurs

Astérix contre Superman. José Bové contre McDo.

C'est également le jour de gloire de Pierre Villepreux. Le technicien donnait l'impression de prêcher dans le désert ces derniers mois. Les mauvais résultats de l'équipe de France et la suprématie des formations du Sud avaient eu pour effet d'isoler le coentraîneur des Bleus. A la fin du match, Pierre Villepreux est en larmes. Ses théories sur le jeu de passes et sur l'art du contournement ont été appliquées

à la lettre. Le frêle Philippe Bernat-Salles a marqué un quatrième essai pour les Bleus. Un sursaut d'orgueil des All Blacks en fin de match ne change rien : l'équipe de France terrasse la montagne noire (43-31).

## PAS DE SECOND MIRACLE

Le reste n'a plus d'importance. Franck Tournaire fait un tour d'honneur avec sa fille sur les épaules. Olivier Magne troque son casque contre celui de Josh Kronfeld. Philippe Bernat-Salles se rend en T-shirt dans les vestiaires néo-zélandais pour ne pas paraître trop gringalet à côté de Jonah Lomu avec qui il échange son maillot.

Devant la presse, Christophe Dominici débite des phrases faites de mysticisme et de poésie, tel Mohammed Ali du temps de sa splendeur. Il raconte avoir «*été touché par la grâce* ». Il dit que les «*passes arrivaient comme des mots d'amour* ». Il confie que, le matin du match, il s'est regardé, nu dans la glace : «*Je me suis demandé ce que je faisais là et si j'avais réellement envie d'y être, si j'avais envie d'affronter les Blacks.* » Il ne fermera pas l'œil de toute la nuit, visionnant une à une les images de ce match onirique.

L'épopée s'arrêtera là. Le retour à la réalité, le 6 novembre à Cardiff, en finale, face à l'Australie, est brutal. La victoire des Wallabies (35-12) est sans contestation. Faute d'avoir pu répéter le même exploit à une semaine d'intervalle, les Bleus ne sont pas champions du monde. Vingt-cinq mille personnes les attendront sur le Champ-de-Mars pour les remercier quand même.

Frédéric Potet

## Athlétisme : Maurice Greene rattrape Ben Johnson sur 100 m

MAURICE GREENE est crédible lorsqu'il jure n'avoir rien prémédité. Mercredi 16 juin 1999, au meeting d'Athènes, il a pulvérisé le record du monde du 100 m alors qu'il avait initialement prévu de s'aligner sur 200 m. Sa course en 9 s 79 – réalisée par vent nul et face au trinitéen Ato Boldon, au Canadien Bruny Surin et au Namibien Frankie Fredericks – a relégué aux oubliettes celle du Canadien Donovan Bailey (9 s 84) en finale des JO d'Atlanta en 1996. Cette impressionnante performance en égale une plus tristement célèbre : celle de Ben Johnson, vainqueur de la finale des Jeux olympiques de Séoul en 1988 avant d'être déchu du titre pour dopage.

## Cyclisme : les Français sur la piste aux étoiles

SEPT MÉDAILLES D'OR en douze épreuves. La domination des Français lors des championnats du monde de cyclisme sur piste, à Berlin (du 20 au 24 octobre 1999), a atteint des hauteurs jamais égalées. En 1997, à Perth (Australie), et en 1998, à Bordeaux, le bilan s'était élevé à six premières places. A Berlin, aux sept médailles d'or sont venues s'ajouter une d'argent et deux de bronze. L'hégémonie française n'a pu être contestée que par l'Allemagne, qui a obtenu trois premières places, au point de conférer à ces championnats du monde une image de match franco-allemand. La France a pu compter sur ses féminines. Félícia Ballanger bien sûr, dont c'était le dernier mondial (vitesse, 500 mètres). Mais aussi Marion Clignet, de retour en poursuite et dans la course aux points. Chez les hommes, les bonnes surprises sont venues de Laurent Gané, médaillé d'or en vitesse, et d'Arnaud Tournant qui, outre sa contribution à la victoire de la France en vitesse par équipes, a remporté l'épreuve du kilomètre. Désormais, les Français rêvent d'un nouveau hold-up, aux Jeux olympiques de Sydney. «*Un total de neuf médailles est réalisable* », a affirmé Daniel Baal, le président de la Fédération française de cyclisme.

## Escrime : la France à la pointe de l'épée, du sabre et du fleuret

LA FRANCE se pose en nation phare de l'escrime. Le palmarès des championnats du monde, à Séoul (Corée du Sud), au début du mois de novembre, est éloquent : en individuel ou par équipes, à l'épée, au sabre ou au fleuret, les Françaises et les Français ont raflé un total de cinq médailles d'or, une d'argent, deux de bronze. Le palmarès est historique. Mais l'enjeu à Séoul portait aussi sur les qualifications pour les Jeux olympiques. Emmenées par des talents comme Eric Steckl, Laura Flessel ou Damien Touya, les équipes françaises s'alignèrent en force à Sydney (Australie), en septembre. Quatre des cinq équipes qui étaient qualifiables ont décroché leur billet pour les JO : l'épée féminine et masculine, le sabre et le fleuret masculins. La performance n'est pas mince, lorsque l'on sait que des équipes réputées solides comme la Russie, l'Italie et la Suède à l'épée chez les hommes, par exemple, ne seront pas à Sydney. Seule l'Allemagne a été en mesure de faire mieux que la France, en réalisant un sans-fautes.

## Football : les champions du monde peinent à se qualifier pour l'Euro

LE SCÉNARIO de la qualification de l'équipe de France de football pour les phases finales de l'Euro 2000 n'a sans doute pas été à la hauteur de ce que l'on était en droit d'attendre d'une équipe, qui, selon son titre du moins, est censée être la meilleure de la planète. Mais, si la manière a laissé à désirer, l'essentiel est sauf. Les hommes de Roger Lemerre fouleront les sols belge et néerlandais en juin. Mais que ce fut laborieux ! Le 5 septembre 1998, moins de deux mois après leur sacre mondial, les Bleus se font surprendre en Islande, où ils concèdent un match nul (1-1). Cette entrée en matière est d'autant plus maladroite que le groupe où évolue la France compte deux autres équipes pouvant sérieusement prétendre à la qualification : l'Ukraine et la Russie. Sur son terrain, la France enchaîne un nul (0-0) face à l'Ukraine, une victoire (2-0) contre l'Arménie et une défaite face à la Russie (2-3), avant de ne ramener qu'un match nul d'Ukraine (0-0). Dès lors, pour être qualifiés d'office, les Bleus doivent gagner leurs deux derniers matches, en Arménie, puis contre l'Islande, à Paris, tout en espérant un match nul entre la Russie et l'Ukraine lors de la dernière journée. La chance est du côté des champions du monde : ce scénario idéal se réalisera.

## Basket : les Bleus et les Bleues en route pour Sydney

LE CHAMPIONNAT D'EUROPE MESSIEURS DE BASKET-BALL, en juin, a réussi à l'équipe de France : à l'issue de cette compétition, qui se déroulait sur son sol, elle a gagné son ticket pour les Jeux olympiques de Sydney (Australie), en septembre 2000. L'objectif fixé par Jean-Pierre De Vincenzi, le sélectionneur, a donc été atteint par des Bleus qui n'ont plus participé aux JO depuis 1984, à Los Angeles. L'Euro aura, malgré tout, laissé un petit goût amer. Car, après qu'Antoine Rigau et Laurent Foirest eurent porté l'équipe à bout de bras lors de la victoire sur la Turquie en quarts de finale, les basketteurs français auraient pu conduire leur nation vers une finale – de rêve – face à la Yougoslavie. Pour cela, il leur fallait, en demi-finales, écarter l'Espagne, qu'ils avaient déjà évincée facilement (74-57) une semaine plus tôt lors d'un match de poule. Mais l'histoire ne se répète pas toujours. En tout cas, pas ce vendredi 2 juillet 1999 à Paris-Bercy, où l'Espagne s'est imposée (70-63). La France finira à la quatrième place, l'Italie remportant l'épreuve. Pour le basket français, l'année 1999 restera d'autant plus un bon cru que l'équipe nationale féminine a obtenu, elle aussi et pour la première fois de son histoire, un billet pour les Jeux olympiques, en terminant à la deuxième place du championnat d'Europe, en Pologne, en mai.

## Handball : les féminines tricolores gagnent leur billet pour l'Australie

DOUZE MILLIONS de téléspectateurs ont suivi, en France, dimanche 12 décembre, la finale du Championnat du monde de handball féminin qui a opposé l'équipe de France à la Norvège à Lillehammer. Les Bleues ont perdu de justesse (24-25) au terme de deux prolongations palpitantes mais, malgré cette défaite, les Françaises ont marqué les esprits. En éliminant les Danoises, championnes du monde et championnes olympiques en titre, lors des quarts de finale, elles ont signé un exploit qui leur garantit une participation aux JO de Sydney.

## La Nouvelle-Zélande est restée solidaire de ses héros malheureux

AUCKLAND de notre correspondant

Etant donné l'état de rage et de stupeur dans lequel la défaite des All Blacks contre la France en demi-finales de la Coupe du monde de rugby avait plongé la Nouvelle-Zélande, les misérables héros avaient toutes les raisons de redouter le moment du retour au pays. Avant que le XV de France n'impose aux Néo-Zélandais la déculottée que l'on connaît, les élus d'Auckland se disputaient sur le budget et le financement de la parade prévue pour le retour des Blacks, qu'ils n'imaginaient que triomphal, la coupe brandie à bout de bras.

Pourtant, l'adversité aura finalement soudé encore davantage le pays à ses joueurs. Quelques centaines de supporters, dont le premier ministre, Jenny Shipley, s'étaient rassemblés à l'aéroport d'Auckland pour les accueillir à 7 heures du matin, le 9 novembre. Quelques placards résumaient l'état d'esprit : «*Battus, pas vaincus* », «*Nous croyons toujours en vous* », «*Merci pour le bel effort*. » Bref, le pays n'avait pas le courage de se fâcher contre son équipe fétiche. De leur côté, si les joueurs n'avaient plus l'air aussi abattu que dix jours plus tôt, ils ont volontiers fait amende honorable en s'excusant encore et encore, et une nouvelle fois ici, et une autre

fois à la radio, et à chaque occasion possible, de l'inadmissible défaite.

Mais il serait faux pour autant de penser que tout le pays a partagé cette sagesse et ce recul. Certains virent dans la défaite des All Blacks la preuve des défauts intrinsèques de la société néo-zélandaise. Ainsi, dans un éditorial du principal journal néo-zélandais, titré : «*Avant nous étions des combattants, maintenant nous sommes des mauviettes* », on lisait : «*Nous avons sacrifié nos valeurs traditionnelles et notre morale. Nous sommes devenus les serfs d'une économie basée sur le laisser-faire du capitalisme, qui rend les riches plus riches, les pauvres plus indigents et laisse les autres gratter les miettes jour après jour. Une nation qui a perdu sa force morale. Dans la Coupe, nous avons eu ce que nous avons mérité. Pas comme les Australiens, qui, Dieu merci, ont bien mieux résisté que nous aux forces de la conformité et qui sont au sommet du monde pas seulement en cricket, rugby league et netball mais aussi en rugby. Pas étonnant que tant d'entre nous traversent la mer de Tasman* », qui sépare la Nouvelle-Zélande de son grand voisin.

Décidément désespéré, l'éditorialiste se ressaisit pour conclure sur l'espoir de tirer de cette humiliante erreur la capacité de

construire une équipe capable de gagner en 2003. Certains n'ont pas hésité à dire que cette défaite accentuerait la volonté de changement politique chez les Néo-Zélandais et contribuerait à un changement de majorité politique, qui a d'ailleurs eu lieu lors des élections du 27 novembre.

Dans cet esprit désabusé, les Néo-Zélandais sont d'ailleurs finalement convaincus que, pour éviter les pièges du luxe, de l'autosatisfaction et de l'indulgence dans lesquels leur séjour sur la Côte d'Azur, avant le quart de finale contre l'Ecosse, a plongé les All Blacks, en les menant à leur ruine quelques jours plus tard sur le terrain de Twickenham, rien ne saura plus fouetter l'esprit de conquête des Blacks que de devoir aller se qualifier aux îles Fidji, Samoa et Tonga pour participer à la Coupe du monde 2003. «*Les All Blacks se rappelleront la honte de 1999. Cela leur donnera une autre impression du rugby que celle qu'ils ont eue à Cannes.* »

Reste que, si les Français ont beaucoup gagné en estime du côté d'Auckland depuis cet inoubliable match, le mot «*Twickenham* » résonnera à jamais chez les Néo-Zélandais comme «*Alésia* » chez les Gaulois.

Florence de Changy

# Temps pluvieux et doux

**SAMEDI.** Un anticyclone est situé du large de l'Espagne au sud de la France, tandis qu'une vaste dépression est centrée au sud-ouest de l'Islande. Une perturbation donnant des pluies modérées traverse la France. De belles éclaircies reviennent par le nord-ouest dès la mi-journée.

**Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie.** - Les pluies de la nuit laisseront place à de belles éclaircies en cours de matinée. Les nuages et les éclaircies alterneront l'après-midi avec un vent de nord-est modéré près des côtes. Il fera 9 à 12 degrés l'après-midi.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Il pleuvra encore une bonne partie de la matinée, puis l'après-midi, de belles éclaircies reviennent près des côtes. Le ciel restera plus nuageux ailleurs. Les températures maximales avoisineront 7 à 9 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Il pleuvra faiblement une bonne

partie de la journée, et il neigera sur le relief au-dessus de 700 mètres. Il fera 5 à 7 degrés l'après-midi.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Le temps restera couvert et faiblement pluvieux sur l'ensemble des régions. De courtes éclaircies reviennent sur les Charentes l'après-midi. Le thermomètre marquera 10 à 12 degrés au meilleur moment de la journée.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Le temps restera maussade avec de la pluie et de la neige sur le relief, au-dessus de 1 000 mètres. Les températures maximales avoisineront 6 à 9 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Sur le Languedoc-Roussillon, le ciel se couvrira par l'ouest, avec des pluies faibles l'après-midi. Ailleurs, les éclaircies du matin laisseront place à un ciel très nuageux, sauf sur la Côte d'Azur et la Corse, où le soleil restera dominant. Il fera 10 à 12 degrés l'après-midi.

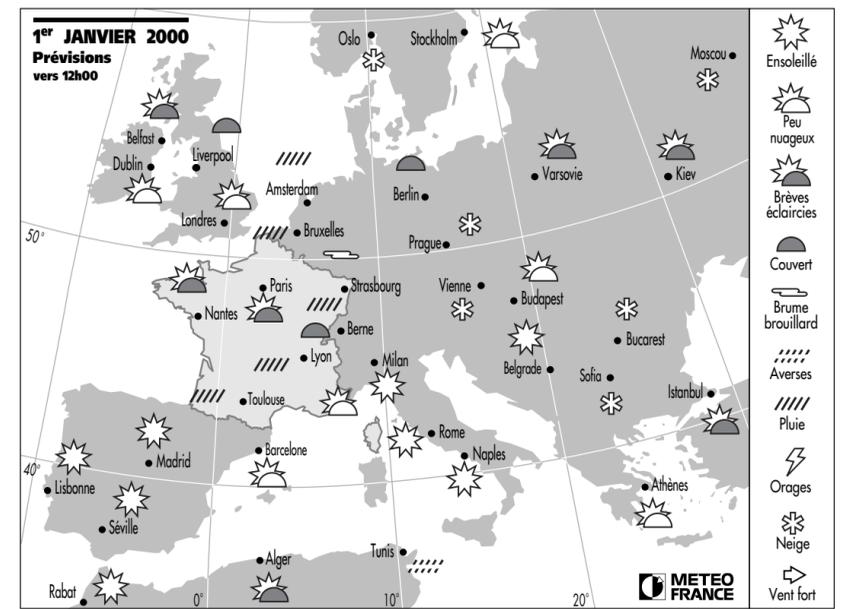
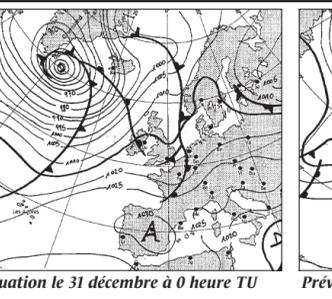


Table with 3 columns: City, Min/Max Temp, and Weather. Includes cities like Paris, Lyon, Marseille, etc.

Table with 3 columns: City, Min/Max Temp, and Weather. Includes cities like London, Berlin, Rome, etc.



# LE CARNET DU VOYAGEUR

**FRANCE.** La Sécurité routière prévoit une circulation difficile sur l'ensemble du réseau à l'occasion du Nouvel An. Après la nuit de la Saint-Sylvestre, les retours de congés scolaires qui n'auront pas pu être différés grâce à la journée supplémentaire de lundi 3 janvier se manifesteront d'abord sur les axes alpins et pyrénéens, puis de transit. Dimanche, les difficultés s'amplifieront à l'approche des agglomérations dans l'après-midi. Lundi, Bison Futé recommande notamment d'éviter de circuler en Ile-de-France de 8 à 11 heures et de 16 à 20 heures.

**SINGAPOUR.** Singapore Airlines a été désignée meilleure compagnie aérienne long-courrier de l'année par Havas Voyages et American Express. Ponctualité, confort et services à bord, facilité d'enregistrement et de réservation figurent parmi les critères d'appréciation.

# AUTOMOBILE

## Le mélange des genres rencontre le succès auprès des conducteurs

**LES FRANÇAIS** ne sont pas encore devenus des déçus de l'automobile. En 1999, un peu plus de 2,1 millions de voitures neuves (et deux fois plus de voitures d'occasion) ont trouvé acquéreur. Une croissance de 11% par rapport à l'année précédente. Ce résultat, obtenu sans prime gouvernementale ni incitation fiscale mais dans un contexte économique très favorable, témoigne également de la plus grande capacité de l'industrie automobile à devancer les attentes du consommateur. Pour répondre à une demande multiforme, il a fallu créer des modèles, mélanger les genres et revenir à une certaine modestie pratique. Autant de fissures dans la hiérarchie traditionnelle des catégories automobiles.

Symboles d'une automobile moins agressive privilégiant l'espace à bord, les monospaces sont les vedettes du marché. Ce ne sont plus seulement de grosses voitures pour familles nombreuses. Devenus plus compacts, ils ressemblent davantage à une berline tout en gardant ce supplément d'âme qui en fait des voitures familiales branchées. Le Renault Scénic, qui a su adapter à son échelle les recettes qui ont fait le succès de

l'Espace, a renouvelé son style car la concurrence est devenue pressante. Mais, alors que, dans le passé, on se contentait de copier les modèles à succès, le pouvoir grandissant des services marketing a incité les constructeurs à tenter de se démarquer davantage. Ils ont donc pris des risques, tant dans le domaine de la conception que dans celui du design. Pour contester la suprématie du Scénic, Fiat a lancé le Multipla, aux formes résolument anticonformistes, proposant deux rangées de trois sièges. Opel a imaginé le Zafira, qui ressemble à un break surélevé et offre sept places (deux sièges peuvent disparaître dans le plancher). Dernier-né, le Citroën Picasso joue une carte plus classique mais offre le confort d'une berline et une grande habitabilité.

**RECOURS AUX NÉOLOGISMES**  
Espèce automobile de plus en plus difficile à définir avec précision, le monospace se décline aussi sur la base de petites voitures. Cet exercice permet aux japonais (5% du marché français mais 12% du marché européen) d'avancer des arguments nouveaux. La nouvelle Toyota Verso, variante de la Yaris

(un modèle pas plus gros qu'une Clio), est un « mini-monospace », et le Suzuki Wagon-R un « micro-space ». A ne pas confondre avec les « ludospaces », ces véhicules utilitaires en habits neufs (Renault Kangoo, Citroën Berlingo) qui per-

### La scooter en grande forme

**Les deux-roues battent aussi des records d'immatriculations. En 1999, quelque 200 000 ventes ont été recensées alors que, cinq ans plus tôt, on ne dépassait pas les 85 000 unités. Le changement réglementaire de 1996 permettant aux titulaires du permis B (auto) de puis plus de deux ans de conduire une 125 cc a fortement contribué à cet essor qui profite surtout au scooter, une machine qui a profondément renouvelé son design et se montre particulièrement à son avantage en ville. Les « gros cubes » se portent eux aussi fort bien et la nouvelle marque française Voxan tente d'en tirer profit avec un roadster de 1 000 cc fabriqué à Issoire (Puy-de-Dôme). En revanche, l'industrie du cycle n'est pas au mieux, malgré le développement de la pratique du vélo, en ville ou au grand air : les amateurs ne semblent pas enclins à renouveler leur monture assez rapidement pour garantir le dynamisme des ventes.**

mettent aux familles sportives de transporter facilement leurs bicyclettes. Le mélange des genres est devenu la règle. En 1999, on a vu apparaître des modèles hybrides, croisement entre un 4x4 et un

coupé (Honda HR-V), un 4x4 et un break (Mitsubishi Pajero Sport), un 4x4 et une berline sportive (BMW X5). Dans quelques mois, Renault inaugurera le « coupé-space » avec l'Avantime et un monospace 4x4 (Scénic RX4),

### Le critère de l'espace

Reste que, quel que soit le niveau de prix, l'espace intérieur devient un critère d'achat essentiel pour des automobilistes qui passent toujours plus de temps dans leur véhicule et doivent composer avec les limitations de vitesse. En témoignent la réussite de la Fiat Punto et, a contrario, les difficultés rencontrées par la petite Smart, pénalisée par ses deux places et son prix. La reprise en main par Mercedes et l'adoption de tarifs plus réalistes ont fini par relancer ses ventes. La carrière de la Peugeot 206, en revanche, a démarré en flèche. Au point qu'elle menace bien plus sérieusement que prévu la prééminence de la Renault Clio.

automobile, plus rapide que l'évolution lexicale. Pour l'essentiel, on s'en tient donc au bon vieux vocabulaire de l'ère hippomobile, ses berlines, ses breaks et ses coupés.

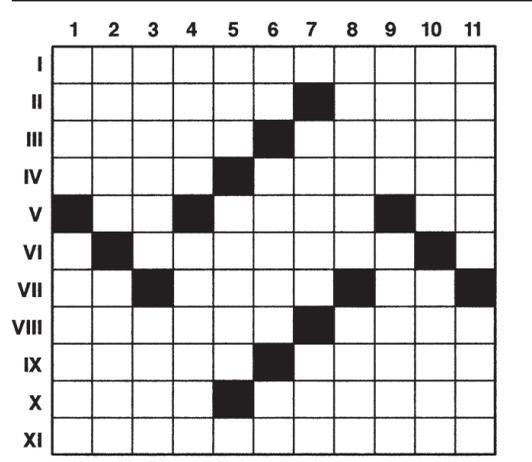
De son côté, le classicisme défend son pré carré. Mercedes renouvelle habilement son style, Audi surprend son monde avec le coupé TT, et la toute nouvelle S-Type relance avec beaucoup de classe la marque Jaguar.

Les bonnes performances commerciales de la gamme Peugeot s'expliquent également par l'aura qui entoure son moteur Diesel HDi. Les modèles brûlant du gazole sont devenus silencieux et remarquablement souples. Grâce aux constructeurs allemands (BMW, Mercedes et Volkswagen), le diesel se découvre une vocation sportive sur des hauts de gamme raffinés. Quoique le renchérissement programmé du prix à la pompe de ce carburant impose un calcul de rentabilité très serré avant toute décision d'achat, le diesel est une valeur qui repart à la hausse. En France, sa part dans les immatriculations est passée en un an de 40% à plus de 43,6%.  
Loin de ces viles contingences, le plus grand mythe de l'automobile cultive sa légende. Plus belle encore que sa devancière - ce ne fut pas toujours le cas -, la 360 Modena, dévoilée début 1999 par Ferrari, ne cède rien à la mode envahissante de l'œil décollé. Fidèle sans être nostalgique, la Modena évolue pourtant sur un point important : c'est une Ferrari très facile à conduire.

Jean-Michel Normand

# MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 00-001



**HORIZONTALEMENT**  
I. Malgré son air décadent, on en reparlera cette année. - II. Un genre qui convient bien au I horizontal. Accompagne le I. - III. Sait ne rien faire. Evacua. - IV. Protection dérisoire quand le homard passe à table. Plus fort. - V. Refus chez Bill. Laisse en partant. Personnel. - VI. Animées pour les fêtes. - VII. Moyen. Changer. Résultat d'entreprise. - VIII. Pour se retrouver. Nourris, ils deviennent dangereux. - IX. Très apprécié. Fond solide. - X.

**VERTICALEMENT**  
1. Passion de l'été 1998. Quand le précédent finit sur les Champs. - 2. Vit au large. S'arrondit à coups de fourchette. - 3. Sa vengeance fut tunique. Chez lui tout est bon. - 4. Forme de devoir. Son devoir, faire silence. - 5. Pompe à fric ou pompes à essence ? Fait l'union. - 6. Personnel. Suivie avec attention. En redresse-

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

sement. - 7. Presser de nos jours. Assuré la frappe. - 8. Ouvert à l'intérieur. A traversé le siècle sur de bonnes voies. - 9. Lieu de rencontre. Parcours à travers bois. - 10. Répétition hebdomadaire. Accumule pour la galerie. - 11. Adresses d'aujourd'hui. A conscience.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99310

### HORIZONTALEMENT

I. Trente et un. - II. Retourne. - III. Et. Ebats. Lp. - IV. Pré. Eta. Bip. - V. Iota. Ombre. - VI. Durif. Erige. - VII. Avenir. Usés. - VIII. Nés. RER. Eos. - IX. Te. Dopée. Ie. - X. Friandise. - XI. Boursières.

### VERTICALEMENT

1. Trépidente. - 2. Retrouvée. - 3. Et. Etres. FO. - 4. Noé. Ain. Dru. - 5. Tube. Tiroir. - 6. Erato. Repas. - 7. Entame. Rêni. - 8. Tes. Bru. Ede. - 9. Us. Brise. Ir. - 10. Liégoise. - 11. Oppressées.

# PHILATÉLIE

## 1999, l'année de toutes les premières

**EN FORME DE CŒUR**, ovale, affichage du prix en euros... La Poste n'a jamais, pour ses timbres, fait preuve d'autant d'imagination qu'en 1999. Plusieurs « premières » en témoignent. Ainsi, cette année enregistre la parution du premier timbre en euros, dès le 1<sup>er</sup> janvier. Sur la lancée du timbre rond émis en 1998, à l'occasion de la Coupe du monde de football, l'imprimerie des timbres-poste et des valeurs fiduciaires adapte son matériel pour fabriquer ses premiers timbres en forme de cœur, pour la Saint-Valentin, ou ovales, pour la Coupe du monde de rugby. Une dessinatrice âgée de neuf ans, Morgane Toulouse, remporte le concours « Dessine le timbre de l'an 2000 » et devient la plus jeune créatrice d'un timbre en France. Le premier timbre comportant un hologramme est émis le jour de l'inauguration de l'exposition Philalexfrance. Le double affichage sys-



tématique en francs et en euros fait son apparition en juillet, avec le timbre *Célébration de l'an 2000*. Dans le même temps, la mention « RF » se substitue à « République française ». La Poste lance sa *Collection jeunesse*, avec un premier feuillet de dix timbres à 1 F sur des voiliers. Enfin, les Français sont, pour la première fois, consultés sur les thèmes des timbres qu'ils souhaiteraient voir édités en 2000 et 2001 : Jean-Claude Killy et Carl Lewis succéderont donc, au sein de la série *Le Siècle au fil du timbre*, à... Napoléon III et Pétain qui, seuls jusqu'alors, avaient été honorés d'un timbre de leur vivant. Plus anecdotique, le timbre sur le cinquantenaire des relations diplomatiques entre la France et Israël vaut au courrier qu'il affranchit d'être refoulé par la poste du Liban. Toutes ces premières ont un



coût... Avec un total de 633,60 F, les philatélistes connaissent une année de dépenses record qui se décline de la façon suivante : la collection complète pour 1999 comprend 222,60 F de timbres, 155,40 F de carnets et 255,60 F de feuillets, un total qui ne tient pas compte du double conditionnement du bloc des *Chefs-d'œuvre de l'art* vendu avec un laissez-passer pour Philalexfrance et des prêts-à-poster de plus nombreux (compter plus de 220 F), nationaux (maxicarte Rugby, enveloppe Euro, etc.) ou d'initiatives locales telles que l'enveloppe *Cadeau-Meilleures vœux* du bureau de Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Orientales), par exemple. L'année 2000 promet déjà, avec l'annonce d'un timbre « hors programme », consacré à la « Méridienne verte », sur papier recyclé... Pierre Jullien

## CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000

**ADIEU 1999** N'ayant que faire de l'autonomie de l'art, nombre de créateurs de la génération née après 1960 se sont installés dans la banalité de la vie quotidienne. A l'ambi-

tion de transformer ou d'expliquer le monde, ils préfèrent celle d'instaurer des modes de vie autres, plus riches, plus chaleureux. Ils prennent leurs sujets dans l'entourage immé-

diat, dans la rue, les banlieues, entre images documentaires et travail plastique. ● DOGMA, le manifeste lancé par le cinéaste Lars von Trier, reformule avec intransigeance cette

exigence de réalisme. ● LA PHOTOGRAPHIE n'est pas en reste, élevant la réalité triviale au rang d'icône, avec parfois des arrière-pensées démagogiques. ● LE METTEUR EN

SCÈNE Thomas Ostermeier plaide, lui, pour un théâtre qui met en jeu « la réalité en même temps que l'utopie d'un monde juste où ne règne pas le seul matérialisme ».

## L'irruption du réel donne à l'art une nouvelle jeunesse

Dans tous les domaines de la création, nombre d'artistes, renonçant à l'ambition de transformer le monde, ont choisi de s'installer dans la banalité de la vie quotidienne. Entre images documentaires et travail plastique, leurs œuvres trouvent leurs sujets dans la rue

**QUEL BEAU BOUCAN** il fit, cet ultime palmarès cannois des années 90 ! Tempête de microcosme ? Pas seulement. Que reprochaient en chœur producteurs-diffuseurs, cinéastes « grand public » et journalistes plus publicitaires que publicistes à la *Rosetta* des frères Dardenne, à *L'Humanité* de Bruno Dumont ? De porter trop ostensiblement les couleurs d'un anti-héros de cette fin de siècle qui, pour le meilleur et pour le pire, ne s'est pourtant jamais si bien porté. Le réel, ainsi le sur-nomme-t-on. Il occupe aujourd'hui une place que les forces de l'argent, de la technique et du goût devaient anéantir. Sur les écrans, les scènes et les cimaises, il semble que ces forces contraires lui aient au contraire insufflé une nouvelle vigueur, transformant le dernier des Mohicans en champion du futur.

Il parut pourtant d'abord qu'il n'était là que faute de mieux : quand les modèles théoriques et idéologiques se sont effondrés, il reste encore le monde, sa trace par enregistrement ou sa reconstruction créative. Il y aurait donc du réel par défaut, du ici et maintenant faute de lendemains chantants.

Par excellence fenêtre ouverte sur le monde, le cinéma a été naturellement travaillé par ces lignes de conflit. La mise en crise de l'opposition académique entre fiction et documentaire est au cœur de la modernité cinématographique. En France, elle a été prise en charge aussi bien par Resnais que par Godard, mais au vu des films qui témoignent du renouvellement des jeunes auteurs (cette année : *Romance* de Catherine Breillat, *Vénus Beauté* (Institut) de Tonie Marshall, *Karnaval* de Thomas Vincent, *L'Ennuï* de Cédric Kahn, *Haut les cœurs* de Solveig Anspach, *Peau neuve* d'Emilie Deleuze, *La vie ne me fait pas peur* de Noémie Lvovsky, *Lila Lili* de Marie Vermillard, *Peau d'homme, cœur de bête* de Hélène Angel, ce serait toujours Maurice Pialat qui constituerait la principale référence.

Parmi dix autres exemples – de l'interrogation magistralement ironique léguée par-delà sa mort par Stanley Kubrick avec *Eyes Wide Shut* au chef d'œuvre d'Abbas Kiarostami *Le vent nous emportera* –, le rapport au réel, fétichisé jusqu'au gag (pour se protéger des dérives « idéologiques »), est la

raison même de Dogma, le seul manifeste artistique lancé officiellement durant cette décennie. Le « programme » d'intransigeance réaliste de Lars von Trier et ses amis a engendré une poignée de films inégaux, mais, au-delà, a reformulé d'une manière radicale des exigences qui hantent plus ou moins explicitement l'ensemble de la production artistique actuelle.

Lorsque le sculpteur anglais Damian Hirst proposait aux visiteurs de la Biennale de Venise 1993 de traverser une vache gravide coupée en deux et conservée dans du formol, beaucoup d'artistes s'agitaient ferme à propos du virtuel et des manipulations génétiques. Si l'on ne pouvait imaginer alors plus parfaite illustration de l'art comme tranche de vie, l'œuvre du jeune sculpteur s'inscrivait comme toute dans une perspective hyperréaliste classique, de presque *ready-made*, d'objets froids qui ne témoi-



(2 décembre 1999.)

gnaien qu'en partie de l'agitation de la nouvelle génération des plasticiens.

La réaction de ceux-ci au factice, au déshumanisé, à un monde saturé d'images où la réalité perdait toute substance – la guerre du Golfe sans images de corps et

La danse et la vie sur le même pied

**Bien décidé à ne plus séparer la danse et la vie, le jeune chorégraphe Philippe Jamet, formé notamment au Merce Cunningham Studio, imagine depuis cinq ans des projets inaccoutumés, mêlant gens ordinaires et danseurs contemporains. Après avoir mis en scène des retraités des quartiers Nord de Marseille dans *Traces*, en 1995, il a conçu *Portraits dansés*, une installation rassemblant des portraits vidéo de cinquante habitants des villes de Marseille et de Brétigny-sur-Orge, ainsi que des performances chorégraphiques de sept interprètes de sa compagnie.**

**Aux premiers, Philippe Jamet a posé une série de questions autour du bonheur, du malheur, de l'espoir, qu'il leur a ensuite demandé de danser. Ce corpus de mouvements très simples a nourri la recherche chorégraphique des danseurs, qui se sont attachés à sublimer ce matériau brut sans lui faire perdre sa substance vitale. L'art et la vie sur le même pied.**

déréalisant le conflit en était l'exemple parfait – était en train de se développer. Cela, sous diverses formes, liées non plus à l'objet, mais plutôt à la photographie, à la vidéo, au cinéma, au geste. L'idée de « faire un tableau ou une sculpture comme on dévide une bobine de cinéma » (Marcel Duchamp) était en train de trouver nouveaux preneurs, comme une nécessité, par besoin d'emprise sur le réel et non de spéculation sur les modes d'expression. Pour « attacher les images gelées de la réalité », « créer des actions sociales plastiques » (Henrik Plenge Jacobsen et Jes Binch, artistes danois). L'art des années 90 est fortement marqué par ce besoin d'inscription dans la vie, par une nouvelle socialisation de l'art.

Nombre d'artistes de la génération née après 1960 n'entendent pas occuper une place en dehors ou au-dessus du champ social, mais être dedans, et n'ont, pour le moment, rien à faire de l'autonomie de l'art, la grande conquête du siècle. Ils sont dans la banalité de la vie quotidienne et n'ont pas l'ambition de transformer le monde, ni de l'expliquer. Leur propos, c'est plutôt d'instaurer des modes de vie autres, plus riches, plus chaleureux, en construisant des espaces concrets d'échanges et de convivialité, plutôt qu'en échauffant des utopies. Ils prennent

leurs sujets dans l'entourage immédiat, dans la rue, les banlieues, et se promènent entre événements personnels et publics qui affectent la vie des gens ordinaires, entre biographie et fiction, entre images documentaires et travail plastique.

Cette nouvelle approche du réel le plus banal – par exemple un trottoir de rue vide – se veut parfois dépourvue de toute intervention de l'artiste, de toute recomposition. Celui-ci peut se contenter de placer une caméra dans une rue déserte et de faire entrer les images dans le musée. Les installations vidéo qui utilisent des caméras de surveillance (par exemple pour entrer dans l'intimité des chambres d'hôtel : Ann-Sofi Siden) ne sont pas rares. Cette pseudo-négation du travail plastique que l'on retrouve chez beaucoup d'artistes (multimédias) est proche de l'attitude du cinéaste Lars Von Trier et de ses amis de Dogme. Nombre d'entre eux pourraient avoir signé leur manifeste.

Il y a un autre aspect du commerce avec le réel propre à la décennie chez les plasticiens qui développent ce que le critique Nicolas Bourriaud qualifie d'« *art relationnel* ». Avec eux, l'œuvre tend à disparaître dans sa matérialité au profit d'actions liées au contexte de production : l'art devient une action concrète banale du quotidien, comme le fait de partager un modeste repas.

La dimension temporelle, la participation du spectateur y importent plus que la mise en espace. Figure-clé des années 90, le Cubain Felix Gonzalez-Torrès, mort du sida en 1996, peut être considéré comme le chef de file de cette attitude. Par un geste de convivialité – offrir des bonbons –, il introduisait une nouvelle relation artiste-public, et faisait du musée lui-même un lieu d'échange et non plus de « monstration ».

Geneviève Breerette et Jean-Michel Frodon

## L'année des anti-héros photographiques

**L'ANNÉE 1999** a montré que les anti-héros filmés par les frères Dardenne (*Rosetta*) et par Bruno Dumont (*L'Humanité*) sont également au centre du travail de nombreux photographes, venant bousculer un Yalta qui a longtemps – et commodément – gouverné la photographie contemporaine : aux journaux le champ documentaire ; aux cimaises, la photo créative, fictionnelle, fabriquée. D'un côté, l'information ; de l'autre, l'art.

Cette géographie s'est brouillée depuis quelques années, mais le phénomène s'est amplifié en 1999, l'année même d'ailleurs, et c'est un joli paradoxe, où le marché photographique explose, avec plusieurs pièces, anciennes comme contemporaines, vendues plus de 1 million de francs.

Une troisième voie est en effet apparue au début des années 90 au musée, dans des livres et dans des manifestations d'ampleur, à partir d'un style documentaire qui aborde résolument l'actualité et les problèmes sociaux ou politiques tout en s'éloignant du reportage et d'une photographie fabriquée, mettant en valeur des anonymes jusqu'ici cantonnés à la presse.

Marc Pataut a donné le ton, lors de la *Dokumenta* de Kassel 1997 – manifestation emblématique de cette approche – avec son œuvre sur les sans-abris qui vivaient sur le terrain du Cornillon, et furent expulsés pour qu'on puisse y construire le Stade de France (Seine-Saint-Denis) où les Bleus ont remporté le Mondial de football. Durant cette année 1999, Pataut a poursuivi cette approche en travaillant avec les habitants de Tulle (Corrèze), une ville sinistrée

et en quête de nouveaux repères depuis la fermeture d'entreprises d'armement.

Nombre de photographes se sont engouffrés dans cette brèche, donnant à leurs images une actualité résolument ancrée dans le quotidien. Le sommet de l'anti-héros est atteint par Luc Delahaye avec un livre intitulé *L'Autre* (éd. Hazan, *Le Monde* du 5 novembre).

**Des portraits enregistrés comme dans un reportage, volés comme par un paparazzo**

Le photographe de l'agence Magnum y dévoile 80 portraits d'usagers du métro parisien, enregistrés comme dans un reportage, volés comme par un paparazzo. « Ces personnes, je les distingue, je les reconnais, alors que la société fait tout pour les rendre anonymes », explique Luc Delahaye, définissant là un des enjeux du document brut.

Reconnaître l'anonyme et le hisser dans le monde de l'art est un projet généreux. Il est récupéré par tous les genres de la photographie, souvent par démagogie ou pour des motifs stratégiques. C'est clair dans la mode, qui se veut plus proche de la vie afin d'échapper à son image glamour. Des kilos d'images affichées dans le métro, publiées dans des magazines, puis relayées par des livres, élèvent au rang d'icône la réalité triviale.

C'est le cas de Mario Testino, qui dans *Front Row* (Bulfinch Press Book) désacralise la mode en la photographiant « *backstage* », depuis les coulisses, racontant l'avant et l'après ce que l'on voit dans les magazines. Ou Juergen Teller, qui, dans *Go-Sees* (Scalo) tient la chronique des jeunes filles – plus proches de la petite sœur que du mannequin – qui ont frappé à la porte de son atelier et qu'il a attrapées sans « engagement ».

L'engagement et l'authenticité du témoignage, le fait de donner une forme artistique pour échapper à la trivialité, c'est ce qui manque le plus souvent aux photographes gagnés par la réalité. La référence de 1999 restera Patrick Faigenbaum, autant pour ce qu'il a montré que pour les promesses que son travail porte en germe. Il a publié sans doute le plus beau livre de l'année, qui accompagnait une rétrospective de son travail au Neues Museum Weserburg de Brême, en Allemagne (ce musée est l'éditeur du livre intitulé *Patrick Faigenbaum*).

Faigenbaum renoue les liens entre l'homme et son environnement urbain – comment vivre ensemble ? – en associant des portraits remarquables de citadins, d'autres plus intimes liés à sa biographie, et des vues de la ville. Cet artiste, qui a aussi photographié des communautés à Saint-Raphaël et à Barcelone, ne se situe pas dans le spectacle médiatique mais accumule les indices d'information, tisse une toile intime et sensible. Il définit une nouvelle poésie du quotidien.

Michel Guerrin

## Au théâtre, Thomas Ostermeier renouvelle la fable du réel

**POUR BEAUCOUP**, ce fut le choc de l'été 1999 : la découverte du travail de Thomas Ostermeier au Festival d'Avignon. Le jeune metteur en scène allemand (trente et un ans) avait déjà présenté une ou deux productions en France, sans dépasser le cercle des amateurs. En l'invitant à Avignon, Bernard Favre d'Arcier lui a ouvert les portes de la reconnaissance du public, qui lui a fait un triomphe. Thomas Ostermeier est venu de Berlin avec *Mann ist Mann* (*Homme pour homme*), de Bertolt Brecht, *Unter der Gürtellinie* (*Sous la ceinture*), de l'Américain Richard Dresser, et *Shoppen und Ficken* (*Shopping and Fucking*), du Britannique Max Ravenhill.

La collision d'un classique du siècle et de deux auteurs inconnus en France contribua à susciter l'intérêt. Elle n'explique pas pour autant l'enthousiasme, qu'alimente cette alchimie du théâtre où la nouveauté n'a de sens que si elle lie le désir d'un metteur en scène à une attente profonde du public. En 1999, cette attente va dans le sens de la volonté qui anime Thomas Ostermeier : « Raconter de façon concrète des histoires qui montrent la réalité d'aujourd'hui. »

Le principe du marché règne en maître sur *Shoppen und Ficken*, de Max Ravenhill. Jusqu'à prendre la forme la plus crue, cruelle, glaciale : se vendre, acheter l'autre. Dans *Sous la ceinture*, c'est le monde du pouvoir qui domine, avec ses jeux de pression, ses chantages. *Homme pour homme*

met au jour les rouages terrifiants d'une guerre impérialiste. Des années 20 de Brecht à la décennie 90 de Ravenhill, la réalité s'accompagne de la même violence, qui traverse l'Europe. A Berlin, elle obsède la génération de Thomas Ostermeier – la première à n'avoir plus de liens directs avec la période nazie, la première, aussi, à entrer dans l'âge adulte sans vivre avec le mur. La fin annoncée des idéologies lui est aussi naturelle et pénible que le pragmatisme lui est nécessaire.

### REVENIR AU DÉSIR

Cette génération veut porter un regard critique sur la nouvelle donne économique et sociale. Ce n'est pas un hasard si elle récuse Heiner Müller – le maître à penser des scènes du temps de la partition de l'Allemagne – et se tourne à nouveau vers Bertolt Brecht, qui lui offre des fables, au sens épique, et des auteurs contemporains dont l'écriture saisit les contradictions du temps.

Dans les deux cas, la scène agit comme un miroir réflexif. « Je veux continuer à savoir pourquoi je fais du théâtre et pas uniquement "comment" », déclarait Thomas Ostermeier en 1998 (*Le Monde* du 26 juin). « Pourquoi ? Pour revenir à une forme d'idéologie, à une idéologie du désir, pour mettre en jeu la réalité en même temps que l'utopie d'un monde juste où ne règne pas le seul matérialisme. Je suis un moraliste. » Cela implique la recherche de techniques de jeu et de méthodes autant que la constitution d'un nouveau réper-

toire. Contrairement à ses aînés, qui puisaient dans Stanislavski la matière unificatrice apte à nourrir l'interprétation dramatique, Thomas Ostermeier s'est passionné pour la méthode de Vesvolod Meyerhold, qui repose sur la biomécanique – une décomposition extrêmement élaborée qui transforme le comédien en avocat ou en procureur de son rôle. Il ne s'agit donc plus d'adhérer à une réalité, mais de souligner ce qui l'anime – ce que le metteur en scène résume, non sans humour, par une formule : « Un comédien doit jouer avec ses pieds. »

Thomas Ostermeier a commencé à faire du théâtre en 1996 à la Baracke, un assemblage de baraques de chantier posé à côté du prestigieux Deutsches Theater, dans l'ex-Berlin-Est. Il a voulu que son entreprise soit communautaire, l'affaire d'une bande d'amis réunis par le même désir. Trois ans plus tard, il s'est vu offrir la direction de la Schaubühne, dans l'ex-Ouest de la ville – le théâtre fondé par Peter Stein, qui domina la scène européenne dans les années 70 et 80. En prenant ses fonctions, en janvier 2000, Thomas Ostermeier inaugurerait une nouvelle ère du théâtre à Berlin. Mais pas seulement : l'écho que son travail a rencontré à Avignon témoigne d'un état d'esprit en phase avec les bouleversements de l'Europe d'aujourd'hui, d'un renouveau du regard attiré par la fable du réel plutôt que par la fiction du beau.

Brigitte Salino

# « Le Pavillon aux pivoines » : une fresque chinoise de la liberté

Un opéra en cinquante-cinq scènes et dix-neuf heures de représentation

**Le Pavillon aux pivoines**, représenté triomphalement à New York, Caen et Paris, est une fresque vivante qui balaie les années 1185, 1186 et 1187,

**EN 1598**, dans un avant-propos à l'usage des lecteurs du *Pavillon aux pivoines*, le poète chinois Tang Xianzu écrit ceci : *« Y eut-il jamais au monde fille plus amoureuse que Belle ? A rêver d'un amant, elle tomba malade. Son état empira au point qu'elle décéda après avoir fait son portrait de sa propre main en vue de le transmettre à ce monde. Morte depuis trois ans, elle revint à la vie en se montrant capable de trouver depuis le désert des ténèbres celui dont elle avait rêvé. On peut dire de toute personne telle que Belle qu'elle a des sentiments ! On ne sait comment se cristallise le sentiment amoureux, mais une fois formé, il ne fait que s'approfondir. Les vivants peuvent en mourir ; les morts peuvent en vivre »* (*Le Pavillon aux pivoines*, traduit par André Lévy, éd. Musica Falsa/Festival d'automne, Paris, 1998).

*Le Pavillon aux pivoines*, représenté triomphalement à New York, Caen et Paris, coproduit par le Lincoln Center de New York et le Festival d'automne à Paris, serait donc un *Roméo et Juliette* asiatique greffé sur le mythe d'Orphée ? Une simple histoire d'amour ? Mais celle-ci finit bien. C'est beaucoup plus que cela. C'est une fresque vivante qui balaie les années 1185, 1186 et 1187, au cours desquelles la Chine, réunifiée depuis le

au cours desquelles la Chine voit l'émergence de nouveaux envahisseurs, les Mongols. La pièce fait vivre, se croiser, au milieu de surprenants rebon-

dissements, des individus qui semblent sans cesse s'échapper du cadre théâtral qui est le leur pour s'emparer de notre imagination et vivre en nous.

### Ce que nous dit la pièce, c'est la force du savoir sur le destin, de la tolérance sur la force

Cette grande fresque ne pourrait être qu'une saga littéraire et théâtrale. Elle l'est incontestablement, en ce qu'elle fait revivre la société chinoise de ces temps lointains, sur fond de rébellions et de guerres, d'invasions, de rebondissements, de surprises, d'histoire d'amour, avec ses personnages hauts en couleur, émouvants, rôles, méchants, finauds, ses costumes chamarrés. Mais ce texte vieux de quatre cents ans nous passionne aujourd'hui pour d'autres raisons, en cette fin de siècle désenchantée

par la peur de la perte d'identité qui se profile derrière la culture de masse, tragique par la négation, un peu partout, des valeurs qui auront forgé d'un acier trop tendre les démocraties, les guerres fratricides, l'exacerbation des nationalismes ethniques inventés de toutes pièces.

Ce que nous dit *Le Pavillon aux pivoines* ? C'est la force du savoir sur le destin tracé par la naissance, de la connaissance sur la superstition et la tradition, de la tolérance sur la force, de l'innocence sur le cynisme des moralisateurs et l'ordre qu'ils veulent imposer à la société. C'est aussi l'égalité de l'homme et de la femme enfin maîtresse de sa vie, le triomphe de l'amour sur le pouvoir aveugle.

En cette période où l'on parle tant d'exception culturelle, on est fasciné par l'universalité d'un art aussi fermement enraciné par ses codes théâtraux que l'opéra de style kunju, d'un art local en Chine même, où il est circonscrit au sud du pays. Du *Pavillon aux pivoines*, les Chinois ne connaissent que quelques scènes figées par des règles théâtrales héritées de la décadence du XIX<sup>e</sup> siècle, elle-même fossilisée par quarante années de dictature du prolétariat. La pièce a été censurée et critiquée pour son caractère élitiste et ses

références à la poésie ancienne dès sa publication à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, pour son exaltation du savoir et de la liberté, pour sa critique fine de la société.

Présentée dans l'intégralité de ses cinquante-cinq scènes, de ses dix-neuf heures d'horloge, dans la mise en scène du Chinois Chen Shi-Zeng, cette pièce bouleverse notre « occidentaloctrisme ».

Avec l'aide d'érudits chinois, ce jeune homme de trente-cinq ans qui a appris son art avec les croque-morts qui trompaient les gardes rouges pendant la révolution culturelle en jouant l'opéra pendant les cérémonies funèbres, a dépoussiéré ce théâtre de ses traditions, comme nos musiciens baroques l'ont fait avec la musique du grand siècle français. Devant une telle maîtrise, on ne peut que penser à Giorgio Strehler. Devant une telle liberté, on ne peut que penser à Peter Brook.

Dès lors, *Le Pavillon aux pivoines* s'inscrit au cœur même d'une humanité qui transcende les cultures locales populaires et savantes, relie les hommes dans leurs aspirations à un monde de liberté et d'amour, fait d'écoute et de compréhension. Et l'on se doit d'être vigilant.

*Alain Lompech*

## Architecture : que faire du « krak des ouvriers » ?

**« BOULOGNE assassine Billancourt »** : le titre provocateur de l'article signé par Jean Nouvel lance le débat architectural de l'année. Il est publié à la « une » du *Monde* le 6 mars. De quoi s'agit-il ? La municipalité de Boulogne-Billancourt avait organisé un concours d'urbanisme pour l'aménagement des terrains laissés vacants par le départ des usines Renault. Et notamment l'île Seguin, avec son profil de paquebot amarré au milieu de la Seine et les murailles de ses ateliers tombant droit dans le fleuve, à l'aplomb des berges. L'urbaniste lauréat, Bruno Fortier, prévoyait, comme ses concurrents, la destruction de ces bâtiments pour les remplacer par des logements, une cité scientifique ou universitaire et des jardins.

C'est contre la destruction programmée de cette ancienne forterresse ouvrière, hissée au rang de *« krak des ouvriers »*, que l'architecte de l'Institut du monde arabe part en guerre. Un certain nombre de ses confrères le suivent. Ils empoignent leur plume pour s'indigner de cette amnésie planifiée. Dans la foulée, une association de défense de l'île Seguin est créée. Celle-ci devrait exposer à la fin de janvier 2000, au très officiel Institut français d'architecture (IFA), une série de

projets alternatifs permettant la conservation de ces éléments de la mémoire ouvrière.

Qu'est-ce qui fait courir Jean Nouvel ? Un élan de sincérité, sans aucun doute. Renault fut un haut lieu des luttes sociales de ce siècle et il tient une place particulière dans l'histoire récente. Mais l'architecte, brillant inventeur d'objets singuliers – il vient de le prouver en gagnant le concours du musée du quai Branly –, ne s'était, jusqu'à présent, guère préoccupé de mémoire ou de patrimoine, fussent-ils industriels. Et il avait ignoré les projets de Bernard Reichen et Philippe Robert, deux architectes spécialistes de la reconversion d'anciens bâtiments industriels – l'usine Menier à Noisiel, par exemple.

**LE TEMPS DES VILLES NOUVELLES EST CLOS**

Or ces derniers avaient, à la demande de l'entreprise automobile, envisagé très sérieusement la transformation du site de l'île Seguin en logements, bureaux et autres lieux d'activité, à partir des anciens ateliers réhabilités. Tout en concédant que ces derniers, fragiles, vétustes, devraient être presque tous remontés ou remplacés. Il ne s'agirait en somme que de réédifier un simulateur. Une autre solution est-elle possible ? On peut en

douter. Mais le lyrisme de Jean Nouvel arrivait à transfigurer cette émouvante coquille vide.

Ce lyrisme et l'émotion suscitée par son point de vue témoignent de l'attente du public. Et c'est en cela que le débat est intéressant. En proposant de préserver Billancourt, Nouvel n'annonce-t-il pas aussi la fin de l'ère des architectes-démiurges qui refusent de prendre en compte l'histoire et la mémoire du lieu où ils construisent ? Plus prosaïquement, il signale que l'aménagement urbain est le marché de l'avenir et que les architectes seront de plus en plus appelés à *« construire la ville sur la ville »*.

Le temps des villes nouvelles implantées dans des champs de betteraves est clos. François Barré, le directeur du patrimoine et de l'architecture, ne dit pas autre chose. Jean Nouvel fait savoir qu'il est lui aussi sur ce terrain. Enfin, cette défense et illustration du XX<sup>e</sup> siècle est une sorte de manifeste en creux, un adieu à *« l'avenir radieux »* de l'architecture méditée, au lendemain de la première guerre mondiale, par le Bauhaus et Le Corbusier.

*Emmanuel de Roux*

## Jean-Marie Le Pen contre Mathieu Lindon : le romancier n'a pas tous les droits

**LES JUGES** ne sont pas des critiques littéraires. Qui, d'ailleurs, irait leur demander de l'être ? Mais voilà, il leur arrive de juger tout de même en cette matière. Ainsi, le 11 octobre, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par Jean-Yves Montfort et saisie d'une plainte en diffamation de Jean-Marie Le Pen et du Front national, s'appuyant sur un improbable code de « bonne » littérature et inventant une sorte de droit restrictif de la fiction, condamna Mathieu Lindon et les éditions POL, pour un roman intitulé justement *Le Procès de Jean-Marie Le Pen*, à 15 000 F (2 286,6 €) d'amende chacun et au versement d'une somme de 25 000 F (3 811 €) à M. Le Pen et au FN à titre de dommages-intérêts. Le romancier et l'éditeur ont fait appel.

Paru en septembre 1998, le livre de Mathieu Lindon, présenté dès la couverture comme un « roman », met en scène le procès fictif d'un militant du Front national poursuivi pour avoir tué un jeune Arabe et revendiquant le caractère raciste de son acte. L'avocat qui le défend veut, au cours de ce procès, faire aussi celui du président du Front national. Au travers d'une intrigue volontairement schématique, l'auteur

## Günter Grass, Prix Nobel de littérature

**L'ÉCRIVAIN ALLEMAND** Günter Grass est venu chercher le prix Nobel de littérature 1999, le 10 décembre. L'Académie suédoise, en le lui attribuant le jeudi 30 septembre, avait salué *« un homme des Lumières à une époque qui s'est lassée de la raison »*. Elle couronne avec l'auteur du *Tambour* un des grands écrivains européens et une mauvaise conscience de l'Allemagne (*Le Monde* du 2 octobre). Son œuvre, baroque et ironique, du *Tambour à Mon siècle* – publiée en France aux Editions du Seuil –, a souvent prêté à la polémique. Son roman, *Toute une histoire* (1995), qui présente une version très critique de la réunification allemande, qualifiée d'*Anschluss*, a déclenché un débat d'une grande violence.

Günter Grass a régulièrement pris la parole pour affirmer publiquement ses opinions politiques. Ami du chancelier Willy Brandt, il s'est éloigné du parti social-démocrate pour se rapprocher des Verts. En remettant son prix à l'auteur du *Turbot* et des *Années de Chien*, le président de l'Académie suédoise a rendu hommage à un écrivain qui a *« démontré que la littérature reste un pouvoir »*.

## Les Editions de Minuit, vainqueur des prix littéraires

**LES ÉDITIONS DE MINUIT** ont obtenu deux prix littéraires : le Goncourt a été attribué à Jean Echenoz pour *Je m'en vais*, tandis que le prix Médicis est revenu à *Mon Grand Appartement*, de Christian Oster. C'est la troisième fois, depuis 1980, que la maison de Jérôme Lindon obtient le prix Goncourt, après *L'Amant* de Marguerite Duras et *Les Champs d'honneur* de Jean Rouaud. Le Seuil, qui diffuse les Editions de Minuit, apparaît comme le deuxième vainqueur de la saison littéraire, en obtenant le prix Femina pour *Anchise*, de Maryline Desbottes. *L'Enfant Léopard*, de Daniel Picouly, a obtenu le Renaudot, au grand dam de plusieurs membres du jury, qui ont protesté contre l'attribution de ce prix à Grasset pour la troisième année consécutive. Gallimard a reçu l'Interallié pour *Les Causes perdues* de Jean-Christophe Rufin.

## Simon Rattle

## à la Philharmonie de Berlin

**LE CHEF D'ORCHESTRE BRITANNIQUE** Simon Rattle, âgé de quarante-quatre ans, deviendra le directeur musical de l'Orchestre philharmonique de Berlin à partir de 2002, succédant au chef italien Claudio Abbado. Les musiciens de la prestigieuse phalange (dont les effectifs se sont considérablement rajeunis) ont préféré ce jeune chef aventureux, sensible aux instruments anciens et à la musique contemporaine, à Daniel Barenboïm, cinquante-six ans. Nommé en 1980 à la tête de l'Orchestre de la ville de Birmingham, Simon Rattle, alors inconnu, a fait de cette médiocre formation le meilleur orchestre britannique, selon l'expertise de nombreux musiciens. Refusant les invitations prestigieuses et les postes à l'étranger, Rattle s'est consacré pleinement à cet orchestre, lui donnant une personnalité, un son, ainsi qu'un répertoire large et imagiatif dont une discographie, chez EMI, est le reflet.

## Zebda, symbole

## de la France métissée

**LE GROUPE TOULOUSAIN** Zebda explose pendant l'été 1999, grâce à une chanson de fête qui mobilise la France en vacances, *Tomber la chemise*. Militants des quartiers, les Franco-Maghrébins de Zebda ont inventé des chemins de traverse pour arriver au sommet des classements de vente de disques – une tournée « Tati » à 9,90 F (1,5 €) la place. Les musiciens prennent position en faveur de l'intégration et mélangeant toutes les influences musicales des communautés composant la France jeune (musiques maghrébines, raggamuffin, reggae, chanson française, rock...). Chroniques ordinaires de la difficulté de sortir des ghettos et de la joie du partage, les chansons de Zebda sont le fruit du métissage. Interpètes iconoclastes de chants révolutionnaires dans l'album *Motivés* (édité pour le compte de la Ligue communiste révolutionnaire), Zebda conquiert le grand public sans céder sur l'identité.

## Avec Merce Cunningham, les danseurs virtuels sont arrivés

**ILS ARRIVENT**, ils sont là, les danseurs virtuels. 1999 aura été l'année de leur arrivée. Pas la peine de faire l'autruche, de faire semblant de croire qu'ils ne sont qu'un élément du décor: ils sont bel et bien là. La danse, dont le corps est l'instrument, devient leur terrain favori d'intervention. Les corps-clones dansants ont annoncé tout au long de cette dernière année du XX<sup>e</sup> siècle qu'il faudra compter avec eux au XXI<sup>e</sup>. Cette perspective, si elle enchante quelques esprits tournés vers l'avenir, provoque une rude résistance de la part des danseurs vivants et de leurs chorégraphes. Le plus étrange est qu'ils ne croient pas à l'avenir de ces créatures qu'ils inspirent, arguant que l'homme sera toujours intéressé à voir sur scène sa propre représentation. En chair et en os. Mais ces danseurs, nés des technologies de pointe, ne sont-ils pas déjà une part de nous-mêmes ?

Le débat est lancé. Un homme de quatre-vingts ans, l'Américain Merce Cunningham, qui vit la tête dans les étoiles, l'a relancé à Paris cet automne avec sa plus récente création, *Biped* (bipède), un concentré de talent et d'audace, mais aussi de diplomatie, conscient des enjeux qu'il soulève. Sa danse pose le problème de l'humain d'une façon magistrale. Les danseurs de sa compagnie évoluent sur le plateau, vêtus de justaucorps coupés dans une étoffe high-tech qui reflète la lumière, et la diffracte. D'autre part, des écrans taillés, eux aussi, dans

62

une matière nouvelle quasi invisible relaient dans l'espace les projections des corps clonés. Les deux univers s'interpénètrent, sans pour autant qu'on perde la trace de ce qui est vivant, de ce qui est artificiel.

**OBSERVATEURS DES HUMAINS**

Le génie de Cunningham et de son équipe d'enchanteurs, Merlin, Shelley Eskar et Paul Kayser, est d'avoir créé des créatures extrêmement sympathiques. Sortes d'observateurs gracieux des humains. On s'interroge pourtant : depuis une dizaine d'années que Merce Cunningham définit ses chorégraphies à l'aide du logiciel LifeForms, ses propositions de danse n'ont-elles pas changé le corps de ses danseurs ? Garçons et filles ont à peu près la même taille, et des muscles tout à fait exceptionnels. Les danseurs virtuels ont été copiés (filmés) sur eux à partir du procédé du *motion capture* (capture du mouvement), puis reconstitués en images numériques.

On obtient alors une sorte de squelette du mouvement. Pour obtenir un vrai-faux corps de danseur, il faut employer le *skimming*, soit enrober la forme en mouvement de chair. Cunningham s'est arrêté au stade du squelette, des grandes lignes du mouvement reconstitué. Ainsi, ses danseurs numériques ressemblent à des fantômes. A l'esprit des morts venant visiter les vivants.

Les vrais danseurs prennent alors

des airs d'humains lumineux, sortis tout droit d'un rêve hallucinogène. L'univers merveilleux d'un Carlos Castaneda, la philosophie fumeuse en moins, incarné sans avoir à mâcher du peyotl. La Fête des morts d'*Au-dessous du volcan* de Malcolm Lowry, version cinéma de John Huston. Evidemment, *Biped* est une pièce de magie. Un bain de jouvence, très requinquant pour méninges fatiguées.

Avec cette œuvre, un vieux monsieur très malicieux, sûrement parce que, toute sa vie, il fut un infatigable chercheur, un ouvrier de pistes jamais rassasié, glisse la danse dans les technologies du futur, les doigts dans le nez serait-on tenté de dire. Pour être franc, Merce Cunningham a toujours dit, en riant, qu'il avait eu un mal de chien à se mettre aux ordinateurs à soixante-dix ans passés. Mais comme le logiciel LifeForms avait été conçu spécialement pour lui par des chercheurs de l'université Simon-Fraser de Vancouver (Canada), le chorégraphe a choisi de relever le gant. La jeunesse n'est pas une question d'âge. Et combien coûte toute cette belle danse techno, qui mêle l'homme et ses doubles ? Très cher. Mieux vaut s'appeler Cunningham pour trouver les fonds qui la financent. Et encore. Il faudrait que Steven Spielberg finance la création 2000. Et les suivantes.

*Dominique Fréтарd*

*Patrick Kéchichian*

## CARNET

LE MONDE / SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER 2000 / **21**

# Les morts de l'année

**P** **ARMI LES** « grands » qui ont quitté ce monde en 1999 : **Rolf Liebermann**, compositeur suisse, directeur de l'Opéra de Paris de 1973 à 1980, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, le 2 janvier ; **Michel Petrucciani**, pianiste et compositeur de jazz, à l'âge de trente-six ans, le 6 janvier ; **Raymond Peynet**, dessinateur et créateur du célèbre couple des amoureux, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 14 janvier ; **Jerzy Grotowski**, metteur en scène d'origine polonaise, à l'âge de soixante-cinq ans, le 14 janvier ; **Bernard Lefort**, directeur du Festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence de 1973 à 1980, à l'âge de soixante-seize ans, le 19 janvier ; **Hussein**, roi de Jordanie, à l'âge de soixante-trois ans, le

7 février ; **Iris Murdoch**, romancière britannique, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, le 8 février ; **Stanley Kubrick**, cinéaste américain, à l'âge de soixante-dix ans, le 7 mars ; **Adolfo Bioy Casares**, écrivain argentin, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le 8 mars ; **Yehudi Menuhin**, violoniste et chef d'orchestre britannique, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, le 12 mars ; **Jean Pierre-Bloch**, ancien résistant, président de la Licra de 1968 à 1989, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, le 17 mars ; **Jean Guilton**, académicien et philosophe catholique, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, le 21 mars ; **Ambroise Roux**, ancien PDG de la Compagnie générale des eaux et éminence grise du patronat

français, à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 4 avril ; **Giulio Einaudi**, éditeur italien, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, le 5 avril ; **François Goguel**, un des pères de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 15 avril ; **Dirk Bogarde**, acteur et écrivain britannique, à l'âge de soixante-dix-huit ans, le 8 mai ; **Olivier Debré**, peintre, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, le 1<sup>er</sup> juin ; le cardinal **Basil Hume**, primate catholique d'Angleterre et du pays de Galles, à l'âge de soixante-seize ans, le 17 juin ; **Henri d'Orléans**, comte de Paris, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 19 juin ; **Georges Papadopoulos**, dictateur grec de 1967 à 1974, à l'âge de quatre-vingts ans, le 27 juin ; **Georges Hourdin**, fondateur des publications de *La Vie catholique*, à l'âge de cent ans, le 29 juin ;

– Tous ses amis de Médecins sans frontières, ont le chagrin de faire part du décès de

**François JEAN**
chercheur à la fondation MSF.

Ils invitent ses amis et ses proches à se réunir le mercredi 5 janvier 2000, à 18 heures, pour lui rendre hommage, au siège de MSF, 8, rue Saint-Sabin, à Paris-11<sup>e</sup>.

**Décès**

– Zahia Bakir, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

**Mohammed Amokrane BAKIR**, survenu, dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 30 décembre 1999.

Ses obsèques auront lieu le 5 janvier 2000, à 10 heures, au cimetière communal de Bagneux (Hauts-de-Seine), 15, avenue Garlande.

1, allée Paul-Eluard, 92220 Bagneux.

– Liliane, sa femme, Nicole, sa fille, et Jean-Pierre, son mari, Jean-Claude, son fils, et Caroline, sa femme, Marie, sa sœur, Marguerite, Laure, sa belle-sœur, et ses enfants, Sophie, sa petite-fille, et son mari Laurent,

ont la douleur de faire part du décès de

**Jacques BERLINE**, chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire, croix de guerre 1939-1945.

Ses obsèques ont eu lieu le 31 décembre 1999, au cimetière parisien de Pantin.

– Jacqueline Cottez, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Henri COTTEZ**, ancien élève de l'ENS,

survenu le 27 décembre 1999.

La cérémonie sera célébrée le mardi 4 janvier 2000, à 10 h 30, en l'église Sainte-Thérèse, rue de l'Ancienne-Mairie, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

– Christian et Anne-Marie Grimaldi, Damien, Chloé et Flavien, Michèle et Jean-Paul Lécorché, Valérie, Sophie et Delphine, ont la douleur de faire part du décès de

**Marthe GRIMALDI**, leur mère, grand-mère, le 28 décembre 1999, à Pertuis.

10, avenue de l'Europe, 95130 Le Plessis-Bouchard.

– M<sup>me</sup> Pierre Joliot, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Joliot, Le docteur et M<sup>me</sup> Antoine-Yves Joliot, M. et M<sup>me</sup> Bernard Joliot, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marc Durand, ses enfants, Et ses douze petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Pierre JOLIOT**,

retourné au Père, dans la paix, le lundi 27 décembre 1999, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-André de Lille, et l'inhumation au cimetière des Chaprais, à Besançon, dans l'intimité familiale.

92, rue Royale, 59800 Lille.

retourné au Père, dans la paix, le lundi 27 décembre 1999, dans sa quatre-vingt-septième année.

Messe à Saint-Pierre-Saint-Paul, place de l'Eglise, Montfermeil (Seine-Saint-Denis), lundi 3 janvier 2000, à 16 heures, suivie de l'enterrement au Cimetière nouveau, rue des Moulins, à Montfermeil, à 17 heures.

55, rue des Moulins, 93370 Montfermeil.

**Edouard Boubat**, photographe, à l'âge de soixante-quinze ans, le 30 juin ; **Hassan II**, roi du Maroc, à l'âge de soixante-dix ans, le 23 juillet ; **Alexandre Lagoya**, guitariste classique, à l'âge de soixante-dix ans, le 24 août ; **Dom Helder Camara**, archevêque brésilien défenseur des droits de l'homme, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 27 août ; **Alfredo Kraus**, ténor espagnol, à l'âge de soixante et onze ans, le 10 septembre ; **Akio Morita**, cofondateur du groupe électronique japonais Sony, à l'âge de soixante-dix-huit ans, le 3 octobre ; **Bernard Buffet**, peintre, à l'âge de soixante et onze ans, le 4 octobre ; **Amalia Rodrigues**, chanteuse portugaise, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, le 6 octobre ; **Milt Jackson**, vibraphoniste américain, cofondateur du Modern Jazz Quartet, à l'âge de

soixante-seize ans, le 9 octobre ; **Juilius Nyerere**, président de la Tanzanie de 1962 à 1985, à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 14 octobre ; **Nathalie Sarraute**, écrivain, à l'âge de quatre-vingt-dix-neuf ans, le 19 octobre ; **Charlotte Perriand**, créatrice de mobilier, à l'âge de quatre-vingt-seize ans, le 27 octobre ; **Rafael Alberti**, poète et dramaturge espagnol, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, le 28 octobre ; **Lester Bowie**, trompettiste américain, cofondateur de l'Art Ensemble of Chicago, à l'âge de cinquante-huit ans, le 8 novembre ; **Robert Kramer**, documentariste américain, à l'âge de soixante ans, le 10 novembre ; **György Sebök**, pianiste américain d'origine hongroise, à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 14 novembre ; **Paul Bowles**, écrivain américain, à l'âge de

### Anniversaires de décès

– 1<sup>er</sup> janvier 1987.

**Jean BARTOLL**

*« J'ai tant marché Avec l'impétuosité de mon sang, Les battements de la vie. »*

décédée le 14 mars 1999.

**Jean-Paul LESCOUBLET**,

décédé le 24 décembre 1999.

– Lucie, son épouse, Jean-Michel et Didier, ses fils, Catherine Helbert et Nancy Terrier, leurs compagnes, Adrienne, Jean-Baptiste et Marie, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

**Pierre OLLÉ**,

survenu à Paris, le 28 décembre 1999.

Un service religieux sera célébré le 3 janvier 2000, à 14 h 30, en l'église Saint-Eloi, place Maurice-de-Fontenay, à Paris-12<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu à Sainte-Colombe-de-Villeneuve (Lot-et-Garonne), au cimetière des Lauriers, mardi 4 janvier, à 14 h 30.

La famille remercie le professeur Parc et toute son équipe de l'hôpital Saint-Antoine, pour leur gentillesse.

– Véronique Chanard, sa compagne, Marcel Péju, son père, et Ludmila Murawska-Péju, Michèle et Sylvie, ses sœurs, Mathias, son fils, et Isabelle Angeletti, Marie et Marc, ses petits-enfants, Erik Zolotoukhine, Emmanuel et Joël Manceron, Fabrice Wilthien, ses neveux, Sa plus large famille, Et ses amis, ont la douleur d'annoncer que la mort a saisi, par traîtrise,

**Dominique PÉJU**, comédien, auteur de spectacles, metteur en scène,

né le 2 avril 1999,

chez **Alexandre et Séverine**, et

**Ezra Ezra**,

né le 26 décembre 1999,

chez **Hadrien et Elise**.

– Pour

**Julie VALETTE**.

Meilleurs vœux 2000. Agnès et Bernard.

– 1<sup>er</sup> janvier 2000.

**Delphine**,

tu as 30 ans aujourd'hui.

Je t'aime.

Jean-François.

– Pour

**Olivier GENDREAU** et **Samïn RASHIDIAN**.

Bonne année 2000 dans le Monde.

Mitra et Bernard.

– 2 000 mots d'amour pour

**Catherine, John, Aure, Ivan, Francis et Suzanne**.

De la part de Hervé Morzadec.

– Mon

**Etoile**,

mon bonheur. Pour l'an 2000 des mots d'amour dans le carnet du *Monde*. Peut-être un jour le Pacs, qui sait ?

Ton petit anon.

**Edenne Zoï**.

« Il y a toute une vie dans une heure d'amour. »

Nous n'en sommes qu'à la première minute.

b@plancade.com

quatre-vingt-huit ans, le 18 novembre ; **Amintore Fanfani**, figure historique de la Démocratie chrétienne italienne, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, le 20 novembre ; **Alain Peyrefitte**, académicien et ancien ministre, à l'âge de soixante-quatorze ans, le 27 novembre ; **Franjo Tudjman**, président de la Croatie, à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 10 décembre ; **Robert Bresson**, cinéaste, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans, le 18 décembre ; **Marcel Landowski**, compositeur et chef d'orchestre, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le 23 décembre ; **Maurice Couve de Murville**, ancien premier ministre et ministre des affaires étrangères du général de Gaulle, à l'âge de quatre-vingt-douze ans, le 24 décembre ; **Pierre Clémenti**, acteur, à l'âge de cinquante-sept ans, le 27 décembre.

– Constantine. Marseille. Paris.

Il y a quatorze ans, disparaissait

**Yves GUEDI**, président, fondateur de l'école Yavné.

Que ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour lui.

– En ce dixième anniversaire du décès de

**Gérard MULLER**,

une pensée affectueuse est demandée à ceux qui l'ont aimé.

– Depuis votre premier ouin ouin au Liban, un merveilleux parcours par monts et par vaux avec vous deux,

**Mes Petits**,

des années de surprises, de grandes émotions, de joies, mais surtout de beaucoup d'amour. Merci pour tout ce bonheur. A présent au galop pour un nouveau millénum... avec vos poussiyet.

Merveilleuses années de Jacqueline.

**Henry**,

mon amour.

T'aimer et être aimée de toi est le plus grand bonheur qui soit.

Bonne et heureuse année.

A toi toujours, Mary.

– Coucoulou : 2 000 sourires et bisous. Au moins cinquante-deux Nouvel An.

*« L'horizon n'est jamais indépassable mais promis à l'inconnu... Entre un tout et un rien, il existe un monde miséricordieux de possible. »*

Vedel.

**Didier Braun et Jean-Louis Rolland** souhaitent une ANNÉE DÉCOLUXURIANTE à leurs fidèles :

Donald Cardwell, Dick Van Galen et le Rijksinstituut d'Amsterdam, Gilles Zaepffel et l'équipe du Théâtre Ecarlate, Guy Rétoré, Corinne Jutard et l'équipe du Théâtre de l'Est Parisien, Jacques-Hubert Brès, Nathalie Regnault, Jean-Jacques Peyrouzelle et l'équipe du PMU, Olivier Damerot, Pascal Dumay et son équipe de Radio France, Patrick Benoist, Bernard Regnault et l'équipe Tabacalera, Patrick Simonnet et son équipe, Pierre Trapet et le Théâtre Comique de Paris, Stéphane Braun et le Théâtre de Ménilmontant.

**Christian FLAMAND**

adresse un amical souvenir à celles et à ceux, éparpillés un peu partout, qu'il a croisés dans ce siècle à Auxerre, à Paris ou au Gué à Tresmes, chez Pif Gadget ou chez Ginseng, en Bretagne ou en Savoie, à Offenbourg, aux Baléares ou ailleurs...

Heureuse année 2000 à tous, et donnez des nouvelles !

Chris et Jo Flamand, Appoigny (Yonne).

– Excellent nouveau millénaire à la famille et aux amis de **Bertrand LARCANCHÉ**.

– Bon millénaire,

**Stéphane P.**

Je t'aime.

Laurent.

**L'équipe du Carnet**

souhaite à tous ses annonceurs et lecteurs une très belle et heureuse année 2000.

**SOUTENANCES DE THÈSE**  
**85 F TTC - 12,96 €** la ligne  
**Tarif Etudiants An 2000**

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

**16.10** Le Monde des idées. Le siècle des femmes. Invitées : Viviane Forrester et Françoise Giroud. LCI

## MAGAZINES

**18.20** Best of Nulle part ailleurs. Canal+  
**19.00** Tracks. Arte  
**19.00** Le Grand Journal. LCI  
**21.00** Rions un peu en attendant la fin du monde. Canal+  
**22.15** Le Journal du monde. LCI

## DOCUMENTAIRES

**20.00** La Terre vue de l'espace. Journée exceptionnelle. Planète  
**20.00** Concept. Le passage à l'an 2000. Canal Jimmy  
**20.00** Embarquement porte n° 1. Varsovie. Odyssee  
**20.15** Camille Pissaro. Arte  
**22.55** Eldorado, la route de l'or. Odyssee  
**0.00** Les Oubliés de la Libération. [3/3]. La victoire en couleurs. Odyssee

## DANSE

**23.20** Le Sacre du Printemps. De Maurice Béjart. Muzzik  
**0.45** Le Cabaret latin. Chorégraphie de Karine Saporta. Musique de Guy Cascales. Mezzo

Le Monde  
TELEVISION

## CINÉ CLASSICS

**20.30 Arsenic et vieilles dentelles** ■ ■  
Un bon vieux Capra pour échapper aux variétés et divertissements divers proposés, avant minuit, sur la plupart des chaînes hertziennes. Le réalisateur a adapté une pièce à succès de Joseph Kesserling. Du pur théâtre filmé emporté par un mouvement burlesque, des surprises continuelles, un véritable vent de folie, et un régal d'interprétation. En v.o.

## MUSIQUE

**20.45** Un chapeau de paille d'Italie. Opéra de Rota. Mise en scène de Claudia Stavinsky. Enregistré à l'Opéra de Lyon, en 1999. Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra national de Lyon, dir. Claire Gibault. Mezzo  
**21.00** Tony Bennett. Festival de Montréal 1985. Muzzik  
**21.35** Le Caire, Jean-Michel Jarre. TSR  
**22.00** Betty Carter. Muzzik  
**22.35** Luciano Pavarotti à Hyde Park 91. Avec l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Leone Magiera. TMC  
**22.45** Ophélie aux enfers. Opéra d'Offenbach. Par l'Orchestre et les Chœurs de la Monnaie, dir. Patrick Davin. Mezzo  
**0.00** Viva la musica cubana ! Par les orchestres Buena Vista Social Club et Los Van Van. Arte  
**0.00** La Création du Monde. Œuvre de Milhaud. Avec Katia et Marielle Labèque, piano ; The Nash Ensemble. Muzzik  
**0.05** Jean-Michel Jarre. Au Caire. M 6

## THÉÂTRE

**20.10** La Bonne Planque. Pièce de Michel André. RTBF 1  
**20.30** Le Bourgeois gentilhomme. Pièce de Molière. Festival  
**21.00** Nuit d'ivresse. Pièce de Balasko. Paris Première  
**22.30** Les Fourberies de Scapin. Pièce de Molière. Paris Première

**22.50** Le Voyage de monsieur Perrichon. Pièce de Labiche. Festival  
**0.35** On purge Bébé. Pièce de Feydeau. Paris Première

## VARIÉTÉS

**20.50** Tapis rouge aux Champs-Élysées. France 2 - TV 5  
**21.00** Millénum. Soirée Karaoké. TF 1

## TÉLÉFILMS

**20.45** La Dernière Nuit. Don McKellar. Arte  
**20.45** Le Fléau. Mick Garris [2/4]. Série Club  
**20.55** La Chaîne brisée. Lamont Johnson. TMC  
**21.50** Minuit. Walter Salles et Daniela Thomas. Arte  
**22.45** La Terreur et la Vertu. Stelio Lorenzi [2/2]. Histoire  
**22.55** Chez Walter. Romuald Karmakar. Arte

## SÉRIES

**20.20** Happy Days. Querelles d'amoureux. Série Club  
**20.50** Téva soirée sitcom. Téva  
**21.35** La Planète des singes. Le chirurgien. 13<sup>ème</sup> RUE  
**22.15** Le Dammé. Executioner (v.o.). Série Club  
**23.00** La Quatrième Dimension. Neuvième étage. Le cœur a ses raisons. Série Club

## TF 1

**0.00** Millénum  
En direct des Champs-Élysées, Claire Chazal et Patrick Poivre d'Arvor commentent le spectacle des grandes roues : onze roues de plus de 20 mètres de hauteur, décorées par autant d'artistes de toutes disciplines, censées symboliser le millénaire qui s'ouvrira l'année prochaine, descendent la célèbre avenue. Le spectacle est suivi d'un tour d'Europe des festivités (Rome, Londres, etc.).

SAMEDI 1<sup>er</sup> JANVIER

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

**12.10** et **17.10** Le Monde des idées. Le siècle des femmes. Invitées : Viviane Forrester et Françoise Giroud. LCI  
**21.00** De l'opéra à l'opéra rock. Forum Planète  
**22.00** Les enfants cachés de la guerre. Forum Planète  
**23.00** Baleines, la conscience de la mer. Forum Planète

## MAGAZINES

**13.55** Pendant la pub. Invité : Claude Lelouch. TMC  
**18.00** Paris modes. Spécial Kenzo. Paris Première  
**18.15** La Vie à l'endroit. Au service de madame. TV 5  
**19.00** Histoire parallèle. Sémaine du 1<sup>er</sup> janvier 1950 : du demi-siècle au millénaire. Arte  
**19.00** Recto Verso. Avec Florent Pagny. Paris Première  
**20.00** Emission spéciale. Une heure avec Lionel Jospin. Avec Christine Arron, Arnaud Boetsch et Jean-Claude Skrela. Eurosport  
**20.25** Le Club. Invité : Claude Piéplu. Ciné Classics  
**20.35** Planète animal. Les défis de la vie [8/12] : compétitions et combats. TMC  
**21.00** Quatre Saisons... à Bordeaux. Avec Angela Gheorghiu ; Roberto Alagna ; Augustin Dumay ; Michel Dalberto ; Janina Fialkowska ; Nathalie Stutzmann ; Etienne Péclard. Mezzo  
**21.05** Thalassa. Route collision. TV 5  
**21.30** Planète Terre. L'homme technologique [1/8] naissance de l'outil. TMC  
**21.40** Métropolis. L'horloge des millénaires ; L'éroscope ; L'a(rt)pesanteur ; Expo 2000 ; L'année Bach. Arte  
**22.15** Strip-tease. Le parapluie de Cherbourg. Le beau Jacques. France  
**22.50** Cambouis. Maserati. Canal Jimmy  
**23.45** Ushualà nature. Les mémoires de la Terre : Venezuela. Odyssee

## DOCUMENTAIRES

**17.05** Yukon Quest. Un hiver de chien. La Cinquième  
**17.10** L'Espagne sauvage. L'hiver [2/2]. Odyssee  
**17.20** Un jour après l'autre. Planète  
**17.40** Jean Marais : Cocteau mon maître. Festival

Le Monde  
TELEVISION13<sup>ÈME</sup> RUE

**20.45 Anna**  
Un jeune publicitaire (Jean-Claude Brialy), nimbé des artifices d'une profession qui fait alors rêver (nous sommes en 1965), découvre, au labo photo de son agence, le regard d'une jeune femme (Anna Karina) dont il tombe éperdument amoureux. Au point de faire afficher ce regard dans Paris afin de retrouver l'inconnue. Une comédie musicale de Pierre Koralnik servie par la musique de Gainsbourg. 12

## CINÉ CINÉMAS 1

**23.00 Les Oiseaux** ■ ■ ■  
Une courte nouvelle de Daphné du Maurier – des oiseaux s'en prenant aux humains – fournit à Hitchcock l'argument de son film. Tout le reste est une parabole sur la culpabilité féminine, thème récurrent de son univers. A San Francisco, Melanie Daniels, femme mondaine et futile, rencontre dans une oisellerie le séduisant avocat Mitch Brenner, qui cherche un couple d'« in-

separables » pour l'anniversaire de sa jeune sœur. Par jeu, elle les achète et les porte à Bodega Bay, station balnéaire où Mitch habite avec sa mère et sa sœur. En arrivant, elle est attaquée par une mouette, et se réfugie chez les Brenner. Désormais, comme si Mélanie en était responsable, les oiseaux s'en prennent aux enfants et aux habitants et assiègent la maison des Brenner. Leur cible : la pécheresse blonde qui a troublé l'ordre de leur monde. Admirable, diffusé en copie restaurée en v.o.

## FILMS

**15.00** La Nuit fantastique ■ ■ ■  
Frank Capra. Avec Cary Grant, Marcel L'Herbier (France, 1941, N., 90 min) O. Ciné Classics  
**18.05** Quality Street ■ ■ ■  
George Stevens (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 85 min). Cinétoile  
**18.10** Le Prix d'un homme ■ ■ ■  
Lindsay Anderson (GB, 1963, N., v.o., 130 min). Ciné Classics  
**19.30** L'Atalante ■ ■ ■ ■  
Jean Vigo (France, 1934, N., 105 min). Cinétoile



**20.30** Arsenic et vieilles dentelles ■ ■ ■  
Frank Capra. Avec Cary Grant, Priscilla Lane (EU, 1942, N., v.o., 120 min) O. Ciné Classics  
**20.45** Les Trois Ages ■ ■ ■  
Buster Keaton (EU, muet, 1923, N., 65 min). Histoire  
**21.00** L'Etrange Noël de Mr Jack ■ ■ ■  
Tim Burton et Henry Selick (Etats-Unis, 1993, v.o., 75 min). Ciné Cinémas 3  
**21.15** Un jour aux courses ■ ■ ■  
Sam Wood (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 105 min). Cinétoile  
**23.05** Blade Runner ■ ■ ■ ■  
Ridley Scott (EU, version réalisateur, 1982, v.o., 115 min) O. Ciné Cinémas 1  
**0.55** L'As des as ■ ■ ■  
Gérard Oury (France - Allemagne, 1982, 105 min). Cinétoile  
**1.00** Les Oiseaux ■ ■ ■ ■  
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1963, 120 min). Ciné Cinémas 2  
**2.10** Le Cirque du docteur Lao ■ ■ ■  
George Pal (Etats-Unis, 1964, v.o., 100 min) O. Canal+  
**2.40** Le Magicien d'Oz ■ ■ ■ ■  
Victor Fleming (Etats-Unis, 1939, 95 min). Cinétoile  
**3.15** L'enfer est à lui ■ ■ ■ ■  
Raoul Walsh (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 110 min). Ciné Classics

## FILMS

**13.15** Le Cygne et la Princesse 2 ■ ■ ■  
Richard Rich (Etats-Unis, 1997, 70 min) O. Cinéstar 2  
**13.20** L'Etrange Noël de Mr Jack ■ ■ ■ ■  
Tim Burton et Henry Selick (EU, 1993, 75 min). Ciné Cinémas 2  
**14.10** Arsenic et vieilles dentelles ■ ■ ■  
Frank Capra (Etats-Unis, 1942, N., 120 min) O. Ciné Classics  
**16.15** Les Trois Ages ■ ■ ■ ■  
Buster Keaton (Etats-Unis, 1923, N., muet, 65 min). Histoire  
**17.20** Mixed Nuts ■ ■ ■ ■  
Stan Laurel et Max Asher (Etats-Unis, 1924, N., 15 min). Histoire  
**17.45** L'émigrant ■ ■ ■ ■  
Charlie Chaplin (Etats-Unis, 1917, N., muet, 30 min). Histoire  
**20.40** Comment épouser un millionnaire ■ ■ ■ ■  
Jean Negulesco (Etats-Unis, 1953, 100 min). RTL 9  
**20.50** Les Visiteurs ■ ■ ■ ■  
Jean-Marie Poiré (France, 1992, 105 min). RTBF 1  
**21.45** XXI ■ ■ ■ ■  
Ariel Zeitoun (France, 1997, 95 min) O. TSR  
**23.00** L'enfer est à lui ■ ■ ■ ■  
Raoul Walsh (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 115 min). Ciné Classics



**18.20** Star. Téléfilm. Michael Miller.  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.50** La Dernière de Céline Dion. Avec la troupe de Notre-Dame de Paris.  
**23.15** Deux hommes dans une valise. Pièce de théâtre de Peter Yeldham et Donald Churchill.  
**FRANCE 2**  
**13.40** Journal, Météo, Tiercé.  
**14.45** La Bible, Joseph. Téléfilm. Roger Young [1 et 2/2].  
**17.50** Police Academy.  
**18.40** Gala de la presse.  
**19.55** et **20.45** Tirage du Loto.  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.50** Les Forges du désert.  
**22.45** Elie & Semoun.  
**0.05** Journal, Météo.  
**0.25** La Planète miracle. Foi de dinosaures.  
**FRANCE 3**  
**13.40** Le Tour du monde en 80 jours. Téléfilm. Buzz Kulik [1 et 2/2].  
**18.20** Questions pour un champion.  
**18.48** Un livre, un jour.  
**18.50** Le 19-20 de l'information, Météo.  
**20.05** Mister Fowler, brigadier chef.  
**20.35** Tout le sport.  
**20.50** Pardaïllan. Téléfilm. Edouard Niermans.  
**22.15** Strip-tease.  
**23.15** Météo, Soir 3.  
**23.35** Un siècle d'écrivains. Romain Gary.  
**0.25** Tex Avery.  
**CANAL +**  
**14.05** Football américain.  
**15.30** Apocalypse.com. Téléfilm. Anders Engström.  
► En clair jusqu'à 18.00  
**17.04** Entre chien et chat.  
**17.05** Vision d'Escaflowne.  
**17.30** Les Renés.  
**17.55** Flash infos.  
**18.00** Primary Colors. Film. Mike Nichols O.  
► En clair jusqu'à 20.40  
**20.20** Rions un peu en attendant la fin du monde.  
**20.40** H. [1 et 2/2].  
**21.30** Samedi, mon amour.  
**23.00** The Full Monty. Film. Peter Cattaneo O.  
**0.30** Comme une bête. Film. Patrick Schulmann O.  
**2.35** Les Merveilleux Contes de Grimm ■ ■ ■  
Film. Henry Levin et George Pal (v.o.) O.



**2.20** Cléopâtre ■ ■ ■ ■  
Joseph Mankiewicz. Avec Elisabeth Taylor, Richard Burton (Etats-Unis, 1963, 210 min). Ciné Cinémas 1  
**2.35** Lacenaire ■ ■ ■ ■  
Francis Girod (France, 1990, 120 min). Ciné Cinémas 3

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

**TF 1**  
**17.00** Millénum. Derniers préparatifs.  
**20.00** Journal, Météo. Vœux du président de la République.  
**21.00** Millénum. Et vous, vous faites quoi le 31 ?  
**23.15** Millénum. Les dernières  
**0.00** Millénum. L'Europe entre dans l'an 2000.

## FRANCE 2

**18.05** Le soleil se lève sur l'an 2000.  
**19.40** Tirage du loto du siècle.  
**19.45** 1 000 enfants vers l'an 2000.  
**19.50** Journal. Vœux du président de la République.  
**20.40** Météo, Point route.  
**20.50** Tapis rouge aux Champs-Élysées.

## FRANCE 3

**16.50** Panikem sur l'an 2000. Téléfilm. Matthieu Bayle.  
**18.20** Question pour un champion.  
**18.50** Le 19-20 de l'information.  
**20.00** Les Vœux du président de la République.  
**20.10** Fa si la... Spéciale.  
**21.45** Le Petit Dinosaur et la Vallée des Merveilles. Film. Don Bluth.  
**23.10** Météo, Soir 3.  
**1.25** Trois petits mots ■ ■ ■  
Film. Richard Thorpe.

## CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00  
**18.20** Best of Nulle part ailleurs. la fin du monde.  
**20.30** Rions un peu en attendant la fin du monde. Le Pire des Robins des Bois.  
**21.00** L'Année des guignols.  
**22.30** Flubber. Film. Les Mayfield O.  
**0.00** Jamel Show.  
**1.00** Jerry Seinfeld sur scène. Im Telling You for the Last Time.  
**2.10** Le Cirque du docteur Lao ■ ■ ■  
Film. George Pal (v.o.) O.  
**3.50** Back Home. Film. Bart Freundlich O.

## ARTE

**19.00** Tracks. Spécial fin de siècle.  
**19.50** Arte info, Météo.  
**20.15** Camille Pissaro.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

**TF 1**  
**13.00** Journal.  
**14.15** Le Soleil en plein cœur. Téléfilm. Simon Wincer [1 et 2/2].  
**16.50** Les Nouveaux Robinson. Téléfilm. Troy Miller.  
**18.20** Star. Téléfilm. Michael Miller.  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.50** La Dernière de Céline Dion. Avec la troupe de Notre-Dame de Paris.  
**23.15** Deux hommes dans une valise. Pièce de théâtre de Peter Yeldham et Donald Churchill.  
**FRANCE 2**  
**13.40** Journal, Météo, Tiercé.  
**14.45** La Bible, Joseph. Téléfilm. Roger Young [1 et 2/2].  
**17.50** Police Academy.  
**18.40** Gala de la presse.  
**19.55** et **20.45** Tirage du Loto.  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.50** Les Forges du désert.  
**22.45** Elie & Semoun.  
**0.05** Journal, Météo.  
**0.25** La Planète miracle. Foi de dinosaures.  
**FRANCE 3**  
**13.40** Le Tour du monde en 80 jours. Téléfilm. Buzz Kulik [1 et 2/2].  
**18.20** Questions pour un champion.  
**18.48** Un livre, un jour.  
**18.50** Le 19-20 de l'information, Météo.  
**20.05** Mister Fowler, brigadier chef.  
**20.35** Tout le sport.  
**20.50** Pardaïllan. Téléfilm. Edouard Niermans.  
**22.15** Strip-tease.  
**23.15** Météo, Soir 3.  
**23.35** Un siècle d'écrivains. Romain Gary.  
**0.25** Tex Avery.  
**CANAL +**  
**14.05** Football américain.  
**15.30** Apocalypse.com. Téléfilm. Anders Engström.  
► En clair jusqu'à 18.00  
**17.04** Entre chien et chat.  
**17.05** Vision d'Escaflowne.  
**17.30** Les Renés.  
**17.55** Flash infos.  
**18.00** Primary Colors. Film. Mike Nichols O.  
► En clair jusqu'à 20.40  
**20.20** Rions un peu en attendant la fin du monde.  
**20.40** H. [1 et 2/2].  
**21.30** Samedi, mon amour.  
**23.00** The Full Monty. Film. Peter Cattaneo O.  
**0.30** Comme une bête. Film. Patrick Schulmann O.  
**2.35** Les Merveilleux Contes de Grimm ■ ■ ■  
Film. Henry Levin et George Pal (v.o.) O.

**FRANCE 2**  
**13.40** Journal, Météo, Tiercé.  
**14.45** La Bible, Joseph. Téléfilm. Roger Young [1 et 2/2].  
**17.50** Police Academy.  
**18.40** Gala de la presse.  
**19.55** et **20.45** Tirage du Loto.  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.50** Les Forges du désert.  
**22.45** Elie & Semoun.  
**0.05** Journal, Météo.  
**0.25** La Planète miracle. Foi de dinosaures.  
**FRANCE 3**  
**13.40** Le Tour du monde en 80 jours. Téléfilm. Buzz Kulik [1 et 2/2].  
**18.20** Questions pour un champion.  
**18.48** Un livre, un jour.  
**18.50** Le 19-20 de l'information, Météo.  
**20.05** Mister Fowler, brigadier chef.  
**20.35** Tout le sport.  
**20.50** Pardaïllan. Téléfilm. Edouard Niermans.  
**22.15** Strip-tease.  
**23.15** Météo, Soir 3.  
**23.35** Un siècle d'écrivains. Romain Gary.  
**0.25** Tex Avery.  
**CANAL +**  
**14.05** Football américain.  
**15.30** Apocalypse.com. Téléfilm. Anders Engström.  
► En clair jusqu'à 18.00  
**17.04** Entre chien et chat.  
**17.05** Vision d'Escaflowne.  
**17.30** Les Renés.  
**17.55** Flash infos.  
**18.00** Primary Colors. Film. Mike Nichols O.  
► En clair jusqu'à 20.40  
**20.20** Rions un peu en attendant la fin du monde.  
**20.40** H. [1 et 2/2].  
**21.30** Samedi, mon amour.  
**23.00** The Full Monty. Film. Peter Cattaneo O.  
**0.30** Comme une bête. Film. Patrick Schulmann O.  
**2.35** Les Merveilleux Contes de Grimm ■ ■ ■  
Film. Henry Levin et George Pal (v.o.) O.

**FRANCE 2**  
**13.40** Journal, Météo, Tiercé.  
**14.45** La Bible, Joseph. Téléfilm. Roger Young [1 et 2/2].  
**17.50** Police Academy.  
**18.40** Gala de la presse.  
**19.55** et **20.45** Tirage du Loto.  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.50** Les Forges du désert.  
**22.45** Elie & Semoun.  
**0.05** Journal, Météo.  
**0.25** La Planète miracle. Foi de dinosaures.  
**FRANCE 3**  
**13.40** Le Tour du monde en 80 jours. Téléfilm. Buzz Kulik [1 et 2/2].  
**18.20** Questions pour un champion.  
**18.48** Un livre, un jour.  
**18.50** Le 19-20 de l'information, Météo.  
**20.05** Mister Fowler, brigadier chef.  
**20.35** Tout le sport.  
**20.50** Pardaïllan. Téléfilm. Edouard Niermans.  
**22.15** Strip-tease.  
**23.15** Météo, Soir 3.  
**23.35** Un siècle d'écrivains. Romain Gary.  
**0.25** Tex Avery.  
**CANAL +**  
**14.05** Football américain.  
**15.30** Apocalypse.com. Téléfilm. Anders Engström.  
► En clair jusqu'à 18.00  
**17.04** Entre chien et chat.  
**17.05** Vision d'Escaflowne.  
**17.30** Les Renés.  
**17.55** Flash infos.  
**18.00** Primary Colors. Film. Mike Nichols O.  
► En clair jusqu'à 20.40  
**20.20** Rions un peu en attendant la fin du monde.  
**20.40** H. [1 et 2/2].  
**21.30** Samedi, mon amour.  
**23.00** The Full Monty. Film. Peter Cattaneo O.  
**0.30** Comme une bête. Film. Patrick Schulmann O.  
**2.35** Les Merveilleux Contes de Grimm ■ ■ ■  
Film. Henry Levin et George Pal (v.o.) O.

**FRANCE 2**  
**13.40** Journal, Météo, Tiercé.  
**14.45** La Bible, Joseph. Téléfilm. Roger Young [1 et 2/2].  
**17.50** Police Academy.  
**18.40** Gala de la presse.  
**19.55** et **20.45** Tirage du Loto.  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.50** Les Forges du désert.  
**22.45** Elie & Semoun.  
**0.05** Journal, Météo.  
**0.25** La Planète miracle. Foi de dinosaures.  
**FRANCE 3**  
**13.40** Le Tour du monde en 80 jours. Téléfilm. Buzz Kulik [1 et 2/2].  
**18.20** Questions pour un champion.  
**18.48** Un livre, un jour.  
**18.50** Le 19-20 de l'information, Météo.  
**20.05** Mister Fowler, brigadier chef.  
**20.35** Tout le sport.  
**20.50** Pardaïllan. Téléfilm. Edouard Niermans.  
**22.15** Strip-tease.  
**23.15** Météo, Soir 3.  
**23.35** Un siècle d'écrivains. Romain Gary.  
**0.25** Tex Avery.  
**CANAL +**  
**14.05** Football américain.  
**15.30** Apocalypse.com. Téléfilm. Anders Engström.  
► En clair jusqu'à 18.00  
**17.04** Entre chien et chat.  
**17.05** Vision d'Escaflowne.  
**17.30** Les Renés.  
**17.55** Flash infos.  
**18.00** Primary Colors. Film. Mike Nichols O.  
► En clair jusqu'à 20.40  
**20.20** Rions un peu en attendant la fin du monde.  
**20.40** H. [1 et 2/2].  
**21.30** Samedi, mon amour.  
**23.00** The Full Monty. Film. Peter Cattaneo O.  
**0.30** Comme une bête. Film. Patrick Schulmann O.  
**2.35** Les Merveilleux Contes de Grimm ■ ■ ■  
Film. Henry Levin et George Pal (v.o.) O.

**FRANCE 2**  
**13.40** Journal, Météo, Tiercé.  
**14.45** La Bible, Joseph. Téléfilm. Roger Young [1 et 2/2].  
**17.50** Police Academy.  
**18.40** Gala de la presse.  
**19.55** et **20.45** Tirage du Loto.  
**20.00** Journal, Météo.  
**20.50** Les Forges du désert.  
**22.45** Elie & Semoun.  
**0.05** Journal, Météo.  
**0.25** La Planète miracle. Foi de dinosaures.  
**FRANCE 3**  
**13.40** Le Tour du monde en 80 jours. Téléfilm. Buzz Kulik [1 et 2/2].  
**18.20** Questions pour un champion.  
**18.48** Un livre, un jour.  
**18.50** Le 19-20 de l'information, Météo.  
**20.05** Mister Fowler, brigadier chef.  
**20.35** Tout le sport.  
**20.50** Pardaïllan. Téléfilm. Edouard Niermans.  
**22.15** Strip-tease.  
**23.15** Météo, Soir 3.  
**23.35** Un siècle d'écrivains. Romain Gary.  
**0.25** Tex Avery.  
**CANAL +**  
**14.05** Football américain.  
**15.30** Apocalypse.com. Téléfilm. Anders Engström.  
► En clair jusqu'à 18.00  
**17.04** Entre chien et chat.  
**17.05** Vision d'Escaflowne.  
**17.30** Les Renés.  
**17.55** Flash infos.  
**18.00** Primary Colors. Film. Mike Nichols O.  
► En clair jusqu'à 20.40  
**20.20** Rions un peu en attendant la fin du monde.  
**20.40** H. [1 et 2/2].  
**21.30** Samedi, mon amour.  
**23.00** The Full Monty. Film. Peter Cattaneo O.  
**0.30** Comme une bête. Film. Patrick Schulmann O.  
**2.35** Les Merveilleux Contes de Grimm ■ ■ ■  
Film. Henry Levin et George Pal (v.o.) O.

**FRANCE 2**  
**13.40** Journal, Météo, Tiercé.  
**14.45** La Bible, Joseph. Téléfilm. Roger Young [1 et 2/2].  
**17.50** Police Academy.  
**18.40** Gala de la presse

# La publicité a connu une année record et pèse 1 % de l'économie mondiale

Les cinq grands médias (presse, télévision, affichage, cinéma, radio) ont bénéficié de l'euphorie

L'ANNÉE 1999 a été l'une des plus fastes qu'ait connues le secteur depuis dix ans : les investissements de communication réalisés par les entreprises dans les cinq grands médias (presse, télévision, affichage, cinéma, radio) ont franchi la barre historique de 300 milliards de dollars. La publicité traditionnelle pèse désormais 1% de l'économie mondiale. Auquel il faut ajouter 120 milliards de dollars pour prendre en compte les mailings et les autres opérations de promotion sur le lieu de vente. Mais si la croissance mondiale s'est élevée à 5%, celle de l'Europe a été supérieure : sur les dix pays qui ont le plus progressé, huit sont européens. Et la France est dans le peloton de tête.

L'institut Secodip a enregistré une augmentation de 11% des investissements publicitaires (à 58 milliards de francs avant remises) dans la presse, la radio, la télévision, l'affichage et le cinéma français sur les neuf premiers mois de l'année. La presse quotidienne s'est montrée « la plus dynamique depuis le début de l'année », selon Secodip, avec des investissements en hausse de 13% et un nombre plus important d'annonces.

La télévision, surtout privée, a démarré en trombe à partir du second semestre, avec une croissance spectaculaire pendant l'été : TF1 a gagné 1 milliard de francs supplémentaires de pub en neuf mois et M6, avec un demi-milliard d'augmentation, est devenu le deuxième opérateur publicitaire de télévision, devant France 2. Quant à la radio, en progression de 14%, elle connaît une nouvelle envolée depuis la rentrée. Comment expliquer une telle

effervescence ? Les indicateurs économiques (croissance du PIB, réduction du chômage et optimisme des ménages) ne suffisent pas à expliquer cet emballement. Même si « les entreprises, qui ont bien compris que la pub était un vrai levier de consommation, accompagnent l'embellie économique », remarque Didier Beauclair de l'Union des annonceurs (UDA). Le fait est que la concen-

boursières des banques (BNP/Société générale/Paribas) et des pétroliers (Elf/Total/Fina) ont, aussi, dopé les recettes publicitaires de l'été. « Il semble que les annonceurs limitent de plus en plus la pause estivale », observe Secodip.

La bataille du marketing est d'autant plus intense qu'ils se rendent compte que « la valeur du service n'est plus liée à la qualité

## La pub « moderne » est entrée au musée

En 1999, la publicité a acquis ses lettres de noblesse puisqu'elle est entrée au musée. La réclame est désormais considérée comme « une nouvelle esthétique de la réalité » et dispose à ce titre, depuis le 18 novembre en France, d'un espace officiel exposant à la consultation publique 10 000 affiches, dont la moitié datent d'avant 1950, des milliers de films accessibles par auteur, par marque, par date, des annonces de presse, des jingles radiophoniques, etc. Cette première mondiale, aménagée abruptement par l'architecte Jean Nouvel, est hébergée par l'Union des arts décoratifs, rue de Rivoli à Paris.

Puisque la pub n'est plus censée, en 1999, ressembler à de la pub pour être efficace, il était temps de garder trace de celle inventée au début du siècle. Cette pub que concevait dans les années 30 le graphiste René Gruau en jouant avec les mots, la marque, le produit et dont le charme désuet contraste avec le traitement hyperréaliste des nouvelles publicités dépouillées, elles, de tout produit, slogan, logo, et marque. La pub a entamé sa mue.

tration des entreprises, alliée au processus de mondialisation amorcé il y a trois ans, a accéléré la bataille des plus gros entre eux : « Il n'y a plus beaucoup de temps pour solidifier ses positions », commente Sébastien Danet, le patron de ZenithMédia France.

Les grands annonceurs – ceux qui dépensent plus de 100 millions de francs par an en pub – investissent davantage : + 16% pour les enseignes de distribution, + 14% pour les transports, + 33% pour le secteur des télécoms. Les batailles

intrinsèque du produit, mais beaucoup plus à la perception qu'on en a », constate M. Danet.

De nouveaux annonceurs ont aussi fait leur apparition. Ils sont issus des nouvelles technologies de la communication (téléphonie mobile, fournisseurs d'accès et sites Internet) ou du tissu des PME qui profitent de la croissance de leur chiffre d'affaires pour entrer sur le marché publicitaire. « Eugène Perma, une société de cosmétiques et d'hygiène qui a racheté Petrole Hahn à Procter &

Gamble, est passée de 12 millions de francs de pub à 100 millions de francs cette année », cite-t-on en exemple chez ZenithMedia. L'euphorie française est partagée outre-Atlantique.

En 1999, les Etats-Unis – où sont installés la majorité des grands annonceurs internationaux et leurs agences de publicité – ont continué à dominer la publicité mondiale : ils représentent, à eux seuls, plus que les 13 pays suivants réunis. Leurs indicateurs sont au beau fixe, les sociétés nées d'Internet veulent se faire connaître et la perspective des élections présidentielle et sénatoriales contribue au foisonnement général. En revanche, l'Asie-Pacifique se remet lentement de la récession freinée dans sa reprise par le Japon, deuxième marché publicitaire au monde, qui peine à renouer avec la croissance. Et l'Amérique latine suit encore le contrecoup des turbulences brésiliennes. Eternel joueur sur le banc de touche, le continent africain, lui, ne parvient toujours pas à intéresser les publicitaires.

Euro RSCG a décidé d'ouvrir la nouvelle année publicitaire sur la télévision des îles Chatham, la première zone habitée à basculer dans l'an 2000. A 0 heure et 1 seconde, heure locale, un spot de pub, uniquement visible par les 700 habitants de l'île avant d'être mis sur Internet pendant 24 heures, était censé introniser la communication du futur, une sorte de pacte de solidarité alliant publicité, marketing et Internet. Cette idée un peu folle témoigne du climat euphorique qui règne chez les publicitaires.

Florence Amalou

## Les mannequins jouent la carte du naturel

ENCOURAGÉES par le courant « hippy chic » qui colore la mode depuis l'été dernier, puis par le clinquant festif des derniers défilés de prêt-à-porter, les mannequins retrouvent la sourire sur les podiums. Une façon sans doute d'exorciser les scandales qui secouent la profession. Ecorchant en profondeur l'image des agences Elite et Marilyn, le reportage du journaliste Donald McIntyre diffusé le 23 novembre sur la BBC et tourné en « caméra cachée » dénonçait le comportement graveleux de directeurs d'agence dans ce milieu, où de toutes jeunes filles basculent parfois de leur chambre d'enfant à l'univers du sexe et de la drogue.

« Après les mannequins "destroy", on a besoin plus que jamais d'une authenticité, qui passe par l'intelligence d'un regard, une émotion », explique une des responsables de l'agence FAM, qui ajoute : « Les nouveaux modèles dégagent un grand calme intérieur, on revient à une fraîcheur neutre et sans prétention. » Pour incarner ce naturel étudié, les belles aux joues roses et pleines comme un fruit mûr ont remplacé les longues tiges éthérées.

Parmi les égéries du moment, les Slaves Natalia Semanova et Malgosia au teint d'opale et aux grands yeux clairs ou l'Américaine rousse

Maggie Rizer, qui affiche son hâle doré dans tous les défilés. Atypique, la petite brune Audrey Marnay séduit les photographes par son allant et son sourire mutin. Au sommet de ces beautés saines à la mine sans apprêt, Laetitia Casta aimante les désirs avec sa fraîcheur et ses courbes engageantes. « On adoucit les traits des filles pour mettre en avant le vêtement », dit un jeune créateur, rappelant le rôle initial du mannequin que l'on appelait sosie au début du siècle. « Les top models ont vampirisé les marques. On ne parlait plus de mode, mais de mannequins », explique Fabienne Martin, directrice de l'image à l'agence Next.

### 10 000 DOLLARS POUR SE LEVER

En 1997, la fortune de Claudia Schiffer, alors âgée de vingt-six ans, était estimée à plus de 200 millions de francs. « Nous ne nous levons pas à moins de 10 000 dollars (60 000 francs) », déclarait à l'époque Linda Evangelista, au troisième rang des cachets derrière Claudia Schiffer et Cindy Crawford.

Avec quelques autres, elles ont offert un visage au début de la décennie où la mode n'était plus à la mode après l'avoir trop été dans les années 70 et 80. Leur starification – large-

ment encouragée par Gianni Versace ou Karl Lagerfeld – masquait l'absence d'idéal des années du minimalisme. Puis les créatures émaciées ont eu leur heure de gloire pour illustrer les lignes anguleuses (longs manteaux noir punk et autres talons métal). Depuis 1998, les « waifs » (les « petites filles abandonnées ») tant décriées, comme Kate Moss ou la fameuse Jodie Kidd, hantent moins les magazines de mode. « Les nouvelles filles ont une autre façon d'appréhender le métier. Elles sont plus en retrait, plus simples », dit Fabienne Martin. Et de constater « le raccourcissement des carrières ».

Dans cette période aux critères moins figés, on voit aussi d'anciennes égéries reprendre le chemin des podiums. « Ne se reconnaissant pas dans la publicité, la génération du baby-boom a encouragé aussi le retour de vraies femmes », remarque-t-on à l'agence FAM. A l'instar de Jean-Paul Gaultier, qui introduit depuis longtemps des sexagénaires dans ses défilés, Martin Margiela – arrivé chez Hermès en 1998 – montre les collections sur les clientes maison dont la quarantaine s'épanouit dans la sourire de la réussite et de l'équilibre familial.

collection. Ou comme une carte de tarot, où sont les pieds de la dame de cœur, où est la tête ? Une idée saugrenue vraiment, mais bien dans le genre d'un quotidien assez dandy, depuis toujours, pour se fabriquer un jour et se dater du lendemain, en sa lutte perpétuelle contre le vieillissement. Prenez ce numéro, tournez-le dans le sens qu'il vous conviendra et observez la date. Fabriqué le vendredi 31 décembre 1999. Daté samedi 1<sup>er</sup> janvier 2000. Ah ! mais que fait la répression des siècles !

Bon d'accord, on sait bien que tout cela n'est pas vraiment vrai. Que le siècle n'est pas mathématiquement fini ici, commencé là. Comme l'indiquait gentiment un lecteur – qui s'échine à expliquer aux chères têtes blondes les subtilités et rigueurs des intervalles en leur assénant cette vérité d'évidence que, quand on a dix doigts, le dixième ne pousse pas nécessairement sur une troisième main ! –, *Le Monde* abuse en feignant de prendre l'an 2000 pour le début d'un troisième millénaire.

Soit, admettons. Mais quid alors, après celle des chiffres, de la poésie des dates ? 1999-2000 ! Formidable ! Nos vies, nos imaginations tête-bêche. Se coucher encore jeune, se réveiller déjà vieux ! Ou l'inverse alors. Se découvrir tout perclus de vieilles, parcheminé de rides, de 1999 rides et, au gui l'an neuf, embrassons-nous fol 2000, en route vers de nouvelles aventures. Ce n'est pas formidable, cela ? Bilan et perspectives informatives, bien sûr. Le vaste monde tel qu'il fut, et tel qu'il va, naturellement. Mais aussi pour nous tous, l'occasion, une nuit si peu ordinaire, de faire l'actualité égoïste de notre propre vie, avec notre propre compte-factivement remis à 0.

Anne-Laure Quilleriet

## La « pilule du lendemain » pourra être délivrée au collège et au lycée

SÉGOLÈNE ROYAL, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, annonce, le 26 novembre, que la « pilule du lendemain » – le NorLevo – pourra être délivrée par les infirmières scolaires dans les collèges et les lycées. Cette décision est bien accueillie par les syndicats de lycéens et les organisations des personnels de santé, tandis que les fédérations de parents d'élèves sont partagées, et que les évêques de France manifestent leur « désaccord ». Chez les adolescentes, 10 000 grossesses non désirées, entraînant 6 700 avortements, sont constatées chaque année.

### DÉPÊCHES

■ **INSÉCURITÉ** : Lionel Jospin annonce de nouvelles mesures pour lutter contre la violence des jeunes, le 27 janvier, à l'issue d'un conseil de sécurité intérieure. Il annonce notamment la création d'ici à 2001 de 50 « centres de placement immédiat » destinés à éloigner des mineurs délinquants multirécidivistes qui seront soumis à un « strict contrôle », ainsi que le recrutement de 10 000 aides-éducateurs dans l'année.

■ **EXCISION** : une femme de nationalité malienne est condamnée à huit ans de prison par la cour d'assises de Paris, le 16 février, qui la juge coupable d'avoir excisé 58 fillettes en France entre 1983 et 1994. Poursuivis pour « complicité de violences volontaires ayant entraîné une mutilation », 23 parents sont sanctionnés de cinq ans de prison avec sursis.

■ **TERRORISME** : la cour d'assises de Paris condamne par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité, le 10 mars, six agents libyens accusés d'être les auteurs de l'attentat contre le DC-10 d'UTA, qui a causé la mort de 170 personnes au-dessus du désert du Ténééré, le 19 septembre 1989.

■ **21 membres du réseau ayant préparé la vague d'attentats islamistes de 1995 en France** sont condamnés le 15 septembre pour « association de malfaiteurs » par le tribunal correctionnel de Paris à des peines allant de six mois à dix ans de prison.

■ **FEMMES** : la Commission européenne requiert une astreinte de 943 880 francs par jour contre la France, le 21 avril, pour non-respect de sa directive de 1976 sur l'égalité entre hommes et femmes, visant une disposition du code du travail qui prohibe le travail de nuit des femmes dans l'industrie.

■ **SOCIÉTÉ** : André Dupont, quatre fois candidat à l'élection présidentielle depuis 1974, plus connu sous le surnom de Mouna Aguigui, figure omniprésente des manifestations dans la capitale, est mort le 8 mai à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

■ **JUSTICE** : Michel Giraud, ancien président (RPR) de la région Ile-de-France, est condamné à huit mois de prison avec sursis pour « prise illégale d'intérêts », le 31 mai, parce qu'il a affecté à sa résidence privée deux employés de maison rémunérés par la région.

■ **Jean-Marie Le Pen, président du Front national, est reconnu coupable d'incitation à la haine raciale**, le 2 juin, par le tribunal de Munich (Allemagne), pour y avoir déclaré, en décembre 1997, que « les chambres à gaz sont un détail de la seconde guerre mondiale ».

■ **Jacques Crozemarie, fondateur et ancien président de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC)**, est condamné à quatre ans de prison le 19 octobre pour « abus de confiance » et « recel d'abus de biens sociaux ».

■ **ACCIDENT** : 20 passagers trouvent la mort dans la chute d'une cabine de téléphérique desservant l'observatoire du pic de Bure (Hautes-Alpes), le 1<sup>er</sup> juillet.

■ **MÉDICAMENTS** : une liste de 286 médicaments considérés comme inutiles par l'Agence de sécurité sanitaire, sur un total de 1 176 médicaments appartenant à quatre spécialités médicales – cardiologie, rhumatologie, psychiatrie et nutrition – dont l'Agence a mesuré l'efficacité, est publiée le 18 septembre par *Le Monde*.

## Les sectes millénaristes à l'assaut du communisme chinois

### PÉKIN

de notre correspondant

Le régime communiste chinois, qui a déserté le front idéologique depuis le lancement de la « réforme économique » – pensant que la croissance suffirait à lui pourvoir une légitimité de substitution –, va-t-il finir par succomber aux assauts des nouvelles spiritualités ? La chasse aux sorcières déclenchée contre la secte Fa Lun Gong, syncrétisme combinant les enseignements du bouddhisme, du taoïsme et de la gymnastique respiratoire du qi gong, donne la mesure de la frayeur qui a saisi en 1999 la direction du parti.

La manifestation de 10 000 adeptes (25 avril) autour de Zhongnanhai – le siège du pouvoir – a réveillé les souvenirs de périodes de l'histoire chinoise où les sectes millénaristes (Lotus blanc, Taiping) ébranlaient les dynasties en fin de cycle. La direction communiste a en effet tout lieu de s'inquiéter. Fa Lun Gong constitue un vrai défi à la fois en raison de son audience populaire – autour de 10 millions de dis-

ciples avant sa mise au ban – mais surtout par son organisation hiérarchisée et clandestine qui est parvenue à infiltrer certains segments de l'appareil du parti et de l'armée.

Depuis l'été, la répression bat son plein. Arrestations et condamnations se multiplient. Au-delà de Fa Lun Gong, c'est l'ensemble de la mouvance qi gong – environ 3 000 groupes – qui est visé. Déjà, l'état se resserre autour de Zhong Gong (gong du milieu), Xiang Gong (gong parfumé) ou Guo Gong (gong national) qui rassemblent des millions, voire des dizaines de millions d'adeptes autour d'un gourou crédité de pouvoirs surnaturels et professant un messianisme rédempteur.

La nébuleuse a pris son essor dans les années 80 à la faveur du relâchement du contrôle totalitaire jusque-là exercé par le parti. Le phénomène est foncièrement ambigu. Il comporte une évidente dimension spirituelle (exigence d'une nouvelle éthique) mais il exprime aussi des attentes culturelles, voire identitaires (redécouverte des tra-

ditions chinoises populaires), sociales (reconstitution de réseaux de convivialité), ou simplement médicales (quête de méthodes curatives). Le désarroi provoqué dans certaines catégories – notamment les personnes âgées – par le démantèlement des anciennes structures de sociabilité a offert à ces prophètes du salut de l'humanité un terreau particulièrement fertile.

L'ironie veut que le parti se sente maintenant menacé par un mouvement qu'il avait initialement plus ou moins encouragé.

### ENCOURAGEMENT INITIAL

Car la dimension identitaire véhiculée par la galaxie des groupes qi gong flattait son inclination à valoriser le patrimoine culturel chinois (supériorité de la médecine chinoise) dans une compétition inavouée avec les recettes occidentales. « Le parti aurait voulu marxiser le qi gong, le canaliser dans une version politiquement correcte, expliquer un jeune anthropologue de terrain affilié à l'Ecole pratique des hautes études. Or Fa Lun Gong

scelle l'échec de cette tentative. Le problème qui s'est posé est que les techniques qi gong ne sont pas neutres. Derrière les techniques, se profilent les réseaux sectaires qui transmettent ces techniques. Ainsi les maîtres de qi gong, consultés au début par les dirigeants, sont devenus progressivement des gourous de sectes. »

Selon ce spécialiste, le qi gong a fonctionné dans un contexte historique particulier comme un point de cristallisation du « monde sectaire » qui n'a jamais cessé de travailler la société chinoise, y compris dans la clandestinité. Sous l'effet de la répression, précise-t-il, la mouvance qi gong est peut-être durablement affaiblie mais « le monde sectaire et millénariste réapparaîtra plus tard sous une autre forme ». Cette prochaine forme serait plus expressément « religieuse » et pourrait nouer des connexions avec les nouvelles cosmologies de type New Age. L'affaire ne fait donc que commencer.

Frédéric Bobin